

« 1933 : la tragédie du prolétariat allemand » de Hyppolyte Etchebehere (Juan Rustico) ou comment les partis socialiste et communiste ont été battus sans combat par le fascisme

mardi 18 août 2015, par [Robert Paris](#)

<https://www.matierevolution.fr/spip.php?article636>

Trotsky :

« Ouvriers communistes, vous êtes des centaines de milliers, des millions, vous n'avez nulle part où aller, il n'y aura pas assez de passeports pour vous. Si le fascisme arrive au pouvoir, il passera comme un tank effroyable, sur vos crânes et vos échine. Le salut se trouve uniquement dans la lutte sans merci. Seul le rapprochement dans la lutte avec les ouvriers sociaux-démocrates peut apporter la victoire. Dépêchez-vous, ouvriers communistes, car il vous reste peu de temps ! »

– « Lettre à un ouvrier communiste allemand », 8 décembre 1931



affiche électorale du KPD (ou PCA, parti communiste allemand, stalinien)

"Lettre de Juan Rustico à un camarade argentin

"Hier dans l'après-midi, Hitler a pris le pouvoir. Il a pour lui le Ministère de l'Intérieur de la Prusse et celui du Reich. Cela veut dire que dans ses mains se trouvent la police (très puissante) et l'appareil de l'Etat. (...) Cette nuit même, nous avons pu connaître, dans l'anxiété qui tu peux imaginer, l'état d'esprit des ouvriers, membres du parti communiste, nos camarades de l'Ecole Marxiste, à qui nous avons demandé ce qu'ils comptaient faire dans les circonstances actuelles, comment ils envisageaient la lutte contre Hitler, quels étaient les mots d'ordre du Parti. Nous n'oublierons jamais le découragement, le désarroi, la méfiance totale en eux-mêmes et dans le Parti qu'ils ont manifesté devant nos questions. Ils étaient là accablés, vides, incapables de donner la moindre réponse. (...) A bas la clique d'aventuriers et de bureaucrates, dirigeants du PC et SPD, mille fois criminels qui nous ont préparé cette nouvelle et immense défaite. (...) "

« 1933 : la tragédie du prolétariat allemand »

Défaite sans combat, victoire sans péril

De Hyppolyte Etchebehere (Juan Rustico)

Extraits d'une brochure rééditée par les éditions Spartacus.

Avant-propos

(...) L'auteur, Rustico, raconte la montée brutale et victorieuse de Hitler qu'il a vécue, avec sa compagne, au sein même du prolétariat allemand. Venu d'Argentine, il voyait le plus puissant mouvement ouvrier d'Europe réduit à l'impuissance par la veulerie légaliste des social-démocrates et la politique lâchement suicidaire d'un parti « communiste », stalinien, aux ordres de la bureaucratie russe. (...) Rustico devait être tué dès août 1936 à la tête d'une colonne du POUM face aux troupes franquistes. (...)

Préface

Le texte de Juan Rustico retrace l'effondrement du mouvement ouvrier allemand face au triomphe nazi. C'est le témoignage d'un militant révolutionnaire qui est arrivé en Allemagne avec peut-être déjà quelques doutes sur certains aspects de l'Internationale Communiste (déjà aux mains de Staline), mais qui ne remettait pas encore en cause les fondements de cette politique. Il peut constater le légalisme et la passivité des sociaux-démocrates vis-à-vis desquels il était déjà prévenu, mais il voit aussi le Parti Communiste allemand mener une politique ambiguë à l'égard des nazis. Ce mouvement ouvrier qui s'effondre pratiquement sans combat (du moins dans cette période qui va de novembre 1932 à mai 1933) représentait encore une force énorme en 1932.

La social-démocratie et les communistes (staliniens)

La social-démocratie (SPD) compte environ un million de membres. Elle contrôle les syndicats, les coopératives, des organisations sportives. Elle détient le pouvoir dans les « Länder » de Bade, de Hesse, de Prusse. Elle détient les municipalités de Hambourg et de Berlin. Cette puissance est en fait intégrée à l'Etat allemand. En 1928, quand siègent 152 députés SPD au Reichstag, Hermann Müller, social-démocrate, devient chancelier (chef de l'Etat). Il le restera jusqu'en mars 1930. Voici, également, un comportement significatif : en 1928, les députés socialistes et communistes votent ensemble contre les crédits de réarmement par 202 voix contre (205 voix pour). Néanmoins, les ministres sociaux-démocrates restent au gouvernement et participent au programme de réarmement allemand. Lors de la réélection de Hindenburg au poste de Président du Reich, les sociaux-démocrates votent pour lui, aux deux tours de scrutin. (celui qui donnera ses pouvoirs à Hitler, en le nommant chancelier, n'est rien d'autre que le candidat de la social-démocratie !)

En fait, le baromètre des élections rend compte du déclin des sociaux-démocrates : 143 députés en 1930, 133 en juillet 1932, 121 en novembre 1932, et de la montée du parti communiste (stalinien) KPD : 77 députés en 1930, 89 en juillet 1932, 100 en novembre 1932. Il s'appuie sur tout un réseau d'organisations : groupes anti-fascistes, RGO (opposition syndicale révolutionnaire), RFB (Front rouge des anciens combattants), Fédération sportive rouge, etc... Son programme est fortement teinté de nationalisme. (...)

Le parti nazi (NSDAP) avait 12 députés au Reichstag en 1928, 107 en 1930, 230 députés en juillet 1932 avec 13 millions 779 mille voix. A comparer aux 13 millions trois cent mille voix cumulées des socialistes et des communistes en juillet 1932.

La force de la classe ouvrière ne se résume pas, bien entendu, à ces comparaisons électorales. Elle résidait dans sa concentration au sein de l'appareil de production, au cœur même du capitalisme allemand. Une masse petite-bourgeoise se détournant des partis modérés (sociaux-démocrates ou centristes) pour voter à l'extrême-droite ne signifiait ni une force sociale ni une force militante. C'est là qu'est la responsabilité, le crime même, des organisations staliniennes et réformistes, crime que rapporte si bien Juan Rustico.

La victoire du fascisme n'était nullement une fatalité en 1932. Elle est le produit d'un choix de la grande bourgeoisie mais aussi d'une capitulation sans combat des organisations ouvrières.

La tragédie du prolétariat allemand

De Rustico

« Berlin, novembre 1932

Nous sommes arrivés à Berlin le premier jour de novembre 1932. (...) Nous choisissons le « Alexander Platz », centre de vie bouillonnante, chauffée par l'angoisse des jeunes chômeurs berlinois. Les rues sont pleines. Pleines de cris, pleines de monde. Première surprise sur le trottoir, des jeunes gens ou des jeunes filles agitent de grosses tirelires en tôle, faisant danser des sous dedans.

▶ Donnez pour la campagne électorale du Parti Communiste...

▶ Et, tout de suite, une autre voix à côté :

▶ Donnez pour la campagne électorale du Parti National Socialiste (nazi).. Nous restons un bon moment à les regarder. Il est certain que les quêteurs ne sont pas seuls. Il est certain que chacun se sent protégé par quelques copains. Mais ça ne se voit pas. On ne voit que cette chose extraordinaire : l'un à côté de l'autre, l'un en face de l'autre, militants communistes et hommes d'assaut nazis quêtent pour leur parti, se regardant parfois avec haine, mais sans se quereller. Nous sommes sous la trêve politique. Cette discipline allemande... Les élections ont été fixées au 6, et Berlin pavoise. On accroche aux fenêtres, avec le drapeau, son opinion politique. Dans les quartiers ouvriers, les drapeaux forment une ligne rouge homogène sur les façades grises. Rouge est le drapeau des trois partis qui se disputent la classe ouvrière allemande. .

Le cercle blanc avec la noire croix gammée au centre dit, sur la toile rouge, qu'il appartient aux hitlériens et il porte le numéro 1. Le parti nazi est le premier parti d'Allemagne par le nombre de ses voix. Les trois flèches du « Front de fer » et le numéro 2 sont marqués sur le drapeau rouge des social-démocrates. La

faucille et le marteau et 3 signalent les fenêtres communistes. Les mots : « Votez pour la liste 1 », « Votez pour la liste 2 »... lancent leurs appels aux passants.

La passion politique domine la rue. Partout, on cause. Des petits groupes se forment dans tous les coins. Les cyclistes arrêtent leurs vélos. Des femmes, jeunes et vieilles, se mêlent aux discussions. Chacun porte, à la boutonnière, le signe distinctif de son parti. On tâche de convaincre, on apporte des arguments, on a des accusations contre les chefs, on ménage la masse. Le ton monte, tous veulent, à la fois, dire les mille choses qu'ils savent du parti contraire ; les mots deviennent durs ; mais il n'y a pas de bagarre. On vit la trêve politique. Toute atteinte à l'ordre est sévèrement punie. On serre les poings dans les poches, on discute. L'arrivée du schupo met fin à la réunion. La grève des transports a éclaté à Berlin. Tous les moyens de communication appartenant à la BVG sont arrêtés. Les trams, les autobus, le métro restent dans leur gare. La grève a été décidée par une grande majorité du personnel. Mais il manquait environ cent cinquante voix pour atteindre les trois quarts qu'exige la loi avant de considérer une grève comme légale. Alors, les syndicats réformistes n'ont pas appuyé la grève... Nous demandons à un social-démocrate :

► Comment se fait-il que la direction de vos syndicats n'approuve pas une grève décidée par une si écrasante majorité du personnel ? Environ 16.000 ouvriers sur 22.000 ont voté pour elle.

► Vous ne pouvez pas comprendre parce que vous ne connaissez pas les lois allemandes. Ici, en Allemagne, nous avons une loi qui permet au gouvernement de saisir la caisse syndicale quand une grève n'est pas strictement approuvée par les trois quarts des voix. Il faut les trois quarts, juste les trois quarts, pas une voix ne doit manquer... Vous savez, nous avons une loi... Mais le Berlin ouvrier a aussi une loi, la solidarité prolétarienne. Les stations du métro restent fermées, pas un tram, pas un autobus ne sont dans la rue le premier jour. Les vélos roulent par milliers sur le pavé. Les élections déjà passées, les chefs nazis commencent à négocier et lâchent la grève. Il faut rentrer. Et on rentre. Deux mille ouvriers, les plus actifs, les plus conscients, sont congédiés. La compagnie ne veut plus d'eux. Mais la grève a semé la peur dans les rangs de la bourgeoisie. La classe ouvrière allemande paraît reprendre sa volonté de lutte. Les transports berlinois dépendaient de la municipalité social-démocrate. La direction de la BVG avait annoncé une réduction de salaire de 2%.. La grève avait été dirigée conjointement par les nazis et le parti communiste (stalinien). La répression policière a été brutale : 1000 arrestations, 100 blessés, 10 morts, 2500 employés licenciés.

LES ELECTIONS DU 6 NOVEMBRE 1932

Jour des élections. Nous le passerons dans les quartiers ouvriers. C'est la première fois que nous allons à Wedding. On s'attendait à voir des ruelles étroites, nous trouvons de larges avenues asphaltées, beaucoup de balcons, des petits jardins devant les grandes maisons à quatre et cinq étages. Wedding est pourtant le quartier des barricades. Wedding est la forteresse communiste de Berlin. De ces gentils petits balcons, les nazis ont reçu des fleurs. Très souvent les fleurs – dit-on – étaient accompagnées des lourds pots où elles poussaient, et les nazis se fâchaient. A Wedding, les nazis n'avaient pas la vie facile. Les drapeaux sont rouges. Dans le nouveau Wedding plein de claires maisons modernes, on voit des croix gammées. Ce sont des maisons habitées par des employés, par des petits bourgeois. Dans le vieux Wedding dominant la faucille et le marteau. Parfois, au milieu d'une façade ou d'une rue qui ne porte que des croix gammées, se détache le numéro 3 de la liste communiste. Parfois, ce sont les trois flèches. Ai leurs, c'est une croix gammée qui ose vivre entre les drapeaux communistes. Comment s'explique ce spectacle dans une atmosphère chauffée à blanc ? Est-ce que les militants communistes, socialistes ou nazis ont un courage personnel si extraordinaire ? Nous croyons que, le 6 novembre, existait en Allemagne un équilibre de forces et que chaque militant le sentait aussi. On avait un fort parti derrière soi, et la victoire n'appartenait définitivement à personne. L'avenir était ouvert à chacun. A la porte des brasseries où l'on vote se tiennent, vivantes colonnes d'affichage, des hommes portant une pancarte sur la poitrine : liste 3, liste 2, liste 1. ... Les votants arrivent, passent par le local où l'on boit de la bière et vont déposer leur vote dans la chambre à côté. La tranquillité est parfaite. On ne voit pas beaucoup de nazis à Wedding. Un groupe de 6, portant l'uniforme, passe près d'un local « Reichsbanner » (bannière d'empire). Les jeunes reichsbanner, aussi en uniforme, qui sont à la porte, taquinent les hitlériens.

► Eh !... les héros, faut pas courir comme ça. C'est votre chef qui vous attend ?... Venez donc... on a quelque chose pour vous... Les nazis ne répondent pas. Les communistes gagnent 700.000 voix Les social-démocrates en perdent 700.000. Les nazis en perdent 2 millions. Le 6 novembre 1932, les nazis ont obtenu 11,7 millions de voix soit 33,1% des suffrages contre 37,3% en juillet 1932. Le KPD (communiste) obtient 5,37 millions de voix et les sociaux-démocrates : 7,96 millions. Le cumul des voix du KPD (stalinien) et du SPD (social-démocrate) représente 37,3% des suffrages. Sur Cette base de recul électoral, Léon Blum écrivait dans « Le Populaire » du 8-11-1932 : « Hitler est désormais exclu du pouvoir ». Le « Vorwärt » (« En avant », organe du SPD) commente la défaite hitlérienne : « Voilà dix ans que nous avons prévu la

défaite du national-socialisme, noir sur blanc, nous l'avions écrit dans notre journal !... » La « Rote Fahne » (« Le drapeau rouge », organe du KPD) fête le triomphe communiste et annonce que le nazisme commence à se désagréger : « Partout, il y a des S.A (section d'assaut nazis) qui désertent les rangs de l'hitlérisme et se mettent sous le drapeau communiste. On commence à désavouer Hitler dans son propre mouvement. » Le mécontentement qui se signala dans le Parti Communiste KPD après sa défaite aux élections présidentielles s'apaisait maintenant.

Le gouvernement sort complètement vaincu de ces élections, en ce sens que celles-ci ont montré de nouveau sa très faible base sociale ; et il s'ensuit une longue crise qui finit par la chute de Von Papen (leader de la droite du parti catholique Zentrum qui a gouverné de juin 1932 à décembre 1932) et l'avènement de Schleicher (général et ministre des armées dans le gouvernement de Von Papen avant d'être nommé chancelier).

La « Rote Fahne », rappelant la grève de la BVG, interprète ainsi les faits : « L'offensive du prolétariat fait tomber Von Papen ! » Ce qui n'était pas vrai à deux points de vue : Le prolétariat, dans son ensemble, était et resta jusqu'à la fin sur la défensive, quoique la grève des transports à Berlin ait montré un regain de combativité. A la faveur de cette passivité générale du prolétariat, les fractions de la bourgeoisie prenaient tout leur temps pour se disputer le pouvoir ; avec la montée de Schleicher, la grosse bourgeoisie terrienne était provisoirement vaincue.

ATTENTE....

On vit encore sous la trêve politique, et Noël approche. L'ouvrier berlinois ne veut pas avoir faim le jour de Noël. Il veut que ses gosses soient gais ce jour-là, il veut avoir son arbre de Noël garni et allumé, et l'arbre doit être un vrai petit sapin.

► Notre dîner de Noël ne sera pas très riche, dit Frau Müller. J'ai acheté de la viande On aura un petit rôti de veau. Mais l'arbre, oh ! l'arbre sera épatant Le mari de Frau Müller chôme depuis plus de deux ans. Ils vivent avec une allocation de 360 francs par mois. Leur nourriture quotidienne est composée de pommes de terre à la margarine, de quelques tranches de saucisson et d'un peu de légumes secs. L'arbre de Noël n'est plus, pour Frau Müller, affaire de religion. Il représente dans sa vie, comme dans la vie de millions de chômeurs allemands, un besoin d'espoir. Il rappelle le « bon vieux temps », quand on travaillait, quand on gagnait un salaire. L'hiver est là. Les suicides augmentent. Le tuyau de gaz résout vite les problèmes. Les cours se remplissent de chanteurs, de danseurs, d'acrobates. Parfois, ce sont des cirques qui viennent : un poney maigre et poilu et quelques chiens, pas trop savants. Les sous tombent rares. Ce sont presque tous les chômeurs qui habitent sur la cour...

FIN DE TREVE POLITIQUE

Dans les rues, c'est le petit commerce. On vend des lacets, des boutons, des jouets, des bonbons. Dans ce coin, deux jeunes chômeurs font admirer une cathédrale, haute de deux mètres quatre-vingt, qu'ils ont construite en bois. Plus loin, c'est le Do X, avion fait avec des allumettes en une année de chômage. Et encore une petite maison en bois posée sur deux bicyclettes... On parle de l'hiver. Le gouvernement ne dit rien encore du secours d'hiver. Le Parti Communiste lance le mot d'ordre : « Du charbon et des pommes de terre. Ouvrez les dépôts, distribuez les stocks au peuple ». Petites manifestations dans les quartiers ouvriers. Le nouvel an commence par cinq ouvriers assassinés par les nazis. Fin de trêve politique. Le PC organise une manifestation pour le 4 janvier au Lustgarten : « Le Berlin rouge viendra en masse le 4 janvier ». C'est un jour de pluie. Les ouvriers viennent des quartiers les plus éloignés. Des femmes, des enfants, des vieux, ils marchent, tous, calmes, sérieux, l'allure décidée. Il pleut. Beaucoup d'entre eux n'ont pas de manteau. Le discours prononcé par Florin est fait des clichés habituels : « Montrez à Schleicher combien nous sommes. Il veut l'illégalité pour le PCA ?... Le Berlin ouvrier saura lui répondre... Regardez la Russie !... Là-bas, pas de chômage...etc... » La masse écoute, silencieuse. Elle attend une perspective, un chemin. Elle repart les mains vides. Le 15 janvier, le PC appelle les ouvriers sur les tombes de Rosa Luxembourg et de Karl Liebknecht. Les conseillers social-démocrates de Lichtenberg où se trouve le cimetière ont fait voter l'interdiction de défilé devant les tombes. Seule une délégation de porte-drapeaux pourra le faire. Les social-démocrates trouvent que la manifestation devant la tombe de Karl et Rosa dérange les autres visiteurs et lèse leurs droits... Le PC dénonce cela, appelle les ouvriers socialistes à manifester contre leurs chefs, mais reste comme toujours, seul.

On décide que les colonnes se rassembleront à la Wagner Platz pour écouter les orateurs. Le cortège des porte-drapeaux se formera là pour aller au cimetière. Le 15 est un jour glacial. Le thermomètre accuse 16 degrés au-dessous de zéro. Les trottoirs sont pleins de monde. Les colonnes communistes avancent au milieu de la large Frankfurter Allee. La discipline est parfaite. Une formation, avec ses chefs, avec ses cadres, se détache comme un corps articulé parmi la masse qui marche à son côté. Les chansons montent, puissantes. Leur rythme lent scandé la marche. Elles grimpent vers les fenêtres des maisons prolétariennes et les fenêtres

s'ouvrent. Toutes les fenêtres sont ouvertes sur la Frankfurter Allee. Les refrains s'obstinent dans l'espoir : « Nous triomphons malgré la haine et la répression ». Le vent froid porte très loin la musique claire des fifres. Les tambours ouvrent la marche. Les rues sont de plus en plus pleines. On chante la chanson de Spartacus. Les drapeaux sont comme des voiles rouges. De temps en temps le clairon lance un long appel. Des colonnes, des trottoirs, des fenêtres, vient la réponse : « Rot Front !... » (front rouge) C'est un peu théâtral mais c'est fort impressionnant. Arrivé à la Wagner Platz, les porte-drapeaux et les délégations commencent à former le cortège. On attend les orateurs. Le froid devient insupportable. On ne peut rester sans bouger. La Croix-Rouge a déjà dû intervenir trois fois. Il fait trop froid, les vêtements sont trop légers, l'allocation de chômage ne permet pas de manger à sa faim, on vient de loin, on est parti avec une tasse d'eau chaude colorée de café et une maigre tartine. De magnifiques garçons tombent par terre évanouis. C'est la faim, c'est le froid.

Le cortège des drapeaux part vers le cimetière. Cent, deux cent, mille drapeaux rouges se gonflent au vent. Vers un horizon rayé de cheminées de fabrique, sur le pavé de la ville ouvrière, avance, coule, un fleuve de drapeaux rouges, gronde une tempête de chansons rouges.

La clique, de l'industrie lourde et de la bourgeoisie terrienne, chassée par la montée de Schleicher-Papen, revient, mais accompagnée de Hitler et de Hugenberg. Schleicher a contre Hitler une grosse carte à jouer : le Reichstag. Si au Reichstag les nazis refusent leur appui au gouvernement, celui-ci appellera à de nouvelles élections. Hitler craint de nouvelles élections. Il a de sérieuses difficultés au sein de son parti. Strasser vient de l'abandonner, les sections d'assaut ne sont pas contentes. Le prestige du Führer en souffre. Le Führer a besoin de rafraîchir ses lauriers et de montrer, face à Schleicher qui veut s'entendre avec Leipart, que lui et lui seul est capable de mater la classe ouvrière. Leur coup d'Etat nécessite une connaissance du terrain : qu'est-ce que répondra le prolétariat et jusqu'où ? Et par surcroît s'il y a une réponse sanglante, voilà une occasion de jeter le Parti Communiste dans l'illégalité, de réaliser la menace de Schleicher.

LES NAZIS SUR LA BULOW-PLATZ

Un jour, les ouvriers de Berlin lisent sur la première page des journaux cette chose incroyable : « Les nazis se rassembleront à Bülow Platz... Les nazis marcheront face à la la maison Karl Liebnacht... »

Personne ne veut le croire. La provocation est tellement claire, tellement monstrueuse, un dénouement sanglant tellement sûr, qu'on s'attend d'un moment à l'autre à un démenti de la part de la police. Le démenti ne vient pas. Les nazis défilent devant la maison Karl Liebnacht. Avec leurs drapeaux, avec leur musique, avec leurs chansons ils souilleront les rues du quartier prolétarien. Ils crieront : « A mort la Commune » face à la citadelle communiste. Ils chanteront : « Il faut rougir nos couteaux du sang des youpins » dans ce morceau de ghetto qu'est Bülow Platz. Dans les fabriques, dans les bureaux de pointage, dans les rues, dans les brasseries, parmi les gosses à l'école, les femmes au marché, partout, partout, il n'y a pas d'autre sujet de conversation que la marche des nazis, le dimanche 22 janvier sur la Bülow Platz, devant la maison Karl Liebnacht, centrale du Parti Communiste.

« Ouvriers berlinois, crie la « Rote Fahne » (organe du Parti Communiste), obligez le gouvernement à reculer. Manifestez dans les fabriques, dans les bureaux de pointage. Envoyez des lettres de protestation ! Ouvriers socialistes, rappelez-vous que les communistes sont accourus à la défense du « Vorwaert » (journal social-démocrate) menacé, c'est votre tour maintenant ! »

Le PC fit tout : démarches pour une contre-manifestation, démarches au Ministère de l'Intérieur pour arrêter la manifestation nazie, réunion de la presse allemande et étrangère pour recevoir de « très importantes » déclarations de la fraction parlementaire : « Le PC rend responsable les autorités de ce qui se passera à la Bülow Platz et se réserve d'agir en conséquence si on verse le sang ouvrier »... Il fit tout, tout ce qui était menace, menace... et les appels à la base par-dessus les chefs. Il n'oublia pas d'agir. Comme on sentait ces jours-là l'impuissance de cette politique fanfaronne et vide en face d'un danger réel. Devant la maison Karl Liebnacht, de petites colonnes emmenées par les groupes communistes se renouvelaient. Le leader se détachait et faisait une petite harangue : « Envoyez des lettres de protestation au préfet de police. Causez avec les prolos nazis dans les usines, lors du pointage ! » Et ils repartaient, formés. Dans des petits groupes, on discutait : « Ils n'oseront pas... Je parie qu'au dernier moment la police interdira la manifestation ». Un vieux : « Non, ils la feront. Ils ne peuvent plus reculer. Mais le sang coulera. » Les autres : « Sûr que le sang coulera. » C'était le samedi 21. Qu'arrivera-t-il le dimanche. Le Parti Social-Démocrate, lui, est à cette occasion conséquent jusqu'au bout : « Cette provocation est possible parce que le PC maintient la classe ouvrière divisée. » Et dans son appel : « Les ouvriers socialistes sont des ouvriers disciplinés et, comme toujours, ne suivent que les directives de leurs chefs : les ouvriers socialistes s'abstiendront de manifester dimanche ! » Et, par-dessus le marché, les troupes Reichsbanner (milices social-démocrates) sont appelées, comme par hasard, à réaliser une longue marche d'exercice, lisez « d'éloignement », ce dimanche, en dehors de Berlin... La presse libérale bourgeoise parle ouvertement de provocation pas seulement au PC mais à

toute la classe ouvrière. Le « Berliner Tageblatt » conseille à la police de faire marche arrière et de refuser aux nazis le droit de manifester le dimanche 22 à la Bülow Platz, de ne pas se laisser entraîner par de fausses idées d'autorité. La centrale des syndicats réformistes s'adresse au Ministère de l'Intérieur, affirmant que cette provocation envers la classe ouvrière pourrait avoir les plus graves conséquences. La presse de droite (la DAZ, organe de l'industrie lourde) et le gouvernement Schleicher commencent à s'émouvoir aussi. La DAZ déclare, le 21, « que les décisions rapides ne sont pas toujours des décisions de bon gouvernement ; que l'actuelle situation économique et sociale de l'Allemagne exige avant tout du calme, de la tranquillité, et que les victimes de la Bülow Platz (on est sûr d'avance qu'il y aura des victimes) , ne vont pas, certainement, contribuer à les assurer. » Mais il ajoute : « Schleicher parlera avec le ministre de l'Intérieur, Dr Bracht, et s'occupera personnellement de la manifestation de demain. On dit qu'il l'interdira. Nous n'observons que ceci : le gouvernement apparaîtra comme reculant devant les menaces communistes. De toutes façons, il faut apprendre en de pareilles occasions à bien méditer les résolutions. » Schleicher parle avec son ministre. Celui-ci a besoin d'une heure pour lui démontrer qu'il n'y aura pas d'incident. « La police est maîtresse de la situation », dira aussi expressément le préfet de police.

Alors, nouvel argument de la « Rote Fahne » : « Pour satisfaire le désir provocateur des nazis, le gouvernement va soumettre les agents de police à une corvée supplémentaire et exposer leur vie ! » Notre propriétaire, une bonne petite bourgeoise, nous conseille de faire provision de vivres : « Ce dimanche sera un jour sanglant. Les morts se compteront par dizaines. Il surgira des grèves, peut-être même la grève générale. Il faut toujours se méfier des ouvriers. Suives mon conseil, achetez des provisions. »

Dimanche matin. Pas moyen d'arriver jusqu'à la Bülow Platz. Les accès sont barrés par la police. La carabine à la main, les agents ferment les rues dans un circuit très étendu. Nous parcourons les groupes d'ouvriers qui se tiennent partout. On discute ferme. Qu'est-ce qu'on fera ? Qu'est-ce qu'il aurait fallu faire ? Est-ce qu'on fera quelque chose ? Désorientation profonde. La police parcourt les rues. Une auto blindée fait son apparition à grands fracas. Les bouches grises des quatre mitrailleuses sont saluées avec mépris par les ouvriers :

- ▶ Il leur faut ce truc-là pour venir chez nous...
- ▶ Qu'ils nous laissent manifester devant l'Angriff (journal fasciste de Goebbels). Nous ne demandons pas à être protégés par les autos blindées.
- ▶ Il ne faudra pas non plus barrer les rues...
- ▶ Ni mettre des flics sur les toits.... L'indignation, la honte, la rage grondent dans le quartier. Les trois flèches sur quelques boutonnière signalent des adhérents du « Front de fer » (organisation d'autodéfense social-démocrate qui regroupe Reichsbanner, syndicats et associations sportives ouvrières). Ce sont des ouvriers socialistes. Ils discutent entourés de communistes.
- ▶ Une fois encore, vos chefs font le jeu des fascistes. Ils vous ont de rester aujourd'hui chez vous. Ils ont éloigné les Reichsbanner. Nous voulons l'unité, nous voulons que vous luttiez avec nous... Est-ce que vos chefs veulent l'unité ?
- ▶ Nos chefs, nos chefs.... C'est toujours la même chanson. Est-ce que les vôtres vous dirigent mieux ? ... Que font aujourd'hui vos chefs ? Ils vous ont de venir ici crier « Rot Front ». Vous criez, vous ne faites que crier... Une colonne vient de se former. Tentative de manifestation. « A bas le gouvernement ! A mort Hitler ! » Les flics accourent. Coups de matraque. Des fenêtres tombent des huées sur les agents. Les carabines braquées sur les maisons, ceux-ci ordonnent : « Fermez les fenêtres, fermez les fenêtres ! » On cause dans un groupe. Un vieil ouvrier s'adresse aux gens pour crier : « Les gosses, ... ça ce n'est rien... On ne fera rien avec des cris. Où sommes-nous, les 800.000 qui avons voté communistes ? Descendez de tous les quartiers, tombez sur la place où ils sont massés maintenant et écrasez les comme des vers. » Et ses doigts maigres écrasaient des vers... (...) Combien étions-nous dans le vaste périmètre qui entoure la Bülow Platz ? Trente mille, quarante mille, peut-être soixante mille. Mais on ne voyait que des groupes ; on causait, on criait jusqu'à l'arrivée de la police. Et c'est tout. Rien que des groupes, des groupes impuissants. Berlin ouvrier n'avait pas répondu à l'appel du Parti Communiste. Dans le danger, le Parti Communiste restait seul et n'avait pas la confiance de la masse. La bourgeoisie venait de le constater d'une façon décisive. Vers cinq heures et demi, tout était fini. Les dernières colonnes nazies, presque invisibles derrière les colonnes policières qui les gardaient, abandonnaient le quartier de Bülow Platz. Mieux qu'une manifestation nazie, on peut dire qu'une manifestation de la police, armée de toutes ses armes, avait eu lieu sur la place et ses environs. Dans cette remarque, les militants, de retour dans leurs maisons, puisaient une pauvre consolation. Six heures du soir. Nous arrivons jusqu'à la maison Karl Liebknecht. Des flics armés de carabines se tiennent encore sur le trottoir. Les mains vides, la défaite au cœur, nous partons avec quelques ouvriers. Le cri qui a martelé nos oreilles toute la journée s'accroche encore à nos pas : « Circulez... circulez... circulez... ». Et

encore à l'Alexander Platz, quelques nazis, deux, trois groupes isolés, qui s'en retournent eux aussi, après leur « prouesse », passent entre les ouvriers. Ceux-ci les conspuent, les sifflent et c'est tout...

Dans la tragédie allemande, la Bülow Platz fut un point culminant, un moment décisif.

D'après Margaret Buber-Neumann, dans son livre « La révolution mondiale », les dirigeants du KPD avaient reçu un télégramme de Moscou qui interdisait aux communistes de provoquer le moindre heurt pendant la manifestation nazie.

Les chefs social-démocrates créeront cette justification scandaleuse qu'ils mirent en circulation : « Les communistes nous reprochent d'avoir livré, le 20 juillet, l'Etat de Prusse sans résistance, est-ce qu'ils ne se sont pas laissé sortir leur garde de la Maison Karl Liebknecht par la police, de la même façon, le 22 janvier ? »

HITLER CHANCELIER

Les événements vont se dérouler maintenant à une vitesse accrue. Le 25, le Parti Communiste réplique par une manifestation antifasciste qui défile pendant quatre heures devant la Maison Karl Liebknecht. Par un froid glacial, plus de 120.000 ouvriers sont venus des quartiers les plus éloignés de Berlin. Une jeunesse magnifique forme les cadres antifascistes. Un entrain, un enthousiasme, une décision que nous n'avions jamais vus. Avec leurs banderoles ces troupes ouvrières passent devant nous. Nous essayons d'évaluer le nombre des combattants utiles dans la colonne. 95% par leur âge, leur allure, nous impressionnent comme des militants aptes à la lutte armée. De nouveau, quelle impression formidable ! Seulement, cette Bülow Platz... Et c'est malgré tout l'impression qui dominera en nous en entendant les fonctionnaires répéter, à l'arrivée de chaque colonne, face à l'estrade où se tenait le C.C. du PC, le cri : « Berlin rouge salue avec un triple « Front Rouge ! » le C.C. du PCA qui a à sa tête le camarade Thaelman ! ». Le même jour, le 25 à Dresde, dans une salle où se tenait une réunion antifasciste convoquée par les communistes, la police tire sur les assistants, tuant 9 ouvriers et en blessant 13. Ce fait incroyable est resté sans réponse véritable : on n'a pas pu déclencher la grève générale locale. Schleicher demande à Hindenburg les pouvoirs pour dissoudre le Reichstag. Mais son sort est déjà réglé. Hindenburg les lui refuse et appelle von Papen. Commencent les pourparlers avec Hitler, Hugenberg, etc... qui semblent vouloir, comme les autres, traîner en longueur. Le 29, le Parti Social-Démocrate affirme au Lustgarten de son côté, « répliquant » aussi à la provocation du 22 : « Berlin reste rouge ! Social-démocrates, gardez votre discipline traditionnelle. Vous serez peut-être appelés à employer vos dernières énergies. Social-démocrates, soyez calmes ! »

Mais, dans cette manifestation, un spectacle nouveau. Le SAP (Parti ouvrier socialiste, se réclamant de Rosa Luxemburg), formé en une colonne indépendante, Arborant le portrait de Rosa Luxemburg, appelle, dans un chœur parlé inlassablement répété, au front unique « SPD, KPD, SAP doivent marcher ensemble. » La gauche nous donne un espoir... Et alors, sur l'insouciance de ces partis qui parlent d'un coup d'Etat nazi sans y croire sérieusement, tombe comme la foudre, le lundi 30 janvier, la nouvelle : « Hitler nommé chancelier du Reich ! »

La Bülow Platz (la démission des partis ouvriers) a trouvé son complément, sa conclusion ! Le soir même nous accourons à la « Masch », l'école marxiste du PC. L'atmosphère est morne. Nous abordons, anxieux, les premiers camarades du PC. « Que va-t-on faire ? », « Que veut tu qu'on fasse ? », « Est-ce qu'on laissera Hitler s'installer au pouvoir ? », « Qui peut l'en empêcher ? », « Mais vous croyez que la classe ouvrière restera passive ? », « Bien sûr, ... peut-être quelques grèves partielles », « Mais le Parti ? », « Que peut faire le Parti ? »

Coup de massue. Mais nous essayons de leur dépeindre l'espoir immense, l'attente énorme, l'attention suprême avec lesquels le prolétariat du monde entier suit leur attitude... Cela les déprime encore d'avantage. D'autres arrivent. Le cercle s'élargit. Il y a là des ouvriers d'usine, des chômeurs, des étudiants. Il y a là, amertume, cette rage d'impuissance atroce.

... « Nous n'avons pas de parti, nous n'avons pas de chefs ! Que pouvons nous ? Le 20 juillet, le parti appela à la grève générale, est-ce que les fabriques se sont arrêtées ? Nous ne décidons rien... sans les ouvriers socialistes, nous ne pouvons rien. » Et sans transition : « D'ailleurs, Hitler s'usera vite. Il ne pourra tenir ses promesses. », « Hitler signifie la guerre et la guerre signifie la révolution », « Les nazis n'oseront pas jeter le parti dans l'illégalité », ou « Il le fera, mais ça vaut mieux. Le parti ressortira fortifié. », « Les masses ont besoin de cette expérience nazie, après elles viendront à nous. »

(..) Confusion, désarroi, manque total de confiance dans leur parti, dans leurs chefs... Et sous nos yeux fond comme un morceau de sucre dans l'eau le formidable Parti Communiste Allemand, le premier parti de Berlin, la plus puissante section de l'Internationale Communiste. Dans la rue, ce soir, à l'Alexander Platz, nous recevons, des mains de jeunes socialistes, la feuille extraordinaire que venait d'éditer la social-démocratie. En la prenant nous demandons : « Eh bien ? »... « Jetzt, abwarten », c'est-à-dire « Maintenant attendre ». Voilà leur honteuse formule ! Dans la feuille, nous lisons : « Face au gouvernement de menace de coup d'Etat, la social-démocratie et tout le Front de Fer se maintiennent avec les deux pieds sur le terrain de

la constitution et de la légalité. La social-démocratie ne fera pas le premier pas pour en sortir. » Les laquais, les fidèles laquais !...

A l'autre bout de Berlin, les nazis réalisent leur « héroïque » « marche sur Rome », promise il y a longtemps par leur Führer. Concentrés en hâte au Tiergarten, ils « conquièrent » Berlin, entrant par la porte de Brandebourg. La « Rote Fahne » (communiste) du 31, appelant à préparer la grève générale, est saisie. Le « Vorwaerts » (socialiste) prévient que « faire la grève maintenant serait gaspiller les munitions de la classe ouvrière, en tirant dans le vide. » Les syndicats réformistes prêchent « le sang-froid et la prudence. » Le 1er février, Hitler lance - c'est le mot - par la radio son programme. Le jour suivant, on le retrouve sur les colonnes d'affichage. Il faut surmonter la désagrégation communiste. Il faut détruire le mouvement ouvrier. (Il le dira plus tard, plus nettement encore). Deux plans de quatre ans. D'ici quatre ans les paysans seront heureux ; quatre ans encore et les ouvriers le seront aussi. Entre temps : service du travail obligatoire, dissolution du Reichstag. Nouvelles élections le 5 mars.

Dans tous les quartiers ouvriers de Berlin et à l'intérieur de l'Allemagne, les communistes organisent des manifestations qui n'ont pas beaucoup d'écho. Des chœurs parlés appellent dans quelques fabriques à préparer la grève. La manifestation que le PC convoque pour le 3 février, au Lustgarten, est interdite par la police... On emprisonne à Lübeck un député social-démocrate. Une grève générale unanime d'une heure est la réponse de la classe ouvrière de Lübeck. La nouvelle a, à Berlin, une répercussion extraordinaire. Les ouvriers puisent dans cette étincelle un regain d'espoir et de confiance. Cette puissante classe ouvrière doit se nourrir de si peu ! Le 6 février, le cas se répète à Stassfurt. Le maire social-démocrate de la ville a été tué. Et de nouveau, le jour des obsèques, une grève unanime ferme les usines et les magasins. Les ouvriers commentent avidement ces deux faits, se rappellent 1918-19 et disent : « Tout n'est pas encore perdu. Les choses peuvent commencer comme ça petit à petit. Les grèves peuvent déferler de ville en ville, une flamme ici, une autre là, et l'incendie peut gagner toute l'Allemagne. »

Le 7, première réunion de masse sous Hitler, à Berlin. La social-démocratie manifeste au Lustgarten. Le chef de la fraction communiste au Reichstag, le député Torgler, demande l'autorisation de lire devant les masses socialistes un appel au front unique que leur adresse le PC. On le lui refuse, et l'incident, que l'on ne connaîtra que le lendemain, est clos. Otto Wels défend dans son discours la politique de la social-démocratie depuis 1918, et finit en disant aux masses : « Le peuple aura l'occasion, le 5 mars, de prendre, de nouveau, son destin dans ses mains ! » Trois « Freiheit » (liberté) saluent le discours du chef socialiste. Leur écho n'est pas encore éteint que de l'autre côté de la place, un puissant « Rot Front » crié par des milliers de voix, éclate comme un tonnerre. Mouvement, surprise : « Les communistes sont là », ... « Unis... on marche ensemble » ... « Ces gens ne viennent que pour faire du désordre » « Ne dis pas de bêtises » ... « L'unité, l'unité... » « Tous les ouvriers communistes devraient voter la liste social-démocrate. C'est sûr que leur parti sera déclaré illégal. » Kinstler, un des chefs socialistes, dit quelques mots : « Mes frères, mes sœurs, n'affaiblissez pas cette magnifique démonstration par des incidents. Et, surtout, ne vous laissez pas provoquer. La vie et la santé des ouvriers berlinois nous sont trop chères pour les mettre en jeu à la légère. Il faut les garder pour le jour de la lutte. » « Et maintenant, chantons notre marche socialiste » : « Nous ne combattons pas avec les armes des barbares. Nous ne voulons des fusils, nous ne voulons des lances. Le drapeau du droit, l'épée spirituelle, Nous conduisent au triomphe. »

La réunion est finie. On commence à se retirer. On entend encore quelques cris : « Front unique... », « L'unité... » Un groupe de militants, au cri de « A mort Hitler... », « A bas le gouvernement... », prend par la Braderstrasse. Ils sont de plus en plus nombreux. Ils avancent maintenant par la large Rosstrasse. Ils ont empli la rue. Ils ont empli les trottoirs. Les gens accourent de tous les côtés. C'est un véritable fleuve qui coule sans arrêt. Les agents les regardent passer sans intervenir. On y voit, sous les boutonnières, les trois flèches (socialiste), la faucille et le marteau (communiste) : « A bas le gouvernement... », « Rot Front... », « Freiheit... », « A mort Hitler... », « « Berlin reste rouge. » Dans les coins, on commente, surpris : « Ils marchent ensemble », « SPD et KPD se sont unis », « dieu soit béni. Nous ne craignons maintenant aucun Hitler. » C'est une petite vieille qui dit ça. Elle lève le poing : « Rot Front » et ses yeux sont pleins de larmes. Ils avancent toujours. Ils ont pris maintenant la Dresdenerstrasse. Devant un local nazi se tiennent quatre schupos. On voit un amas de chemises brunes se pressant contre les vitres de la porte fermée. Et on assiste à cette chose extraordinaire : le 7 février, une manifestation illégale, spontanée, dans laquelle marchent ouvriers socialistes et communistes, sous le gouvernement de Hitler, crie aux oreilles des nazis enermés dans leur local et gardés par quatre schupos : « A MORT HITLER... », « A BAS LE GOUVERNEMENT FASCISTE... »

RETOURS EN ARRIERE

Revenons quelques jours en arrière pour assister à un événement qui ouvre toute une époque de la politique des nazis au pouvoir. 30 janvier. Minuit. Après la « marche des torches » sous la porte de Brandebourg, une

section d'assaut rentre dans la ville. Elle s'engage précisément – et pourquoi ? – dans la Wallstrasse, à Charlottenbourg. La rue est, d'un bout à l'autre, des sous-sols aux mansardes, communiste. Bagarres. Coups de feu. Le chef nazi Maikovski et le schupo qui accompagne la colonne, Zarits, tombent. Sont-ils tombés dans la lutte ? Les nazis les ont-ils tués ? On saura plus tard que Maikovski a eu des incidents avec ses chefs ; pour Zaurits, schupo bon garçon, on le dit ami des ouvriers.... Le gouvernement s'empare de ces deux cadavres. La providence les lui envoie. Il ouvre les portes du Dôme, la cathédrale impériale de Berlin. Les délégations de la police, des troupes d'assaut sont formées au coude à coude. Le Cabinet, au grand complet, est là. Le Kronprinz est là. Une messe solennelle a lieu « pour le schupo et le membre des SA tombés, ensemble, symboliquement, sous les balles de la canaille communiste. » Il faut bien conquérir le cœur des braves schupos qui ont encore, peut-être, l'esprit de Severing et Grzesinski (respectivement ministre de Prusse social-démocrate et préfet de police de Berlin, jusqu'en juillet 1932), comme le prétendent les social-démocrates. Réconcilier schupos et hommes des SA. Il faut davantage calmer la police qui craint pour son gagne-pain. La gagner et la transformer. La dompter. La souder aux nouveaux maîtres. C'est tout ce que s'appliquera à faire, pendant tout le mois de février, Goering, ministre de l'Intérieur de Prusse. C'est ce qui inspirera plusieurs de ses fameux décrets. 31 janvier. La « Berliner Boersenzeitung », journal du capital monopoliste, publie un entrefilet élogieux sur l'attitude de la social-démocratie : « Pendant que les communistes appellent à la préparation de la grève générale, la social-démocratie ne semble pas incliner à combattre le gouvernement par d'autres moyens que par des discours, des articles des leaders et des appels. » Involontairement, nous rapprochons cela des paroles que Mussolini leur dédia, à la Chambre italienne, après l'assassinat de Matteoti, en juillet 1924 : « Que font nos adversaires ? Déclenchent-ils des manifestations dans la rue ? Essayent-ils de provoquer des révoltes dans l'armée ? Rien de semblable ! Ils se bornent à des campagnes de presse ! Ils sont incapables de faire autre chose que cela ! » Se l'entendront-ils dire dans toutes les langues ?

Nous habitons chez Frau D..., une grosse personne obsédée par l'idée du manger. Son mari est placier. Ils ont connu de belles époques. Frau D... les résume dans une phrase : « On nageait dans la graisse d'oie. » Aujourd'hui, ils vivent de longues périodes de chômage, et Frau D... est devenue une anticapitaliste farouche. Elle vote social-démocrate, mais après les élections de novembre, et surtout dès qu'elle nous a vu communistes, elle fut pour les solutions violentes : « Il faudrait que les ouvriers comprennent une fois pour toutes. Qu'ils aillent prendre de force tout ce dont ils ont besoin. Moi, je suis communiste jusqu'au bout des ongles. » Mais les événements se précipitent. Schleicher tombe, et on parle déjà de l'arrivée d'Hitler.

- ▶ Vous croyez que les nazis auront le pouvoir ? demande Frau D...
 - ▶ Ils l'auront si les ouvriers ne leur barrent pas la route.
 - ▶ Alors la guerre civile sera inévitable, les ouvriers ne se laisseront pas faire. Hitler est déjà chancelier. Frau D. est sûre qu'il ne pourra pas tenir, il tombera comme les autres. Elle va se renseigner dans le quartier. Elle converse avec l'épicier, elle entend ce qu'on, dit chez le boulanger, elle a tenu conseil avec Frau Bartel. Elle n'est plus aussi sûre de la chute de Hitler.
 - ▶ Le peuple a un tel enthousiasme pour lui ! Et, après tout, pourquoi ne pas lui donner l'occasion de réaliser ce qu'il a promis ! Qui sait ? ... Un homme qui a réussi à mettre debout un pareil mouvement !... Nous tâchons de lui faire comprendre ce que Hitler représente : la réaction la plus monstrueuse qu'ait jamais connue l'Allemagne, la destruction des organisations ouvrières, la baisse des salaires...
 - ▶ Mais il donnera du travail. La réaction... Je m'en fous de la réaction. A l'époque du Kaiser, il y avait moins de liberté, mais on mangeait davantage. Du travail, voilà ce qu'il nous faut. Et Hitler a déjà un projet qui fera marcher les affaires, augmenter les effectifs militaires. Qui sait ?... Il arrivera même à remettre en vigueur le service militaire obligatoire, et cela fait vivre le commerce. L'armée, il faut des milliers et des milliers de paires de bottes, des milliers et des milliers d'uniformes. Il faut donner à manger à tout ce monde-là. Et puis encore ça : tous ces gradés bien payés se marient. Regardez, avant, une jeune fille comme Frida (Frida, c'est la bonne, qui ne touche pas un sou depuis un an) pouvait se marier avec un sous-off, avoir un bel intérieur à soi et être à l'abri de la misère sa vie durant. Maintenant, que voulez-vous ? Qu'elle se marie avec un chômeur ?
 - ▶ Vous oubliez le programme antisémite de Hitler, Frau D..., et vous êtes pourtant juive.
 - ▶ Les nazis ne sont pas contre les juifs allemands. Ils veulent chasser toute cette youpinerie venue de Pologne, d'Autriche. Ces Galiciens pouilleux de la Grenadierstrasse. Qu'ils les chassent ! Ils sont venus ici après 1914, ils se sont enrichis de la misère du peuple allemand. Moi, que voulez-vous, quand je vois une de ces juives polonaises cloutée de diamants choisir aux halles la poule la plus dodue, la tâter avec ses doigts pleins de bagues, j'ai envie de lui cracher à la figure. Ils nous ont tout pris, tout, ces sales youpins. Ils sont sales, sales, ils ne se lavent jamais !
- VERS LE FRONT UNIQUE ?

Hitler est au pouvoir. La menace est là, nette, brutale. Alors, dans le camp ouvrier, période d'obscurité manœuvres. On a peine à s'orienter même à l'aide des notes prises sur le champ.

Le 31 janvier, Breitscheid déclare dans une réunion du Comité directeur du Parti Social-démocrate : « La lutte contre le fascisme est entrée dans une nouvelle phase. Tous nos désirs seraient que nos relations avec le Parti Communiste entrassent aussi dans une phase nouvelle. »

Une motion proposant un « pacte de non-agression » au PC est rejetée par une seule voix de majorité.

Summum de la confusion, de la diplomatie, de la manœuvre. Ce pacte reste pourtant au centre des débats jusqu'à la fin. L'initiative de l'action unitaire semble partir et rester dans les mains des chefs réformistes ; d'une action qui ne peut être qu'extra-parlementaire et révolutionnaire... dans les mains de chefs qui disent : « Il faut attendre ! Attendre que Hitler sorte du terrain de la Constitution » ! ! ! C'est dire jusqu'à quel point tout est compromis. Le CC du PC est incapable de mettre fin à ce jeu, de poser clairement, audacieusement, fermement la question. La théorie du « Social-fascisme » (thèse stalinienne selon laquelle la social-démocratie est plus dangereuse que le fascisme !) lui lie les pieds et les mains. La « Rote Fahne » du 2 et 3 février publie tout au long le discours du président de l'Internationale Communiste, Manowski, - réponse à Otto Bauer (social-démocrate autrichien) - où est développée de nouveau la théorie du social-fascisme. Il entend faire une réponse à la social-démocratie allemande. Et le CC du PC envoie Torgler parler, derrière le dos des masses, avec la direction du SPD (socialiste), avec la direction syndicale de l'ADGB (la CGT allemande). Il envoie Münzenberg (dirigeant de l'Internationale stalinienne) parler en cachette avec Künstler (député social-démocrate). Ces derniers prennent courage, deviennent impertinents, refusent. Tout cela, naturellement on ne le saura pas par les voies régulières, normales, les organisations du PC, sa presse. Non. On le saura par des détours. Torgler se présente à la manifestation social-démocrate du 7 et prétend lire un appel aux masses. On lui répond : « Il fallait venir avant et remettre ça aux organismes réguliers du parti. D'ailleurs, si nous cédon la tribune à un communiste, la police peut dissoudre la réunion. » Le 9, on trouve, pour répliquer, l'idée d'un « pacte d'agression » contre le fascisme qu'on propose « aux travailleurs qui sont contre le SPD »... Le 16, paraît sur les colonnes d'affichage de Berlin une énorme annonce : « Proposition de front unique », où on lit : « La RGO (opposition syndicale révolutionnaire) s'est adressée à l'ADGB en lui proposant de convoquer une réunion commune des conseils d'usine afin d'organiser le mouvement contre la réaction fasciste, la création dans toutes les usines, bureaux de chômage et dans les quartiers de comités de défense de la vie et des propriétés ouvrières. » L'affiche se termine par : « Cette proposition a été repoussée mais sera renouvelée. » De son côté, l'ADGB publie une déclaration : « Dans une affiche que les passants ont pu lire, il est question d'une proposition qui nous a été faite. Nous déclarons n'avoir rien reçu. » Le 17, c'est une proposition des Jeunesses Communistes aux socialistes. Ces derniers répondent en se référant au « pacte » connu et conseillent aux JC de s'adresser directement à la direction du parti. Les réformistes se permettent toutes leurs réunions syndicales et électorales par un appel à l'unité de la classe ouvrière : « véritable front unique, pas de manœuvres. Ouvriers communistes, nous vous tendons une main fraternelle. La réaction est là, unissons-nous pour la combattre. » Le 19 février, a lieu dans la salle de la Maison des Syndicats la réunion des comités d'usine de l'ADGB et de l'AFA (syndicats d'employés) de la région Berlin-Brandebourg. Elle mérite une relation plus détaillée. Le secrétaire de la région s'adresse à la salle : « Il nous faut un front unique, mais ça ne peut pas être un front unique qui commence par des calomnies contre les dirigeants des syndicats. Pas plus que le Front unique qui est annoncé sur les colonnes d'affichage. La RGO, que le PC met en avant, n'est pas pour nous un partenaire sérieux. Par surcroît, le mot d'ordre pour une Allemagne soviétique n'est pas acceptable dans un front unique avec les ouvriers des syndicats libres. Nous rejetons, sur la base locale et dans le district, toutes les négociations pour un pareil front unique. » Un bref discours du docteur Gusko, qui parle au titre de rapporteur général, finit en ces termes : « Il faut dire, au sujet du front unique, que le PC ne prend pas très au sérieux ces mots d'ordre. La direction du PC sait depuis quinze jours que le président des syndicats libres, Leipart, s'est déclaré prêt à donner suite à tout appel direct de front unique qu'on lui adresserait. Mais l'écho communiste à cette honnête proposition ne s'est pas fait entendre jusqu'à présent. » La conférence se termine par l'approbation, à l'unanimité, d'une résolution qui dit : « La réaction a trouvé des appuis dans la RGO

Et dans l'organisation des cellules d'usine nazies. Les ouvriers et employés doivent avoir conscience que les meilleurs défenseurs de leurs intérêts dans les ateliers sont les conseillers d'usine des syndicats libres.... »

Voilà le langage qu'osaient tenir Leipart (secrétaire de l'ADGB) et compagnie devant les ouvriers, le 19 février ! A quoi bon continuer Tout ce mois de février, ce furent des heures noires. Les révolutionnaires à la remorque, dans l'attente des décisions des chefs réformistes. Les masses qui pourraient décider son avec eux. Et leur mot d'ordre est : « Abwarten » (attendre). Peu à peu, l'impression que le Parti Communiste ne peut rien, ne compte pour rien, gagne la rue. On cesse de s'occuper de lui. Cela, on le retrouvera le 5 mars dans le résultat des élections. A ce moment décisif, le parti « réformiste, traître » maintient, mieux et de

beaucoup, ses votants que le parti « révolutionnaire ». Nous sommes dans une impuissance totale, absolue. Extraordinaire résultat d'une politique révolutionnaire « juste » !

FRONT UNIQUE AU CIMETIERE

Le 10, nous avons accompagné trois corps au cimetière de la Friedrichfield, où reposent Rosa et Karl. Trois jeunes communistes : Berner, Kollasch, Schulz. Pour Berner, quelques détails. Coin des rues Fulda et Wesel, à Neutkolln, Local Reichsbanner. Minuit. Un jeune au téléphone appelle le proche local communiste : « L'air est lourd ». Ils sont assiégés par les nazis. Les communistes accourent. Parmi eux, Erwin Berner. Arrivés au coin menacé, une salve de revolvers. Les nazis embusqués tirent. Berner est tombé là. La police a interdit les cortèges. A la sortie de la maison, un officier inspecte les couronnes, en saisit une qui porte une légende trop explicite, la déchire puis la piétine. Nous prenons le métro. A la sortie, attente. Après-midi nuageux, très froid, dans un carrefour livide. Attaque de neige : de très petites munitions blanches tombent dru. Forces de police considérables. Enfin, les voilà. Les trois voitures, à cinquante mètres l'une de l'autre, avancent, secouées par les pavés. Chemin bien connu dans le cimetière. Fleuve de drapeaux. Mais cette fois-ci, à gauche, les poings levés en silence, les ouvriers de la Reichsbanner saluent le cortège. De jeunes socialistes, de jeunes communistes portent les cercueils des camarades tombés. Le front unique. Le front unique dans le cimetière... Dans les quartiers de Berlin, dans tous les coins du Reich, de petits accords locaux ont lieu pour l'action. Pénibles. Etriqués. Mais le grand accord au centre, le seul qui pourrait décider, d'où naîtrait la résistance d'ensemble, la réplique de masse que craint la bourgeoisie (il n'y a qu'à lire ses journaux), celui-là n'aura pas lieu. N'aura pas lieu.

CAMPAGNE ELECTORALE

La lutte électorale « pour les dernières élections » est ouverte par les nazis. Une grande affiche nazie « contre les criminels de novembre (1918), contre le marxisme et l'internationalisme qui ont gouverné et détruit l'Allemagne durant les quatorze dernières années. », « Contre le marxisme, votez Hitler ! »

Deux jours après, à la même place, une non moins grande affiche, blanche, imprimée en lettres rouges, rayée de noir – les couleurs de l'ancien drapeau impérial : « Allemands, soldats de la grande guerre, rappelez-vous que les social-démocrates ont saigné aussi sur les champs de bataille en défendant la Patrie. Qu'en 1918, quand le Kaiser fuyait, ce sont eux qui ont empêché l'Allemagne de sombrer dans un chaos semblable à celui de la Russie. Et maintenant, on les insulte, on les destitue, on les persécute. Et c'est là le remerciement de la Patrie ! » La DAZ commente : « Tout dans l'affiche, les couleurs, le ton, l'appel aux soldats, faisait croire, au premier abord, qu'il s'agissait du bloc nationaliste noir-blanc-rouge. Mais non, il s'agissait du SPD. Inutile de vous donner tant de mal, messieurs les social-démocrates, on vous reconnaîtra toujours sous la nouvelle peau. » Le jour suivant, dans une nouvelle affiche, les social-démocrates réaffirment leur droit d'être considérés comme de fidèles Allemands, d'honnêtes patriotes, en se référant aux déclarations du chef du Staathelm Dasterberg : « Il y a aussi les partis dits marxistes des soldats du front qui ont accompli, comme les meilleurs, leur devoir patriotique. »

Alors les nazis affichent cette question, en gros caractères : « A quel parti appartient le « camarade » Crispian qui a dit : « La social-démocratie ne connaît pas une patrie qui s'appellerait Allemagne ?... »

Mais voici Pieck, un des membres les plus en vue du Comité Central du PC, qui se met à dire, le 23 février, à l'assemblée électorale du Sport-Palast : « Hitler prétend créer l'unité de la nation. Comment peut-il dire cela puisqu'il veut éliminer de l'unité de la nation la partie décisive du peuple allemand en dénonçant les 13 millions et demi de votants du SPD et du KPD comme des non-Allemands, des anti-Allemands, contre qui il faut mener une lutte destructrice ? »

La lutte continue. Les nazis attaquent les quatorze années précédentes comme formant un seul bloc de politique marxiste ! De ces quatorze années, cinq ont été remplies par l'activité de Hugenberg, leur actuel compagnon (celui des nazis). Tant pis pour lui. Ce qu'il faut, ce sont de grandes lignes simples pour l'agitation, dira Goebels. Leur programme : « Destruction du marxisme. », « L'un d'eux doit rester vainqueur, le marxisme ou le peuple allemand. » « Dans dix ans, il n'y aura plus un seul marxiste en Allemagne. » Hitler consacre toute son éloquence à développer ces formules. Et rien que cela. Quand on lui demande d'autres éclaircissements, il dit : « Notre programme, c'est de faire le contraire de ce que vous avez fait ! » Textuel.

Un jour, une formidable affiche contre la Russie soviétique. Attaque sournoise. Haine brutale. Elle finit ainsi : « Nous, ouvriers allemands rentrant de Russie, nous déclarons plutôt vivre dans une prison allemande que libre dans le paradis soviétique. » Dans les quartiers ouvriers, plusieurs des colonnes qui portent cette affiche flambent le soir. Nous discutons avec des social-démocrates de l'interdiction éventuelle du Parti Communiste : - Le Parti Communiste va certainement être interdit. Si e fait se produit avant les élections, les votes devront se concentrer sur notre parti. Les communistes nous rejoindront en masse. D'ailleurs, je ne suis pas partisan de les admettre tous sans conditions... Une période de noviciat d'un an me paraît nécessaire.

Tout cela a un goût de sinistre spéculation et de bêtise à la fois :

- ▶ Alors, vous laisseriez frapper le PC sans bouger ? Et vous continueriez à affirmer que Hitler se tient dans les limites de votre Constitution de Weimar... Ecoutez, cette petite malice a fait son temps. Avec notre peau, c'est la vôtre qu'on porte au marché. D'abord, ce sera le PC, ensuite viendra votre tour. D'ailleurs, votre petit calcul ne tient pas compte de la rancune et du mépris que vous vouerez les ouvriers révolutionnaires. Vous sacrifiez pour longtemps toute possibilité de rapprochement. Nous parlions avec des social-démocrates de gauche.
- ▶ Alors qu'est-ce que vous faites ? Vous aussi misez sur les élections du 5 mars ?
- ▶ Nullement, on se prépare. Nous cherchons à établir un réseau de liaisons illégales. On sait très bien que la lutte deviendra une lutte armée dans les rues. Seulement, c'est à eux d'employer les armes les premiers. Nous, la grève générale....
- ▶ Mais qu'entend-on par là ? Quand, comment pensez-vous déclencher cette grève ?
- ▶ Je ne sais pas très bien ... Quand on arrêtera nos chefs. Quand la restauration de la monarchie aura lieu en Bavière ... Je ne sais pas très bien.
- ▶ Mais ces motifs ne vous ont pas manqué, vous en avez à chaque instant.
- ▶ Ce n'est pas suffisant. Nous sentons qu'ils ne feront rien. Tout cela revient – et voilà ce qui est grave – à donner du temps à l'ennemi, à lui abandonner l'initiative. Nous saisissons sur le vif, en ce moment, le mécanisme sournois de cette mentalité légaliste, non-révolutionnaire, qui n'offre même pas à ceux d'entre nous qui veulent lutter un point de départ. Chaque événement isolé n'est pas un motif suffisant pour déclencher le combat. Or, chaque occasion perdue compromet davantage la situation et rend le départ plus difficile. Tant qu'on a la force, on attend. Et on la perd. Et quand la défaite est là, il n'y a plus de possibilité de lutter. Dans cette stratégie de la « prudence », du « sang-froid », de l'« attente », si chère aux chefs réformistes, il n'y a, au bout, qu'une cuisante et honteuse défaite.

DERNIERS SOUBRESAITS

Nous trouvons dans nos notes : 7 février. Le « Front de Fer » d'Essen décide de faire une manifestation, une « démonstration de force ». Les nazis se rendent sur les lieux, une demi-heure avant, occupent la place, ferment l'accès des rues voisines et attendent en chantant leurs chansons de combat. Les chefs du « Front de Fer » délibèrent. Ils décident, tout simplement, de changer l'itinéraire du défilé et l'endroit fixé pour la concentration. Voilà comment on préparait le moral des troupes antifascistes. 8 février. Les élections aux conseils d'usines qui ont lieu un peu partout dans le Riech n'indiquent pas un mouvement précis des ouvriers vers la liste révolutionnaire. Les réformistes maintiennent en général leurs positions. Les journaux relatent les exploits que les nazis ont commis la veille. Ils ont surpris trois jeunes qui revenaient d'une réunion, insignes à la boutonnière. Ils les leur ont arrachés. L'un des deux jeunes fut jeté contre le mur, et, à coups de poings, ils lui ont fait sauter toutes les dents. Il fut traîné ensuite par les cheveux sur plus de 100 mètres. L'autre fut grièvement blessé à coups de couteau. Le troisième camarade se sauva et donna l'alerte. Aujourd'hui, nous regardons les boutonnières. Nous cherchons là un signe de l'état d'esprit. Les insignes portant les deux drapeaux de l'« Action anti-fasciste », les trois flèches du « Front de Fer » sont à leur place. Le même phénomène dure depuis des mois : un courage, un esprit politique individuel extraordinaire ; en tant que classe, une paralysie incroyable. Mais cela n'est-il pas le fait des partis, des organisations ? 14 février, 2 heures du matin. Nous revenons du Sport-Palast où la Fédération Sportive Rouge a organisé sa fête de la Glace. Berlin est tout blanc. La neige qui est tombée pendant des heures et des heures s'est amusée avec les statues de la Potsdamerplatz. Elle leur a enflé les joues, leur a mis des perruques bizarres, elle les a habillées de lourdes fourrures blanches. Aux arbres, elle a donné une découpe nette, moitié blanche, moitié noire. Il est trop tard pour le métro. Des groupes d'ouvriers marchent, poussant leurs vélos.

- ▶ Tu as vu ? Ils n'ont pas osé....
- ▶ Bien sûr qu'ils n'ont pas osé ! On était bien dix mille » On était dix mille. Davantage peut-être. A 7 heures, la salle était déjà pleine. Il fallait passer entre une double haie de gars d'autodéfense, sur 50 mètres au moins ils faisaient un long corridor de regards attentifs. Il fait chaud dans la salle malgré la piste de glace. On se serre de plus en plus pour faire de la place pour ceux qui arrivent encore. Les vendeurs de concombres salés se frayant difficilement un passage. En attendant, on dîne. Quelques sandwiches, une pomme. Le nombre de sandwiches distingue le chômeur de l'ouvrier qui travaille encore. Les mots d'ordre se détachent sur les banderoles rouges : « Contre la fascisation du sport », « Contre le service obligatoire », « Pour l'unité du sport rouge ». (...) Presque six heures de sports sur glace. Pas un incident. Le fascisme est au pouvoir depuis quinze jours, mais ses hommes n'ont pas osé venir au Sport-Palast. Il est une heure du matin quand on part. Les ouvriers qui habitent loin s'en vont par groupes. Sur le trottoir, quelques colonnes d'autodéfense assurent la formation de ces groupes. 19 février. (...) La Reichsbanner organise une imposante manifestation au Lustgarten, sous le drapeau de la République noir-rouge-or. Son chef, Holterman, répète qu'eux aussi sont

des Allemands : « Nous avons lutté pour la liberté de l'Allemagne pendant la guerre, nous lutterons, nous défendrons la liberté contre tous les ennemis de l'intérieur et nous jurons : « Plutôt mourir que de vivre esclaves ! » Quand les manifestants regagnent leur quartier, il y a, un peu partout, des incidents avec les nazis.

REPRESSION

La police perquisitionne, pour la deuxième fois depuis l'arrivée de Hitler, à la Maison Karl Liebknecht. La garde d'autodéfense, huit communistes, est renvoyée. La maison est fouillée de fond en comble. Les meubles sont fracturés. On cherche des publications illégales et surtout des armes. Ce même jour, sur les colonnes d'affichage, la feuille rouge habituelle de la police, portant en titre : « Récompense », promet mille marks à qui pourra donner des renseignements précis sur les endroits où s'impriment les tracts, les feuilles communistes, et où l'on cache des armes. Cet après-midi, les nazis répètent sur la Bülow-Platz leur exploit du 22 janvier. La police occupe les toits du quartier, et sous les carabines des schupos, les SA tiennent une réunion de propagande électorale avec concert en face de la Maison Karl Liebknecht. (...) 23 février. Pour la troisième fois depuis l'arrivée d'Hitler, la Maison Karl Liebknecht est occupée. Dans l'après-midi, un gros contingent de troupes de la police se présente. Cinq personnes sont arrêtées. On ferme le local du Comité Central et les bureaux de la « Rote Fahne » ; on met les scellés sur l'imprimerie. Et un piquet de schupos reste pour garder les locaux. Les journaux annoncent que cette fois l'occupation est définitive, et que la Maison Karl Liebknecht sera fermée.

25 février. Meeting électoral du PC au Sport-Palast. Une heure avant l'ouverture de la réunion, l'immense salle est pleine. C'est Pieck qui a la parole. Sur la question du front unique, il dit ces mots : « Nous nous adressons à tous les ouvriers social-démocrates, reichsbanner et adhérents des syndicats libres, nous leur tendons une main fraternelle, nous sommes prêts à tout front unique qui aura pour premier but la défense des masses travailleuses... » (version stalinienne du front unique à la base qui ne s'adresse pas aux directions réformistes - NDLR) Quand il commente les mesures prises contre les écoles laïques, la police déclare la réunion dissoute, parce que l'orateur a parlé avec mépris de la religion. La salle accueille cet ordre par un vibrant « Rot Front ». Pas d'incident à la sortie, mais dans quelques quartiers des ouvriers isolés sont matraqués, poignardés.

EXPECTATIVE

A l'université. Parmi les camarades du groupe communiste. On cause à voix basse : « Que va-t-on faire ? » La même question, qui revient tenace. On ne peut pas, on ne veut pas admettre que tout soit perdu d'avance, sans que rien ne soit fait.

- ▶ Rien. On entrera dans l'illégalité. Le parti perdra cinquante pour cent de ses effectifs. Les meilleurs resteront. On continuera le travail... Hier, en approchant du local où nous tenions les réunions de notre cellule, nous l'avons trouvé occupé par les nazis.
- ▶ Et quel est l'état d'esprit parmi les intellectuels ?
- ▶ Mauvais. Beaucoup ont peur. Ils veulent suspendre tout travail jusqu'à des temps meilleurs.
- ▶ Mais enfin, qu'est-ce que tu penses de tout cela ? A qui revient la responsabilité de cet état de choses ?
- ▶ A la social-démocratie. C'est elle qui freine les masses. Elle ne veut pas combattre. Elle a trahi de nouveau.

▶ Mais en cela elle est conséquente ! Cet argument pouvait être valable avant la fondation des Partis Communistes. Est-ce que 1914 ne nous avait pas déjà montré de quoi était capable la social-démocratie ? Qu'attendiez-vous donc d'elle encore ? La question qui se pose pour des révolutionnaires est la suivante : comment s'est-il fait que la social-démocratie ait pu conserver avec elle les masses les plus importantes malgré ses trahisons, malgré sa couardise, malgré la crise économique profonde, quand il existait un Parti Communiste ? ... Tu penses que la direction du Parti, que sa politique n'y ont été pour rien ?

- ▶ Oui, on a commis des erreurs. » Elle s'arrête un instant, puis déclare : « Ce sont les chefs qui nous manquent... »

L'INCENDIE DU REICHSTAG

Le 27 février, les social-démocrates tiennent une réunion au Sport Palast pour commémorer le cinquantième de la mort de Karl Marx. Nous voudrions y aller, mais nous tenons à réunir nos camarades de la « Masch » (école marxiste du parti communiste). La « Masch » a déménagé. Elle se trouve maintenant dans la Neue-Friedrichstrasse, une vieille rue dans le vieux Berlin. Le quartier, centre de magasins de tissus en gros, s'endort de bonne heure. Les ombres sont longues sur les trottoirs abandonnés. (...) Notre cours, qui a assez bien tenu, ne compte pas, ce soir, plus de dix camarades. On attend le professeur. Il est déjà huit heures et demie, il n'arrive pas, il ne vient pas. Nous nous entretenons, comme toujours, de la situation politique. Nos copains sont déprimés, découragés. Le camarade F, militant du Parti, affiche un pessimisme résigné :

- ▶ Ce sera très dur pour les prolos, nous dit-il quand nous lui demandons comment vont les choses dans son

quartier.

- ▶ Est-ce que le Paeti attendait autre chose du fascisme ?
- ▶ Bien sûr, on savait, mais tout de même les choses sont arrivées à une telle vitesse !
- ▶ Moi, dit le camarade B, je trouve que le Parti se tait trop, disparaît trop. On ne le voit pas. On ne sait que dire à ceux qui nous questionnent, à chaque instant.
- ▶ Et qu'est-ce que tu veux qu'il fasse ? Il est tellement traqué ! Toutes ses réunions sont interdites.
- ▶ Les réunions du SPD sont très souvent interdites, mais ils arrivent tout de même à en tenir quelques unes.
- ▶ Oui, accepte F., ils ont manifesté hier dans notre quartier, et il faut avouer que ce fut assez bien. Plus de trois cent personnes. Par les temps qui courent....
- ▶ Et nous ? Pourquoi agissons-nous si peu ?
- ▶ Si peu, si peu.... Nous sommes traqués comme des bêtes fauves. Tu veux commencer à bouger et tu as déjà la matraque sur le dos.
- ▶ Moi, s'entête B., je crois que les social-démocrates ont mieux en main leurs masses. Il peuvent mieux compter sur elles que notre parti. Et veux-tu que je te dise quelque chose ? Je souhaite que notre parti soit mis le plus tôt possible dans l'illégalité. Nous protestons tous, indignés, mais il continue.
- ▶ Mais oui, mais oui, le plus tôt possible, puisque c'est sûr qu'il sera déclaré illégal. Il se peut que nos dirigeants, ramollis aujourd'hui dans des postes bien payés, aient besoin de revenir au pain sec des jours difficiles. Nous en venons à parler des élections :
- ▶ Je crois que nous perdrons des voix, continue B.
- ▶ Sûrement. Presque tout le monde est d'accord là-dessus.
- ▶ Moi, dit un jeune, je crois que les nazis vont attendre les cinquante pour cent.
- ▶ Tu es fou....

Notre professeur n'est pas venu, et c'est déjà l'heure de partir. Nous descendons et marchons, comme toujours, avec quelques camarades que nous accompagnons souvent jusqu'à Neukolln. Arrivés à Königstrasse, il y a quelque chose dans la rue qui change son aspect habituel. Un je ne sais quoi, une légère inquiétude. Nous entendons courir derrière nous. C'est un groupe de jeunes gens. Ils nous rejoignent. Ils jettent :

- ▶ Les Reichstag est en flammes ...
 - ▶ Sans blague ?
 - ▶ Pas de blague. Il brûle bel et bien.
 - ▶ Je n'arrive pas à le croire, continue F. ... A qui peut venir l'idée de mettre le feu au Reichstag ?
 - ▶ A qui ? » Et la voix du jeune homme siffle, haineuse : « Aux communistes. Ce sont les communistes, bien sûr. »
 - ▶ Que peuvent avoir les communistes contre l'édifice du Reichstag ? Nos objections ne sont pas de leur goût. Ils nous dévisagent d'un air provocateur, se regardant entre eux, et, à la fin, s'en vont. Nous demandons à un schupo si c'est vrai que le Reichstag brûle.
 - ▶ Je n'en sais rien, nous répond-il. Une dame vient de me poser la même question. Nous décidons de le vérifier nous-mêmes et nous nous mettons en marche. Arrivés à la Schluss-Platz, nous délibérons : il se peut que ce soit une provocation nazie, un guet-apens. C'est tellement énorme. On n'ira pas.
- Le jour suivant, Berlin est en branle. La nouvelle de l'incendie du Reichstag est arrivée aux quartiers les plus reculés. Une caravane de vélos et de piétons monte par Unter der Linden, vers la porte de Brandebourg. Une curiosité froide chez la plupart : voir, vérifier l'action des flammes. La police empêche la formation des groupes. On cause peu et de façon discrète. Toute la presse communiste est interdite pour quatre semaines. Prison préventive pour tous les fonctionnaires du PC. Ordre de détention contre deux de ses députés « soupçonnés de complicité » dans l'incendie du Reichstag. Quatre mille militants communistes sont arrêtés. L'ensemble de la presse social-démocrate tombe également sous le coup d'une interdiction de quatorze jours. Van der Lübbe aurait avoué « des liaisons avec le SPD ». Des arrestations en masse. On dit que Torgler s'est présenté à la préfecture de police, accompagné de son avocat. Et cette terreur féroce ne trouve aucune réponse, aucune résistance organisée. La maison du « Vorwärts » est occupée par la police. On saisit des tracts, des brochures. Après quatre heures d'occupation, la police s'en va. Les journaux publient le roman-feuilleton enfanté par Goering sur les plans du PC. Il y avait là des ponts sautés à la dynamite, des trains déraillés, des kilos de poisons pour les cuisines collectives, des milliers de femmes et d'enfants pris comme otages, une fantastique organisation de communistes habillés en hommes d'assaut destinés à piller les magasins, et encore, et encore

VEILLEE D'ELECTIONS

Le chef de la social-démocratie, Wels, s'adressant au Commissaire du Reich von Papen, pour protester contre l'interdiction de la presse de son parti : « La social-démocratie n'a rien de commun avec l'incendiaire du

Reichstag. Tout son passé le prouve. Une discipline exemplaire a toujours été démontrée par ses adhérents. Un coup d'œil sur la presse communiste, pleine jusqu'à maintenant des attaques les plus âpres contre la social-démocratie, montre de la façon la plus claire qu'il n'existe aucun front unique entre le Parti Communiste et le parti social-démocrate... » Voilà des mots qui illustrent la valeur de ce fameux « Pacte de non-agression ». Un groupe de SA arrive sur la Bulow Platz. C'est la troupe que commanda Horst Wessel, le souteneur-« poète », héros vénéré des nazis. Un coup de talon, un demi-tour, et ils sont alignés face à la Maison Karl Liebknecht. Trois hommes se détachent. Ils portent le drapeau à croix gammée. Un ordre du chef, et les trois hommes avancent vers la Centrale du PC. Ils passent la porte où se tiennent deux schupos, et quelques instants après on les voit sur le toit. Un moment encore, et sur le grand mur qui s'ornait si souvent du drapeau rouge à faucille et marteau flotte la croix gammée. Les hommes des SA saluent, le bras levé. Le chef tient un petit discours : « Le rêve de notre héros bien-aimé, le désir le plus fervent de Horst Wessel vient de se réaliser. Le drapeau qu'il portait si fier et qu'il défendit avec son sang flotte sur le bastion communiste. »

Pendant les derniers jours de février, l'aspect des rues commence à changer. Elles appartenaient aux ouvriers, elles ne sont à personne maintenant. Abandonnées par les travailleurs, elles n'ont pas encore un nouveau maître. On n'y voit pas davantage les nazis, mais il n'y a plus de défilés d'ouvriers, ni de ces piquets d'autodéfense qui parcouraient les rues, se rendant à leur poste. Les élections approchent. Peu de drapeaux aux fenêtres. Ce bel esprit politique que nous avons remarqué jusqu'alors disparaît. Même les partisans nazis cèdent. Drôle de phénomène : ils se sont eux-mêmes un peu terrorisés. Le 4 mars, a lieu ce magnifique « Réveil de la nation » enfanté par l'imagination de Goebels, ces retraites aux flambeaux, le même soir, dans tous les villages et villes du Reich, ces feux allumés sur toutes les collines, dans tous les hameaux de montagne. Nous nous installons au coin de la Friedrichstrasse et Unter den Linden. Il n'y a pas tellement de monde. Très peu d'insignes, nazis surtout. « Je te dis que ce sont des curieux, comme nous. » Tout d'un coup, mouvement. On pousse de tous les côtés. Là-bas, au loin, descendant la Friedrichstrasse du côté nord, on voit une nappe de points jaunes, brillants, de petites flammes qui tremblent et qui se déplacent suivant les mêmes oscillations. « Ils viennent, ils viennent !... » Les agents excessivement polis : « Messieurs-dames, s'il vous plaît : placez-vous là-bas. Ils vont passer par ici. » Une petite vieille très bien mise, en passant, est prise dans le remous : elle n'arrive pas à voir de quoi il s'agit : « Mais qu'y a-t-il ? Qu'y a-t-il ? » « C'est la retraite aux flambeaux des nazis... » « Ah bah ! » Et son geste est si sec, si méprisant, qu'elle doit appartenir, elle, au parti de Hugenberg ou au Centre catholique. Les coins de la rue, les bâtiments prennent une teinte rouge. Une lueur d'incendie vacille sur eux. Les voilà. Tous les gens sans insignes qui nous environnent lèvent le bras « à la romaine ». Tiens, c'étaient des nazis, eux aussi ! Des petits bourgeois peureux, qui ne mettront pas, avant les élections, le drapeau à croix gammée à leur fenêtre, ni l'insigne hitlérien à leur boutonnière. A cette époque, on pouvait encore ne pas lever le bras sans être un héros.

Ils passent. Un homme sur vingt porte une torche qui fume plus qu'elle ne flambe. Le projet de Goebels promettait davantage. Les cris des chefs retentissent : « Où sont les communistes ? » Et la colonne de répondre : « Dans la cave ! » Passe un camion de schupos. Souriants, ils font eux aussi, ostensiblement, une fois, puis une autre fois encore, le salut hitlérien. Grand enthousiasme dans la foule. Des hommes des troupes d'assaut quêtent bruyamment : « Pour le voyage, sans retour, des Juifs en Palestine. » Les gens s'esclaffent. On rit de bon cœur : « Pour l'enterrement de Thaelmann ! » Une dame, debout sur le marchepied de son auto : « Ecoute ce qu'il dit : pour l'enterrement de Thaelmann. » Elle rit comme une hystérique. Un SA, avec une gueule de cauchemar, secoue sa tirelire en répétant : « Donnez pour la réfection de la Maison Karl Liebknecht ! Allez-y voir la croix gammée. Elle est bien là ! » Nous encaissons, nous encaissons... Sur la place François-Joseph a lieu la concentration pour entendre Hitler, qui parlera à Königsberg pour toute l'Allemagne. Pour la première fois à Berlin nous voyons des hommes des troupes d'assaut jouer la fonction d'agents de police auxiliaires. Chaque schupo est accompagné de deux de ces hommes armés de revolvers et de matraques. Ils sont sous les ordres du schupo, et, très gauche, très obséquieux à ses côtés, ils le suivent et l'écoutent comme des apprentis appliqués. Cela frappe l'esprit. Dans la radio, une voix décrit, seconde par seconde, ce qui se passe dans la salle de Königsberg « où parlera le Führer ». Bientôt arrive du haut-parleur un bruit de houle qui monte, qui monte : « HEIL, HEIL, HEIL... » C'est le Führer qui entre. La vague des cris atteint son paroxysme. Elle se brise. « Volksgenossen, Volksgenossinnen... » (mes compagnons, mes compagnes) Hitler débite son discours-sermon que tous connaissent. Il parle depuis le premier mot en criant. Il n'expose pas. Il fait des harangues pendant une heure, deux s'il le faut, sans varier le ton. (...) Nous rentrons. Les colonnes nazies que nous rencontrons sont accompagnées de camions de schupos qui fixent les fenêtres des maisons, la carabine prête. Elles marchent vers le triomphe du 5 mars.

Tout près de chez nous, une brasserie, c'est-à-dire un local de vote. De bonne heure déjà, un schupo et un nazi de la police auxiliaire se promènent. Nous nous penchons à la fenêtre. Devant la brasserie les

représentants des partis avec leurs pancartes se tiennent debout. Un homme d'assaut (SA) « Liste 1 ». Un vieux « Liste 4 » (Parti du Centre). Un Casque d'acier « Liste 5 ». Les listes « 2 » et « 3 », social-démocrates et communistes, manquent. Il sont donc empêché même cela ? Nous avons vécu déjà un jour d'élections, le 6 novembre, avec défaite nazie et triomphe communiste. Nous sommes dans la rue très tôt pour voir ce qu'il y a de changé. Un jour ensoleillé, magnifique. A Wedding, tout le monde est sur les trottoirs. Tout est-il comme auparavant ? Non. Ces piquets nazis qui passent, avec dix, quinze hommes d'assaut qui parcourent sans cesse, bruyamment, les rues. Et ces façades sans drapeaux qui sont une nouvelle façon de montrer qu'on reste toujours communiste, socialiste. Nous marchons. Les pâtés de maison sont si peuplés que les locaux de vote se succèdent tous les 50 mètres. Devant une colonne où est affiché le portrait de Van der Lùbbe avec la promesse d'une récompense de 20.000 marks pour celui qui pourra donner des renseignements sur l'incendie du Reichstag, il y a un petit attroupement. On ricane. Quelqu'un ose dire, haut, en partant : « Ils affirmaient pourtant qu'ils savaient déjà tout, qu'il tenaient les coupables : des communistes. Les voilà maintenant qui donnent 20.000 marks pour un renseignement. » Arrivant au coin de la Spart-Platz, devant la brasserie, nous lisons de nouveaux « LISTE 1 », « 4 », « 5 ». Mais il y a encore un jeune ouvrier qui porte une pancarte. Il parle avec quelqu'un et nous tourne le dos. Tout d'un coup, il se retourne. A son cou pend le carton avec l'inscription si connue : « Votez Liste 3, Parti Communiste ». Nous poussons presque un cri. C'était une bien pauvre joie, mais à ce moment-là, ça faisait rudement plaisir de voir un des nôtres ! Notre surprise est si visible que le schupo et les hommes d'assaut nous regardent ironiquement. Nous allons voir le copain et lui serrons la main : « Bonjour, ça va quand même, ce n'est pas défendu ? ». « Non, nous l'avons cru. Mais ici nous sommes sortis tout de même et on nous a laissés tranquilles. On en a fait ensuite courir la nouvelle. » De l'autre côté de la rue Muller, nous commençons à voir plus nombreux le « 2 » et le « 3 ». Même à la Reinickendorferstrasse on ne trouve que ces deux pancartes. Et à la porte d'un local nous trouvons un copain seul, qui a suspendu à une ficelle sur sa poitrine une feuille de bloc à lettres avec un « 3 » écrit au crayon. Ensuite cela aussi devient fréquent. L'entrée de la rue Koestliner – la rue des barricades – est obstruée de monde. Ils regardent une moto nazie qui parcourt la citadelle communiste d'un bout à l'autre. Celle-ci n'a pas plus de cent mètres. L'homme d'assaut assis dans le sidecar porte un énorme drapeau avec la croix gammée déplié au vent, et un revolver au poing, prêt à tirer. Ils vont et viennent. Les prolos, aux fenêtres, sur le trottoir, regardent froidement cette provocation inouïe. Nous passons l'après-midi à Neukoln. Là, les camarades ont su organiser leurs initiatives. Les pancartes sont dessinées soigneusement. Faites à la main mais toutes pareilles. Les gens se promènent tranquillement. Des hommes de la police auxiliaire passent portant un brassard. Nous approchons. Il s'agit d'un malade qu'on porte au local de vote. Il y a eu pas mal de ces nouveaux Lazare le 5 mars, qui ont écouté le « Lève-toi et va voter pour Hitler. » Dix heures, ce même soir. Nous attendons les résultats des élections dans un petit restaurant du Westen. Et ce que tout militant ayant vécu ces mois à Berlin aurait pu prévoir arrive. La voix de la radio nous répète, nous martèle la terrible défaite. Pendant un bon moment nous notons les chiffres. Ensuite aucune réaction ne survenant, nous jetons le crayon. La question du pouvoir est réglée. La révolution est vaincue. Les élections du 5 mars n'ont pas seulement été des élections, elles étaient une revue des troupes. Les nazis ont obtenu 17.227.000 voix, soit près de 44% des suffrages. Ils ont 288 députés. Le SPD a perdu peu de voix et il a encore 120 députés. Le KPD a près de 4.000.000 de voix et 81 députés. Un décret leur interdit de siéger. Ce que nous avons senti le 30 janvier se confirme et devient visible pour les larges masses. Le combat qui a duré des années finit par le triomphe de Hitler. Notre ancien espoir, l'espoir de millions de prolétaires : l'Allemagne, s'écroule. Dans la rue, les nazis promènent sauvagement leur victoire. Le front rouge en bouillie. Le SA marche, prenez garde ! Livrez la rue !

Les rumeurs les plus barbares ont cours, les bottes des nazis donnent le rythme de la vie. On se réveille la nuit : toc, toc, toc..., des nazis passent. On se réveille de nouveau : encore des bottes des hommes d'assaut. Notre voisine du deuxième commence à jouer au piano le « Horst Wessel Lied », l'hymne hitlérien. Son frère, de son côté, le chante. Ils ne sont pas très doués, mais par contre ils sont tenaces. Nous avons du « Horst Wessel », le matin, l'après-midi, le soir. La plupart des élections aux Comités d'usine qui ont encore lieu se révèlent catastrophiques pour la liste révolutionnaire. On enregistre des passages en bloc aux nazis. Il y a des cas très, mais très douloureux. La panique se propage. Tout sombre. Les social-démocrates disent maintenant : Hitler est arrivé au pouvoir légalement. Donc il faut le tolérer. On assomme les militants chez eux, dans les chambres, en présence des femmes et des enfants. Des ouvriers disparaissent. Des jours après, on trouve leurs cadavres dans les bois. La nuit, dans les rues, des cris. Pas une fenêtre ne s'ouvre. Mais, le jour, le soleil brille comme d'habitude. Les choses ont presque leur aspect normal. Il se trouve des gens pour nier la terreur.

Des camions de SA armés de carabines, les chants sanguinaires et triomphaux aux lèvres, déferlent aux coins des rues. Les locaux nazis, brasseries-casernes des SA, se multiplient. Près de chez nous, il n'y en avait

qu'un. Maintenant, il y en a trois. Chaque rue connue pour son anti-fascisme, chaque pâté de maison est fouillé de fond en comble, ensuite noyauté.

On appelait « Nouvelle Moscou » une vaste colonie de ces maisonnettes en bois et tôle qu'on voit si nombreuses aux environs des villes allemandes. Celle-ci, à Reinisckendorf, n'était habitée que par des communistes. Un matin arrivent des camions chargés de policiers et d'hommes d'assaut. Ils cernent la colonie. Pendant cinq heures, tout est mis sens dessus-dessous. Matelas et coussins déchirés. Les jardins ravagés. Le désarmement est méticuleux. Tout ce qui peut servir pour se battre est emporté. Et, avant de partir, voici ce qu'ils font : la salle de réunions, qui se trouve au beau milieu de l'endroit, et où depuis l'arrivée de Hitler une cinquantaine de camarades montent la garde chaque nuit, est livrée après une cérémonie à la « Section d'assaut n°63 » Celle-ci s'installera dans cette salle, et des communistes de la « Nouvelle Moscou » auront chez eux les ennemis qu'ils ont combattu des années durant, leur disputant l'hégémonie dans le quartier. Il n'y aura pas ici, pour terminer, des mots de consolation. Les perspectives restent ouvertes. Pour les révolutionnaires, il n'y a pas de cul-de-sac, il y a des problèmes à résoudre. Mais il fallait que la vérité fût dite, il fallait que tout le monde sache ce qu'ont connu, ce que connaissent les travailleurs allemands. Il fallait tout dire avec la lourde amertume qui hante les usines, les rues de Berlin. Et ne rien ajouter. Il faut que cette honteuse suite des jours où rien n'est arrivé et tout a été perdu pèse sur nous comme elle a pesé sur eux brisant les optimismes de commande ; la vanité qui ne veut rien revoir, rien réviser ; l'intérêt de ceux qui veulent empêcher le débat et continuer comme si rien ne s'était passé ; le petit courage de ceux qui ont besoin pour lutter d'un proche avenir rose. Il faut, enfin, qu'elle pèse de tout son poids sur ceux qui sont capables d'accepter la lourde tâche d'apprendre, de s'affirmer, de recommencer. Puisqu'il s'agit bien, maintenant, à peu près d'un recommencement.

JUAN RUSTICO ou HIPPOLYTE ETCHEBEHERE

▶ -----
Rappelons ce qu'écrivait Trotsky en 1931 :

Léon Trotsky

**EN QUOI LA POLITIQUE ACTUELLE DU PARTI COMMUNISTE ALLEMAND EST-ELLE
ERRONÉE ?**

(Lettre à un ouvrier communiste allemand, membre du Parti communiste allemand)

8 décembre 1931

L'Allemagne vit aujourd'hui une de ses plus grandes heures historiques ; le destin du peuple allemand, le destin de l'Europe et, dans une large mesure, le destin de toute l'humanité pour les décennies à venir en dépendent. Quand on place une boule au sommet d'une pyramide, une faible poussée suffit à la faire rouler soit à droite soit à gauche. Telle est la situation dont l'Allemagne se rapproche d'heure en heure. Certaines forces veulent que la boule roule à droite et brise les reins de la classe ouvrière. D'autres veulent maintenir la boule au sommet. C'est une utopie. La boule ne peut se maintenir sur la pointe de la pyramide. Les communistes voudraient que la boule roule à gauche et casse les reins du capitalisme. Il ne suffit pas de vouloir, il faut en être capable. Essayons une nouvelle fois d'examiner calmement la situation : la politique que mène actuellement le Comité central du Parti communiste allemand est-elle juste ou fautive ? Que veut Hitler ?

Les fascistes augmentent très rapidement. Les communistes augmentent aussi mais beaucoup plus lentement. Cette croissance des deux pôles extrêmes prouve que la boule ne se maintient au sommet de la pyramide. La croissance rapide des fascistes implique que la boule peut rouler à droite. Cela constitue un immense danger. Hitler cherche à persuader qu'il est contre un coup d'Etat. Pour étrangler une bonne fois pour toutes la démocratie, il prétend arriver au pouvoir par la seule voie démocratique. Peut-on réellement le croire sur parole ?

Il est clair que, si les fascistes étaient sûrs d'obtenir par la voie pacifique la majorité absolue des mandats aux prochaines élections, ils préféreraient peut-être cette voie. En fait elle leur est fermée. Il serait stupide de penser que les nazis se développeront pendant une longue période au même rythme qu'aujourd'hui. Tôt ou tard, leur réservoir social sera à sec.

Le fascisme renferme de si terribles contradictions que le moment est proche où le flux cessera de compenser le reflux. Ce moment peut arriver bien avant que les fascistes aient réussi à rassembler plus de la moitié des voix. Il leur sera impossible de s'arrêter car ils n'auront plus rien à espérer. Ils seront obligés d'en venir au coup d'Etat.

Mais même sans parler de cela, la voie démocratique est barrée aux fascistes. La croissance formidable des antagonismes politiques dans le pays et, surtout, l'agitation des bandits fascistes auront forcément pour conséquence que plus les fascistes seront près de la majorité, plus l'atmosphère sera chauffée à blanc et plus les escarmouches et les combats se multiplieront. Dans cette perspective, la guerre civile est absolument

inévitables. La question de la prise du pouvoir par les fascistes se résoudra non par un vote mais par la guerre civile que les fascistes préparent et provoquent.

Peut-on imaginer un seul instant qu'Hitler et ses conseillers ne le comprennent pas et ne le prévoient pas ? Ce serait les prendre pour des imbéciles. Il n'y a pas de plus grand crime en politique que de compter sur la bêtise d'un ennemi puissant. Puisque Hitler ne peut pas ne pas comprendre que le chemin du pouvoir passe par une guerre civile très dure, ses discours sur la voie démocratique et pacifique ne sont donc qu'une couverture, c'est-à-dire une ruse de guerre. Il faut d'autant plus être sur ses gardes. Que cache la ruse de guerre d'Hitler ?

Son calcul est tout à fait clair et évident : il cherche à endormir l'adversaire avec la perspective plus lointaine de la croissance parlementaire des nazis, pour porter au moment favorable un coup mortel à l'adversaire que l'on aura endormi. Il est tout à fait possible que l'admiration d'Hitler pour le parlementarisme démocratique doive l'aider à réaliser dans un proche avenir une coalition où les fascistes occuperont les postes les plus importants et qu'ils s'en serviront... pour un coup d'Etat. En effet, il est plus qu'évident que la coalition du centre avec les fascistes serait non une étape vers la solution " démocratique " de la question, mais servirait de tremplin à un coup d'Etat dans les conditions les plus favorables pour le fascisme. Il faut viser près. Tout prouve que le dénouement, même indépendamment de la volonté de l'état-major fasciste, se produira dans le courant des prochains mois, si ce n'est des prochaines semaines. Cette circonstance a une énorme importance pour l'élaboration d'une politique juste. Si on admet que les fascistes vont prendre le pouvoir dans deux ou trois mois, il sera dix fois plus difficile de se battre contre eux l'année prochaine, que cette année. Les plans révolutionnaires de toutes sortes, élaborés pour deux, trois ou cinq ans à l'avance, ne sont qu'un bavardage pitoyable et honteux, si la classe ouvrière laisse les fascistes arriver au pouvoir dans les deux, trois ou cinq prochains mois. Le facteur temps dans les opérations militaires, comme en politique lors des crises révolutionnaires, a une importance décisive. Pour illustrer cette idée, prenons un exemple. Hugo Urbahns qui se considère comme un " communiste de gauche ", déclare que le Parti communiste allemand a fait faillite, qu'il est mort politiquement, et il propose de construire un nouveau parti. Si Urbahns avait raison, cela signifierait que la victoire des fascistes est assurée, car il faut des années pour créer un nouveau parti (de plus, il n'est absolument pas prouvé que le parti d'Urbahns sera meilleur que celui de Thaelmann : quand Urbahns était à la tête du parti, il n'y avait pas moins d'erreurs).

Si le fascisme conquerrait effectivement le pouvoir, cela signifierait non seulement la liquidation physique du Parti communiste, mais aussi sa faillite politique complète. Les millions d'ouvriers qui forment le prolétariat ne pardonneraient jamais à l'Internationale communiste et à sa section allemande une défaite honteuse, infligée par des bandes de poussières humaines. C'est pourquoi l'arrivée des fascistes au pouvoir rendrait, selon toute vraisemblance, nécessaire la création d'un nouveau parti révolutionnaire et d'une nouvelle internationale. Ce serait une effroyable catastrophe historique. Seuls de véritables liquidateurs, ceux qui, se réfugiant derrière des phrases creuses, se préparent en fait à capituler lâchement avant le combat, considèrent dès maintenant que tout cela est inévitable. Nous, bolcheviks-léninistes, que les staliniens qualifient de " trotskystes ", n'avons rien de commun avec ces gens-là. Nous sommes fermement persuadés que la victoire sur les fascistes est possible non après leur arrivée au pouvoir, non après cinq, dix ou vingt ans de leur domination, mais aujourd'hui, dans la situation actuelle, dans les mois ou les semaines à venir. Thaelmann considère que la victoire du fascisme est inévitable.

Pour vaincre, il faut une politique juste. Cela implique en particulier qu'il faut une politique adaptée à la situation présente, au regroupement actuel des forces, et non calculée pour une situation qui doit arriver dans un, deux ou trois ans, quand la question du pouvoir sera depuis longtemps résolue.

Tout le malheur vient de ce que la politique du Comité central du Parti communiste allemand est fondée, en partie consciemment, en partie inconsciemment, sur la reconnaissance du caractère inévitable de la victoire du fascisme. En effet, dans son appel pour le " front unique rouge ", publié le 29 novembre, le Comité central du Parti communiste allemand part de l'idée qu'il est impossible de vaincre le fascisme, sans avoir vaincu au préalable la social-démocratie allemande.

Cette idée, Thaelmann la répète sur tous les tons dans son article. Cette idée est-elle juste ? A l'échelle historique, elle est absolument vraie. Mais cela ne signifie pas du tout que l'on peut résoudre les questions à l'ordre du jour grâce à elle, c'est-à-dire en se contentant de la répéter. Cette idée, juste du point de vue de la stratégie révolutionnaire dans son ensemble, devient un mensonge, et même un mensonge réactionnaire une fois traduite dans le langage de la tactique. Est-il vrai que pour faire disparaître le chômage et la misère il faut détruire au préalable le capitalisme ? C'est vrai. Mais seul le dernier des imbéciles en tirera la conclusion que nous ne devons pas nous battre aujourd'hui de toutes nos forces contre les mesures qui permettent au capitalisme d'augmenter la misère des ouvriers.

Peut-on espérer que le Parti communiste renversera la social-démocratie et le fascisme dans les prochains mois ? Aucun homme de bon sens, qui sait lire et compter, ne se risquerait à une telle affirmation.

Politiquement, la question se pose ainsi : peut-on aujourd'hui, dans le courant des prochains mois, c'est-à-dire malgré la présence de la social-démocratie, malheureusement encore très puissante bien qu'affaiblie, opposer une résistance victorieuse à l'attaque du fascisme ? Le Comité central du Parti communiste allemand répond négativement. En d'autres termes, Thaelmann considère la victoire du fascisme comme inévitable. Revenons sur l'expérience russe !

Pour présenter mon idée le plus clairement et le plus concrètement possible, je vais reprendre l'expérience du soulèvement de Kornilov. Le 26 août 1917 (ancien calendrier, le général Komilov lance un détachement de cosaques et une division sauvage sur Pétrograd. Au pouvoir il y avait Kérénski commis de la bourgeoisie et pour les trois quarts allié de Kornilov. Lénine se trouvait dans la clandestinité, accusé d'être au service des Hohenzollem ; à cette époque, j'étais enfermé sous la même accusation dans une cellule de la " Kresty ". Quelle fut alors l'attitude des bolcheviks ? Ils avaient aussi le droit de dire : " pour vaincre la bande à Kornilov, il faut vaincre la bande à Kérénski ". Ils le dirent plus d'une fois, car c'était correct et nécessaire pour propagande future. Mais c'était absolument insuffisant pour résister à Kornilov le 26 août et les jours qui suivirent, et l'empêcher d'égorger le prolétariat de Pétrograd. C'est pourquoi les bolcheviks ne se contentèrent pas de lancer un appel général aux ouvriers et aux soldats : " Rompez avec les conciliateurs, et soutenez le front unique rouge des bolcheviks ! " Non, les bolcheviks proposèrent aux socialistes révolutionnaires et aux mencheviks un front unique de combat, et créèrent avec eux des organisations communes pour la lutte. Cela était-il correct ou incorrect ? Que Thaelmann me réponde. Pour montrer encore plus clairement comment se présentait le front unique, j'évoquerai l'épisode suivant : libéré de prison grâce à une caution versée par les organisations syndicales, je me rendis directement de ma cellule à une session du Comité de défense populaire, où avec le menchevik Dan et le socialiste révolutionnaire Gots, qui étaient les alliés de Kérénski et qui m'avaient maintenu en prison, j'examinai et résolus les problèmes de la lutte contre Kornilov. Cela était-il correct ou incorrect ? Que Remmele me réponde. Brüning est-il un " moindre mal " ? La social-démocratie soutient Brüning, vote pour lui, assume la responsabilité de sa politique devant les masses, en se fondant sur l'affirmation que le gouvernement Brüning est un " moindre mal ". C'est ce point de vue que le Rote Fahne essaie de m'attribuer, sous prétexte que j'ai protesté contre la participation stupide et honteuse des communistes au référendum d'Hitler. Mais est-ce que l'opposition de gauche allemande, et moi en particulier, avons demandé que les communistes votent pour Brüning et lui apportent leur soutien ? Nous, marxistes, considérons Brüning et Hitler ainsi que Braun comme les représentants d'un seul et même système. La question de savoir qui d'entre eux est un " moindre mal " est dépourvue de sens, car leur système, contre lequel nous nous battons, a besoin de tous ses éléments. Mais aujourd'hui, ces éléments sont en conflit, et le parti du prolétariat doit absolument utiliser ce conflit dans l'intérêt de la révolution. Dans une gamme il y a sept notes. Se demander quelle note est la " meilleure ", do, ré ou sol, n'a pas de sens. Cependant, le musicien doit savoir quand et sur quelle touche frapper. Se demander abstraitement qui, de Brüning ou Hitler est le moindre mal est tout aussi dépourvu de sens. Mais il faut savoir sur laquelle de ces touches frapper. C'est clair ? Pour ceux qui ne comprennent pas, prenons encore un exemple. Si l'un de mes ennemis m'empoisonne chaque jour avec de faibles doses de poison, et qu'un autre veut me tirer un coup de feu par derrière, j'arracherais d'abord le revolver des mains de mon deuxième ennemi, ce qui me donnera la possibilité d'en finir avec le premier. Mais cela ne signifie pas que le poison est un " moindre mal " en comparaison du revolver.

Le malheur veut que les chefs du Parti communiste allemand se soient placés sur le même terrain que la social-démocratie, en se contentant d'inverser les signes : la social-démocratie vote pour Brüning, en le qualifiant de moindre mal ; les communistes qui refusent absolument de faire confiance à Brüning et à Braun (et ils ont tout à fait raison), sont descendus dans la rue pour soutenir le référendum d'Hitler, c'est-à-dire la tentative des fascistes pour renverser Brüning. Par là, ils ont reconnu qu'Hitler était un moindre mal, car une victoire au référendum amènerait au pouvoir Hitler et non le prolétariat. A vrai dire, on est un peu gêné d'expliquer une chose aussi élémentaire ! Il est mauvais, très mauvais que des musiciens comme Remmele, au lieu de distinguer les notes, jouent du piano avec leurs bottes. Il ne s'agit pas des ouvriers qui ont quitté la social-démocratie mais de ceux qui y restent

Des milliers -et des milliers de Noske, de Wels et d'Hilferding préféreront en fin de compte le fascisme au communisme. Mais pour cela ils doivent rompre définitivement avec les ouvriers - ce qu'ils n'ont pas encore fait aujourd'hui. La social-démocratie avec tous ses antagonismes internes entrent aujourd'hui dans un conflit aigu avec les fascistes. Notre tâche est d'utiliser ce conflit et non de réconcilier au moment crucial les deux adversaires contre nous.

Maintenant, il faut se retourner contre le fascisme en formant un seul front. Et ce front de lutte directe contre le fascisme, commun à tout le prolétariat, il faut l'utiliser pour une attaque de flanc, mais d'autant plus efficace contre la social-démocratie.

Il faut montrer dans les faits le plus grand empressement à conclure avec les sociaux-démocrates un bloc contre les fascistes partout où ils sont prêts à adhérer à ce bloc. Quand on dit aux ouvriers sociaux-démocrates : " Abandonnez vos chefs et rejoignez notre front unique en dehors de tout parti ", on ne fait qu'ajouter une phrase creuse à des milliers d'autres. Il faut savoir détacher les ouvriers de leurs chefs dans l'action. Et l'action maintenant, c'est la lutte contre le fascisme.

Il ne fait aucun doute qu'il y a et qu'il y aura des ouvriers sociaux-démocrates prêts à se battre contre le fascisme au coude à coude avec les ouvriers communistes, et cela indépendamment et même contre la volonté des organisations sociales-démocrates. Evidemment, il faut établir les liens les plus étroits possibles avec ces ouvriers d'avant-garde. Mais pour le moment, ils sont peu nombreux. L'ouvrier allemand est éduqué dans un esprit d'organisation et de discipline. Cela a ses côtés forts et ses côtés faibles. La majorité écrasante des ouvriers sociaux-démocrates veut se battre contre les fascistes mais, pour le moment encore, uniquement avec son organisation. Il est impossible de sauter cette étape. Nous devons aider les ouvriers sociaux-démocrates à vérifier dans les faits - dans une situation nouvelle et exceptionnelle -, ce que valent leurs organisations et leurs chefs, quand il s'agit de la vie ou de la mort de la classe ouvrière. Il faut imposer à la social-démocratie le bloc contre les fascistes

Le malheur veut qu'il y ait dans le Comité central du Parti communiste de nombreux opportunistes terrorisés. Ils ont entendu dire que l'opportunisme, c'était l'amour pour les blocs.

C'est pourquoi ils sont contre les blocs. Ils ne comprennent pas la différence qui peut exister entre un arrangement au niveau parlementaire et un accord de combat, même le plus modeste, à propos d'une grève ou de la protection des ouvriers typographes contre les bandes fascistes.

Les accords électoraux, les marchandages parlementaires conclus par le parti révolutionnaire avec la social-démocratie servent, en règle générale, la social-démocratie. Un accord pratique pour des actions de masse, pour des buts militants, se fait toujours au profit du parti révolutionnaire. Le Comité anglo-russe était une forme inadmissible de bloc entre deux directions, sur une plate-forme politique commune, imprécis trompeuse et qui n'obligeait à aucune action. Maintenir ce bloc pendant la grève générale où le Conseil général jouait le rôle de briseur de grève, revenait pour les staliniens à mener une politique de trahison. Aucune plate-forme commune avec la social-démocratie ou les dirigeants des syndicats allemands, aucune publication, aucun drapeau, aucune affiche commune ! Marcher séparément, frapper ensemble ! Se mettre d'accord uniquement sur la manière de frapper, sur qui et quand frapper ! On peut se mettre d'accord sur ce point avec le diable, sa grand-mère et même avec Noske et Grzesinski. A la seule condition de ne pas se lier les mains.

Enfin, il faut rapidement mettre au point un ensemble pratique de mesures, non dans le but de " démasquer " la social-démocratie (devant les communistes), mais dans le but de lutter effectivement contre le fascisme. Ce programme doit porter sur la protection des usines, la liberté d'action des comités d'usine, sur l'intangibilité des organisations et des institutions ouvrières, la question des dépôts d'armes dont peuvent s'emparer les fascistes, sur les mesures à prendre en cas de danger, c'est-à-dire sur les actions militantes des détachements communistes sociaux-démocrates, etc.

Dans la lutte contre le fascisme une place immense revient aux comités d'usine. Il faut sur ce point un programme d'action particulièrement soigné. Chaque usine doit se transformer en une forteresse antifasciste avec son commandant et ses équipes de combat. Il faut se procurer le plan des casernes et des autres foyers fascistes dans chaque ville, dans chaque district. Les fascistes essaient d'encercler les foyers révolutionnaires. Il faut encercler l'encercler. L'accord sur ce terrain avec les organisations sociales-démocrates et syndicales est non seulement admissible mais encore obligatoire. Le refuser au nom de considérations " de principe " (en fait, par bêtise bureaucratique ou, pire encore, par lâcheté) revient à aider directement le fascisme.

Nous proposons dès novembre 1930, c'est-à-dire il y a un an, un programme pratique d'accord avec les ouvriers sociaux-démocrates. Qu'a-t-il été fait dans cette direction ? Presque rien. Le Comité central du Parti communiste s'occupa de tout sauf de ce qui constituait sa tâche immédiate. Que de temps précieux a-t-on perdu ! A vrai dire, il n'en reste pas beaucoup. Le programme d'action doit être purement pratique, purement concret, sans aucune " exigence " artificielle, sans aucune arrière-pensée, pour que tout ouvrier social-démocrate moyen puisse se dire : ce que proposent les communistes est absolument indispensable pour la lutte contre le fascisme. Sur cette base, il faut entraîner par l'exemple les ouvriers sociaux-démocrates et critiquer leurs chefs qui, inévitablement, s'opposeront et freineront le mouvement. C'est seulement sur cette voie qu'est possible la victoire. Une bonne citation de Lénine

Les épigones actuels, c'est-à-dire les très mauvais disciples de Lénine, aiment à combler leurs lacunes à tout propos par des citations qui, bien souvent, ne sont pas du tout appropriées. Pour un marxiste, ce n'est pas la citation mais la méthode correcte qui permet de résoudre la question. Mais à l'aide d'une méthode correcte, il n'est pas difficile de trouver aussi la citation qui convient. En introduisant tout à l'heure l'analogie avec le soulèvement de Kornilov, je me suis dit : on peut certainement trouver dans Lénine une interprétation théorique de notre bloc avec les conciliateurs dans la lutte contre Kornilov. Et effectivement, dans la deuxième partie du tome XIV de l'édition russe, j'ai trouvé les lignes suivantes dans une lettre de Lénine au Comité central, datant du début de septembre 1917 :

Même maintenant, nous ne devons pas soutenir le gouvernement de Kérénsky. Ce serait manquer à nos principes. On demandera : ne faut-il donc pas se battre contre Kornilov. Evidemment que si. Mais ce n'est pas la même chose, il y a une limite entre les deux ; et cette limite, certains bolcheviks la franchissent, en cédant à l'esprit de " conciliation ", et en se laissant entraîner par le flot des événements. Nous faisons et nous continuerons à faire la guerre à Kornilov, mais nous ne soutenons pas Kérénsky, nous dévoilons au contraire sa faiblesse. Il y a une différence. Une différence assez subtile, mais tout à fait essentielle, et qu'on ne doit oublier. En quoi consiste donc la modification de notre tactique après la révolte de Kornilov ? En ce que nous modifions la forme de notre lutte contre Kérénsky. Sans atténuer le moins du monde notre hostilité envers lui, sans rétracter aucune des paroles que nous avons dites contre, sans renoncer à le renverser, nous disons : il faut tenir compte du moment, nous n'essaierons pas de le renverser tout de suite, nous le combattons maintenant d'une autre façon et plus précisément en soulignant aux yeux du peuple (qui combat Kornilov) la faiblesse et les hésitations de Kérénsky.

Nous ne proposons rien d'autre : totale indépendance de l'organisation communiste et de sa presse, complète liberté de la critique communiste, même en ce qui concerne la social-démocratie et les syndicats. Seuls les opportunistes les plus méprisables peuvent admettre l'aliénation de la liberté du Parti communiste (par exemple, par l'adhésion au Kuomintang).

Nous n'en faisons pas partie.

Nous ne devons rien retirer à notre critique de la social-démocratie. Nous ne devons rien oublier du passé.

Nous réglerons en temps voulu tous nos comptes historiques, et, parmi eux, notre compte pour Karl Liebknecht et Rosa Luxembourg. De la même manière, nous, bolcheviks russes, avons finalement présenté une note globale aux mencheviks et aux socialistes-révolutionnaires pour les persécutions, les calomnies, les arrestations, les meurtres des ouvriers, des soldats et des paysans.

Mais nous avons présenté cette note deux mois après avoir utilisé les règlements de compte particuliers entre Kérénsky et Kornilov, entre les " démocrates " et les fascistes, pour repousser plus sûrement les fascistes.

C'est seulement grâce à cela que nous avons vaincu.

Si le Comité central du Parti communiste allemand fait sien la position qui est exprimée dans la citation de Lénine, toute l'attitude envers les masses sociales-démocrates et les organisations syndicales, changera immédiatement : au lieu des articles et des discours qui ne sont convaincants que pour ceux qui sont déjà convaincus par ailleurs, les agitateurs trouveront un langage commun avec de nouvelles centaines de milliers et de millions d'ouvriers. La différenciation au sein de la social-démocratie s'accélérera. Les fascistes sentiront bientôt qu'il ne s'agit plus de tromper Brüning, Braun et Wels, mais d'accepter la lutte ouverte avec toute la classe ouvrière. Une profonde différenciation au sein du fascisme se produira inévitablement sur cette base. Seule cette voie rend la victoire possible.

Mais il faut vouloir cette victoire. Or, parmi les fonctionnaires communistes il y a pas mal, hélas, de carriéristes peureux et de bonzes, qui chérissent leur petite place, leur salaire, et encore plus leur peau. Ces individus sont très enclins à faire parade de phrases ultra-gauches, qui dissimulent un fatalisme pitoyable et méprisable. " On ne peut pas se battre contre le fascisme, sans avoir vaincu la social-démocratie ! " - dit le farouche révolutionnaire et..., il se prépare un passeport pour l'étranger.

Ouvriers communistes, vous êtes des centaines de milliers, des millions, vous n'avez nulle part où aller, il n'y aura pas assez de passeports pour vous. Si le fascisme arrive au pouvoir, il passera comme un tank effroyable, sur vos crânes et vos échinés. Le salut se trouve uniquement dans une lutte sans merci. Seul le rapprochement dans la lutte avec les ouvriers sociaux-démocrates peut apporter la victoire. Dépêchez-vous, ouvriers communistes, car il vous reste peu de temps !

Léon Trotsky

janvier 1932

Les zigzags des staliniens dans la question du front unique

L'ancienne sociale-démocrate Torchors (Düsseldorf), qui est passée au Parti communiste, dit dans un rapport officiel qu'elle prononça au nom du parti à Francfort vers la mi-janvier :

"Les chefs sociaux-démocrates sont déjà suffisamment démasqués, et manœuvrer en ce sens en leur proposant l'unité au sommet n'est qu'un gaspillage d'énergie." Nous citons d'après le journal communiste de Francfort qui couvre de louanges ce rapport. "Les chefs sociaux-démocrates sont déjà suffisamment démasqués." Suffisamment pour l'oratrice, qui est passée de la social-démocratie au Parti communiste (ce qui, bien sûr, est tout à son honneur), mais insuffisamment pour les millions d'ouvriers qui votent pour la social-démocratie et tolèrent à leur tête la bureaucratie réformiste des syndicats.

Cependant, il est inutile de se référer à un rapport isolé. Dans le dernier des appels du Rote Fahne (28 janvier) qui m'est parvenu, il est à nouveau démontré qu'il n'est admissible de créer le front unique que contre les chefs de la social-démocratie et sans eux. Pourquoi ? Parce que "personne de ceux qui ont vécu et supporté les actions de ces "chefs" pendant ces huit dernières années ne les croira". Mais que faire, demandons-nous avec ceux qui sont venus à la politique depuis moins de dix-huit ans et même depuis moins de dix-huit mois ? Depuis le début de la guerre de nouvelles générations politiques ont grandi ; elles doivent faire elles-mêmes l'expérience de la génération aînée, ne serait-ce qu'à une échelle extrêmement réduite. "Il s'agit justement, enseignait Lénine aux ultra-gauches, de ne pas croire que ce qui a fait son temps pour nous, a fait son temps pour la classe, a fait son temps pour les masses." Mais l'ancienne génération sociale-démocrate, qui a fait l'expérience de ces dix-huit années, n'a absolument pas rompu avec ses chefs. Au contraire, c'est précisément dans la social-démocratie que restent beaucoup de "vieux", liés au parti par de fortes traditions. Il est regrettable, évidemment, que les masses mettent tant de temps à faire leur apprentissage. Mais dans une large mesure la faute en incombe aux "pédagogues" communistes, qui n'ont pas su démasquer concrètement la nature criminelle du réformisme. Il faut, au moins, tirer profit de la nouvelle situation, alors que l'attention des masses est concentrée au plus haut point sur le danger mortel, pour soumettre les réformistes à une nouvelle épreuve qui sera, peut-être, cette fois-ci décisive.

Sans cacher ni modérer en rien notre opinion sur les chefs de la social-démocratie, nous pouvons et nous devons dire aux ouvriers sociaux-démocrates : "Comme, d'un côté, vous êtes d'accord pour vous battre avec nous, et que, de l'autre, vous ne voulez pas encore rompre avec vos chefs, voilà ce que nous vous proposons : obligez-les à entreprendre une lutte commune avec nous pour telles et telles tâches pratiques, par tels et tels moyens ; en ce qui nous concerne, nous, communistes, sommes prêts." Que peut-il y avoir de plus simple, de plus clair, de plus convaincant que cela ?

C'est précisément dans ce sens que j'écrivais - avec l'intention délibérée de susciter l'effroi sincère ou l'indignation feinte des imbéciles et des charlatans, - que, dans la lutte contre le fascisme, nous étions prêts à conclure des accords pratiques militants avec le diable, avec sa grand-mère, et même avec Noske et Zörgiebel [1].

Le parti officiel viole lui-même à chaque pas sa position figée. Dans ses appels à un "front unique rouge" (avec lui-même), il avance invariablement la revendication de "liberté illimitée des manifestations, des réunions, des coalitions et de la presse prolétariennes". C'est un mot d'ordre absolument juste. Mais dans la mesure où le Parti communiste parle de journaux, de réunions, etc., prolétariens et non pas seulement communistes, il avance en fait le mot d'ordre de front unique avec la social-démocratie elle-même, qui édite des journaux ouvriers, convoque des assemblées, etc. Le comble de l'absurdité est d'avancer des mots d'ordre politiques, qui contiennent l'idée de front unique avec la social-démocratie, et de refuser les accords pratiques pour se battre sur ces mots d'ordre.

Münzenberg, chez qui se disputent la ligne générale et le bon sens mercantile, écrivait en novembre dans Der rote Aufbau : "Il est vrai que le national-socialisme est l'aile la plus réactionnaire, la plus chauvine et la plus féroce du mouvement fasciste en Allemagne, et qu'effectivement, tous les cercles de gauche (!) ont le plus grand intérêt à s'opposer au renforcement de l'influence et de la puissance de cette aile du fascisme allemand." Si le parti d'Hitler est l'aile "la plus réactionnaire, la plus féroce", le gouvernement Brüning est donc moins féroce et moins réactionnaire. Münzenberg en arrive ici à pas de loup à la théorie du "moindre mal". Pour sauver les apparences d'orthodoxie, Münzenberg distingue différentes sortes de fascisme : le léger, le moyen et le fort, comme s'il s'agissait de tabac turc. Mais si tous les "cercles de gauche" (et quels sont leurs noms ?) sont intéressés à la victoire sur le fascisme, ne serait-il pas nécessaire de soumettre ces "cercles de gauche" à une épreuve pratique ?

N'est-il pas clair qu'il fallait s'emparer immédiatement de la proposition diplomatique et équivoque de Breitscheid, en avançant de notre côté un programme pratique, concret et bien élaboré, de lutte commune contre le fascisme, et en exigeant une réunion commune des directions des deux partis, avec la participation de la direction des syndicats libres ? En même temps, il fallait diffuser énergiquement ce programme, à tous les niveaux des deux partis et dans les masses. Les négociations auraient dû se dérouler sous les yeux du peuple entier : la presse aurait dû en donner un compte rendu quotidien, sans exagérations ni inventions absurdes. Les ouvriers sont infiniment plus réceptifs à une telle agitation concrète qui frappe juste, qu'aux

glapissements continuels sur le thème du "social-fascisme". Si on avait posé le problème de cette manière, la social-démocratie n'aurait pas pu, même un seul instant, se cacher derrière le décor en carton du "front de fer".

Relisez La maladie infantile du communisme, le gauchisme : c'est aujourd'hui le livre le plus actuel. C'est précisément à propos de situations analogues à celle que nous avons aujourd'hui en Allemagne que Lénine parle - nous citons textuellement - de la "nécessité absolue pour l'avant-garde du prolétariat, pour sa partie consciente, pour le Parti communiste, de louvoyer, de réaliser des ententes, des compromissions avec les différents groupes de prolétaires, les divers partis d'ouvriers et de petits exploitants... Le tout est de savoir appliquer cette tactique de manière à élever et non à abaisser le niveau de conscience général du prolétariat, son esprit révolutionnaire, sa capacité de lutter et de vaincre." Or quelle est l'attitude du Parti communiste ? Dans ses journaux, il répète quotidiennement que pour lui seul est acceptable " le front unique qui sera dirigé contre Brüning, Severing, Leipart, Hitler et leurs semblables". Face au soulèvement prolétarien, il n'y a pas de doute qu'il n'y aura aucune différence entre Brüning, Severing, Leipart et Hitler. Les socialistes révolutionnaires et les mencheviks se sont alliés aux cadets et aux korniloviens contre le soulèvement des bolcheviks en octobre : Kérensky conduisait sur Pétrograd le général cosaque cent-noirs, Krasnov, les mencheviks soutenaient Kornilov et Krasnov, les socialistes révolutionnaires organisaient le soulèvement des Junkers sous la direction d'officiers monarchistes.

Mais cela ne signifie absolument pas que Brüning, Severing, Leipart et Hitler appartiennent toujours et dans toutes les conditions au même camp. Maintenant, leurs intérêts divergent. Pour la social-démocratie, la question est, en ce moment, moins de défendre les fondements de la société capitaliste contre la révolution prolétarienne, que de défendre le système bourgeois semi-parlementaire contre le fascisme. Ce serait une très grande bêtise que de refuser d'utiliser cet antagonisme.

"Faire la guerre pour le renversement de la bourgeoisie internationale..., écrivait Lénine dans la Maladie infantile, et renoncer à priori à louvoyer, à exploiter les oppositions d'intérêts (fussent-elles momentanées) qui divisent nos ennemis, à passer des accords et des compromis avec des alliés éventuels (fussent-ils temporaires, peu sûrs, chancelants, conditionnels), n'est-ce pas d'un ridicule achevé ?" Nous citons à nouveau textuellement : les mots entre parenthèses soulignés par nous sont de Lénine.

Et plus loin : "On ne peut triompher d'un adversaire plus puissant qu'au prix d'une extrême tension des forces et à la condition expresse d'utiliser de la façon la plus minutieuse, la plus attentive, la plus circonspecte, la plus intelligente, la moindre "fissure" entre les ennemis." Que font Thaelmann et Remmele dirigés par Manouïlsky ? La fissure entre la social-démocratie et le fascisme - et quelle fissure ! - ils essaient de toutes leurs forces de la colmater à l'aide de la théorie du social-fascisme et de la pratique de sabotage du front unique.

Lénine exigeait qu'on utilise chaque "possibilité de s'assurer un allié numériquement fort, fût-il un allié temporaire, chancelant, conditionnel, peu solide et peu sûr. Qui n'a pas compris cette vérité n'a rien compris au marxisme, ni en général au socialisme scientifique contemporain". Regardez, prophètes de la nouvelle école stalinienne : il est dit ici clairement et précisément, que vous n'avez rien compris au marxisme. Cela, c'est Lénine qui l'a dit de vous : accusez réception !

Mais sans victoire sur la social-démocratie, rétorquent les staliniens, il ne peut y avoir de victoire sur le fascisme. Cela est-il vrai ? Dans un certain sens c'est vrai. Mais le théorème inverse est également vrai : la victoire sur la social-démocratie italienne est impossible sans victoire sur le fascisme italien. Le fascisme de même que la social-démocratie sont les instruments de la bourgeoisie. Tant que dominera le capital, la social-démocratie et le fascisme continueront à exister dans différentes combinaisons. Ainsi tous les problèmes se réduisent à un seul dénominateur : le prolétariat doit renverser le régime bourgeois.

Mais c'est précisément aujourd'hui, alors que ce régime chancelle en Allemagne, que le fascisme vient à sa rescousse. Pour mettre à bas ce défenseur, il faut, nous dit-on, en finir au préalable avec la social-démocratie... Un schématisme aussi figé nous place dans un cercle vicieux. On ne peut en sortir que sur le terrain de l'action. Le caractère de l'action est déterminé non par le jeu de catégories abstraites, mais par les rapports réels des forces historiques vivantes.

Non, rabâchent les fonctionnaires, liquidons "d'abord" la social-démocratie. Par quel moyen ? C'est très simple : en donnant l'ordre aux organisations du parti de recruter dans tel délai cent mille nouveaux membres. De la pure propagande au lieu de la lutte politique, un plan de bureaucrate à la place d'une stratégie dialectique. Et si le développement réel de la lutte de classe posait dès aujourd'hui à la classe ouvrière la question du fascisme, comme une question de vie ou de mort ? Il faut alors que la classe ouvrière tourne le dos au problème, il faut l'endormir, il faut la convaincre que la lutte contre le fascisme est une tâche secondaire, que cette tâche peut attendre, qu'elle se résoudra d'elle-même, que le fascisme domine déjà en

fait, qu'Hitler n'apportera rien de nouveau, qu'il ne faut pas avoir peur d'Hitler, qu'Hitler fraye seulement la voix aux communistes.

C'est peut-être une exagération ? Non, c'est l'idée directrice véritable et évidente des chefs du Parti communiste. Ils ne la poussent pas toujours jusqu'au bout. Lorsqu'ils sont confrontés aux masses, ils font souvent machine arrière sur leurs dernières conclusions, amalgamant différentes positions, embrouillant les ouvriers et s'embrouillant eux-mêmes ; mais chaque fois qu'ils essaient de s'en sortir, ils partent de la victoire inévitable du fascisme.

Le 14 octobre de l'année dernière, Remmele, l'un des trois chefs officiels du Parti communiste, déclarait au Reichstag : "C'est M. Brüning lui-même qui a dit très clairement : quand ils (les fascistes) seront au pouvoir, le front unique du prolétariat se réalisera et balayera tout" (bruyants applaudissements sur les bancs communistes). Que Brüning cherche à effrayer la bourgeoisie et la social-démocratie par une telle perspective, c'est compréhensible : il défend son pouvoir. Que Remmele console les ouvriers avec cette perspective, c'est une honte : il prépare le pouvoir d'Hitler, car toute cette perspective est radicalement fautive et témoigne d'une incompréhension totale de la psychologie des masses et de la dialectique de la lutte révolutionnaire. Si le prolétariat d'Allemagne, qui est aujourd'hui le témoin direct de tous les événements, laisse les fascistes accéder au pouvoir, c'est-à-dire fait preuve d'un aveuglement et d'une passivité absolument criminelles, il n'y a décidément aucune raison de compter sur le fait qu'après l'arrivée des fascistes au pouvoir, le même prolétariat secouera sa passivité et "balayera tout" : en tous les cas ce n'est pas ce qui s'est passé en Italie. Remmele raisonne entièrement dans l'esprit des phraseurs français petit bourgeois du XIXe siècle, qui faisaient preuve d'une incapacité totale à entraîner les masses à leur suite, mais qui, par contre, étaient fermement convaincus que, lorsque Louis Bonaparte prendrait la tête de la République, le peuple se lèverait sans attendre pour les défendre et "balayerait tout". Cependant le peuple, qui avait laissé l'aventurier Louis Bonaparte accéder au pouvoir, s'avéra, évidemment, incapable de le balayer ensuite. Il fallut pour cela de nouveaux événements importants, des secousses historiques, y compris la guerre.

Le front unique du prolétariat, pour Remmele, n'est réalisable, nous l'avons vu, qu'après l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Peut-il y avoir d'aveu plus pitoyable de sa propre carence ? Puisque nous, Remmele et Cie, sommes incapables d'unir le prolétariat, nous chargeons Hitler de cette tâche. Quand il aura uni pour nous le prolétariat, nous nous montrerons dans toute notre force. Puis vient une déclaration fanfaronne : "Nous sommes les vainqueurs de demain, et la question n'est déjà plus : qui écrasera qui ? Cette question est déjà résolue (applaudissements sur les bancs communistes). Il n'y a plus qu'une seule question : à quel moment renverserons-nous la bourgeoisie ?" Rien que ça ! On appelle cela en russe, toucher le ciel du doigt. Nous sommes les vainqueurs de demain. Pour cela, il ne nous manque plus aujourd'hui que le front unique. Hitler nous le donnera demain, quand il arrivera au pouvoir. Donc le vainqueur de demain ne sera pas Remmele, mais Hitler. Mais alors, mettez-vous ça dans la tête : l'heure de la victoire des communistes n'est pas près de sonner.

Remmele sent lui-même que son optimisme boite de la jambe gauche, et il essaie de la consolider. "Ces messieurs les fascistes ne nous effraient pas, ils s'useront plus vite que n'importe quel autre gouvernement ("tout à fait vrai", sur les bancs des communistes)". La preuve : les fascistes veulent l'inflation du papier monnaie, et c'est la ruine pour les masses populaires ; par conséquent, tout s'arrangera on ne peut mieux. C'est ainsi que l'inflation verbale de Remmele égare les ouvriers allemands.

Nous avons ici le discours programmatique d'un chef officiel du parti, édité en un grand nombre d'exemplaires et qui doit servir à la campagne d'adhésions du Parti communiste : un formulaire tout prêt d'adhésion au parti est imprimé à la fin du discours. Ce discours programmatique est entièrement construit sur la capitulation devant le fascisme. "Nous ne craignons pas" la venue d'Hitler au pouvoir. Mais c'est en fait une formule inversée de lâcheté. "Nous" ne nous considérons pas comme capable d'empêcher Hitler d'arriver au pouvoir ; pire : nous, bureaucrates, sommes tellement pourris, que nous n'osons pas envisager sérieusement la lutte contre Hitler. C'est pourquoi, "nous n'avons pas peur". De quoi n'avez-vous pas peur : de la lutte contre Hitler ? Non, ils n'ont pas peur... de la victoire d'Hitler. Ils n'ont pas peur de se soustraire au combat. Ils n'ont pas peur de reconnaître leur propre lâcheté. Honte, trois fois honte ! Dans l'une de mes dernières brochures, j'écrivais que la bureaucratie stalinienne se préparait à tendre un piège à Hitler..sous la forme du pouvoir d'Etat. Les plumitifs communistes, qui vont de Münzenberg à Ullstein et de Mosse à Münzenberg, déclarèrent immédiatement : "Trotsky calomnie le Parti communiste." N'est-ce pas clair : par hostilité pour le communisme, par haine pour le prolétariat allemand, par désir ardent de sauver le capitalisme allemand, Trotsky attribue à la bureaucratie stalinienne un plan de capitulation. En fait, je n'ai fait que résumer le discours programmatique de Remmele et l'article théorique de Thaelmann. Où est donc la calomnie ?

Thaelmann et Remmele restent en cela pleinement fidèles à l'évangile stalinien. Rappelons encore une fois ce que Staline enseigna à l'automne 1923, alors qu'en Allemagne tout se tenait, comme aujourd'hui, sur le fil du rasoir : "Les communistes, écrivait Staline à Zinoviev et Boukharine, doivent-ils s'efforcer (au stade actuel) de s'emparer du pouvoir sans la social-démocratie, sont-ils déjà mûrs pour cela, - voilà, d'après moi, le fond de la question... Si aujourd'hui en Allemagne le pouvoir tombe, pour ainsi dire, et que les communistes le ramassent, ils s'effondreront avec éclat. Cela "dans le meilleur" des cas. Et dans le pire, ils seront mis en pièces et rejetés... Evidemment, les fascistes veillent, mais il est plus avantageux pour nous que les fascistes attaquent les premiers : cela rassemblera toute la classe ouvrière autour des communistes... A mon avis, il faut retenir les Allemands, et non les encourager. "

Dans sa brochure sur la Grève de masse, Langner écrit : "L'affirmation (de Brandler), selon laquelle la lutte d'octobre (1923) aurait amené une "défaite décisive", n'est rien d'autre qu'une tentative d'enjoliver les erreurs opportunistes et la capitulation opportuniste sans combat" (p. 101). C'est tout à fait vrai. Mais qui fut donc l'instigateur de "la capitulation sans combat" ? Qui "retenait" au lieu d'"encourager" ? En 1931, Staline ne fit que développer sa formule de 1923 : que les fascistes prennent le pouvoir, ils ne feront que nous frayer la route. Evidemment, il est beaucoup moins dangereux d'attaquer Brandler que Staline : les Langner le savent bien...

Il est vrai que ces deux derniers mois - et les protestations résolues de la gauche n'y sont pas pour rien - un certain changement est intervenu : le Parti communiste ne dit plus qu'Hitler doit prendre le pouvoir pour s'épuiser rapidement ; aujourd'hui, il insiste plus sur l'aspect opposé de la question : il ne faut pas remettre la lutte contre le fascisme à l'arrivée d'Hitler au pouvoir ; il faut mener la lutte maintenant, en soulevant les ouvriers contre les décrets de Brüning, en élargissant et en approfondissant la lutte dans l'arène économique et politique. C'est tout à fait juste. Tout ce que disent les représentants du Parti communiste dans ce cadre est incontestable. Sur ce point il n'y a pas de désaccord entre nous. Mais il reste tout de même la question principale : comment passer des paroles aux actes ?

La majorité écrasante des membres du parti et une partie importante de l'appareil - nous n'en doutons nullement veulent sincèrement la lutte. Mais il faut regarder la réalité en face : cette lutte n'existe pas, on ne la voit pas venir. Les décrets de Brüning sont passés impunément. La trêve de Noël ne fut pas rompue. La politique de grèves partielles improvisées, à en juger les comptes rendus qu'en donne le Parti communiste lui-même, n'a pas donné de résultat sérieux jusqu'à maintenant. Les ouvriers le voient. On ne peut pas les convaincre par un seul cri.

Le Parti communiste rejette sur la social-démocratie la responsabilité de la passivité des masses.

Historiquement, c'est incontestable. Mais nous ne sommes pas des historiens, mais des militants politiques révolutionnaires. Il ne s'agit pas de recherches historiques, mais des moyens permettant de sortir de l'impasse.

Le SAP, qui au début de son existence posait de manière formelle (particulièrement dans les articles de Rosenfeld et de Seydewitz) la question de la lutte contre le fascisme et faisait coïncider la contre-attaque avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir, a fait un certain pas en avant. Sa presse exige maintenant qu'on organise rapidement la résistance au fascisme, en soulevant les ouvriers contre la famine et le joug policier. Nous reconnaissons volontiers que le changement dans la position du SAP s'est produit sous l'influence de la critique communiste : l'une des tâches du communisme consiste à faire avancer le centrisme en critiquant son caractère hybride. Mais cela est insuffisant : il faut utiliser politiquement les fruits de cette critique, en proposant au SAP de passer des paroles aux actes. Il faut soumettre le SAP à une épreuve pratique, publique et claire : non en interprétant des citations isolées - cela ne saurait suffire - mais en proposant de se mettre d'accord sur des moyens pratiques précis de résistance. Si le SAP révèle sa carence, l'autorité du Parti communiste en sortira renforcée, et le parti intermédiaire sera rapidement liquidé. Qu'y a-t-il à craindre ? Il n'est cependant pas vrai que le SAP ne veut pas se battre sérieusement. Il y a en lui plusieurs tendances. Aujourd'hui, dans la mesure où l'affaire se résume à une propagande abstraite pour le front unique, les contradictions internes sommeillent. Quand on passera à la lutte, elles resurgiront. Seul le Parti communiste peut y gagner.

Mais il reste encore la question principale : celle de la social-démocratie (SPD). Si elle rejette les propositions pratiques que le SAP a acceptées, cela créera une nouvelle situation. Les centristes, qui voudraient se maintenir à égale distance du Parti communiste et de la social-démocratie, récriminer contre l'un ou contre l'autre et se renforcer sur le compte des deux (telle est la philosophie que développe Urbahns), se retrouveraient immédiatement suspendus dans le vide, car il deviendrait manifeste que c'est précisément la social-démocratie qui sabote la lutte révolutionnaire. N'est-ce pas un sérieux avantage ? Les ouvriers du SAP tourneraient alors résolument leurs regards du côté du Parti communiste.

Mais le refus de Wels et Cie d'accepter le programme d'action accepté par le SAP, ne passerait pas impunément même pour la social-démocratie. Le Vorwärts perdrait immédiatement la possibilité de se plaindre de la passivité du Parti communiste. L'attraction pour le front unique grandirait aussitôt chez les ouvriers sociaux-démocrates. Et cela équivaldrait à une attraction pour le Parti communiste. N'est-ce pas clair ?

A chacune de ces étapes et à chacun de ces tournants, le Parti communiste découvrirait de nouvelles possibilités. Au lieu de la répétition monotone des mêmes formules toutes faites, devant le même auditoire, il gagnerait la possibilité de mobiliser de nouvelles couches, de les instruire sur la base de l'expérience vivante, de les tremper et de renforcer son hégémonie dans la classe ouvrière.

Il ne peut y avoir de discussion sur le fait que le Parti communiste renonce dans le même temps à la direction indépendante de grèves, de manifestations, de campagnes politiques. Il garde sa pleine liberté d'action. Il n'attend personne.

Mais sur la base de ses actions, il manœuvre activement en direction des autres organisations ouvrières, détruit le cloisonnement parmi les ouvriers, fait apparaître au grand jour les contradictions du réformisme et du centrisme, fait progresser la cristallisation révolutionnaire dans le prolétariat.

Notes

[1] La revue française Les Cahiers du bolchevisme, la plus stupide et la plus ignorante de toutes les productions de la bureaucratie stalinienne, s'est emparée avidement de l'allusion à la grand-mère du diable, évidemment sans se douter le moins du monde qu'elle a dans la littérature marxiste une très longue histoire. L'heure est proche, espérons-le, où les ouvriers révolutionnaires expédieront à la grand-mère mentionnée ci-dessus leurs professeurs ignares et de mauvaise foi, pour qu'ils y fassent leur apprentissage.

Léon Trotsky

octobre 1932

Les vingt et une erreurs de Thälmann

Au milieu de juillet, paraissait une brochure contenant les réponses de Thälmann à vingt et une questions d'ouvriers sociaux-démocrates sur la manière de créer le " front unique rouge ". La brochure commence par ces mots : " Le front unique antifasciste prend un essor puissant ! " Le 20 juillet, le Parti communiste appelait les ouvriers à une grève politique. L'appel ne trouva aucun écho. C'est ainsi qu'en l'espace de cinq jours fut révélé l'abîme qui séparait les beaux discours bureaucratiques de la réalité politique.

Le parti a obtenu aux élections du 31 juillet, 5 300 000 voix. En fêtant ce résultat comme une puissante victoire, le parti prouvait à quel point la défaite avait réduit ses espérances et ses prétentions. Au premier tour des élections présidentielles, le parti avait recueilli près de 5 000 000 de voix. Il n'a ainsi gagné que 300 000 voix en quatre mois et demi, - et quels mois ! En mars, la presse communiste répétait inlassablement que le nombre de voix aurait été incomparablement plus grand s'il s'était agi des élections du Reichstag, des centaines de milliers de sympathisants considérant à l'occasion des élections présidentielles, qu'il était inutile de perdre son temps pour une démonstration " platonique ". Si l'on prend en considération ce commentaire de mars - et il le mérite -, il en résulte que le parti au cours de ses quatre derniers mois, n'a pour ainsi dire pas grandi.

En avril, la social-démocratie a élu Hindenburg qui, là-dessus, a exécuté un coup d'Etat directement dirigé contre elle. On pouvait penser que ce seul fait devait suffire à ébranler jusque dans ses fondements l'édifice du réformisme. Puis, vint la nouvelle aggravation de la crise avec toutes ses terribles conséquences. Enfin, le 20 juillet, à onze jours des élections, la social-démocratie s'est piteusement retirée, la queue entre les jambes, face au coup d'Etat du président du Reich qu'elle avait élu. Dans de telles périodes, les partis révolutionnaires connaissent une croissance fiévreuse. Quoi qu'elle entreprenne, la social-démocratie ne fait que rejeter les ouvriers, loin d'elle sur sa gauche. Au lieu d'avancer avec des bottes de sept lieues, le Parti communiste piétine, hésite, fait marche arrière et pour chaque pas en avant, fait un demi-pas en arrière. Si le parti pousse un cri de victoire, uniquement parce qu'il n'a pas perdu de voix le 31 juillet, cela signifie qu'il a définitivement perdu le sens des réalités.

Pour comprendre pourquoi et comment, dans des conditions extraordinairement favorables, ce parti révolutionnaire s'est condamné lui-même à une impuissance honteuse, il faut lire les réponses de Thälmann aux ouvriers sociaux-démocrates. C'est une tâche ennuyeuse et ingrate, mais qui peut permettre de comprendre ce qui se passe dans la tête des dirigeants staliniens.

Thälmann apporte plusieurs réponses contradictoires à la question : " Quelle appréciation les communistes portent-ils sur le gouvernement Pape ? " Il commence par indiquer le " danger d'une instauration immédiate de la dictature fasciste ". Elle n'existe donc pas encore ? Il parle d'une façon tout à fait pertinente, des membres du gouvernement comme des " représentants des capitalistes, des trusts, des généraux et des junkers ". Un instant plus tard, il dit en parlant de ce même gouvernement : " le cabinet fasciste " et conclut,

en affirmant que " le gouvernement Papen s'est fixé comme objectif l'instauration immédiate de la dictature fasciste ".

En ignorant les différences sociales et politiques entre le bonapartisme, c'est-à-dire un régime d' "union sacrée" fondée sur une dictature militaro-policière, et le fascisme, c'est-à-dire un régime de guerre civile ouverte contre le prolétariat, Thälmann se prive de toute possibilité de comprendre ce qui se passe sous ses yeux. Si le cabinet Papen est un cabinet fasciste, de quel " danger " fasciste peut-il encore être question ? Si les ouvriers croient Thälmann, lorsqu'il affirme que Papen s'est fixé comme objectif (!) l'instauration d'une dictature fasciste, le parti passera à côté du conflit hautement probable entre Hitler et Papen-Schleicher, comme cela s'était produit dans le passé pour le conflit entre Papen et Otto Braun.

A la question : " Le Parti communiste envisage-t-il sincèrement le front unique ? ", Thälmann répond naturellement par l'affirmative et avance comme preuve le fait que les communistes n'entreprennent aucune démarche auprès d'Hindenburg et de Papen. " Non, nous posons le problème du combat, du combat contre tout le système, contre le capitalisme. Et c'est là le gage le plus sérieux de notre sincérité quant au front unique. " Thälmann ne comprend visiblement pas de quoi il est question. Les ouvriers sociaux-démocrates restent précisément des sociaux-démocrates, parce qu'ils croient toujours à la voix progressive, réformiste, de passage du capitalisme au socialisme. Comme ils savent que les communistes sont partisans du renversement révolutionnaire du capitalisme, les ouvriers sociaux-démocrates demandent : votre proposition de front unique est-elle sincère ? Et Thälmann réplique : bien sûr, nous sommes sincères, car il s'agit pour nous de renverser tout le système capitaliste.

Il va sans dire que nous ne cherchons pas à cacher quoi que ce soit aux ouvriers sociaux-démocrates. Mais dans chaque cas, il faut savoir jusqu'où il est possible d'aller et garder le sens des réalités politiques. N'importe quel propagandiste habile aurait répondu : " Vous misez tout sur la démocratie, nous, nous croyons que la révolution est la seule issue. Cependant, nous ne pouvons ni ne voulons faire la révolution sans vous. Hitler est aujourd'hui notre ennemi commun. Après avoir écrasé Hitler nous dresserons ensemble un bilan et nous envisagerons quelle suite réelle donner à notre action. "

Les interlocuteurs - aussi singulier que cela puisse paraître à première vue - non seulement font preuve d'indulgence l'égard de l'orateur, mais ils l'approuvent à plusieurs reprises. Le secret de cette indulgence réside dans le fait que les interlocuteurs de Thälmann non seulement appartiennent à l'Action antifasciste mais invitent également les ouvriers à donner leurs voix au Parti communiste allemand. Il s'agit d'anciens qui se sont ralliés au communisme. On ne peut qu'accueillir chaleureusement de telles recrues. Toutefois faire passer une explication avec des ouvriers qui ont rompu avec la social-démocratie, pour une explication avec les masses social-démocrates, traduit bien le caractère frauduleux de l'entreprise. Cette mascarade à bon marché est tout à fait caractéristique de l'ensemble de la politique actuelle de Thälmann et Cie.

Quoi qu'il en soit, les anciens sociaux-démocrates posent des questions qui touchent réellement les masses sociales-démocrates : " L'Action antifasciste est-elle une annexe du Parti communiste ? " " Non, répond Thälmann. La preuve ? L'Action antifasciste n'est pas une organisation mais un mouvement de masse. " Comme si ce n'était pas la tâche directe du Parti communiste que d'organiser le mouvement de masse. Mais le deuxième argument est encore meilleur : l'Action antifasciste serait au-dessus des partis, car (!) elle est dirigée contre l'Etat capitaliste : " Karl Marx déjà, tirant les leçons de la Commune de Paris, a mis au premier plan des tâches de la classe ouvrière, la destruction de l'appareil d'Etat bourgeois. " Oh ! quelle citation malheureuse ! Les sociaux-démocrates veulent - malgré Marx - perfectionner l'Etat bourgeois, non le détruire. Ce ne sont pas des communistes mais des réformistes. Malgré lui, Thälmann démontre précisément ce qu'il voulait réfuter : l'" Action antifasciste " est une filiale du parti. Visiblement, le dirigeant officiel du Parti communiste ne comprend ni la situation ni le mode de pensée politique de l'ouvrier social-démocrate. Il ne saisit pas la raison d'être du front unique. Chacune de ses phrases est une arme pour les dirigeants réformistes et rejette vers eux les ouvriers sociaux-démocrates.

Thälmann démontre l'impossibilité de toute action commune avec la social-démocratie de la manière suivante : " Par ailleurs, nous (?) devons clairement reconnaître que même si aujourd'hui la social-démocratie manifeste un semblant d'opposition, à aucun moment elle ne renoncera à ses propres projets de coalition, ni à l'idée de pactiser avec la bourgeoisie fasciste. " Même si cela était exact, il faudrait néanmoins le démontrer concrètement aux ouvriers sociaux-démocrates. Mais cela est faux. Même si les dirigeants sociaux-démocrates n'ont pas abandonné l'idée de conclure des pactes avec la bourgeoisie, la bourgeoisie fasciste, elle, refuse de pactiser avec la social-démocratie. Et ce fait peut être décisif pour le sort de la social-démocratie. Lors du passage du pouvoir de Papen à Hitler, la bourgeoisie ne pourra en aucune manière épargner le sort de la social-démocratie. La guerre civile a ses lois. La domination de la terreur fasciste ne peut que signifier la liquidation de la social-démocratie. Mussolini a commencé précisément ainsi, pour

pouvoir écraser plus librement les ouvriers révolutionnaires. En tout cas, les " sociaux-fascistes " tiennent à leur peau. Voilà la politique la plus réaliste et en même temps la plus révolutionnaire dans ses conséquences. Si, par contre, la social-démocratie ne se sépare " à aucun moment " de la bourgeoisie fasciste (bien que Matteoti se soit " séparé " de Mussolini), les ouvriers sociaux-démocrates qui veulent participer à l'Action antifasciste, ne doivent-ils pas quitter leur parti ? C'est une des questions posées. Thälmann réplique : " Il va de soi pour nous, communistes, que les ouvriers sociaux-démocrates ou membres de la Bannière du Reich peuvent participer à l'Action antifasciste, sans quitter nécessairement leur parti. " Et pour bien montrer qu'il est dépourvu de tout esprit sectaire, Thälmann poursuit : " Si vous la rejoignez par millions, en rangs serrés, nous vous accueillerons avec joie, même si, à notre avis, il existe encore une certaine confusion dans vos esprits sur certains points concernant l'appréciation du parti social-démocrate allemand. " Paroles d'or ! Nous considérons votre parti comme fasciste, vous le tenez pour démocratique mais ne nous disputons pas sur des détails ! Il suffit que vous veniez à nous " par millions ", sans abandonner votre parti fasciste. La " confusion sur certains points " ne saurait être un obstacle. Par contre, la confusion qui règne dans les esprits des bureaucrates tout-puissants est un obstacle, à chaque pas.

Pour approfondir la question, Thälmann ajoute : " Nous ne posons pas le problème de parti à parti mais à l'échelle de la classe. " Comme Seydewitz, Thälmann est prêt à renoncer aux intérêts du parti au nom des intérêts de la classe. Malheureusement, pour un marxiste une telle position ne peut exister. Si son programme n'était pas l'expression scientifique des intérêts de la classe ouvrière, le parti ne vaudrait pas un centime. Mis à part cette grossière erreur de principe, les paroles de Thälmann contiennent également une absurdité pratique. Comment peut-on ne pas poser la question " de parti à parti ", quand c'est là précisément le fond de la question ? Des millions d'ouvriers suivent la social-démocratie. D'autres millions, le Parti communiste. A la question des ouvriers sociaux-démocrates : " Comment arriver à des actions communes entre votre parti et notre parti contre le fascisme ? ", Thälmann répond " à l'échelle de la classe " et non " à l'échelle des partis " : " Rejoignez-nous par millions ! " N'est-ce pas là un bien triste bavardage ? " Nous, communistes, poursuit Thälmann, nous ne voulons pas l'unité à n'importe quel prix. Nous ne pouvons, dans l'intérêt de l'unité avec la social-démocratie, abandonner le contenu de classe de notre politique... et renoncer aux grèves, aux luttes des chômeurs, aux actions des locataires et à l'autodéfense révolutionnaire des masses. " Il substitue à un accord sur des actions pratiques précises l'unité absurde avec la social-démocratie. Au nom de la nécessité de l'assaut révolutionnaire, il justifie le refus de mener aujourd'hui des actions communes de grèves et d'autodéfense. Celui qui réussira à faire rimer entre elles les pensées de Thälmann, mérite un prix.

Les auditeurs insistent : " Est-ce qu'une alliance du Parti communiste et du Parti social-démocrate pour lutter contre le gouvernement Papen et le fascisme est possible ? " Thälmann mentionne deux ou trois faits pour prouver que la social-démocratie ne lutte pas contre le fascisme et poursuit :

" Tout (! !) membre du parti social-démocrate nous donne raison (?), lorsque nous affirmons qu'une alliance entre le Parti communiste et le Parti social-démocrate est impossible sur la base de ces faits, mais aussi (!) pour des raisons de principe (!). " Le bureaucrate tient une nouvelle fois pour démontré ce qui précisément doit l'être. L'ultimatum devient particulièrement ridicule quand, à la question du front unique avec des organisations qui comptent des millions d'ouvriers, Thälmann répond : les sociaux-démocrates doivent au moins reconnaître qu'un accord avec leur parti est impossible parce que c'est un parti fasciste. Est-il possible de rendre un plus grand service à Leipart et à Wels ?

" Nous, communistes, qui ne voulons rien avoir de commun avec les dirigeants du parti social-démocrate, expliquons inlassablement que nous sommes prêts, à chaque instant, à mener la lutte antifasciste avec les camarades sociaux-démocrates et de la Bannière du Reich ainsi qu'avec les organisations de base (?) qui veulent lutter. " Où finissent les organisations de base ? Et que faire si les organisations de base se soumettent à la discipline des instances supérieures et proposent de négocier d'abord avec ces dernières ? Enfin, il existe entre les organisations de base et les instances supérieures des étages intermédiaires. Peut-on prévoir où passera la ligne de partage entre ceux qui veulent lutter et ceux qui refusent le combat ? Cela ne peut être décidé que dans la pratique et non à priori. Quel sens peut-il y avoir à se lier soi-même les pieds et les mains ?

Un compte rendu du Rote Fahne du 29 juillet, consacré aux meetings de la Bannière du Reich, cite ces paroles remarquables d'un dirigeant de section sociale-démocrate : " Aujourd'hui, les masses aspirent à un front unique antifasciste. Si les dirigeants n'en tiennent pas compte, je me rallierai au front unique par-dessus eux. " La feuille communiste rapporte ces paroles sans commentaire. Pourtant, elles donnent la clé de toute la tactique de front unique. Ce social-démocrate veut lutter avec les communistes contre les fascistes. Il doute déjà de la bonne volonté de ses dirigeants. Si les dirigeants s'y refusent, dit-il, je passerai par-dessus eux. Des douzaines, des centaines, des milliers, des millions de sociaux-démocrates sont dans cet état d'esprit. La tâche du Parti communiste est de leur montrer dans les faits si les dirigeants sociaux-démocrates veulent

réellement lutter ou non. Et cela ne peut être démontré qu'au travers de l'expérience, d'une expérience nouvelle dans une situation nouvelle. Cette expérience ne se fera pas en un instant, Il faut mettre à l'épreuve les dirigeants sociaux-démocrates dans l'entreprise et à l'atelier, à la ville et à la campagne, dans tout le pays, aujourd'hui et demain. Il faut réitérer sa proposition, la présenter sous une forme nouvelle, d'un point de vue neuf, adapté à la situation nouvelle.

Mais Thälmann ne veut pas. Sur la base des " différences de principe que nous avons indiquées, entre le Parti communiste et le Parti social-démocrate, nous rejetons toute négociation avec le sommet du Parti social-démocrate ". Cet argument mérite d'être noté, Thälmann le reprend plusieurs fois. Mais s'il n'y avait pas d'" opposition de principe ", il n'y aurait pas deux partis. Et s'il n'y avait pas deux partis, la question du front unique ne se poserait pas. Thälmann veut démontrer trop de choses. Mieux vaut moins mais mieux.

La création de l'opposition syndicale rouge (RGO) ne signifie-t-elle pas " une scission au sein de la classe ouvrière organisée " ? demandent les ouvriers. Non, réplique Thälmann, qui cite à l'appui la lettre d'Engels de 1895 sur les philanthropes esthètes et sentimentaux. Qui souffle si perfidement des citations à Thälmann ? Le RGO aurait été créé dans un esprit d'unité et non de division. De plus, les ouvriers ne devraient en aucun cas quitter leur syndicat pour entrer dans l'opposition syndicale rouge. Au contraire, il serait préférable que les membres du RGO restent dans les syndicats pour y mener un travail oppositionnel. Les paroles de Thälmann doivent sonner de façon très convaincante pour les communistes qui se sont fixé pour tâche de lutter contre la direction sociale-démocrate. Mais en tant que réponse aux ouvriers sociaux-démocrates, soucieux de l'unité syndicale, les paroles de Thälmann doivent sonner comme un sarcasme. Pourquoi avez-vous abandonné nos syndicats et vous êtes-vous organisés séparément ? demandent les ouvriers sociaux-démocrates. Si vous voulez entrer dans notre organisation indépendante pour lutter contre la direction sociale-démocrate, nous ne vous demandons pas de quitter les syndicats, leur répond Thälmann. Une réponse qui frappe au point sensible. " La démocratie existe-t-elle à l'intérieur du Parti communiste allemand ? ", demandent les ouvriers passant à un autre thème. Thälmann répond par l'affirmative. Et pour cause ? Mais immédiatement il poursuit de façon tout à fait inattendue : " Dans la légalité comme dans l'illégalité, surtout dans cette dernière, le parti doit se préserver des mouchards, des provocateurs et des agents envoyés par la police. " Cette digression n'est pas due au hasard. La doctrine toute récente, développée dans la brochure d'un mystérieux Büchner, justifie le rejet de la démocratie dans l'intérêt de la lutte contre les espions. Celui qui proteste contre la toute-puissance de la bureaucratie stalinienne, doit être au moins tenu pour suspect. Les agents de police et les provocateurs de tous les pays sont enthousiasmés par cette théorie. Ils aboieront plus fort que tous les autres contre les oppositionnels, ce qui détournera l'attention d'eux-même et leur permettra de pêcher en eau trouble.

L'épanouissement de la démocratie est également prouvé, selon Thälmann, par le fait que les problèmes sont traités par " les congrès mondiaux et les conférences du Comité exécutif de l'Internationale communiste ". L'orateur oublie de mentionner la date du dernier congrès mondial. Nous pouvons la lui rappeler : juillet 1928, il y a plus de quatre ans. Depuis, apparemment, aucune question digne d'attention n'a surgi. Pour quelle raison, soit dit en passant, Thälmann ne convoque-t-il pas un congrès extraordinaire du parti, pour résoudre les problèmes dont dépend le sort du prolétariat allemand ? Certainement pas par excès de démocratie dans le parti, n'est-ce pas ?

Et les pages se succèdent. Thälmann répond à vingt et une questions. Chaque réponse est une erreur. Au total, vingt et une erreurs, sans compter les petites erreurs et celles qui sont secondaires. Et elles sont nombreuses.

Thälmann raconte que les bolcheviks auraient rompu avec les mencheviks dès 1903. En fait, la scission n'eut lieu qu'en 1912. Ce qui n'empêcha pas que la révolution de février 1917 trouva dans une grande partie du pays les organisations bolcheviques et mencheviques unies. En avril encore, Staline était partisan de la fusion entre les bolcheviks et le parti de Tseretelli, non du front unique, mais de la fusion des deux partis. Seule l'arrivée de Lénine permit de l'éviter.

Thälmann déclare que les bolcheviks ont dissous l'Assemblée constituante en 1917. En fait, cela eut lieu début 1918. Thälmann n'est vraiment pas familiarisé avec l'histoire de la Révolution russe ni avec celle du Parti bolchevique.

Mais il est beaucoup plus grave qu'il ne comprenne pas les fondements de la tactique bolchevique. Dans ses articles " théoriques ", il ose même contester le fait que les bolcheviks ont conclu un accord avec les mencheviks et les socialistes révolutionnaires contre Kornilov. A l'appui de ses dires, il donne des citations soufflées par on ne sait qui, et qui n'ont rien à voir à l'affaire. Il oublie de répondre aux questions. N'y avait-il pas dans tout le pays, pendant le putsch de Kornilov, des comités de défense populaire ? Ont-ils dirigé la lutte contre Kornilov ? Est-ce que les représentants des bolcheviks, des mencheviks et des socialistes révolutionnaires appartenaient à ces comités ? Oui, oui, oui. Les mencheviks et les socialistes

révolutionnaires étaient-ils alors au pouvoir ? Persécutaient-ils les bolcheviks en tant qu'agents de l'état-major allemand ? Les bolcheviks étaient-ils alors par milliers dans les prisons ? Lénine se cachait-il dans la clandestinité ? Oui, oui, oui. Quelles citations peuvent réfuter ces faits historiques ?

Thälmann peut se référer à Manouïlsky, Lozovsky et Staline (si ce dernier ouvre la bouche). Mais qu'il laisse en paix le léninisme et l'histoire de la Révolution d'octobre, c'est pour lui un livre sept fois scellé.

En conclusion, il nous faut encore soulever un autre problème très important, qui concerne le traité de Versailles. Les ouvriers sociaux-démocrates demandent si le Parti communiste ne fait pas des concessions politiques au national-socialisme. Dans sa réponse, Thälmann continue de défendre le mot d'ordre de libération nationale et le place sur le même plan que le mot d'ordre de libération sociale. Les réparations - ou ce qui en reste aujourd'hui - sont pour Thälmann tout aussi importantes que la propriété privée des moyens de production. Cette politique est comme faite exprès pour détourner l'attention des ouvriers des problèmes fondamentaux, pour affaiblir la lutte contre le capitalisme et pour les contraindre à chercher l'ennemi principal et la cause première de leur misère hors des frontières. En fait, aujourd'hui plus qu'hier, " l'ennemi principal est dans notre propre pays " ! Von Schleicher a exprimé cette idée encore plus grossièrement : il faut avant tout, expliqua-t-il le 26 juillet à la radio, " en finir avec ces chiens de l'intérieur " ! Cette formule de soldat est excellente. Nous la reprenons volontiers. Tous les communistes devraient la faire leur. Quand les nazis détournent l'attention sur Versailles, les ouvriers révolutionnaires doivent répliquer avec les paroles de Schleicher : non, nous devons d'abord en finir avec ces chiens de l'intérieur ! 5. La politique de Staline-Thälmann en pratique

C'est dans les instants critiques, lorsque des décisions de grande portée doivent être prises, que la tactique doit se vérifier. La force du bolchevisme résidait dans le fait que ses mots d'ordre et ses méthodes se trouvaient vérifiés, lorsque les événements exigeaient des décisions hardies. Quelle valeur peuvent avoir des principes qu'il faut abandonner dès que la situation devient critique ?

La politique réaliste s'appuie sur le développement naturel de la lutte des classes. La politique sectaire essaie d'imposer à la lutte des classes des règles artificielles. Une situation révolutionnaire implique une extrême accentuation de la lutte des classes. C'est précisément pour cette raison que, dans une situation révolutionnaire, la politique réaliste des marxistes exerce une puissante force d'attraction sur les masses. Inversement, la politique sectaire a d'autant moins de force que la pression des événements est plus grande. Les blanquistes et les proudhoniens, pris au dépourvu par le mouvement de la Commune de Paris, firent le contraire de ce qu'ils avaient toujours prêché. Pendant la Révolution russe, les anarchistes se voyaient toujours forcés de reconnaître les Soviets comme les organes du pouvoir, etc.

L'Internationale communiste s'appuie sur les masses qui, dans le passé ont été gagnées au marxisme et que l'autorité de la Révolution d'octobre a soudées. Mais la politique de la fraction stalinienne actuellement à la direction cherche à régir la lutte des classes, au lieu de lui donner une expression politique. Telle est l'essence du bureaucratisme et par là il rejoint le sectarisme, dont il se distingue nettement par d'autres traits. Grâce à un appareil puissant, grâce aux moyens matériels de l'Etat soviétique et à l'autorité de la Révolution d'octobre, la bureaucratie stalinienne a pu, dans des périodes de calme relatif, imposer à l'avant-garde du prolétariat des maximes artificielles de conduite. Mais, dans la mesure où la lutte des classes se concentre dans la guerre civile, les ordres bureaucratiques entrent toujours plus fréquemment en conflit avec la dure réalité. Les tournants brusques de la situation réelle déconcertent facilement la bureaucratie orgueilleuse et vaniteuse. Quand elle ne peut pas commander, elle capitule. La politique du Comité central Thälmannien durant les derniers mois sera un jour étudiée comme l'exemple de la confusion la plus pitoyable et la plus honteuse.

Depuis la " troisième période ", le fait qu'il ne saurait être question d'accord avec la social-démocratie, avait valeur de dogme absolu. Il était non seulement inadmissible de prendre soi-même l'initiative du front unique, comme les IIIe et IVe Congrès l'avaient enseigné, mais il fallait également rejeter toute proposition d'actions communes, venant de la social-démocratie. Les dirigeants réformistes étaient " suffisamment démasqués ".

L'expérience passée suffisait. Au lieu de s'occuper de politique, il fallait enseigner l'histoire aux masses.

Adresser des propositions aux réformistes, impliquait que l'on admettait qu'ils étaient capables de lutter.

Rien que cela, c'était déjà du social-fascisme. C'est cette mélodie assourdissante qu'a déversée pendant les trois ou quatre dernières années l'orgue de Barbarie ultra-gauche. Et voilà que le 22 juin, la fraction communiste au Parlement de Prusse proposa à la surprise générale, et à la sienne propre, un accord avec la social-démocratie et même avec le centre. La même chose s'est répétée en Hesse. Face au danger de voir la présidence du Parlement tomber entre les mains des nazis, tous les sacro-saints principes furent envoyés au diable. Est-ce étonnant ? N'est-ce pas affligeant ?

Mais il n'est pas difficile d'expliquer ce salto mortale. Il est bien connu qu'un grand nombre de libéraux et de radicaux superficiels plaisaient toute leur vie sur la religion et les puissances célestes, pour finalement,

face à la mort ou lors d'une grave maladie, appeler le prêtre. Il en est de même en politique. La moelle du centrisme est l'opportunisme. Sous l'influence des circonstances extérieures (tradition, pression des masses, concurrence politique) le centrisme se voit forcé, à certaines périodes, de faire parade de gauchisme. Il doit pour cela se maîtriser et faire violence à sa nature politique. En se talonnant lui-même de toutes ses forces, il atteint souvent la limite extrême du gauchisme formel. Mais dès qu'un danger sérieux menace, la véritable nature du centrisme refait surface. Dans une question aussi décisive que la défense de l'Union soviétique, la bureaucratie stalinienne s'est toujours reposée beaucoup plus sur les pacifistes bourgeois, les bureaucrates syndicaux anglais et les radicaux français, que sur le mouvement révolutionnaire du prolétariat. A l'approche du moindre danger extérieur, les staliniens sacrifiaient immédiatement leur phraséologie ultra-gauche, mais aussi les intérêts vitaux de la révolution internationale, au nom de l'amitié avec des " amis " aussi faux et peu sûrs que les avocats, les écrivains et les simples beaux parleurs de salon. Front unique par en haut ? En aucun cas ! Mais en même temps, Münzenberg, le haut commissaire aux affaires louches, s'accroche aux basques des bavards libéraux de toutes sortes et des scribouillards radicaux, " pour la défense de l'URSS ".

La bureaucratie stalinienne d'Allemagne, comme celle de tous les autres pays, à l'exception de celle de l'URSS, est extrêmement mécontente de la manière compromettante dont Barbusse dirige les affaires du congrès contre la guerre. Dans ce domaine, Thälmann, Foster et Cie préféreraient être plus radicaux. Toutefois, pour leurs propres affaires nationales, chacun d'entre eux agit suivant le même schéma que les autorités de Moscou : à l'approche d'un danger sérieux, ils abandonnent leur gauchisme vaniteux et contrefait, et révèlent leur véritable nature opportuniste.

L'initiative de la fraction communiste au Landtag était-elle en soi fautive et inadmissible ? Nous ne le pensons pas. Les bolcheviks en 1917 ont à plusieurs reprises fait la proposition suivante aux mencheviks et aux socialistes révolutionnaires : " Prenez le pouvoir, nous vous soutiendrons contre la bourgeoisie, si elle offre une quelconque résistance. " Certains compromis sont acceptables, dans certaines conditions ils sont nécessaires. Cela dépend de l'objectif que l'on s'est fixé, de la manière dont le compromis est perçu par les masses et de ses limites. Limiter le compromis au Landtag ou au Reichstag, considérer comme un but en soi le fait qu'un social-démocrate ou un catholique devienne président à la place d'un fasciste, revient à tomber entièrement dans le crétinisme parlementaire. La situation est tout autre lorsque le parti se fixe pour tâche la lutte systématique et méthodique pour gagner les ouvriers sociaux-démocrates sur la base du front unique. Dans ce cas, l'accord au parlement contre la prise de la présidence par les fascistes aurait fait partie intégrante d'un accord extra-parlementaire pour la lutte contre le fascisme. Il va de soi que le Parti communiste préférerait résoudre une bonne fois pour toutes le problème au niveau extra-parlementaire. Il ne suffit pas de préférer, quand les forces font défaut. Les ouvriers sociaux-démocrates ont montré qu'ils croyaient à la force magique du vote du 31 juillet. Il faut partir de là. Les erreurs antérieures du Parti communiste (référendum en Prusse, etc.) ont considérablement facilité aux dirigeants réformistes le sabotage du front unique. Un accord technique au parlement, ou même la seule proposition d'un tel accord, doit aider le Parti communiste à se laver de l'accusation de collaborer avec les fascistes contre la social-démocratie. Ce n'est pas une action en soi, mais une action qui, fondamentalement, doit ouvrir la voie à un accord de combat ou, du moins, la lutte pour un tel accord les organisations de masse.

Il est clair que ces orientations sont différentes. La lutte avec les organisations sociales-démocrates peut et en se développant, prendre un caractère révolutionnaire. Il faut également envisager la possibilité de se rapprocher, dans certaines circonstances, des masses sociales-démocrates par des accords parlementaires au sommet. Mais pour un bolchevik, ce ne peut être qu'un droit d'entrée. La bureaucratie stalinienne agit de manière inverse : non seulement elle repousse tout accord de lutte mais, ce qui est pire, sabote de façon malveillante tout accord apparu à la base. En même temps, elle propose une alliance parlementaire aux députés sociaux-démocrates. Ainsi, au moment du danger, elle explique que sa propre théorie et sa pratique ultra-gauches ne valent rien, et elle les remplace non par la politique du marxisme révolutionnaire mais par une alliance parlementaire sans principe, sur la base du plus " petit commun dénominateur ".

On nous répondra que les épisodes prussiens et hessois étaient une erreur des députés que le Comité central a redressés. Mais en premier lieu, comme une telle décision, si importante du point de vue des principes, n'aurait pas dû être prise en dehors du Comité central, la faute retombe entièrement sur le Comité central ; deuxièmement, comment expliquer que la politique " d'acier ", " conséquente ", " bolchevique " ait, dans un instant critique, après des mois de cris et de tapage, de polémiques, d'injures et d'exclusions, fait place à une " erreur " opportuniste ?

Mais l'affaire ne se limite pas au Landtag. Thälmann et Remmele se sont tout simplement reniés eux-mêmes et leur école de pensée, sur une question beaucoup plus significative plus importante. Le 20 juillet au soir, le Comité central du Parti communiste rédigeait la résolution suivante :

" Le Parti communiste demande publiquement, devant le prolétariat, au parti social-démocrate, à l'ADGB [2] et à l'Afa-bund [3] s'ils sont prêts à lancer en commun avec le Parti communiste, la grève générale pour les revendications du prolétariat. " Le Comité central publia cette résolution si importante et si inattendue dans ses circulaires du 26 juillet sans y ajouter le moindre commentaire. Est-il possible de porter un jugement plus négatif sur l'ensemble de la politique menée jusqu'à présent ? La veille encore, il était considéré comme social-fasciste et contre-révolutionnaire de s'adresser à la direction sociale démocrate avec une proposition d'actions communes. Sur cette base, on avait exclu des communistes et mené la lutte contre le " trotskysme ". Comment ce Comité central pouvait-il brusquement, le 26 juillet au soir, adorer ce qu'il avait brûlé un jour auparavant ? Dans quelle situation tragique la bureaucratie a-t-elle placé le parti, si le Comité central ose se présenter devant lui avec sa résolution surprenante, sans s'expliquer ni se justifier.

De tels tournants sont la pierre de touche d'une politique. De fait, le Comité central du Parti communiste allemand a, le 20 juillet au soir, expliqué au monde entier : " Notre politique jusqu'à aujourd'hui ne valait rien. " Un aveu certes involontaire, mais tout à fait juste. Malheureusement, cette proposition du 20 juillet, qui annulait la politique antérieure, ne pouvait en aucun cas avoir un résultat positif. Un appel aux sommets dirigeants - indépendamment de leur réponse - ne peut avoir de signification révolutionnaire que s'il a été préparé à la base, c'est-à-dire s'il s'appuie sur toute une politique. Or la bureaucratie stalinienne répète quotidiennement aux ouvriers sociaux-démocrates : " Nous, communistes, refusons toute action commune avec les dirigeants du Parti social-démocrate. " (Cf. " la réponse " de Thälmann.) La proposition non préparée, non motivée et inattendue du 20 juillet a eu pour seul effet de mettre à nu la direction communiste, en révélant son inconséquence, sa légèreté, sa tendance à la panique et aux sursauts aventuristes. La politique de la bureaucratie centriste aide à chaque pas ses adversaires et ses ennemis. Et, quand sous la pression puis des événements, quelques centaines de milliers d'ouvriers sous le drapeau du communisme, cela se produit malgré la politique de Staline-Thälmann. C'est précisément pour cette raison que le parti n'est pas sûr du lendemain.

DOCUMENTS :

Le KPD affirme : "La social-démocratie est votre ennemi. La social-démocratie amène le conciliateur et le ministre du travail au capital des trusts. La social-démocratie a ouvert l'attaque contre les organisations révolutionnaires du prolétariat. La social-démocratie augmente le poids des impôts du peuple travailleur et les cadeaux à l'Etat capitaliste par sacs d'argent. La social-démocratie laisse construire des cuirassés par votre ministère. La social-démocratie est la meilleure troupe de défense pour la bourgeoisie allemande, est le bélier le plus large du fascisme et de l'impérialisme" (13 avril 1929, Le Drapeau Rouge).

Thaelmann au moment de la formation du « Front de fer » (milice social-démocrate) tonnait : « La création du prétendu " Front de fer " social-démocrate [...] est la tentative d'une plus grande activité fasciste.(...) Sans la victoire de notre lutte contre la social-démocratie, nous ne pourrions vaincre le fascisme. »

Le C.C. du PCA de mai 1931 déclarait dans une résolution : « Le fascisme ne représente nullement une contradiction de principe avec la démocratie, sous laquelle se réalise aussi la dictature du capital financier [...] uniquement un changement dans les formes, une transition organique. » Et en février 1932 :

« Démocratie et dictature fasciste sont non seulement deux formes qui cachent le même contenu [...] mais elles se rapprochent l'une de l'autre en ce qui concerne les méthodes extérieures et s'entrelacent. »

"Parce que les nazis ont pu remporter un important succès électoral, des camarades sous-estiment notre lutte contre le social-fascisme... En cela s'expriment indubitablement des indices d'une déviation de notre ligne politique qui fait un devoir de diriger le coup principal contre le Parti social-démocrate... Toutes les forces du parti doivent être jetées dans la lutte contre la social-démocratie" (L'Internationale, juillet 1931).

"Dans le stade actuel de fascisation progressive, toute atténuation de notre lutte contre la social-démocratie devient une faute lourde. (...) Comme si le fascisme n'était que le produit de la décomposition de la bourgeoisie et comme s'il ne représentait pas en même temps un élément de l'attaque de la bourgeoisie contre la classe ouvrière"

(Thälmann, 1932).

A quoi **Léon Trotsky** répondait :

« La social-démocratie qui, aujourd'hui, est le représentant principal du régime parlementaire bourgeois, s'appuie sur les ouvriers. Le fascisme, lui, s'appuie sur la petite bourgeoisie. La social-démocratie ne peut avoir d'influence sans les organisations ouvrières de masse. Le fascisme, lui, ne peut pas consolider son pouvoir autrement qu'en détruisant les organisations ouvrières. L'arène principale de la social-démocratie est le Parlement. Le système fasciste est fondé sur la destruction du parlementarisme. Pour la bourgeoisie monopoliste, le régime parlementaire et le régime fasciste ne représentent que différents instruments de domination : elle recourt à l'un ou à l'autre selon les conditions historiques. Mais pour la social-démocratie,

de même que pour le fascisme, le choix de l'un ou de l'autre instrument a une importance propre ; bien plus, c'est une question de vie ou de mort politique. »



MANIFESTATION DU KPD

janvier 1932

Léon Trotsky

La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne

Problèmes vitaux du prolétariat allemand

Le tournant de l'Internationale Communiste, en liaison avec le tournant de la situation, place l'Opposition communiste de gauche devant des tâches nouvelles et extrêmement importantes. Ses forces sont réduites. Mais chaque courant se développe parallèlement à ses tâches. Les comprendre clairement, c'est posséder un des gages les plus importants de la victoire.

Préface

Du fait de son retard extrême, le capitalisme russe s'est avéré être le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste. Le capitalisme allemand apparaît dans la crise actuelle comme le maillon le plus faible pour la raison opposée : c'est le capitalisme le plus avancé dans une Europe qui se trouve dans une situation sans issue. Plus s'affirme le caractère dynamique des forces productives en Allemagne, plus ces dernières étouffent dans le système étatique de l'Europe, semblable au "système" de cages d'une minable ménagerie provinciale. Chaque tournant de la conjoncture place le capitalisme allemand devant les tâches qu'il s'était efforcé de résoudre au moyen de la guerre. Au moyen du gouvernement des Hohenzollern, la bourgeoisie allemande s'appêtât à "organiser l'Europe". Au moyen du gouvernement Brüning-Curtius elle a tenté de réaliser... l'union douanière avec l'Autriche. Quelle effrayante réduction des tâches, des possibilités, des perspectives ! Mais il fallut renoncer aussi à cette union. Le système européen a des pieds d'argile. Si quelques millions d'Autrichiens s'unissent à l'Allemagne, la grande hégémonie salvatrice de la France peut s'écrouler.

L'Europe et surtout l'Allemagne ne peuvent progresser dans la voie capitaliste. Si la crise actuelle était surmontée temporairement grâce au jeu automatique des forces du capitalisme lui-même - sur le dos des ouvriers - cela impliquerait la renaissance à brève échéance de toutes les contradictions sous une forme encore plus concentrée.

Le poids de l'Europe dans l'économie mondiale ne peut que diminuer. Les étiquettes américaines : plan Dawes, plan Young, moratoire Hoover adhèrent solidement au front de l'Europe. L'Europe est mise à la ration américaine.

Le pourrissement du capitalisme implique le pourrissement social et culturel. La voie de la différenciation systématique des nations, de la croissance du prolétariat au prix d'une diminution des classes moyennes, est barrée. Un freinage ultérieur de la crise sociale ne peut signifier qu'une paupérisation de la petite bourgeoisie et une dégénérescence de couches toujours plus grandes du prolétariat en lumpen. Ce danger, qui est le plus grave, prend à la gorge l'avant-garde allemande.

La bureaucratie sociale-démocrate est la partie la plus pourrie de l'Europe capitaliste pourrissante. Elle a commencé son chemin historique sous le drapeau de Marx et Engels. Elle s'était fixé comme objectif le renversement de la domination de la bourgeoisie. La puissante montée du capitalisme l'a aspirée et l'a entraînée à sa suite. Au nom de la réforme, elle a renoncé à la révolution, d'abord dans les faits puis en paroles. Kautsky, évidemment, a défendu encore pendant longtemps la phraséologie révolutionnaire, en l'adaptant aux besoins du réformisme. Bernstein au contraire a exigé que l'on renonce à la révolution : le

capitalisme entre dans une période de prospérité pacifique, sans crise ni guerre. Prédiction exemplaire. Il peut sembler qu'entre Kautsky et Bernstein, il y ait une contradiction irréductible. En fait, ils se complétaient l'un l'autre symétriquement, comme la botte gauche et la botte droite du réformisme.

La guerre éclata. La social-démocratie soutint la guerre au nom de la prospérité future. Au lieu de la prospérité, ce fut le déclin. Aujourd'hui il ne s'agit déjà plus de faire découler la nécessité de la révolution de la faillite du capitalisme ; ni de réconcilier les ouvriers avec le capitalisme au moyen de réformes. La nouvelle politique de la social-démocratie consiste à sauver la société bourgeoise en renonçant aux réformes. Mais la déchéance de la social-démocratie ne s'arrêta pas là. La crise actuelle du capitalisme agonisant a contraint la social-démocratie à renoncer aux fruits d'une longue lutte économique et politique et à ramener les ouvriers allemands au niveau de vie de leurs pères, de leurs grands-pères et même de leurs arrière-grands-pères. Il n'y a pas de tableau historique plus tragique et en même temps plus repoussant que le pourrissement pernicieux du réformisme au milieu des débris de toutes ses conquêtes et de tous ses espoirs. Le théâtre est à la recherche du modernisme. Qu'il mette donc en scène plus souvent Les Tisserands de Hauptmann, la plus actuelle de toutes les pièces. Mais que le directeur du théâtre n'oublie pas de réserver les premiers rangs aux chefs de la social-démocratie.

D'ailleurs, ils n'ont rien à faire des spectacles : ils sont arrivés à la limite extrême de leur faculté d'adaptation. Il y a un seuil au-dessous duquel la classe ouvrière d'Allemagne ne peut accepter de descendre pour longtemps. Cependant le régime bourgeois qui se bat pour son existence ne veut pas reconnaître ce seuil. Les décrets d'exception de Brüning ne sont qu'un début pour tâter le terrain. Le régime de Brüning se maintient grâce au soutien lâche et perfide de la bureaucratie sociale-démocrate, qui, elle-même, s'appuie sur la confiance mitigée et maussade d'une partie du prolétariat. Le système des décrets bureaucratiques est instable, incertain et peu viable. Le capital a besoin d'une autre politique plus décisive. Le soutien de la social-démocratie qui ne peut oublier ses propres ouvriers, est non seulement insuffisant pour qu'il puisse réaliser ses objectifs, mais il commence même déjà à le gêner. La période des demi-mesures est passée. Pour essayer de trouver une issue, la bourgeoisie doit se libérer définitivement de la pression des organisations ouvrières, elle doit les balayer, les briser, les disperser.

Ici commence la mission historique du fascisme. Il remet en selle des classes qui se trouvent immédiatement au-dessus du prolétariat et craignent d'être précipitées dans ses rangs ; il les organise, les militarise grâce aux moyens du capital financier, sous la couverture de l'Etat officiel, et les envoie écraser les organisations prolétariennes, des plus révolutionnaires aux plus modérées.

Le fascisme n'est pas seulement un système de répression, de violence et de terreur policière. Le fascisme est un système d'Etat particulier qui est fondé sur l'extirpation de tous les éléments de la démocratie prolétarienne dans la société bourgeoise. La tâche du fascisme n'est pas seulement d'écraser l'avant-garde communiste, mais aussi de maintenir toute la classe dans une situation d'atomisation forcée. Pour cela, il ne suffit pas d'exterminer physiquement la couche la plus révolutionnaire des ouvriers. Il faut écraser toutes les organisations libres et indépendantes, détruire toutes les bases d'appui du prolétariat et anéantir les résultats de trois-quarts de siècle de travail de la social-démocratie et des syndicats. Car c'est sur ce travail qu'en dernière analyse s'appuie le Parti communiste.

La social-démocratie a préparé toutes les conditions pour la victoire du fascisme. Mais par là même elle a préparé les conditions de sa propre liquidation politique. Il est tout à fait juste de faire porter à la social-démocratie la responsabilité de la législation d'exception de Brüning ainsi que la menace de la barbarie fasciste. Mais il est absurde d'identifier la social-démocratie au fascisme.

Par sa politique pendant la Révolution de 1848 la bourgeoisie libérale a préparé le triomphe de la contre-révolution, qui, par la suite, réduisit le libéralisme à l'impuissance. Marx et Engels fustigèrent la bourgeoisie libérale allemande, tout aussi violemment que Lassalle et de façon plus approfondie que ce dernier. Mais lorsque les lassalliens mirent dans le "même sac réactionnaire" la contre-révolution féodale et la bourgeoisie libérale, Marx et Engels s'indignèrent à juste titre de cet ultra-gauchisme erroné. La position fautive des lassalliens les rendit, à certaines occasions, complices de la monarchie en dépit du caractère globalement progressiste de leur travail, infiniment plus important que le travail des libéraux.

La théorie du "social-fascisme" reproduit l'erreur fondamentale des lassalliens sur des bases historiques nouvelles. En collant aux nationaux-socialistes et aux sociaux-démocrates la même étiquette fasciste, la bureaucratie stalinienne est entraînée dans des actions comme le soutien au référendum d'Hitler : cela ne vaut pas mieux que les combinaisons des lassalliens avec Bismarck.

Dans leur lutte contre la social-démocratie, les communistes allemands doivent s'appuyer à l'étape actuelle sur deux positions distinctes : a) la responsabilité politique de la social-démocratie en ce qui concerne la puissance du fascisme, b) l'incompatibilité absolue qui existe entre le fascisme et les organisations ouvrières sur lesquelles s'appuie la social-démocratie.

Les contradictions du capitalisme allemand ont atteint aujourd'hui une tension telle qu'une explosion est inévitable. La capacité d'adaptation de la social-démocratie a atteint le seuil qui précède l'auto-liquidation. Les erreurs de la bureaucratie stalinienne ont atteint les limites de la catastrophe. Tels sont les trois termes de l'équation qui caractérise la situation en Allemagne. Tout tient sur le fil d'un rasoir.

Lorsqu'on suit la situation allemande dans les journaux qui arrivent avec un retard de presque une semaine, lorsqu'il faut à un manuscrit une nouvelle semaine pour franchir la distance séparant Constantinople de Berlin, et lorsqu'il faut encore des semaines pour qu'une brochure arrive jusqu'au lecteur, on se dit involontairement : est-ce qu'il ne sera pas trop tard ? Et on répond à chaque fois : non, les armées qui participent à ce combat sont trop gigantesques pour que l'on ait à craindre une décision simultanée et foudroyante. Les forces du prolétariat allemand ne sont pas épuisées. Elles ne se sont même pas encore mises en marche. La logique des faits parlera chaque jour de façon plus impérative. Cela justifie la tentative de l'auteur de faire entendre sa voix, même avec un retard de plusieurs semaines, c'est-à-dire de toute une période historique.

La bureaucratie stalinienne a décidé qu'elle accomplirait plus tranquillement son travail, si elle enfermait l'auteur de ces lignes à Prinkipo. Elle a obtenu du social-démocrate Hermann Müller qu'on refuse son visa à... un "menchevik" : le front unique fut à cette occasion réalisé sans hésitations ni atermoiements. Aujourd'hui les staliniens déclarent dans les journaux soviétiques officiels, que je "défends" le gouvernement de Brüning en accord avec la social-démocratie qui se démène pour qu'on m'accorde le droit d'entrer en Allemagne. Plutôt que de s'indigner de cette bassesse, il vaut mieux rire de cette stupidité. Mais ne rions pas trop longtemps, car nous avons peu de temps.

Il ne fait aucun doute que l'évolution de la situation démontrera la justesse de ce que nous affirmons. Mais par quelle voie l'Histoire administrera-t-elle cette preuve : par la faillite de la fraction stalinienne ou par la victoire de la politique marxiste ? Toute la question est là. Il s'agit du destin du peuple allemand, et pas seulement de lui.

Les questions qui sont examinées dans cette brochure ne datent pas d'hier. Voici déjà neuf ans que la direction de l'Internationale communiste s'occupe de réviser les valeurs et s'efforce de désorganiser l'avant-garde internationale du prolétariat, par des convulsions tactiques, dont la somme est ce qu'on appelle la "ligne générale". L'opposition de gauche russe (les bolcheviks-léninistes) s'est formée sur la base non seulement des problèmes russes, mais aussi des problèmes internationaux. Et les problèmes du développement révolutionnaire de l'Allemagne n'étaient pas la dernière de leur préoccupation. Des désaccords sérieux dans ce domaine apparurent dès 1923. L'auteur de ces pages s'est exprimé à plusieurs reprises sur les questions débattues. Une partie importante de ses ouvrages critiques est même éditée en allemand. La présente brochure se situe dans la lignée du travail théorique et politique de l'opposition de gauche. Beaucoup de ce qui n'est ici que mentionné au passage a fait en son temps l'objet d'une étude détaillée. Il me faut renvoyer le lecteur en particulier à mes livres : "La révolution internationale et l'Internationale communiste", "La révolution permanente", etc. Maintenant que les désaccords apparaissent à tous sous l'aspect d'un grand problème historique, on peut apprécier mieux et plus en profondeur leur origine. Pour un révolutionnaire sérieux, pour un marxiste authentique, cela est absolument nécessaire. Les éclectiques vivent de pensées épisodiques, d'improvisations qui surgissent sous la poussée des événements. Les cadres marxistes, capables de diriger la révolution prolétarienne, s'éduquent par une étude approfondie, permanente et suivie des tâches et des divergences.

Prinkipo, 27 janvier 1932.

1. La social-démocratie

Le "front de fer" est à l'origine le bloc qu'ont constitué les organisations syndicales sociales-démocrates, puissantes par leurs effectifs, avec les groupes impuissants des "républicains" bourgeois, qui ont perdu tout appui dans le peuple et toute assurance. Si les cadavres ne valent rien pour la lutte, ils sont assez bons pour empêcher les vivants de se battre. Les chefs sociaux-démocrates utilisent leurs alliés bourgeois pour brider les organisations ouvrières. La lutte, la lutte... on ne parle que de ça. Mais pourvu que l'on puisse finalement se passer de combat. Les fascistes se décideront-ils vraiment à passer des paroles aux actes ? Quant aux sociaux-démocrates, ils ne s'y sont jamais décidés, et pourtant ils ne sont pas plus mauvais que les autres. En cas de danger réel, la social-démocratie place ses espoirs non pas dans le "front de fer" mais dans la police prussienne. Mauvais calcul ! Le fait que les policiers ont été choisis pour une part importante parmi les ouvriers sociaux-démocrates ne veut rien dire du tout. Ici encore c'est l'existence qui détermine la conscience. L'ouvrier, devenu policier au service de l'Etat capitaliste, est un policier bourgeois et non un ouvrier. Au cours des dernières années, ces policiers ont dû affronter beaucoup plus souvent les ouvriers révolutionnaires que les étudiants nationaux-socialistes. Une telle école n'est pas sans laisser de trace. Et l'essentiel c'est que tout policier sait que les gouvernements changent mais que la police reste.

Un article du numéro du *Nouvel An* de l'organe de discussion de la social-démocratie, *Das freie Wort* (quel journal minable !) explique le sens profond de la politique de "tolérance". Face à la police et à la Reichswehr, Hitler, semble-t-il, ne pourra jamais arriver au pouvoir. En effet, la Reichswehr, selon la constitution, dépend directement du président de la République. Par conséquent, le fascisme n'est pas dangereux tant qu'il y aura à la tête de l'Etat un président fidèle à la constitution. Il faut soutenir le gouvernement Brüning jusqu'aux élections présidentielles, pour élire, en s'alliant avec la bourgeoisie parlementaire, un président constitutionnel, et barrer ainsi pour sept ans la route du pouvoir à Hitler. Nous reproduisons très exactement le contenu de l'article [1]. Un parti de masse, qui entraîne à sa suite des millions de personnes (vers le socialisme !) estime que la question de savoir quelle classe sera au pouvoir dans l'Allemagne d'aujourd'hui, ébranlée de fond en comble, dépend non de la combativité du prolétariat allemand, non des colonnes d'assaut du fascisme, ni même de la composition de la Reichswehr, mais du fait que le pur esprit de la constitution de Weimar (avec la quantité indispensable de camphre et de naphthaline) sera ou non installé au palais présidentiel. Et que se passera-t-il si, dans une certaine situation, l'esprit de Weimar admet, en accord avec Bettmann-Hollweg, que "nécessité fait loi". Et que se passera-t-il si l'enveloppe fragile de l'esprit de Weimar, malgré le camphre et la naphthaline, se déchire au moment le moins propice ? Et que se passera-t-il si.., mais il n'y a pas de fin à de telles questions.

Les politiciens du réformisme, ces affairistes habiles, ces vieux routiers de l'intrigue et du carriérisme, ces hommes expérimentés dans les combines parlementaires et ministérielles, s'avèrent - on ne peut trouver d'expression plus tendre - de parfaits imbéciles, dès que la marche des événements les projette hors de leur sphère habituelle et les confronte à des faits importants.

Placer son espoir dans un président, c'est aussi placer son espoir dans l'"Etat". Face au prochain affrontement entre le prolétariat et la petite bourgeoisie fasciste - ces deux camps constituent l'écrasante majorité de la nation allemande - les marxistes de *Vorwärts* appellent à l'aide le veilleur de nuit. "Etat, intervient !" (Staat, greif zu !). Cela signifie :

"Brüning, ne nous oblige pas à nous défendre avec les forces des organisations ouvrières, car cela mettra en branle tout le prolétariat, et alors le mouvement dépassera les crânes chauves du gouvernement : à l'origine mouvement antifasciste, il se terminera en mouvement communiste."

A cela Brüning, s'il ne préférerait pas se taire, pourrait répondre : "Je ne pourrais pas venir à bout du fascisme avec les forces de police, même si je le voulais ; mais je ne le voudrais pas, même si je le pouvais. Mettre en marche la Reichswehr contre les fascistes signifierait couper en deux la Reichswehr, si ce n'est la mettre en marche dans sa totalité contre moi ; et ce qui est plus important encore : tourner l'appareil bureaucratique contre les fascistes reviendrait à laisser les mains libres aux ouvriers, leur rendre une totale liberté d'action : les conséquences seraient les mêmes que celles que vous, sociaux-démocrates, vous redoutez, et que moi, pour cette raison, je crains doublement." Les appels de la social-démocratie produiront sur l'appareil d'Etat, sur les juges, sur la Reichswehr, sur la police, l'effet contraire de l'effet escompté. Le fonctionnaire le plus "loyal", le plus "neutre", le moins lié aux nationaux-socialistes fait le raisonnement suivant : "Les sociaux-démocrates ont des millions de personnes derrière eux ; ils ont entre leurs mains d'immenses moyens : la presse, le parlement, les municipalités ; il s'agit de leur propre peau, l'appui des communistes dans la lutte contre les fascistes leur est assuré ; et pourtant, ces messieurs tout-puissants s'adressent à moi, simple fonctionnaire, pour que je les sauve de l'attaque d'un parti qui compte plusieurs millions de membres, et dont les dirigeants peuvent être demain mes chefs : les affaires de messieurs les sociaux-démocrates doivent être bien mauvaises et sans aucune perspective... Il est temps pour moi, fonctionnaire, de penser à ma propre peau." Le résultat est que le fonctionnaire "loyal", "neutre" qui hésitât jusqu'à hier, prendra obligatoirement des mesures de précaution, c'est-à-dire se liera avec les nationaux-socialistes pour assurer son avenir. C'est ainsi que les réformistes qui se survivent à eux-mêmes travaillent pour les fascistes du fait de leur ligne bureaucratique.

Parasite de la bourgeoisie, la social-démocratie est condamnée à un misérable parasitisme idéologique. Tantôt elle reprend les idées des économistes bourgeois, tantôt elle s'efforce d'utiliser des bribes de marxisme. Ayant repris dans ma brochure des considérations contre la participation du Parti communiste au référendum d'Hitler, Hilferding conclut : "A vrai dire, il n'y a rien à ajouter à ces lignes pour expliquer la tactique de la social-démocratie par rapport au gouvernement Brüning." Et Remmele et Thalheimer de déclarer : "Regardez, Hilferding s'appuie sur Trotsky". Et un torchon fasciste de rajouter : dans cette affaire on paie Trotsky avec une promesse de visa. Un journaliste stalinien entre en scène et télégraphie à Moscou la déclaration du journal fasciste. La rédaction des *Izvestia*, où se trouve le malheureux Radek, imprime le télégramme. Cette chaîne mérite d'être notée avant de passer à autre chose.

Revenons à des questions plus sérieuses. Hitler peut se payer le luxe d'une lutte contre Brüning uniquement parce que le régime bourgeois dans sa totalité s'appuie sur le dos de la moitié de la classe ouvrière, celle qui

est dirigée par Hilferding et Cie. Si la social-démocratie n'avait pas mené une politique de trahison de classe, Hitler, sans parler du fait qu'il n'aurait jamais acquis la force qu'il a aujourd'hui, se serait accroché au gouvernement de Brüning comme à une bouée de sauvetage. Si les communistes avaient renversé Brüning avec la social-démocratie, cela aurait été un fait d'une importance politique énorme. Ses conséquences en tout cas auraient dépassé les dirigeants sociaux-démocrates. Hilferding essaie de trouver une justification à sa trahison dans notre critique où nous exigeons des communistes qu'ils considèrent la trahison d'Hilferding comme un fait.

Bien qu'Hilferding n'ait "rien à ajouter" aux paroles de Trotsky, il ajoute quand même quelque chose : les rapports des forces, dit-il, est tel que, même si des actions communes des ouvriers communistes et sociaux-démocrates avaient lieu, il serait impossible "même en intensifiant la lutte, de renverser l'adversaire et de s'emparer du pouvoir". Le centre de gravité de la question est dans cette remarque jetée en passant, sans preuve à l'appui. Selon Hilferding, dans l'Allemagne contemporaine où le prolétariat constitue la majorité de la population et la force productive décisive de la société, la lutte commune de la social-démocratie et du Parti communiste ne pourrait pas donner le pouvoir au prolétariat ! Mais alors à quel moment le pouvoir est-il susceptible de passer aux mains du prolétariat ? Avant la guerre il y avait la perspective de la croissance automatique du capitalisme, de la croissance du prolétariat et de la croissance parallèle de la social-démocratie. La guerre a mis fin à ce processus et désormais aucune force au monde n'est susceptible de la rétablir. Le pourrissement du capitalisme implique que la question du pouvoir doit être résolue sur la base des forces productives actuelles. En prolongeant l'agonie du régime capitaliste, la social-démocratie conduit seulement à la décadence ultérieure de l'économie, à la désintégration du prolétariat, à la gangrène sociale. Elle n'a pas d'autres perspectives ; et demain ce sera pire qu'aujourd'hui, et après-demain, pire que demain. Mais déjà les dirigeants de la social-démocratie n'osent plus regarder l'avenir en face. Ils possèdent toutes les tares d'une classe dirigeante condamnée à disparaître : insouciance, paralysie de la volonté, tendance à se détourner des événements et à espérer des miracles. Si l'on réfléchit, les recherches économiques de Tarnov remplissent la même fonction que les révélations consolatrices d'un quelconque Raspoutine...

Les sociaux-démocrates, alliés aux communistes, ne pourraient pas s'emparer du pouvoir. Le voilà bien le petit bourgeois cultivé (gebildet), infiniment lâche et orgueilleux, plein de la tête aux pieds de méfiance et de mépris pour les masses. La social-démocratie et le Parti communiste ont à eux deux environ 40 % des voix, sans tenir compte du fait que les trahisons de la social-démocratie et les erreurs du Parti communiste rejettent des millions d'ouvriers dans le camp de l'indifférence ou même dans celui du national-socialisme. Le seul fait pour ces deux partis de mener des actions communes accroîtrait considérablement la force politique du prolétariat, tout en offrant de nouvelles perspectives aux masses. Mais partons des 40 %. Il se peut que Brüning ou Hitler en ait plus. Mais seuls ces trois groupes : le prolétariat, le parti du centre ou les fascistes, peuvent diriger l'Allemagne. Le petit bourgeois cultivé est pénétré jusqu'à la moelle des os de cette vérité : le représentant du capital n'a besoin que de 20 % des voix pour gouverner, car la bourgeoisie possède les banques, les trusts, les cartels, les chemins de fer. Il est vrai que notre petit bourgeois cultivé se préparait, il y a douze ans, à "socialiser" tout cela. Tout peut arriver ! Programme de socialisation - oui, expropriation des expropriateurs - non, car c'est déjà le bolchevisme.

Nous avons analysé ci-dessus le rapport des forces en faisant une coupe au niveau parlementaire. Mais c'est un miroir déformant. La représentation parlementaire d'une classe opprimée est considérablement en dessous de sa force réelle, et inversement, la représentation de la bourgeoisie, même un jour avant sa chute, sera toujours la mascarade de sa force imaginaire. Seule la lutte révolutionnaire met à nu, en balayant tout ce qui peut le cacher, le véritable rapport des forces. Dans la lutte directe et immédiate pour le pouvoir, le prolétariat développe une force infiniment supérieure à son expression au parlement, à condition toutefois qu'un sabotage interne, l'austro-marxisme ou d'autres formes de trahison, ne le paralyse pas. Rappelons encore une fois la leçon incomparable de l'histoire : alors que les bolcheviks s'étaient emparés, et solidement emparés du pouvoir, ils ne disposaient à l'Assemblée constituante que d'un tiers des voix, ce qui avec les S.R. de gauche faisait moins de 40 %. Et malgré l'effroyable destruction économique, la guerre, la trahison de la social-démocratie européenne et surtout celle de la social-démocratie allemande, malgré la réaction de lassitude qui avait suivi la guerre, malgré le développement d'un état d'esprit thermidorien, le premier Etat ouvrier tient depuis quatorze ans. Que faut-il donc dire de l'Allemagne ? Lorsque l'ouvrier social-démocrate se soulèvera avec l'ouvrier communiste pour prendre le pouvoir, la tâche sera au neuf-dixièmes résolue. Et pourtant, déclare Hilferding, si la social-démocratie avait voté contre le gouvernement Brüning et ainsi l'avait renversé, cela aurait eu pour conséquence l'arrivée des fascistes au pouvoir. Certes, au niveau parlementaire l'affaire se présente de cette manière ; mais le niveau parlementaire ne nous intéresse pas ici. Refuser son soutien à Brüning, la social-démocratie le pouvait seulement si elle s'engageait sur la voie de la lutte révolutionnaire. Soit le soutien à Brüning, soit la lutte pour la dictature du prolétariat. Il n'y a pas de

troisième solution. Le vote de la social-démocratie contre Brüning aurait immédiatement modifié le rapport de forces, non sur l'échiquier parlementaire, dont les pions se seraient soudain retrouvés sous la table, mais dans l'arène de la lutte de classe révolutionnaire. Avec un tel tournant, les forces de la classe ouvrière n'auraient pas été multipliées par deux mais par dix, car le facteur moral n'occupe pas la dernière place dans la lutte de classe, surtout lors des grands tournants historiques. Un courant moral à haute tension aurait traversé toutes les strates du peuple. Le prolétariat se serait dit avec assurance qu'il était le seul à pouvoir donner aujourd'hui une autre orientation, supérieure, à la vie de cette grande nation. La désagrégation et la démoralisation de l'armée d'Hitler auraient commencé avant même les combats décisifs. Certes les affrontements n'auraient pu être évités ; mais la ferme volonté de l'emporter et une offensive hardie auraient rendu la victoire infiniment plus facile que ne se l'imagine aujourd'hui le révolutionnaire le plus optimiste. Pour cela il ne manque qu'une chose : le tournant de la social-démocratie sur la voie de la révolution. Après l'expérience des années 1914-1932, ce serait une illusion ridicule que d'espérer un tournant volontaire de la part des dirigeants. En ce qui concerne la majorité des ouvriers sociaux-démocrates, c'est une autre affaire : ils peuvent prendre le tournant et ils le feront, il faut seulement les y aider. Mais ce sera un tournant non seulement contre l'Etat bourgeois, mais aussi contre les sphères dirigeantes de leur propre parti. Et là, notre austro-marxiste qui "n'a rien à ajouter" à nos paroles, tentera une nouvelle fois de nous opposer des citations tirées de nos propres travaux : n'avons-nous pas écrit, en effet, que la politique de la bureaucratie stalinienne se présentait comme une suite d'erreurs, n'avons-nous pas flétri la participation du Parti communiste au référendum d'Hitler ?

Nous l'avons écrit et nous l'avons flétri. Mais nous luttons contre la direction de l'Internationale communiste précisément parce qu'elle est incapable de faire éclater la social-démocratie, d'arracher les masses à son influence et de libérer la locomotive de l'histoire de son frein rouillé. Par ses errements, par ses erreurs, par son ultimatum bureaucratique, la bureaucratie stalinienne permet à la social-démocratie de se maintenir et de retomber chaque fois sur ses pieds.

Le Parti communiste est un parti prolétarien, antibourgeois, même s'il est dirigé de façon erronée. La social-démocratie, malgré sa composition ouvrière, est un parti entièrement bourgeois, dirigé dans des conditions "normales" de façon très habile du point de vue des objectifs de la bourgeoisie ; mais ce parti ne vaut rien dans des conditions de crise sociale. Les dirigeants sociaux-démocrates sont bien forcés, même contre leur gré, d'admettre le caractère bourgeois de leur parti. A propos de la crise et du chômage, Tarnov répète les phrases usées sur la "honte de la civilisation capitaliste", de la même manière qu'un pasteur protestant parle du péché de richesse ; Tarnov parle du socialisme comme un curé parle de la récompense dans l'au-delà ; mais c'est tout à fait différemment qu'il s'exprime sur les questions concrètes : "Si le 14 septembre ce spectre (du chômage) ne s'était pas dressé derrière les urnes, cette journée aurait eu dans l'histoire de l'Allemagne une toute autre physionomie" (rapport au congrès de Leipzig). La social-démocratie a perdu des électeurs et des mandats parce que le capitalisme a révélé dans la crise son véritable visage. La crise n'a pas renforcé le parti du "socialisme", mais au contraire elle l'a affaibli, de la même manière qu'elle a réduit la circulation des marchandises, l'argent dans les caisses des banques, la suffisance de Hoover et de Ford, les revenus du prince de Monaco, etc. Les appréciations les plus optimistes de la conjoncture, il faut les chercher maintenant non dans les journaux bourgeois mais dans les journaux sociaux-démocrates. Peut-il y avoir de démonstration plus indiscutable du caractère bourgeois de ce parti ? Si maladie du capitalisme implique maladie de la social-démocratie, la mort prochaine du capitalisme ne peut que signifier la mort prochaine de la social-démocratie. Un parti qui s'appuie sur les ouvriers mais qui est au service de la bourgeoisie ne peut pas, dans une période d'extrême exacerbation de la lutte de classe, ne pas sentir le souffle du tombeau.

Notes

[1]L'article est modestement signé des initiales E. H. Il faut les reproduire pour nos descendants. Des générations d'ouvriers de différents pays n'ont pas travaillé pour rien. Les grands penseurs et combattants révolutionnaires ne sont pas passés sur terre sans laisser de trace. E.H. existe, il veille et indique au prolétariat allemand la voie à suivre. Les mauvaises langues affirment que E.H. est apparenté à E. Heilmann, qui s'est déshonoré pendant la guerre par un chauvinisme particulièrement crapuleux. C'est difficile à croire : un esprit aussi brillant !

2. Démocratie et fascisme

Le XI^e Plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste a admis la nécessité d'en finir avec les vues erronées qui se fondent sur la "construction libérale de la contradiction entre le fascisme et la démocratie bourgeoise, entre les formes parlementaires de la dictature de la bourgeoisie et ses formes ouvertement fascistes...". Le fond de cette philosophie stalinienne est très simple : partant de la négation marxiste d'une contradiction absolue, elle en tire une négation de la contradiction en général, même relative. C'est l'erreur typique du gauchisme vulgaire. Car s'il n'existe aucune contradiction entre la démocratie et le

fascisme, même au niveau des formes que prend la domination de la bourgeoisie, ces deux régimes doivent tout simplement coïncider. D'où la conclusion : social-démocratie = fascisme. Mais pourquoi alors appelle-t-on la social-démocratie social-fascisme ? Que signifie à proprement parler dans cette liaison le terme "social", nous n'avons jusqu'à présent reçu aucune explication [1].

Cependant, les décisions des plénums du Comité exécutif de l'Internationale communiste ne modifient en rien la nature des choses. Il existe une contradiction entre le fascisme et la démocratie. Elle n'est pas "absolue" ou, pour utiliser le langage du marxisme, elle n'exprime pas la domination de deux classes irréductibles. Mais elle désigne deux systèmes différents de domination d'une seule et même classe. Ces deux systèmes : parlementaire démocratique et fasciste, s'appuient sur différentes combinaisons des classes opprimées et exploitées et entrent inévitablement en conflit aigu l'un avec l'autre.

La social-démocratie, aujourd'hui principale représentante du régime parlementaire bourgeois, s'appuie sur les ouvriers. Le fascisme s'appuie sur la petite bourgeoisie. La social-démocratie ne peut avoir d'influence sans organisation ouvrière de masse. Le fascisme ne peut instaurer son pouvoir qu'une fois les organisations ouvrières détruites. Le parlement est l'arène principale de la social-démocratie. Le système fasciste est fondé sur la destruction du parlementarisme. Pour la bourgeoisie monopoliste, les régimes parlementaire et fasciste ne sont que les différents instruments de sa domination : elle a recours à l'un ou à l'autre selon les conditions historiques. Mais pour la social-démocratie comme pour le fascisme, le choix de l'un ou de l'autre instrument a une signification indépendante, bien plus, c'est pour eux une question de vie ou de mort politique.

Le régime fasciste voit son tour arriver lorsque les moyens "normaux", militaires et policiers de la dictature bourgeoise, avec leur couverture parlementaire, ne suffisent pas pour maintenir la société en équilibre. A travers les agents du fascisme, le capital met en mouvement les masses de la petite bourgeoisie enragée, les bandes des lumpen-prolétaires déclassés et démoralisés, tous ces innombrables êtres humains que le capital financier a lui-même plongés dans la rage et le désespoir. La bourgeoisie exige du fascisme un travail achevé : puisqu'elle a admis les méthodes de la guerre civile, elle veut avoir le calme pour de longues années. Et les agents du fascisme utilisant la petite bourgeoisie comme bélier et détruisant tous les obstacles sur leur chemin, mèneront leur travail à bonne fin. La victoire du fascisme aboutit à ce que le capital financier saisit directement dans ses tenailles d'acier tous les organes et institutions de domination, de direction et d'éducation : l'appareil d'Etat avec l'armée, les municipalités, les universités, les écoles, la presse, les organisations syndicales, les coopératives. La fascisation de l'Etat n'implique pas seulement la "mussolinisation" des formes et des méthodes de gouvernement - dans ce domaine les changements jouent en fin de compte un rôle secondaire - mais avant tout et surtout, l'écrasement des organisations ouvrières : il faut réduire le prolétariat à un état d'apathie complète et créer un réseau d'institutions pénétrant profondément dans les masses, pour faire obstacle à toute cristallisation indépendante du prolétariat. C'est précisément en cela que réside l'essence du régime fasciste.

Ce qui vient d'être dit ne contredit en rien le fait qu'il puisse exister durant une période déterminée un régime de transition entre le système démocratique et le système fasciste, combinant les traits de l'un et de l'autre : telle est la loi générale du remplacement d'un système par un autre, même s'ils sont irréductiblement hostiles l'un à l'autre. Il y a des moments où la bourgeoisie s'appuie sur la social-démocratie et sur le fascisme, c'est-à-dire qu'elle utilise simultanément ses agents conciliateurs et ses agents terroristes. Tel était, dans un certain sens, le gouvernement de Kérénsky pendant les derniers mois de son existence : il s'appuyait à moitié sur les Soviets et en même temps conspirait avec Kornilov. Tel est le gouvernement de Brüning dansant sur une corde raide entre les deux camps irréductibles, avec le balancier des décrets d'exception dans les mains. Mais une telle situation de l'Etat et du gouvernement ne peut avoir qu'un caractère temporaire. Elle est caractéristique de la période de transition : la social-démocratie est sur le point de voir expirer sa mission, alors que ni le communisme ni le fascisme ne sont encore prêts à s'emparer du pouvoir.

Les communistes italiens qui depuis longtemps se sont heurtés au problème du fascisme, ont plus d'une fois protesté contre l'utilisation très répandue mais erronée de ce concept. A l'époque du VI^e Congrès de l'Internationale communiste, Ieri Ercolidéveloppait encore des positions sur la question du fascisme qui sont considérées maintenant comme " trotskystes ". Définissant le fascisme comme le système le plus conséquent et le plus achevé de la réaction, Ercoli expliquait : " Cette affirmation ne se fonde ni sur les actes terroristes et cruels, ni sur le grand nombre d'ouvriers et de paysans tués, ni sur la férocité des différents types de torture largement employées, ni sur la sévérité des condamnations ; elle est motivée par la destruction systématique de toutes les formes d'organisation autonome des masses. " Ici Ercoli a tout à fait raison : l'essence et le rôle du fascisme visent à liquider totalement toutes les organisations ouvrières et à empêcher toute renaissance de ces dernières. Dans la société capitaliste développée cet objectif ne peut être atteint par les seuls moyens policiers. La seule voie pour y arriver consiste à opposer à la pression du prolétariat - lorsqu'elle se relâche -

la pression des masses petites bourgeoises en proie au désespoir. C'est précisément ce système particulier de la réaction capitaliste qui est entré dans l'histoire sous le nom de fascisme.

"Le problème des relations existant entre le fascisme et la social-démocratie- écrivait Ercoli - relève précisément de ce domaine (c'est-à-dire de l'opposition irréductible entre le fascisme et les organisations ouvrières). De ce point de vue, le fascisme se distingue nettement de tous les autres régimes réactionnaires qui ont été instaurés jusqu'à présent dans le monde capitaliste contemporain. Il rejette tout compromis avec la social-démocratie, il la poursuit féroce ; il lui a enlevé toute possibilité d'existence légale ; il l'a forcée à émigrer." Voilà ce que déclarait cet article, imprimé dans l'organe dirigeant de l'Internationale communiste ! Par la suite Manouïlsky souffla à Molotov l'idée géniale de la "troisième période". La France, l'Allemagne, la Pologne furent placées au "premier rang de l'offensive révolutionnaire". La conquête du pouvoir fut proclamée tâche immédiate. Et comme face à l'insurrection prolétarienne tous les partis, à l'exception du Parti communiste, étaient contre-révolutionnaires, il ne fut plus nécessaire d'opérer une distinction entre le fascisme et la social-démocratie. La théorie du social-fascisme fut entérinée. Les bureaucrates de l'Internationale communiste changèrent leur fusil d'épaule. Ercoli se hâta de démontrer que si la vérité lui était chère, Molotov lui était encore plus cher, et... écrivit un rapport défendant la théorie du social-fascisme. "La social-démocratie italienne- déclarait-il en février 1930 - se fascise avec une extrême facilité." Hélas, c'est avec une plus grande facilité encore que les fonctionnaires du communisme officiel se servilisent.

Notre critique de la théorie et de la pratique de la " troisième période " fut, on pouvait s'y attendre, déclarée contre-révolutionnaire. L'expérience cruelle, qui coûta si cher à l'avant-garde prolétarienne, rendit nécessaire un tournant à ce niveau également. La " troisième période " ainsi que Molotov furent licenciés de l'Internationale communiste. Mais la théorie du social-fascisme demeura comme le seul fruit arrivé à maturité de la troisième période. Ici il ne peut y avoir de changements : seul Molotov s'était lié à la troisième période ; par contre, Staline s'était enfoncé en personne dans la théorie du social-fascisme.

En exergue de ses études sur le social-fascisme, le Rote Fahne a placé ces paroles de Staline : "Le fascisme est l'organisation de combat de la bourgeoisie qui s'appuie sur le soutien actif de la social-démocratie. La social-démocratie est objectivement l'aile modérée du fascisme." Comme cela arrive généralement à Staline lorsqu'il s'efforce de généraliser, la première phrase contredit la seconde. Que la bourgeoisie s'appuie sur la social-démocratie et que le fascisme soit l'organisation de combat de la bourgeoisie, c'est tout à fait indiscutable et a été dit depuis longtemps. Mais de cela découle seulement le fait que la social-démocratie comme le fascisme sont les instruments de la grande bourgeoisie. Mais il est impossible de comprendre pourquoi de surcroît la social-démocratie s'avère être "l'aile" du fascisme. Une deuxième définition du même auteur n'est en rien plus profonde : la social-démocratie et le fascisme ne sont pas des adversaires mais au contraire des jumeaux... Des jumeaux peuvent être de cruels adversaires ; par ailleurs, il n'est pas du tout nécessaire que des alliés naissent le même jour de la même mère. Dans la construction de Staline non seulement la logique formelle fait défaut, mais aussi la dialectique. La force de cette formule réside dans le fait que personne n'ose la critiquer.

Entre la démocratie et le fascisme il n'y a pas de différence du point de vue du "contenu de classe" nous enseigne à la suite de Staline, Werner Hirsch (Die Internationale, janvier 1932). Le passage de la démocratie au fascisme peut prendre le caractère d'un "processus organique", c'est-à-dire se produire "progressivement et à froid". Ce raisonnement pourrait surprendre si les épigones ne nous avaient pas appris à ne plus nous étonner.

Entre la démocratie et le fascisme il n'y a pas de "différence de classe". Cela doit signifier, évidemment, que la démocratie comme le fascisme ont un caractère bourgeois. Nous n'avons pas attendu janvier 1932 pour le deviner. Mais la classe dominante ne vit pas en vase clos. Elle se trouve dans des rapports déterminés avec les autres classes. Dans le régime " démocratique " de la société capitaliste développée, la bourgeoisie s'appuie en premier lieu sur la classe ouvrière apprivoisée par les réformistes. C'est en Angleterre que ce système trouve son expression la plus achevée, aussi bien sous un gouvernement travailliste que sous un gouvernement conservateur. En régime fasciste, dans un premier stade du moins, le capital s'appuie sur la petite bourgeoisie pour détruire les organisations du prolétariat. L'Italie par exemple ! Existe-t-il une différence dans le " contenu de classe " de ces deux régimes ? Si l'on ne pose la question qu'à propos de la classe dominante, il n'y a pas de différence. Mais si l'on prend la situation et les rapports réciproques entre toutes les classes du point de vue du prolétariat, la différence est très grande.

Au cours de plusieurs dizaines d'années les ouvriers ont construit à l'intérieur de la démocratie bourgeoise, en l'utilisant tout en luttant contre elle, leurs bastions, leurs bases, leurs foyers de démocratie prolétarienne : les syndicats, les partis, les clubs de formation, les organisations sportives, les coopératives, etc. Le prolétariat peut arriver au pouvoir non dans le cadre formel de la démocratie bourgeoise mais par la voie

révolutionnaire : ceci est démontré aussi bien par la théorie que par l'expérience. Mais c'est précisément pour cette voie révolutionnaire que le prolétariat a besoin de bases d'appui de démocratie prolétarienne à l'intérieur de l'Etat bourgeois. C'est à la création de telles bases que s'est réduit le travail de la IIème Internationale à l'époque où elle remplissait encore un rôle historique progressiste.

Le fascisme a pour fonction principale et unique de détruire tous les bastions de la démocratie prolétarienne jusqu'à leurs fondements. Est-ce que cela a ou non une "signification de classe" pour le prolétariat ? Que les grands théoriciens se penchent sur ce problème. Ayant qualifié le régime de bourgeois - ce qui est indiscutable - Hirsch, comme ses maîtres, oublie un détail : la place du prolétariat dans ce régime. Ils substituent au processus historique une abstraction sociologique aride. Mais la lutte des classes se mène sur la terre de l'histoire et non dans la stratosphère de la sociologie. Le point de départ de la lutte contre le fascisme n'est pas l'abstraction de l'Etat démocratique mais les organisations vivantes du prolétariat, où est concentrée toute son expérience et qui préparent l'avenir.

Le fait que le passage de la démocratie au fascisme puisse avoir un caractère "organique" ou "progressif" ne signifie évidemment rien d'autre si ce n'est qu'il est possible d'enlever au prolétariat sans secousse ni combat non seulement ses conquêtes matérielles - un certain niveau de vie, une législation sociale, des droits civiques et politiques - mais aussi l'instrument principal de ces conquêtes, c'est-à-dire ses organisations. Ainsi, ce passage "à froid" au fascisme présuppose la plus effroyable capitulation politique du prolétariat qu'on puisse imaginer.

Les raisonnements théoriques de Werner Hirsch ne sont pas dus au hasard : tout en développant les proclamations de Staline, ils sont en même temps la généralisation de toute l'agitation actuelle du Parti communiste. Ses efforts principaux visent à démontrer qu'entre le régime d'Hitler et celui de Brüning il n'y a pas de différence. Thaelmann et Remmele y voient actuellement la quintessence de la politique bolchevique.

L'affaire n'est pas limitée à l'Allemagne. L'idée que la victoire des fascistes n'apportera rien de nouveau est propagée avec zèle dans toutes les sections de l'Internationale communiste. Dans le numéro de janvier de la revue française Les Cahiers du bolchevisme, nous lisons : "Les trotskystes qui agissent dans la pratique comme Breitscheid acceptent la célèbre théorie sociale-démocrate du moindre mal, selon laquelle Brüning n'est pas aussi mauvais qu'Hitler, selon laquelle il est moins désagréable de mourir de faim sous Brüning que sous Hitler, et infiniment préférable d'être fusillé par Groener que par Frick." Cette citation n'est pas la plus stupide, même si, il faut lui rendre cette justice, elle est assez stupide. Cependant, elle exprime, hélas, l'essence même de la philosophie politique des dirigeants de l'Internationale communiste.

Le fait est que les staliniens comparent deux régimes du point de vue de la démocratie vulgaire. De fait, si l'on applique au régime de Brüning le critère "démocratique" formel, la conclusion que l'on tire est indiscutable : il ne reste que les os et la peau de la fière constitution de Weimar. Mais pour nous la question n'est pas pour autant résolue. Il faut considérer la question du point de vue de la démocratie prolétarienne. C'est le seul critère sûr quand il s'agit de savoir où et quand le régime fasciste remplace la réaction policière "normale" du capitalisme pourrissant.

Brüning est-il "meilleur" qu'Hitler (serait-il plus sympathique ?), cette question, il faut bien l'avouer, ne nous préoccupe guère. Mais il suffit de regarder la carte des organisations ouvrières pour dire : le fascisme n'a pas encore remporté la victoire en Allemagne. Des obstacles et des forces gigantesques se trouvent encore sur le chemin de la victoire.

Le régime actuel de Brüning est un régime de dictature bureaucratique, plus exactement : de dictature de la bourgeoisie, réalisée par des moyens militaires et policiers. La petite bourgeoisie fasciste et les organisations prolétariennes s'équilibrent pour ainsi dire l'une l'autre. Si les organisations ouvrières étaient réunies en soviets, si les comités d'usine se battaient pour le contrôle de la production, on pourrait parler de double pouvoir. Du fait de la dispersion du prolétariat et de l'impuissance tactique de son avant-garde, cela n'est pas encore possible. Mais le fait même qu'il existe des organisations ouvrières puissantes capables dans certaines conditions d'opposer une riposte foudroyante au fascisme, ne permet pas à Hitler d'accéder au pouvoir et confère à l'appareil bureaucratique une certaine "indépendance".

La dictature de Brüning est une caricature du bonapartisme. Cette dictature est instable, peu solide et provisoire. Elle ne marque pas le début d'un nouvel équilibre social mais annonce la fin prochaine de l'ancien équilibre. En ne s'appuyant directement que sur une faible minorité de la bourgeoisie, Brüning, toléré par la social-démocratie contre la volonté des ouvriers, menacé par le fascisme, est capable de lancer des foudres sous forme de décrets, mais non dans la réalité. Dissoudre le parlement avec l'accord de ce dernier, promulguer quelques décrets contre les ouvriers, décider une trêve pour Noël, en profiter pour régler quelques petites affaires, disperser une centaine de réunions, fermer une dizaine de journaux, échanger avec

Hitler des lettres dignes d'un épicier de province, - voilà ce à quoi suffit Brüning. Pour ce qui est plus élevé, il a les bras trop courts.

Brüning est obligé de tolérer l'existence des organisations ouvrières, dans la mesure où il n'est pas encore décidé à remettre le pouvoir à Hitler et où il n'a pas la force indépendante nécessaire pour les liquider. Brüning est obligé de tolérer les fascistes et de les protéger, dans la mesure où il craint mortellement la victoire des ouvriers. Le régime de Brüning est un régime de transition, qui ne peut pas durer longtemps et qui annonce la catastrophe. Le gouvernement actuel ne se maintient que parce que les principaux camps n'ont pas encore mesuré leurs forces. Le véritable combat ne s'est pas encore engagé. Il est encore devant nous. C'est une dictature de l'impuissance bureaucratique qui remplit la pause avant le combat, avant l'affrontement ouvert des deux camps.

Les sages qui se vantent je ne pas voir la différence "entre Brüning et Hitler", disent en fait : peu importe que nos organisations existent encore ou qu'elles soient déjà détruites. Sous ce bavardage pseudo-radical se cache la passivité la plus ignoble : de toute manière nous ne pouvons pas éviter la défaite ! Relisez attentivement la citation de la revue des staliniens français : tout le problème est de savoir s'il vaut mieux avoir faim avec Brüning ou avec Hitler. Nous ne posons pas la question de savoir comment et dans quelles conditions il vaut mieux mourir, mais comment se battre et vaincre. Notre conclusion est la suivante : il faut engager le combat général, avant que la dictature bureaucratique de Brüning ne soit remplacée par le régime fasciste, c'est-à-dire avant que les organisations ouvrières ne soient écrasées. Il faut se préparer au combat général en développant, en élargissant et en accentuant les combats particuliers. Mais pour cela, il faut avoir une perspective juste et, avant tout, ne pas proclamer vainqueur un ennemi qui est encore loin de la victoire. Nous touchons au cœur du problème : là est la clé stratégique de la situation, la position de départ pour la lutte. Tout travailleur conscient, et à plus forte raison tout communiste, doit se rendre compte du vide, de la nullité, de la pourriture des discussions de la bureaucratie stalinienne où l'on affirme que Brüning et Hitler c'est la même chose. Vous mélangez tout ! - leur répondons-nous. Vous embrouillez honteusement tout parce que vous avez peur des difficultés, des tâches importantes. Vous capitulez avant le combat, vous proclamez que nous avons déjà subi une défaite. Vous mentez ! La classe ouvrière est divisée, affaiblie par les réformistes, désorientée par les errements de sa propre avant-garde, mais elle n'est pas encore battue, ses forces ne sont pas encore épuisées... Non, le prolétariat d'Allemagne est encore puissant. Les calculs les plus optimistes s'avéreront complètement dépassés le jour où l'énergie révolutionnaire se fraiera un chemin dans l'arène de l'action.

Le régime Brüning est un régime préparatoire. A quoi ? Soit à la victoire du fascisme, soit à la victoire du prolétariat. Ce régime est préparatoire parce que les deux camps se préparent au combat décisif. Tirer un trait d'égalité entre Brüning et Hitler, c'est identifier la situation avant le combat à la situation après la défaite ; cela veut dire considérer à l'avance la défaite comme inévitable, cela signifie appeler à capituler sans combat. La majorité écrasante des ouvriers, particulièrement des communistes, n'en veut pas. La bureaucratie stalinienne, naturellement, n'en veut pas non plus. Il ne faut pas s'en tenir à de bonnes résolutions dont Hitler se servira pour paver son enfer, mais comprendre le sens objectif de la politique, son orientation, ses tendances. Il faut dévoiler jusqu'au bout le caractère passif, lâche, attentiste, capitulard et déclamatoire de la politique de Staline - Manouïlsky - Thaelmann - Remmele. Il faut que les ouvriers révolutionnaires comprennent que c'est le Parti communiste qui détient la clé de la situation ; mais avec cette clé la bureaucratie stalinienne s'efforce de fermer les portes donnant sur l'action révolutionnaire.

Notes

[1] Chez les métaphysiciens (gens qui pensent de façon antidialectique) la même abstraction remplit deux, trois ou plus encore de fonctions, souvent totalement opposées. La "démocratie" en général et le "fascisme" en particulier, comme nous l'avons vu, ne diffèrent en rien l'un de l'autre. Mais cela n'empêche pas qu'il doit exister encore sur terre "la dictature des ouvriers et des paysans" (pour la Chine, l'Inde, l'Espagne). Dictature du prolétariat ? Non. Dictature capitaliste ? Non. Alors laquelle ? Démocratique ! Il s'avère que sur terre existe encore une démocratie à l'état pur, au-dessus des classes. Et pourtant le XIème plénum a expliqué que la démocratie ne diffère en rien du fascisme. Est-ce que dans ce cas la "dictature démocratique" se distingue de la..., dictature fasciste ? Seul un individu très naïf peut attendre des staliniens une réponse honnête et sérieuse sur cette question de principe. Il n'y aura en fait que quelques injures supplémentaires, un point c'est tout. Et pourtant le tort de la révolution en Orient est lié à cette question.

3. L'ultimatum bureaucratique

Lorsque les journaux du nouveau Parti socialiste ouvrier (SAP) dénoncent "l'égoïsme de parti" de la social-démocratie et du Parti communiste ; lorsque Seydewitz affirme que pour lui "les intérêts de classe sont au-dessus des intérêts de parti" - ils tombent dans le sentimentalisme politique ou, ce qui est pire, dissimulent sous des phrases sentimentales les intérêts de leur propre parti. C'est une voie qui ne mène à rien. Lorsque la

réaction exige que les intérêts de la nation soient placés au-dessus des intérêts des classes, nous, marxistes, expliquons que sous le couvert des intérêts du "tout", la réaction défend les intérêts de la classe exploiteuse. On ne peut pas formuler les intérêts d'une nation autrement que du point de vue de la classe dominante ou de la classe qui prétend occuper la place dominante. On ne peut pas formuler les intérêts d'une classe autrement que sous la forme d'un programme ; on ne peut pas défendre un programme autrement qu'en fondant un parti.

Une classe, prise en elle-même, n'est qu'un matériau pour l'exploitation. Le prolétariat commence à jouer un rôle indépendant à partir du moment où d'une classe sociale en soi il devient une classe politique pour soi. Cela ne peut se produire que par l'intermédiaire du parti ; le parti est l'organe historique au moyen duquel le prolétariat accède à la conscience de classe. Dire : "La classe est au-dessus du parti" - revient à affirmer : la classe dans son état brut est supérieure à la classe accédant à la prise de conscience. C'est non seulement incorrect, mais aussi réactionnaire. Pour fonder la nécessité du front unique, on n'a nullement besoin de cette théorie petite bourgeoise.

La progression de la classe vers la prise de conscience, c'est-à-dire le résultat du travail du parti révolutionnaire qui entraîne à sa suite le prolétariat, est un processus complexe et contradictoire. La classe n'est pas homogène. Ses différentes parties accéderont à la prise de conscience par des chemins différents et à des rythmes différents. La bourgeoisie prend une part active dans ce processus. Elle crée ses organes dans la classe ouvrière ou utilise ceux qui existent déjà, pour opposer certaines couches d'ouvriers à d'autres. Différents partis agissent simultanément dans le prolétariat. C'est pourquoi, il reste politiquement divisé durant une grande partie de son chemin historique. Cela explique qu'apparaisse à certaines périodes particulièrement graves, le problème du front unique.

Lorsqu'il suit une politique juste, le Parti communiste exprime les intérêts historiques du prolétariat. Sa tâche consiste à gagner la majorité du prolétariat : c'est seulement ainsi qu'est possible la révolution socialiste. Le Parti communiste ne peut remplir sa mission qu'en conservant une complète et totale indépendance politique et organisationnelle à l'égard des autres partis et organisations, qu'ils agissent au sein de la classe ouvrière ou à l'extérieur. Ne pas respecter cette exigence fondamentale de la politique marxiste est le plus grave de tous les crimes contre les intérêts du prolétariat en tant que classe. La révolution chinoise de 1925-1927 a été perdue précisément parce que l'Internationale communiste dirigée par Staline et Boukharine obligea le Parti communiste chinois à entrer dans le Kuomintang, parti de la bourgeoisie chinoise, et à se soumettre à sa discipline. L'expérience de la politique stalinienne en ce qui concerne le Kuomintang entrera pour toujours dans l'histoire comme l'exemple du sabotage catastrophique d'une révolution par ses dirigeants. La théorie stalinienne "des partis à deux composantes, ouvrière et paysanne" appliquée à l'Orient est la généralisation et la légitimation de la pratique à l'égard du Kuomintang ; l'application de cette théorie au Japon, en Inde, en Indonésie, en Corée a sapé l'autorité du communisme et a retardé le développement révolutionnaire du prolétariat pour de longues années. La même politique perfide a été menée, bien que moins cyniquement, aux Etats-Unis, en Angleterre et dans tous les pays d'Europe jusqu'en 1928.

La lutte de l'opposition de gauche pour l'indépendance complète et inconditionnelle du Parti communiste et de sa politique, dans toutes les conditions historiques et à toutes les étapes du développement du prolétariat, provoqua une tension extrême des rapports entre l'opposition et la fraction de Staline au moment où il fit bloc avec Tchang Kaï-chek, Wan Tin-wei, Purcell, Raditch, Lafollette, etc. Il est inutile de rappeler qu'aussi bien Thaelmann et Remmele que Brandler et Thalheimer, furent tous dans cette lutte entièrement du côté de Staline contre les bolcheviks-léninistes. C'est pourquoi, nous n'avons pas à recevoir de leçons de Staline et de Thaelmann en ce qui concerne l'indépendance de la politique du Parti communiste !

Mais le prolétariat accède à la prise de conscience révolutionnaire non par une démarche scolaire, mais à travers la lutte de classe, qui ne souffre pas d'interruptions. Pour lutter, le prolétariat a besoin de l'unité de ses rangs. Cela est vrai aussi bien pour les conflits économiques partiels, dans les murs d'une entreprise, que pour les combats politiques "nationaux", tel que la lutte contre le fascisme. Par conséquent, la tactique de front unique n'est pas quelque chose d'occasionnel et d'artificiel, ni une manœuvre habile, - non, elle découle complètement et entièrement des conditions objectives du développement du prolétariat. Le passage du Manifeste du Parti communiste, où il est dit que les communistes ne s'opposeront pas au prolétariat, qu'ils n'ont pas d'autres objectifs et d'autres tâches que celles du prolétariat, exprime l'idée que la lutte du parti pour gagner la majorité de la classe ne doit, en aucun cas, entrer en contradiction avec le besoin que ressentent les ouvriers d'unir leurs rangs dans le combat.

Le Rote Fahne condamne avec raison l'affirmation selon laquelle "les intérêts de classe sont au-dessus des intérêts du parti". En fait, il y a coïncidence entre les intérêts bien compris de la classe et les tâches correctement formulées du parti. Tant que l'affaire se limite à cette affirmation historico-philosophique, la

position du Rote Fahne est inattaquable. Mais les conclusions politiques qu'il en tire, bafouent directement le marxisme.

L'identité de principe des intérêts du prolétariat et des tâches du Parti communiste ne signifie pas que le prolétariat dans son ensemble est dès aujourd'hui conscient de ses intérêts, ni que le parti les formule correctement dans n'importe quelles conditions. La nécessité même du parti découle précisément du fait que le prolétariat ne naît pas avec une compréhension toute faite de ses intérêts historiques. La tâche du parti consiste à apprendre, à démontrer au prolétariat son droit à la direction sur la base de l'expérience des luttes. Cependant, la bureaucratie stalinienne considère qu'on peut exiger tout simplement du prolétariat qu'il se soumette à la seule vue du passeport du parti, portant le cachet de l'Internationale communiste.

Tout front unique, qui n'est pas placé d'avance sous la direction du Parti communiste, répète le Rote Fahne, est dirigé contre les intérêts du prolétariat. Celui qui ne reconnaît pas la direction du Parti communiste, est par-là même un "contre-révolutionnaire". L'ouvrier est obligé de croire l'organisation communiste sur parole et à l'avance. Partant de l'identité de principe des tâches du parti et de la classe, le fonctionnaire s'arroge le droit de donner des ordres à la classe. La tâche historique, que le Parti communiste doit encore remplir :

l'unification sous son drapeau de la majorité écrasante des ouvriers, le bureaucrate la transforme en ultimatum, en revolver appuyé contre la tempe de la classe ouvrière. La pensée dialectique est remplacée par une pensée formaliste, administrative et bureaucratique.

La tâche historique qu'il faut accomplir, est considérée comme déjà accomplie. La confiance qu'il faut gagner, est considérée comme déjà gagnée. Il est évident que c'est une solution de facilité. Mais, cela ne fait pas beaucoup avancer l'affaire. En politique, il faut partir de ce qui existe et non de ce qu'on souhaite qu'il y ait, ni de ce qui sera. Si on la pousse jusqu'au bout, la position de la bureaucratie stalinienne est, au fond, la négation du parti. En effet, à quoi se réduit tout son travail historique, si le prolétariat doit reconnaître à l'avance la direction de Thaelmann et Remmele ?

De l'ouvrier qui veut rejoindre les rangs des communistes le parti a le droit d'exiger : tu dois accepter notre programme, nos statuts et la direction de nos organismes élus. Mais il est absurde et criminel de poser à priori la même exigence, ou même une partie de cette exigence, aux masses ouvrières ou aux organisations ouvrières, alors qu'il s'agit d'actions communes pour des tâches militantes bien déterminées. Cela signifie saper les fondements mêmes du parti, qui ne peut remplir sa fonction que dans le cadre de rapports corrects avec la classe. Au lieu de lancer un ultimatum unilatéral qui irrite et offense les ouvriers, il faut proposer un programme précis d'actions communes : c'est la voie la plus sûre pour conquérir la direction effective.

L'ultimatum est une tentative pour violer la classe ouvrière, quand on n'arrive pas à la convaincre : si vous, les ouvriers, ne reconnaissez pas la direction de Thaelmann-Remmele-Neumann, nous ne vous permettrons pas de faire le front unique. Un ennemi perfide n'aurait pas pu imaginer de situation plus désavantageuse que celle dans laquelle se placent les chefs du Parti communiste. Sur cette voie ils courent à leur perte.

La direction du Parti communiste allemand ne fait que souligner plus clairement son ultimatum, lorsque dans ses appels elle fait machine arrière de façon purement casuistique : "Nous ne vous demandons pas d'accepter à l'avance nos conceptions communistes." Cela sonne comme une excuse pour une politique qui n'a aucune excuse. Quand le parti déclare qu'il se refuse à engager quelques négociations que ce soit avec les autres organisations, mais qu'il permet aux ouvriers sociaux-démocrates de rompre avec leur organisation et de se placer sous la direction du Parti communiste, sans se dire communistes, cela relève du plus pur ultimatum. Le recul en ce qui concerne "les conceptions communistes" est tout à fait ridicule : le fait de se dire communiste n'arrête pas l'ouvrier qui est prêt à rompre dès aujourd'hui avec son parti, pour prendre part à la lutte sous la direction communiste. L'ouvrier est étranger aux subterfuges diplomatiques et au jeu des étiquettes. Il juge la politique et l'organisation sur le fond. Il reste à la social-démocratie tant qu'il ne fait pas confiance à la direction communiste. On peut dire sans risque de se tromper que la majorité des ouvriers sociaux-démocrates restent encore aujourd'hui dans leur parti, non pas parce qu'ils font confiance à la direction réformiste, mais uniquement parce qu'ils n'ont pas encore confiance dans la direction communiste. Mais, dès aujourd'hui, ils veulent se battre contre le fascisme. Si on leur indique la prochaine étape de la lutte commune, ils exigeront de leur organisation qu'elle s'engage sur cette voie. S'ils sentent une résistance de la part de leur organisation, ils peuvent aller jusqu'à rompre avec elle.

Au lieu d'aider les ouvriers sociaux-démocrates à trouver leur voie par l'expérience, le Comité central du Parti communiste aide les chefs de la social-démocratie contre les ouvriers. Leur répugnance à se battre, leur peur de la lutte, leur incapacité à se battre, les Wels et les Hilferding les dissimulent aujourd'hui avec succès, en se référant à la volonté du Parti communiste de ne pas participer à une lutte commune. Le refus obstiné, stupide, absurde de la politique de front unique de la part du Parti communiste est devenu dans les conditions actuelles, la ressource politique primordiale de la social-démocratie. C'est précisément pourquoi, la social-

démocratie, avec le parasitisme qui la caractérise, s'accroche ainsi à notre critique de la politique ultimatisiste de Staline-Thaelmann.

Les dirigeants officiels de l'Internationale communiste pérorent aujourd'hui d'un air pénétré sur l'élévation du niveau théorique du parti et sur l'étude de "l'histoire du bolchevisme". En fait, "le niveau" ne fait que baisser, les leçons du bolchevisme sont oubliées, déformées, foulées aux pieds. Toutefois, il est très facile de trouver dans l'histoire du parti russe le précurseur de la politique actuelle du Comité central du parti allemand : c'est le défunt Bogdanov, fondateur de l'ultimatisisme (ou otzovisme). Dès 1905, il pensait qu'il était impossible aux bolcheviks de participer au Soviet de Pétersbourg, si le Soviet ne reconnaissait pas au préalable la direction sociale-démocrate. Sous l'influence de Bogdanov, le bureau de Pétersbourg du Comité central des bolcheviks adopta en octobre 1905 la résolution suivante : présenter au Soviet de Pétersbourg une motion exigeant qu'il reconnaisse la direction du parti ; sinon, quitter le Soviet. Le jeune avocat Krassikov, membre en ce temps-là du Comité central des bolcheviks, présenta cet ultimatum à la séance plénière du Soviet. Les députés ouvriers, parmi lesquels se trouvaient aussi des bolcheviks, se regardèrent avec étonnement, puis passèrent à l'ordre du jour. Personne ne quitta le Soviet. Bientôt, Lénine arriva de l'étranger et passa un vigoureux savon aux ultimatisistes : on ne peut pas, dit-il, obliger par des ultimatums la masse à sauter les étapes nécessaires de son propre développement politique.

Bogdanov, cependant, ne renonça pas à sa méthodologie et créa par la suite une fraction "ultimatisiste" ou "otzoviste" : nom qui leur avait été attribué, car ils avaient tendance à faire quitter aux bolcheviks toutes les organisations qui refusaient d'accepter l'ultimatum qu'ils leur présentaient d'en haut : "reconnais par avance notre direction". Leur politique, les ultimatisistes ont essayé de l'appliquer non seulement au Soviet, mais aussi dans le domaine du parlementarisme, dans les organisations professionnelles, et, en général dans toutes les organisations légales ou semi-légales de la classe ouvrière.

La lutte de Lénine contre l'ultimatisisme était une lutte pour l'établissement de rapports corrects entre le parti et la classe. Dans l'ancien parti bolchevique, les ultimatisistes n'ont jamais réussi à jouer un rôle tant soit peu important : sinon, la victoire du bolchevisme aurait été impossible. Le bolchevisme tirait sa force de son attitude attentive et pleine de finesse à l'égard de la classe. Quand il fut au pouvoir, Lénine poursuivit la lutte contre l'ultimatisisme, en particulier et surtout, en ce qui concerne les syndicats. "Si aujourd'hui en Russie, écrivait-il, après deux ans et demi de victoires extraordinaires sur la bourgeoisie de la Russie et de l'Entente, nous posons comme condition d'adhésion aux syndicats "la reconnaissance de la dictature", nous ferions une bêtise, nous entamerions notre influence sur les masses, nous aiderions les mencheviks. En effet, toute la tâche des communistes consiste à savoir convaincre les retardataires, à savoir travailler parmi eux, et non à s'en couper avec des mots d'ordre "de gauche" puérils". (La maladie infantile du communisme, le gauchisme.) Cela est d'autant plus impératif pour les partis communistes de l'Ouest, qui ne représentent qu'une minorité de la classe ouvrière.

Cependant, la situation a radicalement changé en URSS pendant la dernière période. Le Parti communiste, armé du pouvoir, développe déjà un autre type de rapport entre l'avant-garde et la classe : dans ce rapport entre un élément de contrainte. La lutte de Lénine contre le bureaucratisme du parti et des Soviets impliquait fondamentalement une lutte non pas contre la mauvaise organisation des bureaux, les lenteurs administratives, la négligence, etc., mais contre l'assujettissement de la classe à l'appareil, contre la transformation de la bureaucratie du parti en une nouvelle couche "dirigeante". Le conseil de Lénine avant sa mort : créer une commission de contrôle prolétarienne, indépendante du Comité central, et écarter Staline et sa fraction de l'appareil du parti, était dirigé contre la dégénérescence bureaucratique du parti. Pour une série de raisons, dans lesquelles nous ne pouvons pas entrer ici, le parti a négligé ce conseil. La dégénérescence bureaucratique du parti a été poussée à l'extrême ces dernières années. L'appareil stalinien ne fait que commander. Le langage du commandement est le langage de l'ultimatisisme. Tout ouvrier doit reconnaître par avance que toutes les décisions du Comité central passées, présentes et futures, sont infaillibles. Les prétentions à l'infaillibilité ont d'autant plus crû que la politique devenait plus erronée.

Ayant pris en main l'appareil de l'Internationale communiste, la fraction stalinienne exporta naturellement ses méthodes dans les sections étrangères, c'est-à-dire dans les partis communistes des pays capitalistes. La politique de la direction allemande est le reflet de la politique de la direction moscovite.

Thaelmann voit comment la bureaucratie stalinienne commande en proclamant contre-révolutionnaires tous ceux qui ne reconnaissent pas son infaillibilité. En quoi Thaelmann est-il pire que Staline ? Si la classe ouvrière ne se place pas humblement sous sa direction, c'est parce que la classe ouvrière est contre-révolutionnaire. Ceux qui signalent à Thaelmann le caractère désastreux de l'ultimatisisme sont doublement contre-révolutionnaires. Les œuvres complètes de Lénine sont parmi les œuvres les plus contre-révolutionnaires. Ce n'est pas en vain que Staline les a censurées sans pitié, particulièrement en ce qui concerne les éditions en langues étrangères.

Si l'ultimatum est néfaste dans n'importe quelles conditions ; si, en URSS, il signifie le gaspillage du capital moral du parti, il est doublement injustifié dans les partis occidentaux, qui en sont seulement à accumuler leur capital moral. En Union soviétique, la révolution victorieuse a au moins créé les conditions matérielles pour l'ultimatum bureaucratique sous la forme de l'appareil de répression. Dans les pays capitalistes, y compris en Allemagne, l'ultimatum se transforme en une caricature impuissante qui est un obstacle à la marche du Parti communiste vers le pouvoir. L'ultimatum de Thaelmann-Remmele est avant tout ridicule. Et le ridicule tue, particulièrement quand il s'agit du parti de la révolution.

Transportons pour une minute le problème dans l'arène politique de l'Angleterre, où le Parti communiste (par suite des erreurs funestes de la bureaucratie stalinienne) continue à ne représenter encore qu'une infime partie du prolétariat. Si on admet que toute forme de front unique, sauf s'il est communiste, est "contre-révolutionnaire", il devient évident que le prolétariat britannique doit remettre la lutte jusqu'à ce que le Parti communiste soit à sa tête. Mais le Parti communiste ne peut prendre la tête de la classe autrement que sur la base de l'expérience révolutionnaire de cette dernière. Or, l'expérience ne peut prendre un caractère révolutionnaire que si le parti entraîne dans la lutte des millions d'ouvriers. Et, il n'est possible d'entraîner dans la lutte des masses non communistes et, à plus forte raison, organisées, que sur la base de la politique de front unique. Nous tombons dans un cercle vicieux dont l'ultimatum bureaucratique ne permet pas de trouver la sortie. Mais la dialectique révolutionnaire a depuis longtemps indiqué la sortie, en se fondant sur une multitude d'exemples dans les domaines les plus divers : combinaison de la lutte pour le pouvoir et de la lutte pour des réformes ; indépendance complète du parti mais unité des syndicats ; lutte contre le régime bourgeois, tout en utilisant ses institutions ; critique implacable du parlementarisme du haut de la tribune parlementaire ; lutte sans pitié contre le réformisme, tout en concluant avec les réformistes des accords pratiques pour des tâches partielles.

En Angleterre, l'inconsistance de l'ultimatum saute aux yeux, vue la faiblesse extraordinaire du Parti communiste. En Allemagne, le caractère désastreux de l'ultimatum est quelque peu masqué par les effectifs importants du parti et par leur croissance. Mais le parti allemand croît sous la pression des circonstances et non grâce à la politique de la direction ; non pas grâce à l'ultimatum, mais malgré lui. De plus, la croissance numérique n'est pas décisive : c'est les rapports politiques entre le parti et la classe qui sont décisifs. Sur cette ligne fondamentale, la situation ne s'améliore pas, car le parti allemand a élevé entre lui et la classe les barbelés de l'ultimatum.

4. Les zigzags des staliniens dans la question du front unique

L'ancienne sociale-démocrate Torchors (Düsseldorf), qui est passée au Parti communiste, dit dans un rapport officiel qu'elle prononça au nom du parti à Francfort vers la mi-janvier :

"Les chefs sociaux-démocrates sont déjà suffisamment démasqués, et manœuvrer en ce sens en leur proposant l'unité au sommet n'est qu'un gaspillage d'énergie." Nous citons d'après le journal communiste de Francfort qui couvre de louanges ce rapport. "Les chefs sociaux-démocrates sont déjà suffisamment démasqués." Suffisamment pour l'oratrice, qui est passée de la social-démocratie au Parti communiste (ce qui, bien sûr, est tout à son honneur), mais insuffisamment pour les millions d'ouvriers qui votent pour la social-démocratie et tolèrent à leur tête la bureaucratie réformiste des syndicats.

Cependant, il est inutile de se référer à un rapport isolé. Dans le dernier des appels du Rote Fahne (28 janvier) qui m'est parvenu, il est à nouveau démontré qu'il n'est admissible de créer le front unique que contre les chefs de la social-démocratie et sans eux. Pourquoi ? Parce que "personne de ceux qui ont vécu et supporté les actions de ces "chefs" pendant ces huit dernières années ne les croira". Mais que faire, demandons-nous avec ceux qui sont venus à la politique depuis moins de dix-huit ans et même depuis moins de dix-huit mois ? Depuis le début de la guerre de nouvelles générations politiques ont grandi ; elles doivent faire elles-mêmes l'expérience de la génération aînée, ne serait-ce qu'à une échelle extrêmement réduite. "Il s'agit justement, enseignait Lénine aux ultra-gauches, de ne pas croire que ce qui a fait son temps pour nous, a fait son temps pour la classe, a fait son temps pour les masses." Mais l'ancienne génération sociale-démocrate, qui a fait l'expérience de ces dix-huit années, n'a absolument pas rompu avec ses chefs. Au contraire, c'est précisément dans la social-démocratie que restent beaucoup de "vieux", liés au parti par de fortes traditions. Il est regrettable, évidemment, que les masses mettent tant de temps à faire leur apprentissage. Mais dans une large mesure la faute en incombe aux "pédagogues" communistes, qui n'ont pas su démasquer concrètement la nature criminelle du réformisme. Il faut, au moins, tirer profit de la nouvelle situation, alors que l'attention des masses est concentrée au plus haut point sur le danger mortel, pour soumettre les réformistes à une nouvelle épreuve qui sera, peut-être, cette fois-ci décisive.

Sans cacher ni modérer en rien notre opinion sur les chefs de la social-démocratie, nous pouvons et nous devons dire aux ouvriers sociaux-démocrates : "Comme, d'un côté, vous êtes d'accord pour vous battre avec nous, et que, de l'autre, vous ne voulez pas encore rompre avec vos chefs, voilà ce que nous vous

proposons : obligez-les à entreprendre une lutte commune avec nous pour telles et telles tâches pratiques, par tels et tels moyens ; en ce qui nous concerne, nous, communistes, sommes prêts." Que peut-il y avoir de plus simple, de plus clair, de plus convaincant que cela ?

C'est précisément dans ce sens que j'écrivais - avec l'intention délibérée de susciter l'effroi sincère ou l'indignation feinte des imbéciles et des charlatans, - que, dans la lutte contre le fascisme, nous étions prêts à conclure des accords pratiques militants avec le diable, avec sa grand-mère, et même avec Noske et Zörgiebel [1].

Le parti officiel viole lui-même à chaque pas sa position figée. Dans ses appels à un "front unique rouge" (avec lui-même), il avance invariablement la revendication de "liberté illimitée des manifestations, des réunions, des coalitions et de la presse prolétariennes". C'est un mot d'ordre absolument juste. Mais dans la mesure où le Parti communiste parle de journaux, de réunions, etc., prolétariens et non pas seulement communistes, il avance en fait le mot d'ordre de front unique avec la social-démocratie elle-même, qui édite des journaux ouvriers, convoque des assemblées, etc. Le comble de l'absurdité est d'avancer des mots d'ordre politiques, qui contiennent l'idée de front unique avec la social-démocratie, et de refuser les accords pratiques pour se battre sur ces mots d'ordre.

Münzenberg, chez qui se disputent la ligne générale et le bon sens mercantile, écrivait en novembre dans *Der rote Aufbau* : "Il est vrai que le national-socialisme est l'aile la plus réactionnaire, la plus chauvine et la plus féroce du mouvement fasciste en Allemagne, et qu'effectivement, tous les cercles de gauche (!) ont le plus grand intérêt à s'opposer au renforcement de l'influence et de la puissance de cette aile du fascisme allemand." Si le parti d'Hitler est l'aile "la plus réactionnaire, la plus féroce", le gouvernement Brüning est donc moins féroce et moins réactionnaire. Münzenberg en arrive ici à pas de loup à la théorie du "moindre mal". Pour sauver les apparences d'orthodoxie, Münzenberg distingue différentes sortes de fascisme : le léger, le moyen et le fort, comme s'il s'agissait de tabac turc. Mais si tous les "cercles de gauche" (et quels sont leurs noms ?) sont intéressés à la victoire sur le fascisme, ne serait-il pas nécessaire de soumettre ces "cercles de gauche" à une épreuve pratique ?

N'est-il pas clair qu'il fallait s'emparer immédiatement de la proposition diplomatique et équivoque de Breitscheid, en avançant de notre côté un programme pratique, concret et bien élaboré, de lutte commune contre le fascisme, et en exigeant une réunion commune des directions des deux partis, avec la participation de la direction des syndicats libres ? En même temps, il fallait diffuser énergiquement ce programme, à tous les niveaux des deux partis et dans les masses. Les négociations auraient dû se dérouler sous les yeux du peuple entier : la presse aurait dû en donner un compte rendu quotidien, sans exagérations ni inventions absurdes. Les ouvriers sont infiniment plus réceptifs à une telle agitation concrète qui frappe juste, qu'aux glapissements continuels sur le thème du "social-fascisme". Si on avait posé le problème de cette manière, la social-démocratie n'aurait pas pu, même un seul instant, se cacher derrière le décor en carton du "front de fer".

Relisez *La maladie infantile du communisme, le gauchisme* : c'est aujourd'hui le livre le plus actuel. C'est précisément à propos de situations analogues à celle que nous avons aujourd'hui en Allemagne que Lénine parle - nous citons textuellement - de la "nécessité absolue pour l'avant-garde du prolétariat, pour sa partie consciente, pour le Parti communiste, de louvoyer, de réaliser des ententes, des compromissions avec les différents groupes de prolétaires, les divers partis d'ouvriers et de petits exploitants... Le tout est de savoir appliquer cette tactique de manière à élever et non à abaisser le niveau de conscience général du prolétariat, son esprit révolutionnaire, sa capacité de lutter et de vaincre." Or quelle est l'attitude du Parti communiste ? Dans ses journaux, il répète quotidiennement que pour lui seul est acceptable "le front unique qui sera dirigé contre Brüning, Severing, Leipart, Hitler et leurs semblables". Face au soulèvement prolétarien, il n'y a pas de doute qu'il n'y aura aucune différence entre Brüning, Severing, Leipart et Hitler. Les socialistes révolutionnaires et les mencheviks se sont alliés aux cadets et aux korniloviens contre le soulèvement des bolcheviks en octobre : Kérensky conduisait sur Pétrograd le général cosaque cent-noirs, Krasnov, les mencheviks soutenaient Kornilov et Krasnov, les socialistes révolutionnaires organisaient le soulèvement des Junkers sous la direction d'officiers monarchistes.

Mais cela ne signifie absolument pas que Brüning, Severing, Leipart et Hitler appartiennent toujours et dans toutes les conditions au même camp. Maintenant, leurs intérêts divergent. Pour la social-démocratie, la question est, en ce moment, moins de défendre les fondements de la société capitaliste contre la révolution prolétarienne, que de défendre le système bourgeois semi-parlementaire contre le fascisme. Ce serait une très grande bêtise que de refuser d'utiliser cet antagonisme.

"Faire la guerre pour le renversement de la bourgeoisie internationale..., écrivait Lénine dans *La Maladie infantile*, et renoncer à priori à louvoyer, à exploiter les oppositions d'intérêts (fussent-elles momentanées) qui divisent nos ennemis, à passer des accords et des compromis avec des alliés éventuels (fussent-ils

temporaires, peu sûrs, chancelants, conditionnels), n'est-ce pas d'un ridicule achevé ?" Nous citons à nouveau textuellement : les mots entre parenthèses soulignés par nous sont de Lénine.

Et plus loin : "On ne peut triompher d'un adversaire plus puissant qu'au prix d'une extrême tension des forces et à la condition expresse d'utiliser de la façon la plus minutieuse, la plus attentive, la plus circonspecte, la plus intelligente, la moindre "fissure" entre les ennemis." Que font Thaelmann et Remmele dirigés par Manouïlsky ? La fissure entre la social-démocratie et le fascisme - et quelle fissure ! - ils essaient de toutes leurs forces de la colmater à l'aide de la théorie du social-fascisme et de la pratique de sabotage du front unique.

Lénine exigeait qu'on utilise chaque "possibilité de s'assurer un allié numériquement fort, fût-il un allié temporaire, chancelant, conditionnel, peu solide et peu sûr. Qui n'a pas compris cette vérité n'a rien compris au marxisme, ni en général au socialisme scientifique contemporain". Regardez, prophètes de la nouvelle école stalinienne : il est dit ici clairement et précisément, que vous n'avez rien compris au marxisme. Cela, c'est Lénine qui l'a dit de vous : accusez réception !

Mais sans victoire sur la social-démocratie, rétorquent les staliniens, il ne peut y avoir de victoire sur le fascisme. Cela est-il vrai ? Dans un certain sens c'est vrai. Mais le théorème inverse est également vrai : la victoire sur la social-démocratie italienne est impossible sans victoire sur le fascisme italien. Le fascisme de même que la social-démocratie sont les instruments de la bourgeoisie. Tant que dominera le capital, la social-démocratie et le fascisme continueront à exister dans différentes combinaisons. Ainsi tous les problèmes se réduisent à un seul dénominateur : le prolétariat doit renverser le régime bourgeois.

Mais c'est précisément aujourd'hui, alors que ce régime chancelle en Allemagne, que le fascisme vient à sa rescousse. Pour mettre à bas ce défenseur, il faut, nous dit-on, en finir au préalable avec la social-démocratie... Un schématisme aussi figé nous place dans un cercle vicieux. On ne peut en sortir que sur le terrain de l'action. Le caractère de l'action est déterminé non par le jeu de catégories abstraites, mais par les rapports réels des forces historiques vivantes.

Non, rabâchent les fonctionnaires, liquidons "d'abord" la social-démocratie. Par quel moyen ? C'est très simple : en donnant l'ordre aux organisations du parti de recruter dans tel délai cent mille nouveaux membres. De la pure propagande au lieu de la lutte politique, un plan de bureaucrate à la place d'une stratégie dialectique. Et si le développement réel de la lutte de classe posait dès aujourd'hui à la classe ouvrière la question du fascisme, comme une question de vie ou de mort ? Il faut alors que la classe ouvrière tourne le dos au problème, il faut l'endormir, il faut la convaincre que la lutte contre le fascisme est une tâche secondaire, que cette tâche peut attendre, qu'elle se résoudra d'elle-même, que le fascisme domine déjà en fait, qu'Hitler n'apportera rien de nouveau, qu'il ne faut pas avoir peur d'Hitler, qu'Hitler fraye seulement la voix aux communistes.

C'est peut-être une exagération ? Non, c'est l'idée directrice véritable et évidente des chefs du Parti communiste. Ils ne la poussent pas toujours jusqu'au bout. Lorsqu'ils sont confrontés aux masses, ils font souvent machine arrière sur leurs dernières conclusions, amalgamant différentes positions, embrouillant les ouvriers et s'embrouillant eux-mêmes ; mais chaque fois qu'ils essaient de s'en sortir, ils partent de la victoire inévitable du fascisme.

Le 14 octobre de l'année dernière, Remmele, l'un des trois chefs officiels du Parti communiste, déclarait au Reichstag : "C'est M. Brüning lui-même qui a dit très clairement : quand ils (les fascistes) seront au pouvoir, le front unique du prolétariat se réalisera et balayera tout" (bruyants applaudissements sur les bancs communistes). Que Brüning cherche à effrayer la bourgeoisie et la social-démocratie par une telle perspective, c'est compréhensible : il défend son pouvoir. Que Remmele console les ouvriers avec cette perspective, c'est une honte : il prépare le pouvoir d'Hitler, car toute cette perspective est radicalement fautive et témoigne d'une incompréhension totale de la psychologie des masses et de la dialectique de la lutte révolutionnaire. Si le prolétariat d'Allemagne, qui est aujourd'hui le témoin direct de tous les événements, laisse les fascistes accéder au pouvoir, c'est-à-dire fait preuve d'un aveuglement et d'une passivité absolument criminelles, il n'y a décidément aucune raison de compter sur le fait qu'après l'arrivée des fascistes au pouvoir, le même prolétariat secouera sa passivité et "balayera tout" : en tous les cas ce n'est pas ce qui s'est passé en Italie. Remmele raisonne entièrement dans l'esprit des phraseurs français petit bourgeois du XIXe siècle, qui faisaient preuve d'une incapacité totale à entraîner les masses à leur suite, mais qui, par contre, étaient fermement convaincus que, lorsque Louis Bonaparte prendrait la tête de la République, le peuple se lèverait sans attendre pour les défendre et "balayerait tout". Cependant le peuple, qui avait laissé l'aventurier Louis Bonaparte accéder au pouvoir, s'avéra, évidemment, incapable de le balayer ensuite. Il fallut pour cela de nouveaux événements importants, des secousses historiques, y compris la guerre.

Le front unique du prolétariat, pour Remmele, n'est réalisable, nous l'avons vu, qu'après l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Peut-il y avoir d'aveu plus pitoyable de sa propre carence ? Puisque nous, Remmele et Cie, sommes incapables d'unir le prolétariat, nous chargeons Hitler de cette tâche. Quand il aura uni pour nous le prolétariat, nous nous montrerons dans toute notre force. Puis vient une déclaration fanfaronne : "Nous sommes les vainqueurs de demain, et la question n'est déjà plus : qui écrasera qui ? Cette question est déjà résolue (applaudissements sur les bancs communistes). Il n'y a plus qu'une seule question : à quel moment renverserons-nous la bourgeoisie ?" Rien que ça ! On appelle cela en russe, toucher le ciel du doigt. Nous sommes les vainqueurs de demain. Pour cela, il ne nous manque plus aujourd'hui que le front unique. Hitler nous le donnera demain, quand il arrivera au pouvoir. Donc le vainqueur de demain ne sera pas Remmele, mais Hitler. Mais alors, mettez-vous ça dans la tête : l'heure de la victoire des communistes n'est pas près de sonner.

Remmele sent lui-même que son optimisme boite de la jambe gauche, et il essaie de la consolider. "Ces messieurs les fascistes ne nous effraient pas, ils s'useront plus vite que n'importe quel autre gouvernement ("tout à fait vrai", sur les bancs des communistes)". La preuve : les fascistes veulent l'inflation du papier monnaie, et c'est la ruine pour les masses populaires ; par conséquent, tout s'arrangera on ne peut mieux. C'est ainsi que l'inflation verbale de Remmele égare les ouvriers allemands.

Nous avons ici le discours programmatique d'un chef officiel du parti, édité en un grand nombre d'exemplaires et qui doit servir à la campagne d'adhésions du Parti communiste : un formulaire tout prêt d'adhésion au parti est imprimé à la fin du discours. Ce discours programmatique est entièrement construit sur la capitulation devant le fascisme. "Nous ne craignons pas" la venue d'Hitler au pouvoir. Mais c'est en fait une formule inversée de lâcheté. "Nous" ne nous considérons pas comme capable d'empêcher Hitler d'arriver au pouvoir ; pire : nous, bureaucrates, sommes tellement pourris, que nous n'osons pas envisager sérieusement la lutte contre Hitler. C'est pourquoi, "nous n'avons pas peur". De quoi n'avez-vous pas peur : de la lutte contre Hitler ? Non, ils n'ont pas peur... de la victoire d'Hitler. Ils n'ont pas peur de se soustraire au combat. Ils n'ont pas peur de reconnaître leur propre lâcheté. Honte, trois fois honte ! Dans l'une de mes dernières brochures, j'écrivais que la bureaucratie stalinienne se préparait à tendre un piège à Hitler..sous la forme du pouvoir d'Etat. Les plumitifs communistes, qui vont de Münzenberg à Ullstein et de Mosse à Münzenberg, déclarèrent immédiatement : "Trotsky calomnie le Parti communiste." N'est-ce pas clair : par hostilité pour le communisme, par haine pour le prolétariat allemand, par désir ardent de sauver le capitalisme allemand, Trotsky attribue à la bureaucratie stalinienne un plan de capitulation. En fait, je n'ai fait que résumer le discours programmatique de Remmele et l'article théorique de Thaelmann. Où est donc la calomnie ?

Thaelmann et Remmele restent en cela pleinement fidèles à l'évangile stalinien. Rappelons encore une fois ce que Staline enseigna à l'automne 1923, alors qu'en Allemagne tout se tenait, comme aujourd'hui, sur le fil du rasoir : "Les communistes, écrivait Staline à Zinoviev et Boukharine, doivent-ils s'efforcer (au stade actuel) de s'emparer du pouvoir sans la social-démocratie, sont-ils déjà mûrs pour cela, - voilà, d'après moi, le fond de la question... Si aujourd'hui en Allemagne le pouvoir tombe, pour ainsi dire, et que les communistes le ramassent, ils s'effondreront avec éclat. Cela "dans le meilleur" des cas. Et dans le pire, ils seront mis en pièces et rejetés... Evidemment, les fascistes veillent, mais il est plus avantageux pour nous que les fascistes attaquent les premiers : cela rassemblera toute la classe ouvrière autour des communistes... A mon avis, il faut retenir les Allemands, et non les encourager. "

Dans sa brochure sur la Grève de masse, Langner écrit : "L'affirmation (de Brandler), selon laquelle la lutte d'octobre (1923) aurait amené une "défaite décisive", n'est rien d'autre qu'une tentative d'enjoliver les erreurs opportunistes et la capitulation opportuniste sans combat" (p. 101). C'est tout à fait vrai. Mais qui fut donc l'instigateur de "la capitulation sans combat" ? Qui "retenait" au lieu d'"encourager" ? En 1931, Staline ne fit que développer sa formule de 1923 : que les fascistes prennent le pouvoir, ils ne feront que nous frayer la route. Evidemment, il est beaucoup moins dangereux d'attaquer Brandler que Staline : les Langner le savent bien...

Il est vrai que ces deux derniers mois - et les protestations résolues de la gauche n'y sont pas pour rien - un certain changement est intervenu : le Parti communiste ne dit plus qu'Hitler doit prendre le pouvoir pour s'épuiser rapidement ; aujourd'hui, il insiste plus sur l'aspect opposé de la question : il ne faut pas remettre la lutte contre le fascisme à l'arrivée d'Hitler au pouvoir ; il faut mener la lutte maintenant, en soulevant les ouvriers contre les décrets de Brüning, en élargissant et en approfondissant la lutte dans l'arène économique et politique. C'est tout à fait juste. Tout ce que disent les représentants du Parti communiste dans ce cadre est incontestable. Sur ce point il n'y a pas de désaccord entre nous. Mais il reste tout de même la question principale : comment passer des paroles aux actes ?

La majorité écrasante des membres du parti et une partie importante de l'appareil - nous n'en doutons nullement veulent sincèrement la lutte. Mais il faut regarder la réalité en face : cette lutte n'existe pas, on ne la voit pas venir. Les décrets de Brüning sont passés impunément. La trêve de Noël ne fut pas rompue. La politique de grèves partielles improvisées, à en juger les comptes rendus qu'en donne le Parti communiste lui-même, n'a pas donné de résultat sérieux jusqu'à maintenant. Les ouvriers le voient. On ne peut pas les convaincre par un seul cri.

Le Parti communiste rejette sur la social-démocratie la responsabilité de la passivité des masses. Historiquement, c'est incontestable. Mais nous ne sommes pas des historiens, mais des militants politiques révolutionnaires. Il ne s'agit pas de recherches historiques, mais des moyens permettant de sortir de l'impasse.

Le SAP, qui au début de son existence posait de manière formelle (particulièrement dans les articles de Rosenfeld et de Seydewitz) la question de la lutte contre le fascisme et faisait coïncider la contre-attaque avec l'arrivée d'Hitler au pouvoir, a fait un certain pas en avant. Sa presse exige maintenant qu'on organise rapidement la résistance au fascisme, en soulevant les ouvriers contre la famine et le joug policier. Nous reconnaissons volontiers que le changement dans la position du SAP s'est produit sous l'influence de la critique communiste : l'une des tâches du communisme consiste à faire avancer le centrisme en critiquant son caractère hybride. Mais cela est insuffisant : il faut utiliser politiquement les fruits de cette critique, en proposant au SAP de passer des paroles aux actes. Il faut soumettre le SAP à une épreuve pratique, publique et claire : non en interprétant des citations isolées - cela ne saurait suffire - mais en proposant de se mettre d'accord sur des moyens pratiques précis de résistance. Si le SAP révèle sa carence, l'autorité du Parti communiste en sortira renforcée, et le parti intermédiaire sera rapidement liquidé. Qu'y a-t-il à craindre ? Il n'est cependant pas vrai que le SAP ne veut pas se battre sérieusement. Il y a en lui plusieurs tendances. Aujourd'hui, dans la mesure où l'affaire se résume à une propagande abstraite pour le front unique, les contradictions internes sommeillent. Quand on passera à la lutte, elles resurgiront. Seul le Parti communiste peut y gagner.

Mais il reste encore la question principale : celle de la social-démocratie (SPD). Si elle rejette les propositions pratiques que le SAP a acceptées, cela créera une nouvelle situation. Les centristes, qui voudraient se maintenir à égale distance du Parti communiste et de la social-démocratie, récriminer contre l'un ou contre l'autre et se renforcer sur le compte des deux (telle est la philosophie que développe Urbahns), se retrouveraient immédiatement suspendus dans le vide, car il deviendrait manifeste que c'est précisément la social-démocratie qui sabote la lutte révolutionnaire. N'est-ce pas un sérieux avantage ? Les ouvriers du SAP tourneraient alors résolument leurs regards du côté du Parti communiste.

Mais le refus de Wels et Cie d'accepter le programme d'action accepté par le SAP, ne passerait pas impunément même pour la social-démocratie. Le Vorwärts perdrait immédiatement la possibilité de se plaindre de la passivité du Parti communiste. L'attraction pour le front unique grandirait aussitôt chez les ouvriers sociaux-démocrates. Et cela équivaldrait à une attraction pour le Parti communiste. N'est-ce pas clair ?

A chacune de ces étapes et à chacun de ces tournants, le Parti communiste découvrirait de nouvelles possibilités. Au lieu de la répétition monotone des mêmes formules toutes faites, devant le même auditoire, il gagnerait la possibilité de mobiliser de nouvelles couches, de les instruire sur la base de l'expérience vivante, de les tremper et de renforcer son hégémonie dans la classe ouvrière.

Il ne peut y avoir de discussion sur le fait que le Parti communiste renonce dans le même temps à la direction indépendante de grèves, de manifestations, de campagnes politiques. Il garde sa pleine liberté d'action. Il n'attend personne.

Mais sur la base de ses actions, il manœuvre activement en direction des autres organisations ouvrières, détruit le cloisonnement parmi les ouvriers, fait apparaître au grand jour les contradictions du réformisme et du centrisme, fait progresser la cristallisation révolutionnaire dans le prolétariat.

Notes

[1] La revue française Les Cahiers du bolchevisme, la plus stupide et la plus ignorante de toutes les productions de la bureaucratie stalinienne, s'est emparée avidement de l'allusion à la grand-mère du diable, évidemment sans se douter le moins du monde qu'elle a dans la littérature marxiste une très longue histoire. L'heure est proche, espérons-le, où les ouvriers révolutionnaires expédieront à la grand-mère mentionnée ci-dessus leurs professeurs ignares et de mauvaise foi, pour qu'ils y fassent leur apprentissage.

5. Rappel historique sur la question du front unique

Les considérations sur la politique de front unique découlent des nécessités à ce point fondamentales et impératives de la lutte classe contre classe (dans le sens marxiste et non bureaucratique de ces mots), qu'il est impossible de lire sans rougir d'indignation et de honte, les objections de la bureaucratie stalinienne. On

peut expliquer quotidiennement les idées les plus simples aux ouvriers ou aux paysans les plus arriérés et les plus ignorants, et n'éprouver en faisant cela aucune lassitude ; dans ce cas, il s'agit de mettre en mouvement des couches nouvelles. Mais quel malheur, lorsqu'il faut démontrer et expliquer des idées élémentaires à des gens dont le cerveau a été laminé par la presse bureaucratique¹ Que faire avec les "chefs", qui n'ont pas d'arguments logiques à leur disposition, mais qui ont, par contre, sous la main un répertoire d'injures internationales ? Les positions fondamentales du marxisme sont qualifiées à l'aide d'un seul et unique terme : "contre-révolution" ! Ce mot est terriblement dévalué dans la bouche de ceux qui jusqu'à présent, en tout cas, n'ont démontré en rien leur capacité à faire la révolution. Mais, qu'en est-il des décisions des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste ? La bureaucratie stalinienne les reconnaît-elle, oui ou non ?

Les documents sont bien vivants et ont conservé toute leur signification jusqu'à ce jour. J'en extrais, - car ils sont très nombreux, - les thèses que j'avais élaborées entre le IIIe et le IVe Congrès pour le Parti communiste français. Elles avaient été adoptées par le Bureau politique du Parti communiste russe et le Comité exécutif de l'Internationale communiste, et publiées à cette époque en différentes langues dans les organes communistes. Nous reproduisons textuellement la partie des thèses qui est consacrée à l'argumentation et à la défense de la politique de front unique :

" ... Il est tout à fait évident que l'activité du prolétariat en tant que classe ne cesse pas pendant la période préparatoire à la révolution. Les conflits avec les patrons, avec la bourgeoisie, avec le pouvoir d'Etat, à l'initiative de l'un ou de l'autre camp, se succèdent. Dans ces conflits, dans la mesure où ils concernent les intérêts vitaux de toute la classe ouvrière, ou de sa majorité, ou de l'une ou l'autre de ses parties, les masses ouvrières ressentent la nécessité de l'unité d'action... Le parti qui s'oppose mécaniquement à cette nécessité... sera inévitablement condamné dans la conscience des ouvriers. Le problème du front unique naît de la nécessité d'assurer à la classe ouvrière la possibilité d'un front unique dans la lutte contre le capital, malgré la scission inévitable à notre époque des organisations politiques qui s'appuient sur la classe ouvrière. Celui qui ne comprend pas cette tâche considère le parti comme une association propagandiste, et non comme une organisation d'actions de masse. Si le Parti communiste n'avait pas rompu radicalement et définitivement avec la social-démocratie, il ne serait jamais devenu le parti de la révolution prolétarienne. Si le Parti communiste n'avait pas cherché les moyens organisationnels afin de rendre possibles à chaque instant des actions communes et coordonnées entre les masses ouvrières communistes et non communistes (y compris sociales-démocrates), il aurait par là même manifesté son incapacité à gagner la majorité de la classe ouvrière sur la base d'actions de masse. Il ne suffit pas de séparer les communistes des réformistes, ni de les lier par une discipline organisationnelle ; il faut que cette organisation apprenne à diriger toutes les actions collectives du prolétariat dans tous les domaines de sa lutte réelle. C'est la deuxième lettre de l'ABC du communisme. Le front unique s'étend-il seulement aux masses ouvrières ou inclut-il également les chefs opportunistes ? Le fait même de poser cette question est le fruit d'un malentendu. Si nous pouvions rassembler simplement les masses ouvrières autour de notre drapeau... sans passer par les organisations réformistes, partis ou syndicats, ce serait mieux évidemment. Mais alors, la question même du front unique ne se poserait pas sous sa forme actuelle. En dehors de toutes autres considérations, nous avons intérêt à attirer les réformistes hors de leurs repaires et à les placer à côté de nous, face aux masses combattantes. En appliquant cette tactique juste, nous ne pouvons qu'y gagner. Le communiste qui a des doutes ou des appréhensions sur ce point est semblable au nageur qui a adopté les thèses sur la meilleure façon de nager, mais qui n'ose pas se jeter à l'eau. En concluant un accord avec d'autres organisations, nous nous imposons, évidemment, une certaine discipline d'action. Mais cette discipline ne peut avoir un caractère absolu. Au cas où les réformistes freinent la lutte au détriment évident du mouvement pour contrebalancer la situation et l'état d'esprit des masses, nous conservons toujours, en tant qu'organisation indépendante, le droit de mener la lutte jusqu'au bout et sans nos demi-alliés temporaires. On ne peut voir dans cette politique un rapprochement avec les réformistes, qu'en se plaçant du point de vue du journaliste qui pense s'éloigner du réformisme, quand, sans sortir de sa salle de rédaction, il le critique toujours dans les mêmes termes, et qui craint de l'affronter devant les masses ouvrières et de donner à ces dernières la possibilité de juger les communistes et les réformistes dans des conditions d'égalité, celles de la lutte de masse. Cette peur soi-disant révolutionnaire du " rapprochement " dissimule fondamentalement une passivité politique qui s'efforce de conserver un ordre des choses, où les communistes et les réformistes ont leurs sphères d'influence nettement délimitées, leurs habitués à leurs réunions, leur presse, et où tout cela crée l'illusion d'une lutte politique sérieuse. Sur la question du front unique nous voyons se dessiner une tendance passive et indécise, masquée par une intransigeance verbale. Dès l'abord, le paradoxe suivant saute aux yeux : les éléments droitiers du parti avec leurs tendances centristes et pacifistes... apparaissent comme les adversaires les plus irréductibles du front unique, en se dissimulant derrière le drapeau de l'intransigeance

révolutionnaire. Inversement, les éléments qui... dans les moments les plus difficiles étaient entièrement sur les positions de la IIIe Internationale, interviennent aujourd'hui en faveur du front unique. En fait, aujourd'hui ce sont les partisans d'une tactique passive et attentiste qui interviennent sous le masque d'une intransigeance pseudo-révolutionnaire" (Trotsky, Les cinq premières années de l'internationale communiste ; pp. 345-378 de l'édition russe).

Ne dirait-on pas que ces lignes ont été écrites aujourd'hui contre Staline, Manouïlsky, Thaelmann, Remmele, Neumann ? En fait, elles ont été écrites il y a dix ans contre Frossard, Cachin, Charles Rappoport, Daniel Renoult et d'autres opportunistes français qui se cachaient derrière des formules ultragauches. Est-ce que les thèses citées - cette question nous la posons carrément à la bureaucratie stalinienne - étaient déjà "contre-révolutionnaires", lorsqu'elles étaient l'expression de la politique du Bureau politique russe, dirigé par Lénine, et qu'elles définissaient la politique de l'Internationale communiste ? Qu'on n'essaye pas de nous répondre que depuis les conditions ont changé : il ne s'agit pas de question conjoncturelle mais, comme il est dit dans les textes mêmes, de l'abc du communisme.

Il y a dix ans, l'Internationale communiste expliquait ainsi le fond de la politique de front unique : le Parti communiste montre dans les faits aux masses et à leurs organisations, qu'il est prêt à lutter avec elles même pour les objectifs les plus modestes, à condition qu'ils aillent dans le sens du développement historique du prolétariat ; le Parti communiste dans cette lutte tient compte, à chaque moment, de l'état d'esprit réel de la classe ; il s'adresse non seulement aux masses, mais aussi aux organisations dont la direction est reconnue par les masses ; devant les masses, il oblige les organisations réformistes à prendre publiquement position sur les tâches réelles de la lutte des classes. La politique de front unique accélère la prise de conscience révolutionnaire de la classe, en découvrant dans les faits que ce n'est pas la volonté de scission du Parti communiste, mais le sabotage conscient des chefs de la sociale-démocratie qui sape la lutte commune. Il est évident que ces idées n'ont en rien vieilli.

Comment donc expliquer que l'Internationale communiste a renoncé à la politique de front unique ? Par les échecs et les fiascos qu'a connus cette politique dans le passé. Si ces échecs, dont les causes résident non dans la politique mais dans les hommes politiques, avaient été en leur temps mis en évidence, analysés, étudiés, le Parti communiste allemand aurait été parfaitement armé face à la situation actuelle, tant d'un point de vue stratégique que tactique. Mais la bureaucratie stalinienne a agi comme le singe atteint de myopie dans la fable : ayant mis ses lunettes sur la queue et les ayant nettoyées sans résultat, il décida qu'elles ne servaient à rien et les brisa contre une pierre. Chacun agit comme il l'entend, mais ce n'est pas la faute des lunettes.

Les erreurs dans la politique de front unique étaient de deux sortes. Le plus souvent, les organes dirigeants du Parti communiste s'adressaient aux réformistes, en proposant une lutte commune sur des mots d'ordre radicaux, ne découlant pas de la situation et ne correspondant pas au niveau de conscience des masses. Ces propositions étaient des coups tirés à blanc. Les masses restaient extérieures, les dirigeants réformistes interprétaient la proposition des communistes comme une intrigue visant à détruire la social-démocratie. Dans tous ces cas, il s'agissait d'une application purement formelle de la politique de front unique, et qui ne dépassait pas le stade des déclarations ; de fait, dans son essence même, elle ne peut donner de résultats que sur la base d'une appréciation réaliste de la situation et de l'état des masses. L'arme des "lettres ouvertes", trop fréquemment et mal utilisée, s'est enrayée et il a fallu y renoncer.

Un autre type de déformation a pris un caractère beaucoup plus fatal. Entre les mains de la direction stalinienne, la politique de front unique se transformait en une recherche d'alliances au prix de l'abandon de l'indépendance du Parti communiste. En s'appuyant sur Moscou et se croyant tout-puissants, les bureaucrates de l'Internationale communiste ont cru sérieusement qu'ils pouvaient commander aux masses, leur imposer un itinéraire, freiner le mouvement agraire et les grèves en Chine, acheter l'alliance avec Tchang Kai-Chek au prix de l'abandon de la politique indépendante du Parti communiste, réduquer la bureaucratie des trade-unions, principaux supports de l'impérialisme britannique, derrière une table de banquet à Londres ou dans les stations thermales du Caucase, transformer les bourgeois croates, comme Raditch, en communistes, etc., etc. De plus, cela partait des meilleures intentions du monde : accélérer le développement en faisant à la place des masses ce pour quoi elles n'étaient pas encore mûres. Il n'est pas inutile de rappeler que dans toute une série de pays, en particulier en Autriche, les bureaucrates de l'Internationale communiste se sont efforcés dans la dernière période de créer à partir du sommet, de façon artificielle, une social-démocratie "de gauche" qui devait servir de pont vers le communisme. Cette mascarade n'a également conduit qu'à des échecs. Les résultats de toutes ces expériences et aventures ont été invariablement catastrophiques. Le mouvement révolutionnaire mondial a été rejeté en arrière de plusieurs années.

C'est alors que Manouïlsky décida de briser les lunettes, et Kuusinen, pour ne plus se tromper, proclama tout le monde fasciste à l'exception de lui-même et de ses amis. Aujourd'hui, l'affaire est plus simple et plus claire, et désormais, il ne peut plus y avoir d'erreurs. Quel front unique peut-il y avoir avec des "sociaux-fascistes" contre des nationaux-fascistes, ou avec des "sociaux-fascistes de gauche" contre des "sociaux-fascistes de droite" ? Ayant ainsi décrit au-dessus de nos têtes un virage à 180 degrés, la bureaucratie stalinienne s'est vue forcée de déclarer contre-révolutionnaires les résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale.

6 Les leçons de l'expérience russe

Dans un de nos précédents ouvrages, nous nous sommes référés à l'expérience bolchevique dans la lutte contre Kornilov : les dirigeants officiels nous répondirent par des grognements de désapprobation. Rappelons une nouvelle fois le fond de l'affaire, pour montrer de façon plus précise et plus détaillée comment l'école stalinienne tire les leçons du passé.

En juillet-août 1917, le chef du gouvernement, Kérénsky, réalisa pratiquement le programme du commandant en chef Kornilov : il rétablit sur le front les tribunaux militaires de campagne et la peine de mort pour les soldats, enleva aux Soviets conciliateurs toute influence sur les affaires de l'Etat, réprima les paysans, fit doubler le prix du pain (dans le cadre du monopole d'Etat sur le commerce du blé), prépara l'évacuation de Pétrograd révolutionnaire et rassembla aux abords de la capitale, en accord avec Kornilov, des troupes contre-révolutionnaires, promit aux alliés une nouvelle offensive sur le front, etc. Telle était la situation politique générale.

Le 26 août, Kornilov rompaît avec Kérénsky à cause des hésitations de ce dernier et lançait ses troupes sur Pétrograd. Le parti bolchevique était dans une situation semi-légale. Ses chefs, à commencer par Lénine, se cachaient dans la clandestinité ou étaient en prison, accusés de liaison avec l'état-major des Hohenzollern. Les journaux bolcheviques étaient interdits. Les poursuites venaient du gouvernement de Kérénsky, qui était soutenu sur sa gauche par les conciliateurs SR et mencheviques.

Que fit le parti bolchevique ? Il n'hésita pas une minute à conclure un accord pratique avec ses geôliers, Kérénsky, Tseretelli, Dan, pour lutter contre Kornilov. Partout furent créés des comités de défense révolutionnaire, où les bolcheviks étaient minoritaires. Ce qui ne les empêcha pas de jouer un rôle dirigeant : lors d'accords visant à développer l'action révolutionnaire des masses, le parti révolutionnaire le plus conséquent et le plus hardi y gagne toujours. Les bolcheviks étaient au premier rang, détruisant les barrières qui les séparaient des ouvriers mencheviques et surtout des soldats SR, et les entraînaient à leur suite. Peut-être que les bolcheviks ont agi de cette manière uniquement parce qu'ils avaient été pris au dépourvu ? Non, les bolcheviks ont des dizaines, des centaines de fois au cours des mois précédents, exigé des mencheviks une lutte commune contre la contre-révolution qui se mobilisait. Dès le 27 mai, alors que Tseretelli réclamait des mesures de répression contre les marins bolcheviques, Trotsky déclara à une réunion du Soviet de Pétrograd : "Si un général contre-révolutionnaire s'efforce de passer un nœud coulant au cou de la révolution, les cadets savonneront la corde, mais les marins de Cronstadt viendront combattre et mourir avec nous." Ceci se confirma entièrement. Pendant les journées où Kornilov avançait, Kérénsky s'adressa aux marins du croiseur Aurore, leur demandant de prendre sur eux la défense du Palais d'hiver. Les marins étaient tous des bolcheviks. Ils haïssaient Kérénsky. Mais cela ne les empêcha pas de protéger avec vigilance le Palais d'hiver. Leurs représentants se rendirent à la prison "Kresty" pour y rencontrer Trotsky qui y était enfermé, et lui demandèrent : ne faut-il pas arrêter Kérénsky ? Mais la question était un peu une plaisanterie : les marins comprenaient qu'il fallait d'abord écraser Kornilov et ensuite régler son compte à Kérénsky. Grâce à une direction politique juste, les marins de l'Aurore avaient une meilleure compréhension que le Comité central de Thaelmann.

Le Rote Fahne qualifie notre mise au point historique "d'erronée". Pour quelle raison ? C'est une question inutile. Peut-on vraiment attendre de ces gens-là des objections sensées ? Ils ont reçu l'ordre de Moscou, sous la menace d'être licenciés, d'aboyer au seul nom de Trotsky. Ils exécutent l'ordre comme ils peuvent. Selon eux, Trotsky "a fait une comparaison erronée entre la lutte actuelle de Brüning "contre" Hitler et la lutte des bolcheviks lors du soulèvement réactionnaire de Kornilov au début de septembre 1917 : confrontés immédiatement à une situation révolutionnaire aiguë, les bolcheviks se battaient contre les mencheviks pour gagner la majorité dans les Soviets, et armés dans la lutte contre Kornilov, ils attaquaient simultanément Kérénsky sur ses côtés. Trotsky présente ainsi le soutien à Brüning et au gouvernement prussien comme un moindre mal" (Rote Fahne, 22 décembre).

Il est difficile de réfuter tout ce fatras de paroles. Je compare, soi-disant, la lutte des bolcheviks contre Kornilov avec la lutte de Brüning contre Hitler. Je ne surestime pas les capacités intellectuelles de la rédaction du Rote Fahne, mais ces gens-là ne pouvaient pas ne pas comprendre ma pensée. La lutte des bolcheviks contre Kornilov, je la compare avec celle du Parti communiste allemand contre Hitler. En quoi

cette comparaison est-elle "erronée" ? Les bolcheviks, écrit le Rote Fahne, combattait à cette époque les mencheviks pour gagner la majorité dans les Soviets. Mais le Parti communiste allemand, lui aussi, combat la social-démocratie pour gagner la majorité dans la classe ouvrière. En Russie, nous étions à la veille d' "une situation révolutionnaire aiguë". Tout à fait juste¹ Cependant, si les bolcheviks avaient adopté en août la position de Thaelmann, c'est une situation contre-révolutionnaire qui aurait pu s'instaurer à la place de la situation révolutionnaire.

Au cours des dernières journées d'août, Kornilov fut écrasé, en fait non par la force des armes, mais par la seule unité des masses. Le lendemain du 3 septembre, Lénine proposa dans la presse aux mencheviks et aux socialistes révolutionnaires, le compromis suivant : "vous avez la majorité dans les Soviets, leur disait-il, prenez le pouvoir, nous vous soutiendrons contre la bourgeoisie. Garantissez-nous une totale liberté d'agitation et nous vous promettons une lutte pacifique pour la majorité dans les Soviets". Voilà l'opportuniste qu'était Lénine ! Les mencheviks et les socialistes révolutionnaires rejetèrent le compromis, c'est-à-dire une nouvelle proposition de front unique contre la bourgeoisie. Ce refus devint entre les mains des bolcheviks une arme puissante pour la préparation du soulèvement armé qui, sept semaines plus tard, balaya les mencheviks et les socialistes révolutionnaires.

Jusqu'à présent, dans le monde, il n'y a eu qu'une révolution prolétarienne victorieuse. En aucun cas, je ne considère que nous n'avons commis aucune erreur sur le chemin de la victoire ; toutefois, je pense que notre expérience présente pour le Parti communiste allemand une certaine importance. Je développe une analogie historique entre deux situations très proches et apparentées. Que répondent les dirigeants du Parti communiste allemand ? Des injures.

Seul le groupe ultra-gauche du Roter Kämpfer, armé de toute sa science, s'est efforcé de critiquer sérieusement notre comparaison. Il estime que les bolcheviks ont agi en août de façon correcte, "car Kornilov était le représentant de la contre-révolution tsariste. Ce qui signifie que sa lutte était celle de la réaction féodale contre la révolution bourgeoise. Dans ces conditions, un accord tactique des ouvriers avec la bourgeoisie et son appendice SR et menchevique était non seulement nécessaire mais inévitable, car les intérêts des deux classes coïncidaient pour repousser la contre-révolution féodale." Mais comme Hitler représente la contre-révolution bourgeoise et non féodale, la social-démocratie qui soutient la bourgeoisie, ne peut s'engager contre Hitler. C'est pour cette raison qu'il n'existe pas de front unique en Allemagne et que la comparaison de Trotsky est erronée.

Tout cela a l'air très solide. Mais en fait, il n'y a pas un seul mot de juste. La bourgeoisie russe en août 1917 ne s'est nullement opposée à la réaction féodale : tous les propriétaires soutenaient le parti cadet, qui s'opposait à l'expropriation des propriétaires fonciers. Kornilov se proclamait républicain, "fils de paysan" et partisan d'une réforme agraire et de l'Assemblée constituante. Toute la bourgeoisie soutenait Kornilov. L'accord des bolcheviks avec les socialistes révolutionnaires et les mencheviks était devenu possible uniquement parce que les conciliateurs avaient temporairement rompu avec la bourgeoisie : c'est la peur de Kornilov qui les y avait poussés. Les conciliateurs avaient compris qu'à partir du moment où Kornilov remporterait une victoire, la bourgeoisie cesserait d'avoir besoin d'eux et permettrait à Kornilov de les écraser. Dans ces limites, on voit qu'il y a une totale analogie avec les rapports qui existent entre la social-démocratie et le fascisme.

La différence ne commence pas du tout là où la voient les théoriciens du Roter Kämpfer. En Russie, les masses petites bourgeoises, surtout paysannes, penchaient non vers la droite mais vers la gauche. Kornilov ne s'appuyait pas sur la petite bourgeoisie. C'est précisément pour cette raison que son mouvement n'était pas fasciste. C'était une contre-révolution bourgeoise - et absolument pas féodale - dirigée par un général comploteur. C'est en cela que résidait sa faiblesse. Kornilov s'appuyait sur la sympathie de toute la bourgeoisie et sur le soutien militaire des officiers, des junkers, c'est-à-dire de la jeune génération de cette même bourgeoisie. Cela s'avéra insuffisant. Mais dans le cas d'une politique erronée des bolcheviks, la victoire de Kornilov n'était pas du tout exclue.

Nous voyons que les arguments du Roter Kämpfer contre le front unique en Allemagne sont fondés sur le fait que ses théoriciens ne comprennent ni la situation russe, ni la situation allemande [1].

Se sentant peu assuré sur la glace de l'histoire russe, le Rote Fahne essaie d'aborder la question d'un autre côté. Pour Trotsky, seuls les nationaux-socialistes sont des fascistes. "Une situation d'exception, l'abaissement dictatorial du salaire, l'interdiction de fait des grèves... tout ceci n'est pas le fascisme pour Trotsky. Mais tout cela notre parti doit le supporter." La hargne impuissante de ces gens-là est désarmante. Où et quand ai-je proposé de "supporter" le gouvernement Brüning ? Et que veut dire : "supporter" ? S'il s'agit d'un soutien parlementaire ou extra-parlementaire du gouvernement Brüning, c'est une honte pour des communistes d'en parler. Mais dans un autre sens plus large, historique, vous, messieurs les braillards, vous êtes bien obligés de "supporter" le gouvernement Brüning, car vous êtes trop faibles pour le renverser.

Tous les arguments que le Rote Fahne dirige contre moi à propos des affaires allemandes pourraient tout aussi bien être dirigés contre les bolcheviks en 1917. On pouvait dire : "Pour les bolcheviks, la politique de Kornilov commence avec Kornilov. Mais, en fait, Kérénsky n'est-il pas korniloviste ? Sa politique ne vise-t-elle pas à écraser la révolution ? Ne menace-t-il pas les paysans d'expéditions punitives ? N'organise-t-il pas les lock-out ? Lénine n'est-il pas dans la clandestinité ? Et tout cela, nous devons le supporter ? "

Pour autant que je m'en souviens, il ne s'est pas trouvé un seul bolchevik pour se risquer à une telle argumentation. Mais s'il s'en était trouvé un, il lui aurait été répondu approximativement ceci : "Nous accusons Kérénsky de préparer et de faciliter l'arrivée de Kornilov au pouvoir. Mais cela nous décharge-t-il de l'obligation de répliquer à l'offensive de Kornilov ? Nous accusons le portier d'avoir ouvert à moitié les portes au pillard. Mais est-ce que cela implique qu'il nous faut négliger la porte ? " Comme le gouvernement Brüning, grâce à la bienveillance de la social-démocratie, a enfoncé le prolétariat jusqu'aux genoux dans la capitulation devant le fascisme, vous en concluez : jusqu'aux genoux, jusqu'à la ceinture ou totalement, n'est-ce pas la même chose ? Non, ce n'est pas la même chose. Celui qui s'est enfoncé dans le marais jusqu'aux genoux peut encore en sortir. Mais pour celui qui s'y est enfoncé jusqu'à la tête, il n'y a plus d'espoir d'en revenir.

Lénine écrivait au sujet des ultra-gauches : "Ils disent beaucoup de bien de nous, bolcheviks. Parfois on a envie de leur dire : si vous nous adressiez moins de louanges, vous comprendriez mieux la tactique des bolcheviks et vous la connaîtriez davantage ! "

Notes

[1] Toutes les autres positions de ce groupe sont du même niveau et se présentent comme une répétition des erreurs les plus grossières de la bureaucratie stalinienne, accompagnée de grimaces encore plus ultra-gauches. Le fascisme triomphe déjà, Hitler n'est pas un danger indépendant, les ouvriers ne veulent pas se battre. S'il en est ainsi et s'il reste assez de temps, il faut que les théoriciens du Roter Kämpfer utilisent ce répit et lisent de bons livres, au lieu d'écrire de mauvais articles. Il y a déjà longtemps, Marx expliquait à Weitling que l'ignorance ne pouvait conduire à de bons résultats.

7. Les leçons de l'expérience italienne

Le fascisme italien est issu directement du soulèvement du prolétariat italien, trahi par les réformistes. Depuis la fin de la guerre, le mouvement révolutionnaire en Italie allait en s'accroissant et, en septembre 1920, déboucha sur la prise des fabriques et des usines par les ouvriers. La dictature du prolétariat était une réalité, il fallait seulement l'organiser et en tirer toutes les conclusions. La social-démocratie prit peur et fit marche arrière. Après des efforts audacieux et héroïques, le prolétariat se retrouva devant le vide.

L'effondrement du mouvement révolutionnaire fut la condition préalable la plus importante de la croissance du fascisme. En septembre, l'offensive révolutionnaire du prolétariat s'arrêtait ; dès novembre, se produisit la première attaque importante des fascistes (la prise de Bologne).

A vrai dire, le prolétariat était encore capable après la catastrophe de septembre de mener des combats défensifs. Mais la social-démocratie n'avait qu'un souci : retirer les ouvriers de la bataille au prix de concessions continues. Les sociaux-démocrates espéraient qu'une attitude soumise de la part des ouvriers dresserait "l'opinion publique" bourgeoise contre les fascistes. De plus, les réformistes comptaient même sur l'aide de Victor Emmanuel. Jusqu'au dernier moment, ils dissuadèrent de toutes leurs forces les ouvriers de lutter contre les bandes de Mussolini. Mais cela ne fut d'aucun secours. A la suite de la haute bourgeoisie, la couronne se rangea du côté fasciste. S'étant convaincus au dernier moment qu'il était impossible d'arrêter le fascisme par la docilité, les sociaux-démocrates appelèrent les ouvriers à la grève générale. Mais cet appel fut un fiasco. Les réformistes avaient si longtemps mouillé la poudre, craignant qu'elle ne s'enflamme, que, lorsqu'ils approchèrent enfin d'une main tremblante une allumette enflammée, la poudre ne prit pas feu.

Deux ans après son apparition, le fascisme était au pouvoir. Il renforça ses positions grâce au fait que la première période de sa domination coïncida avec une conjoncture économique favorable, qui succédait à la dépression de 1921-1922. Les fascistes utilisèrent la force offensive de la petite bourgeoisie pour écraser le prolétariat qui reculait. Mais cela ne se produisit pas immédiatement. Déjà installé au pouvoir, Mussolini avançait sur sa voie avec une certaine prudence : il n'avait pas encore de modèle tout prêt. Les deux premières années, même la constitution ne fut pas modifiée. Le gouvernement fasciste était une coalition. Les bandes fascistes, pendant ce temps, jouaient du bâton, du couteau et du revolver. Ce n'est que progressivement que fut créé l'Etat fasciste, ce qui impliqua l'étranglement total de toutes les organisations de masse indépendantes.

Mussolini atteignit ce résultat au prix de la bureaucratisation du parti fasciste. Après avoir utilisé la force offensive de la petite bourgeoisie, le fascisme l'étrangla dans les tenailles de l'Etat bourgeois. Il ne pouvait agir autrement, car le désenchantement des masses qu'il avait rassemblées, devenait le danger le plus immédiat pour lui. Le fascisme bureaucratisé se rapprocha extraordinairement des autres formes de dictature

militaire et policière. Il n'a déjà plus la base sociale d'autrefois. La principale réserve du fascisme, la petite bourgeoisie, est épuisée. Seule l'inertie historique permet à l'Etat fasciste de maintenir le prolétariat dans un état de dispersion et d'impuissance. Le rapport des forces se modifie automatiquement en faveur du prolétariat. Ce changement doit conduire à la révolution. La défaite du fascisme sera l'un des événements les plus catastrophiques dans l'histoire européenne. Mais les faits prouvent que tous ces processus demandent du temps. L'Etat fasciste est en place depuis dix ans. Combien de temps se maintiendra-t-il encore ? Sans se risquer à fixer des délais, on peut dire avec assurance que la victoire d'Hitler en Allemagne signifierait un nouveau long répit pour Mussolini. L'écrasement d'Hitler marquera pour Mussolini le début de la fin. Dans sa politique à l'égard d'Hitler, la social-démocratie allemande n'a pas inventé un seul mot : elle ne fait que répéter plus pesamment ce qu'ont accompli en leur temps avec plus de tempérament les réformistes italiens. Ces derniers expliquaient le fascisme comme une psychose de l'après-guerre ; la social-démocratie allemande y voit une psychose "de Versailles", ou encore une psychose de la crise. Dans les deux cas, les réformistes ferment les yeux sur le caractère organique du fascisme, en tant que mouvement de masse, né du déclin impérialiste.

Craignant la mobilisation révolutionnaire des ouvriers, les réformistes italiens mettaient tous leurs espoirs dans l'"Etat". Leur mot d'ordre était : "Victor Emmanuel, intervient !". La social-démocratie allemande n'a pas une ressource aussi démocratique qu'un monarque fidèle à la constitution. Eh bien, il faut se contenter d'un président. "Hindenburg, intervient !"

Dans la lutte contre Mussolini, c'est-à-dire dans la reculade devant lui, Turati lança la formule géniale : "Il faut avoir le courage d'être un lâche." Les réformistes allemands sont moins frivoles dans leurs mots d'ordre. Ils exigent "du courage pour supporter l'impopularité" (Mut zur Unpopularität). C'est la même chose. Il ne faut pas craindre l'impopularité, lorsqu'on s'accommode lâchement de l'ennemi.

Les mêmes causes produisent les mêmes effets. Si le cours des choses dépendait seulement de la direction du parti social-démocrate, la carrière d'Hitler serait assurée.

Toutefois, il faut reconnaître que, de son côté, le Parti communiste allemand n'a pas appris grand-chose de l'expérience italienne.

Le Parti communiste italien est apparu presque en même temps que le fascisme. Mais les mêmes conditions de reflux révolutionnaire, qui portaient le fascisme au pouvoir, freinaient le développement du Parti communiste. Il ne se rendait pas compte des dimensions du danger fasciste, se berçait d'illusions révolutionnaires, était irréductiblement hostile à la politique de front unique, bref, souffrait de toutes les maladies infantiles. Rien d'étonnant à cela : il avait seulement deux ans. Il ne voyait dans le fascisme que "la réaction capitaliste". Le Parti communiste ne discernait pas les traits particuliers du fascisme, qui découlent de la mobilisation de la petite bourgeoisie contre le prolétariat. D'après les informations de mes amis italiens, à l'exclusion du seul Gramsci, le Parti communiste ne croyait pas possible la prise du pouvoir par les fascistes. Puisque la révolution prolétarienne subit une défaite, puisque le capitalisme a tenu bon, et que la contre-révolution a triomphé, quel coup d'Etat contre-révolutionnaire peut-il encore y avoir ? La bourgeoisie ne peut pas se soulever contre elle-même ! Telle était l'orientation politique fondamentale du Parti communiste italien. Cependant, il ne faut pas oublier que le fascisme italien était alors un phénomène nouveau, qui se trouvait seulement en cours de formation : il aurait été difficile même pour un parti plus expérimenté de discerner ses traits spécifiques.

La direction du Parti communiste allemand reproduit aujourd'hui presque littéralement la position initiale du communisme italien : le fascisme est seulement la réaction capitaliste ; les différences entre les diverses formes de la réaction capitaliste n'ont pas d'importance du point de vue du prolétariat. Ce radicalisme vulgaire est d'autant moins excusable que le parti allemand est beaucoup plus vieux que ne l'était le parti italien à l'époque correspondante ; en outre, le marxisme s'est enrichi aujourd'hui de l'expérience tragique de l'Italie. Affirmer que le fascisme est déjà en place ou nier la possibilité même de son accession au pouvoir, revient au même politiquement. Ignorer la nature spécifique du fascisme ne peut que paralyser la volonté de lutte contre lui.

La faute principale incombe évidemment à la direction de l'Internationale communiste. Les communistes italiens plus que tous les autres auraient dû élever leur voix pour mettre en garde contre ces erreurs. Mais Staline et Manouïlsky les ont obligés à renier les leçons les plus importantes de leur propre défaite. Nous avons vu avec quel empressement Ercoli s'est dépêché de passer sur les positions du social-fascisme, c'est-à-dire sur les positions d'attente passive de la victoire fasciste en Allemagne.

La social-démocratie internationale s'est longtemps consolée en se disant que le bolchevisme n'était concevable que dans un pays arriéré. Elle appliqua ensuite la même affirmation au fascisme. La social-démocratie allemande doit maintenant comprendre à ses propres dépens la fausseté de cette consolation : ses compagnons de route petits bourgeois sont passés et passent encore dans le camp du fascisme, les ouvriers la

quittent pour le Parti communiste. Seuls se développent en Allemagne le fascisme et le bolchevisme. Bien que la Russie d'une part et l'Italie d'autre part soient des pays infiniment plus arriérés que l'Allemagne, l'une et l'autre ont néanmoins servi d'arène au développement des mouvements politiques, caractéristiques du capitalisme impérialiste. L'Allemagne avancée doit reproduire les processus qui, en Russie et en Italie, sont déjà achevés. Le problème fondamental du développement allemand peut aujourd'hui être formulé ainsi : suivre la voie russe ou la voie italienne ?

Evidemment, cela ne signifie pas que la structure sociale hautement développée de l'Allemagne n'a pas d'importance pour le destin futur du bolchevisme et du fascisme. L'Italie est, dans une mesure plus large que l'Allemagne, un pays petit bourgeois et paysan. Il suffit de rappeler qu'en Allemagne il y a 9,8 millions de personnes travaillant dans l'agriculture et l'économie forestière, et 18,5 millions dans l'industrie et le commerce, c'est-à-dire presque deux fois plus. En Italie, pour 10,3 millions de personnes travaillant dans l'agriculture et l'économie forestière, il y a 6,4 millions de personnes travaillant dans l'industrie et le commerce. Ces chiffres bruts, globaux, sont encore loin de donner une image du poids spécifique élevé du prolétariat dans la vie de la nation allemande. Même le chiffre gigantesque des chômeurs est une preuve à l'envers de la puissance sociale du prolétariat allemand. Le tout est de traduire cette puissance en termes de politique révolutionnaire.

La dernière grande défaite du prolétariat allemand, que l'on peut mettre sur le même plan historique que les journées de septembre en Italie, remonte à 1923. Pendant les huit années qui ont suivi, beaucoup de blessures se sont cicatrisées, une génération nouvelle s'est levée. Le Parti communiste de l'Allemagne représente une force infiniment plus grande que les communistes italiens en 1922. Le poids spécifique du prolétariat ; la période assez longue qui s'est écoulée depuis sa dernière défaite ; la force considérable du Parti communiste tels sont les trois avantages qui ont une énorme importance dans l'appréciation générale de la situation et des perspectives.

Mais pour utiliser ces avantages, il faut les comprendre. Ce qui n'est pas le cas. La position de Thaelmann en 1932 reproduit la position de Bordiga en 1922. C'est sur ce point que le danger devient particulièrement grave. Mais ici aussi, il y a un avantage complémentaire qui n'existait pas il y a dix ans. Dans les rangs des révolutionnaires allemands se trouve une opposition marxiste qui s'appuie sur l'expérience de la dernière décennie. Cette opposition est numériquement faible, mais les événements donnent à sa voix une force exceptionnelle. Dans certaines conditions, une légère poussée peut déclencher une avalanche. L'impulsion critique de l'opposition de gauche peut contribuer à un changement opportun de la politique de l'avant-garde prolétarienne. C'est à cela que se résume aujourd'hui notre tâche !

8. Par le front unique - vers les Soviets, organes supérieurs du front unique

La vénération en paroles des Soviets est aussi répandue dans les cercles "de gauche" que l'incompréhension de leur fonction historique. Les Soviets sont définis le plus souvent comme les organes de la lutte pour le pouvoir, les organes du soulèvement et enfin les organes de la dictature. Ces définitions sont formellement correctes. Mais elles n'épuisent pas la fonction historique des Soviets. Et surtout, elles n'expliquent pas pourquoi ce sont précisément les Soviets qui sont nécessaires dans la lutte pour le pouvoir. La réponse à cette question est la suivante : de même que le syndicat est la forme élémentaire du front unique dans la lutte économique, de même le Soviet est la forme la plus élevée du front unique, quand arrive pour le prolétariat l'époque de la lutte pour le pouvoir.

Le Soviet en lui-même ne possède aucune force miraculeuse. Il n'est que le représentant de classe du prolétariat avec tous ses côtés forts et ses côtés faibles. Mais c'est précisément cela, et seulement cela, qui fait que le Soviet offre la possibilité organisationnelle aux ouvriers des différentes tendances politiques et qui sont à des niveaux différents de développement, d'unir leurs efforts dans la lutte révolutionnaire pour le pouvoir. Dans la situation actuelle pré-révolutionnaire, les ouvriers allemands d'avant-garde doivent avoir une idée très claire de la fonction historique des Soviets en tant qu'organes du front unique.

Si, au cours de la période préparatoire, le Parti communiste avait réussi à éliminer complètement des rangs du prolétariat tous les autres partis, et à rassembler sous son drapeau, tant politiquement qu'organisationnellement, l'écrasante majorité des ouvriers, les Soviets ne seraient d'aucune nécessité. Mais, comme le prouve l'expérience historique, rien ne permet de croire que le Parti communiste, dans quelque pays que ce soit - dans les pays de vieille culture capitaliste encore moins que dans les pays arriérés -, réussisse à y occuper une position aussi totalement hégémonique au sein de la classe ouvrière, surtout avant la révolution prolétarienne.

L'Allemagne d'aujourd'hui nous montre précisément que la tâche de la lutte directe et immédiate pour le pouvoir se pose au prolétariat bien avant qu'il soit entièrement rassemblé sous le drapeau du Parti communiste. La situation révolutionnaire, au niveau politique, se caractérise précisément par le fait que tous les groupes et toutes les couches du prolétariat, ou du moins leur écrasante majorité, aspirent à unir leurs

efforts pour changer le régime existant. Toutefois, cela ne signifie pas que tous comprennent comment procéder et encore moins qu'ils soient prêts à rompre avec leurs partis et à passer dans les rangs du Parti communiste. La conscience politique ne mûrit pas de façon aussi linéaire et uniforme, de profondes différences internes subsistent même à l'époque révolutionnaire quand tous les processus se font par bonds. Mais parallèlement, le besoin d'une organisation au-dessus des partis, englobant toute la classe, se fait particulièrement pressant. Donner forme à ce besoin, telle est la mission historique des Soviets. Tel est leur rôle immense. Dans les conditions d'une situation révolutionnaire, ils sont la plus haute expression organisationnelle de l'unité du prolétariat. Qui n'a pas compris cela n'a rien compris à la question des Soviets. Thaelmann, Neumann, Remmele peuvent prononcer tous les discours et écrire tous les articles qu'ils veulent sur la future "Allemagne soviétique". Par leur politique actuelle ils sabotent la création des Soviets en Allemagne.

Etant très loin des événements, ne sachant pas directement ce que ressentent les masses, et n'ayant pas la possibilité de prendre chaque jour le pouls de la classe ouvrière, il m'est très difficile de prévoir les formes transitoires qui conduiront en Allemagne à la création des Soviets. Par ailleurs, j'ai émis l'hypothèse que les Soviets pourraient être l'extension des comités d'usine : en disant cela, je m'appuyais essentiellement sur l'expérience de 1923. Mais il est clair que ce n'est pas la seule voie. Sous la pression du chômage et de la misère d'une part, sous la poussée fasciste d'autre part, le besoin d'unité révolutionnaire peut prendre directement la forme des Soviets, laissant de côté les comités d'usine. Mais quelle que soit la voie par laquelle on arrivera aux Soviets, ils ne seront rien d'autre que l'expression organisationnelle des points forts et des points faibles du prolétariat, de ses différences internes et de son aspiration générale à les dépasser, en un mot, les organes du front unique de classe.

En Allemagne, la social-démocratie et le Parti communiste se partagent l'influence sur la majorité de la classe ouvrière. La direction sociale-démocrate fait ce qu'elle peut pour écarter d'elle les ouvriers. La direction du Parti communiste s'oppose de toutes ses forces à l'afflux des ouvriers. Cela a pour résultat l'apparition d'un troisième parti, qui s'accompagne d'une modification relativement lente du rapport des forces en faveur des communistes. Même si le Parti communiste menait une politique correcte, le besoin d'unité révolutionnaire de la classe croîtrait parmi les ouvriers infiniment plus vite que la prépondérance du Parti communiste à l'intérieur de la classe. La nécessité de la création des Soviets garderait ainsi toute son ampleur.

La création des Soviets présuppose l'accord des différents partis et organisations de la classe ouvrière, en commençant par les usines ; cet accord doit porter autant sur la nécessité des Soviets que sur le moment et le mode de leur formation. Cela signifie : les Soviets sont la forme achevée du front unique à l'époque révolutionnaire et leur apparition doit être précédée par la politique de front unique dans la période préparatoire.

Est-il nécessaire de rappeler encore une fois qu'au cours des six premiers mois de 1917 en Russie, c'étaient les conciliateurs, socialistes-révolutionnaires et mencheviks, qui détenaient la majorité dans les Soviets ? Le parti des bolcheviks, sans renoncer un seul instant à son indépendance révolutionnaire en tant que parti, respectait parallèlement, dans le cadre de l'activité des Soviets, la discipline organisationnelle par rapport à la majorité. Il est clair qu'en Allemagne, le Parti communiste occupera dès l'apparition du premier Soviet une place beaucoup plus importante que celle des bolcheviks dans les Soviets en mars 1917. Il n'est pas du tout exclu que les communistes gagnent très rapidement la majorité dans les Soviets. Ce qui n'enlèvera nullement à ceux-ci leur signification d'instruments de front unique, car, au début, la minorité des sociaux-démocrates, les sans-parti, les ouvriers catholiques, etc. - se comptera encore par millions, et le meilleur moyen pour se casser le cou, même dans la situation la plus révolutionnaire, est de ne pas tenir compte d'une telle minorité. Mais tout cela c'est la musique de l'avenir. Aujourd'hui, c'est le Parti communiste qui est la minorité. C'est de là qu'il faut partir.

Ce qui a été dit ne signifie pas, bien évidemment, que le chemin menant aux Soviets passe obligatoirement par un accord préalable avec Wels, Hilferding, Breitscheid, etc. En 1918, Hilferding se demandait comment inclure les Soviets dans la constitution de Weimar, sans nuire à cette dernière ; on peut penser qu'actuellement son esprit est occupé par le problème suivant : comment inclure les casernes fascistes dans la constitution de Weimar sans nuire à la social-démocratie ? Il faut passer à la création des Soviets au moment où l'état général du prolétariat le permet, même si cela se fait contre la volonté des sphères dirigeantes de la social-démocratie. Pour cela, il est nécessaire de détacher la base sociale-démocrate du sommet : mais on ne peut atteindre cet objectif, en faisant comme s'il était déjà réalisé. Pour détacher des millions d'ouvriers sociaux-démocrates de leurs chefs réactionnaires, il faut précisément montrer à ces travailleurs que nous sommes prêts à entrer dans les Soviets même avec ces "chefs".

Cependant, on ne peut considérer comme exclu à priori le fait que même la couche supérieure de la social-démocratie se verra obligée de monter sur la plaque chauffée à blanc des Soviets, pour tenter de répéter la manœuvre d'Ebert, Scheidemann, Haase et Cie en 1918-1919 : tout dépendra, alors, moins de la mauvaise volonté de ces messieurs que de la force et des conditions dans lesquelles l'histoire les saisira dans ses tenailles.

L'apparition du premier Soviet local important où les ouvriers sociaux-démocrates et communistes seraient présents non en tant qu'individus mais en tant qu'organisations, produirait un effet considérable sur l'ensemble de la classe ouvrière allemande. Non seulement les ouvriers sociaux-démocrates et sans parti, mais aussi les ouvriers libéraux et catholiques ne pourraient résister longtemps à cette force centripète. Toutes les parties du prolétariat allemand, le plus enclin et le plus apte à l'organisation, seraient attirées par les Soviets comme la limaille par l'aimant. Le Parti communiste trouverait dans les Soviets un nouveau terrain de lutte, exceptionnellement favorable, pour conquérir un rôle dirigeant dans la révolution prolétarienne. On peut considérer comme certain que la majorité écrasante des ouvriers sociaux-démocrates et même une partie non négligeable de l'appareil social-démocrate seraient dès maintenant entraînés dans le cadre des Soviets, si la direction du Parti communiste ne mettait pas tant de zèle à aider les chefs sociaux-démocrates à stopper la pression des masses.

Si le Parti communiste juge inacceptable tout accord avec les comités d'usine, les organisations sociales-démocrates, les syndicats, etc., sur un programme précis de tâches pratiques, cela signifie uniquement qu'il juge inacceptable de créer des Soviets avec la social-démocratie. Comme il ne peut y avoir de Soviets strictement communistes, car ils ne seraient utiles à personne, le rejet par le Parti communiste des accords et des actions communes avec les autres partis de la classe ouvrière, ne signifie rien d'autre que le rejet des Soviets.

Le Rote Fahne répondra, vraisemblablement, à ce raisonnement par une bordée d'injures et prouvera, comme deux et deux font quatre, que je suis l'agent électoral de Brüning, l'allié secret de Wels, etc. Je suis prêt à assumer la responsabilité de tous ces articles, mais à une seule condition : que le Rote Fahne, de son côté, explique aux ouvriers allemands comment, à quel moment et sous quelle forme les Soviets peuvent être créés en Allemagne sans la politique de front unique en direction des autres organisations ouvrières.

Pour éclairer la question des Soviets, en tant qu'organes du front unique, les réflexions qu'émet à ce sujet un des journaux de province du Parti communiste, le Klassenkampf (HalleMersenburg), sont très instructives. "Toutes les organisations ouvrières- ironise le journal -, sous leur forme actuelle, avec toutes leurs erreurs et leurs faiblesses, doivent être réunies dans de larges unions antifascistes défensives. Qu'est-ce à dire ? Nous pouvons nous passer de longues explications théoriques ; l'histoire a été dans cette question le dur professeur de la classe ouvrière allemande : l'écrasement de la révolution de 1918-1919 fut le prix que payait la classe ouvrière allemande, pour le front unique de toutes les organisations ouvrières, qui n'était qu'un magma informe. " Nous avons ici un exemple inégalé de bavardage superficiel !

Le front unique en 1918-1919 se réalisa essentiellement au travers des Soviets. Les spartakistes devaient-ils, oui ou non, entrer dans les Soviets. Si l'on prend cette citation au pied de la lettre, ils devaient rester à l'écart des Soviets. Mais comme les spartakistes représentaient une faible minorité de la classe ouvrière et ne pouvaient absolument pas substituer leurs propres Soviets à ceux des sociaux-démocrates, leur isolement par rapport aux Soviets aurait tout simplement signifié leur isolement par rapport à la révolution. Si le front unique avait cet aspect de "magma informe", la faute n'en incombait pas aux Soviets en tant qu'organes du front unique, mais à l'état politique de la classe ouvrière elle-même, c'est-à-dire à la faiblesse de l'Union spartakiste et à la force extraordinaire de la social-démocratie. D'une manière générale, le front unique ne saurait remplacer un puissant parti révolutionnaire. Il peut seulement l'aider à se renforcer. Ceci vaut pleinement pour les Soviets. La crainte qu'avait la faible Union spartakiste de laisser passer une situation exceptionnelle, l'a poussée à des actions ultra-gauches et à des interventions prématurées. Par contre, si les spartakistes étaient restés à l'extérieur du front unique, c'est-à-dire des Soviets, ces traits négatifs se seraient manifestés sans aucune doute encore plus nettement.

Ces gens-là n'ont-ils vraiment rien tiré de l'expérience de la révolution allemande de 1918-1919 ? Ont-ils lu ne serait-ce que La maladie infantile ? Le régime stalinien a vraiment causé des ravages dans les esprits ! Après avoir bureaucraté les Soviets en URSS, les épigones les considèrent comme un simple instrument technique entre les mains de l'appareil du parti. On a oublié que les Soviets furent créés en tant que parlements ouvriers, et qu'ils attiraient les masses parce qu'ils offraient la possibilité de réunir côte à côte toutes les fractions de la classe ouvrière, indépendamment des différences de parti ; on a oublié que c'est précisément en cela que résidait la gigantesque force éducatrice et révolutionnaire des Soviets. Tout est oublié, confondu, défiguré. Oh, épigones trois fois maudits ! Le problème des rapports entre le parti et les Soviets a une importance décisive pour une politique révolutionnaire. Le cours actuel du Parti communiste

visé de fait à substituer le parti aux Soviets ; par contre, Hugo Urbahns, qui ne rate pas une occasion d'augmenter la confusion, s'apprête à substituer les Soviets au parti. D'après le compte rendu donné par le S.A.Z. , Urbahns a déclaré au cours d'une réunion tenue en janvier à Berlin, en critiquant les prétentions du Parti communiste à diriger la classe ouvrière : "La direction sera entre les mains des Soviets, élus par les masses elles-mêmes et non choisis selon la volonté et le bon plaisir d'un seul parti" (approbation massive). Il est tout à fait compréhensible que l'ultimatum du Parti communiste irrite les ouvriers qui sont portés à applaudir toute protestation contre la forfanterie bureaucratique. Mais cela ne change rien au fait que la position d'Urbahns sur cette question aussi, n'a rien de commun avec le marxisme. Il est indiscutable que les ouvriers "eux-mêmes" éliront les Soviets. Toute la question est de savoir qui ils éliront. Nous devons entrer dans les Soviets avec les autres organisations, quelles qu'elles soient, avec "toutes leurs erreurs et leurs faiblesses". Mais penser que les Soviets peuvent "par eux-mêmes" diriger la lutte du prolétariat pour le pouvoir, revient à propager un grossier fétichisme du Soviet. Tout dépend du parti qui dirige les Soviets. C'est pourquoi, contrairement à Urbahns, les bolcheviks-léninistes ne refusent nullement au Parti communiste le droit de diriger les Soviets, au contraire, ils déclarent : ce n'est que sur la base du front unique, ce n'est qu'à travers les organisations de masse, que le Parti communiste peut conquérir une position dirigeante dans les futurs Soviets, et conduire le prolétariat à la conquête du pouvoir.

(...)

11. La contradiction entre les succès économiques de l'URSS et la bureaucratisation du régime

Il est impossible d'élaborer les bases d'une politique révolutionnaire dans un "seul pays". Le problème de la révolution allemande est actuellement indissolublement lié à la question de la direction politique en URSS. Ce lien il faut le comprendre dans toutes ses conséquences.

La dictature du prolétariat est la réponse à la résistance des classes possédantes. La limitation apportée aux libertés découle du régime militaire de la révolution, c'est-à-dire des conditions de la guerre des classes. De ce point de vue, il est tout à fait clair que la consolidation intérieure de la République des Soviets, sa croissance économique, l'affaiblissement de la résistance de la bourgeoisie, et surtout le succès de la "liquidation" de la dernière classe capitaliste, les koulaks, devraient mener à l'épanouissement de la démocratie dans le parti, les syndicats et les Soviets.

Les staliniens ne se lassent pas de répéter que "nous sommes déjà entrés dans le socialisme", que la collectivisation actuelle marque en elle-même la liquidation des koulaks en tant que classe, et que le prochain plan quinquennal doit amener ces processus à leur terme. S'il en est ainsi, pourquoi ce processus a-t-il conduit à l'écrasement total du parti, des syndicats et des Soviets par l'appareil bureaucratique qui, à son tour, a pris le caractère du bonapartisme publicitaire ? Pourquoi à l'époque de la famine et de la guerre civile le parti vivait-il d'une vie intense, pourquoi ne venait-il à l'idée de personne de demander si l'on pouvait ou non critiquer Lénine ou le comité central dans son ensemble, alors que, maintenant, la moindre divergence avec Staline entraîne l'exclusion du parti et des mesures administratives de répression ?

Le danger de guerre venant des Etats impérialistes ne peut en aucun cas expliquer et encore moins justifier le développement du despotisme bureaucratique. Lorsque dans une société socialiste nationale les classes sont plus ou moins liquidées, cela marque le début du dépérissement de l'Etat. Si une société socialiste peut opposer une résistance victorieuse à un ennemi extérieur, c'est en tant que société socialiste et non pas en tant qu'Etat de la dictature du prolétariat et encore moins en tant qu'Etat de la dictature de la bureaucratie. Mais nous ne parlons pas du dépérissement de la dictature : c'est encore trop tôt car nous ne sommes pas encore "entrés dans le socialisme". Nous parlons d'autre chose. Nous demandons : qu'est-ce qui explique la dégénérescence bureaucratique de la dictature ? D'où vient cette contradiction criante, monstrueuse, effroyable, entre les succès de l'édification socialiste et le régime de dictature personnel qui s'appuie sur un appareil impersonnel, qui tient à la gorge la classe dirigeante du pays Comment expliquer que la politique et l'économie se développent dans des directions totalement opposées ?

Les succès économiques sont très importants. Dès maintenant la Révolution d'octobre s'est pleinement justifiée d'un point de vue économique. Les coefficients élevés de la croissance économique sont l'expression irréfutable du fait que les méthodes socialistes présentent un avantage immense, et cela même pour l'accomplissement des tâches de production qui, à l'Ouest, ont été résolues par des méthodes capitalistes. Les avantages de l'économie socialiste dans les pays avancés ne seront-ils pas grandioses ? Toutefois, la question posée par la Révolution d'octobre n'est pas encore résolue même au brouillon.

La bureaucratie stalinienne qualifie l'économie de "socialiste" en partant de ses prémisses et de ses tendances. Mais cela ne suffit pas. Les succès économiques de l'Union soviétique se produisent sur une base économique encore peu développée. L'industrie nationalisée passe par les stades que les nations capitalistes avancées ont déjà franchi depuis longtemps. L'ouvrière qui fait la queue a son critère du socialisme, et ce critère du "consommateur", pour reprendre l'expression méprisante du fonctionnaire, est en réalité tout à fait

décisif. Dans le conflit entre le point de vue de l'ouvrière et celui du bureaucrate, nous, opposition de gauche, sommes avec l'ouvrière contre le bureaucrate qui exagère les réalisations, escamote les contradictions qui s'accumulent, et met un couteau sous la gorge de l'ouvrière pour l'empêcher de critiquer. L'année dernière, on est passé brusquement du salaire égal au salaire différencié (aux pièces). Il est indiscutable que le principe d'égalité dans le paiement du travail est irréalisable, quand le niveau des forces productives et par conséquent de la culture en général est bas. Cela implique également que le problème du socialisme ne se résout pas uniquement au niveau des formes sociales de propriété, mais présuppose une certaine puissance technique de la société. Cependant, la croissance de la puissance technique fait déborder automatiquement les forces productives hors des frontières nationales.

En revenant au salaire aux pièces qui avait été supprimé prématurément, la bureaucratie a qualifié le salaire égal de principe "koulak". C'est une absurdité évidente qui montre dans quelles impasses d'hypocrisie et de mensonge les staliniens s'enfoncent. En fait, il fallait dire : "Nous avons avancé trop vite avec les méthodes égalitaires de rétribution du travail ; nous sommes encore loin du socialisme ; nous sommes encore pauvres et il nous faut revenir en arrière, à des méthodes semi-capitalistes ou koulak." Répétons qu'il n'y a pas ici de contradiction avec l'objectif socialiste. Il n'y a qu'une contradiction irréductible avec les falsifications bureaucratiques de la réalité.

Le retour au salaire aux pièces fuit le résultat de la résistance opposée par le sous-développement économique. De tels reculs, il y en aura encore beaucoup, surtout dans l'agriculture où l'on a fait un trop grand bond administratif en avant.

L'industrialisation et la collectivisation sont menées avec des méthodes de commandement unilatéral, incontrôlé et bureaucratique, qui passe par-dessus la tête des masses travailleuses. Les syndicats sont privés de toute possibilité d'influer sur le rapport entre consommation et accumulation. La différenciation au sein de la paysannerie a été liquidée provisoirement moins économiquement qu'administrativement. Les mesures sociales prises par la bureaucratie en ce qui concerne la liquidation des classes sont terriblement en avance sur le processus fondamental que constitue le développement des forces productives.

Cela conduit à une augmentation des prix de revient industriels, à la basse qualité de la production, à l'augmentation des prix, à la pénurie de biens de consommation, et laisse se profiler à l'horizon la menace d'une réapparition du chômage.

L'extrême tension de l'atmosphère politique dans le pays est le résultat des contradictions entre la croissance de l'économie soviétique et la politique économique de la bureaucratie qui, tantôt est monstrueusement en retard sur les besoins de l'économie (1923-1928), tantôt est effrayée par son propre retard et se lance dans une fuite en avant, pour rattraper par des mesures purement administratives ce qu'elle a laissé passer (1928-1932). Là aussi, un zigzag à gauche succède à un zigzag à droite. Avec ces deux zigzags la bureaucratie se trouve chaque fois en contradiction avec les réalités de l'économie et par conséquent avec l'état d'esprit des travailleurs. Elle ne peut tolérer leurs critiques, ni lorsqu'elle est en retard, ni lorsqu'elle fonce en avant.

La bureaucratie ne peut exercer sa pression sur les ouvriers et les paysans autrement qu'en privant les travailleurs de la possibilité de participer à la solution des problèmes de leur propre travail et de tout leur avenir. C'est là que se trouve le plus grand danger. La peur constante de la résistance des masses provoque au niveau politique un "court-circuit" de la dictature personnelle et bureaucratique.

Cela implique-t-il qu'il faille ralentir les rythmes de l'industrialisation et de la collectivisation ? Pour une certaine période, c'est indiscutable. Mais cette période peut être de courte durée. La participation des ouvriers à la direction du pays, de sa politique et de son économie, un contrôle réel sur la bureaucratie, la croissance du sentiment de responsabilité des dirigeants à l'égard des dirigés, tout cela ne peut avoir qu'une influence bénéfique sur la production, diminuera les frictions internes, réduira au minimum les coûteux zigzags économiques, assurera une répartition plus saine des forces et des moyens et, en fin de compte, augmentera le coefficient général de la croissance. La démocratie soviétique est une nécessité vitale surtout pour l'économie. Au contraire, le bureaucratisme recèle de tragiques surprises économiques.

Si l'on examine globalement l'histoire de la période des épigones dans le développement de l'URSS, il n'est pas difficile d'arriver à la conclusion que la prémisse politique fondamentale de la bureaucratiation du régime a été la lassitude des masses à la suite des bouleversements de la révolution et de la guerre civile. La famine et les épidémies faisaient rage dans le pays. Les questions politiques passèrent au second plan. Toutes les pensées étaient fixées sur un morceau de pain. Pendant le communisme de guerre, tout le monde recevait la même ration de famine. Le passage à la NEP amena les premiers succès économiques. La ration devint plus abondante, mais tout le monde n'y avait pas droit. L'instauration de l'économie marchande conduisit au calcul des prix de revient, à une rationalisation élémentaire, au départ des usines des ouvriers en surnombre. Les succès économiques s'accompagnèrent durant une longue période de la croissance du chômage.

Il ne faut pas oublier un seul instant que le renforcement de la puissance de l'appareil s'appuyait sur le chômage. Après des années de famine, l'armée de réserve des chômeurs effrayait tous les prolétaires aux machines. L'éloignement hors des entreprises des ouvriers indépendants et critiques, les listes noires d'oppositionnels devinrent un des instruments les plus importants et les plus efficaces dans les mains de la bureaucratie stalinienne. Sans cette circonstance, elle n'aurait pas réussi à étouffer le parti de Lénine. Les succès économiques ultérieurs amenèrent progressivement la liquidation de l'armée de réserve des ouvriers industriels (la surpopulation cachée des villages, masquée par la collectivisation, garde encore toute son acuité). L'ouvrier industriel n'a désormais plus peur d'être mis à la porte de l'usine. Son expérience quotidienne lui enseigne que l'imprévoyance et l'arbitraire de la bureaucratie ont considérablement compliqué la solution de ses problèmes. La presse soviétique dénonce certains ateliers et entreprises où l'on ne laisse pas assez de place à l'initiative des ouvriers, à leur esprit d'invention, etc. : comme si on pouvait enfermer l'initiative du prolétariat dans les ateliers, comme si les ateliers pouvaient être des oasis de démocratie productive, alors que le prolétariat est écrasé dans le parti, les Soviets et les syndicats. L'état général du prolétariat est aujourd'hui tout à fait différent de ce qu'il était dans les années 1922-1923. Le prolétariat a crû numériquement et culturellement. Après avoir accompli un travail gigantesque, qui est à l'origine de la régénération et de la croissance de l'économie, les ouvriers sentent renaître et croître leur assurance. Cette assurance accrue commence à se transformer en mécontentement à l'égard du régime bureaucratique.

L'étouffement du parti, l'épanouissement du régime personnel et de l'arbitraire peuvent donner l'impression d'un affaiblissement du système soviétique. Mais tel n'est pas le cas. Le système soviétique s'est considérablement renforcé. Parallèlement, la contradiction entre ce système et l'étau bureaucratique s'est nettement aggravée. L'appareil stalinien voit avec terreur que les succès économiques ne renforcent pas mais au contraire sapent sa position. Dans la lutte pour maintenir ses positions, il est déjà obligé de resserrer la vis, d'interdire toute forme d'"autocritique" autre que les louanges byzantines à l'adresse de ses chefs. Ce n'est pas la première fois dans l'histoire que le développement économique entre en contradiction avec la situation politique dans laquelle il s'est produit. Mais il faut comprendre clairement quelles conditions précisément engendrent le mécontentement. La vague oppositionnelle qui s'avance, n'est en rien dirigée contre l'Etat socialiste, les formes soviétiques ou le Parti communiste. Le mécontentement est dirigé contre l'appareil et sa personnification, Staline. Ce qui explique que récemment se soit déclenchée une campagne forcenée contre la soi-disant "contrebande trotskyste".

L'adversaire risque d'être insaisissable, il est partout et nulle part. Il surgit dans les ateliers, dans les écoles, se faufile dans les revues historiques et dans tous les manuels. Cela signifie que les faits et les documents confondent la bureaucratie, en révélant ses flottements et ses erreurs. On ne peut rappeler le passé tranquillement et objectivement, il faut refaire le passé, il faut boucher toutes les fissures par lesquelles peut s'insinuer un soupçon quant à l'infailibilité de l'appareil et de son chef. Nous avons devant nous tous les traits caractéristiques d'une couche dirigeante qui a perdu la tête. Iaroslavsky, Iaroslavsky lui-même, s'est révélé peu sûr ! Ce ne sont pas des incidents dus au hasard, de simples détails, des conflits de personnes : le fond de l'affaire est que les succès économiques, qui, dans un premier temps, ont renforcé la bureaucratie, sont, aujourd'hui, en opposition avec la bureaucratie, du fait de la dialectique de leur développement. C'est pour cette raison qu'à la dernière conférence du parti, c'est-à-dire au congrès de l'appareil stalinien, le trotskysme, trois fois battu et écrasé, a été déclaré "avant-garde de la contre-révolution bourgeoise".

Cette résolution stupide et dérisoire du point de vue politique lève le voile sur certains plans très "pratiques" de Staline dans le domaine des règlements de comptes personnels. Ce n'est pas pour rien que Lénine avait mis en garde le parti contre la désignation de Staline comme secrétaire général : "ce cuisinier ne peut cuire que des plats épicés..." Et ce cuisinier n'a pas encore totalement épuisé sa science culinaire.

Malgré le resserrement de vis théoriques et administratives, la dictature personnelle de Staline approche visiblement de son déclin. L'appareil est totalement fissuré. La fissure nommée Iaroslavsky n'est qu'une des centaines de fissures qui aujourd'hui n'ont pas encore de nom. Le fait que la nouvelle crise politique mûrit sur la base des succès manifestes et incontestables de l'économie soviétique, de la croissance des effectifs du prolétariat et des premiers succès de l'agriculture collectivisée, est une garantie suffisante pour que la liquidation du despotisme bureaucratique coïncide non avec un ébranlement du système soviétique, comme on pouvait le redouter il y a encore trois ou quatre ans, mais au contraire avec sa libération, son essor, son épanouissement.

Mais c'est précisément dans sa dernière période que la bureaucratie stalinienne est capable de faire le plus de mal. La question de son prestige est devenue pour elle la question politique centrale. Si l'on exclut du parti des historiens apolitiques uniquement parce qu'ils n'ont pas su célébrer les exploits de Staline en 1917, le régime plébiscitaire peut-il admettre la reconnaissance des erreurs commises en 1931-1932 ? Peut-il renoncer

à la théorie du social-fascisme ? Peut-il désavouer Staline qui a résumé le fond du problème allemand dans la formule suivante : que les fascistes arrivent d'abord au pouvoir, notre tour viendra ensuite ?

Les conditions objectives en Allemagne sont en elles-mêmes à ce point impératives que si la direction du Parti communiste allemand disposait de la liberté d'action indispensable, elle se serait déjà, sans aucun doute, tournée vers nous. Mais elle n'est pas libre. Alors que l'opposition de gauche met en avant les idées et les mots d'ordre du bolchevisme, vérifiés par la victoire de 1917, la clique stalinienne ordonne par télégramme de lancer une campagne internationale contre le "trotskysme". La campagne se mène non sur la base des problèmes de la révolution allemande, qui est une question de vie ou de mort pour le prolétariat mondial, mais sur la base d'un article minable et falsificateur de Staline sur des questions d'histoire du bolchevisme. Il est difficile d'imaginer une disproportion plus grande entre les tâches de l'heure d'une part, les maigres ressources idéologiques de la direction officielle de l'autre. Telle est la situation humiliante, indigne et en même temps profondément tragique de l'Internationale communiste.

Le problème du régime stalinien et le problème de la révolution allemande sont liés par un lien indestructible. Les prochains événements le dénoueront ou le trancheront dans les intérêts tant de la révolution russe que de la révolution allemande.

13. La stratégie des grèves

Dans la question syndicale, la direction communiste a définitivement embrouillé le parti. Le cours général de la "troisième période" visait à créer des syndicats parallèles. On parlait de l'hypothèse que le mouvement de masse déborderait les anciennes organisations et que les organes du RGO (l'Opposition Syndicale Révolutionnaire) deviendraient les comités d'initiative pour la lutte économique. Pour réaliser ce plan, il ne manquait qu'un tout petit détail : le mouvement de masse. Pendant les crues de printemps, l'eau entraîne un grand nombre de palissades. Essayons d'enlever la palissade, décida Lozovsky, peut-être que les eaux de printemps se mettront à couler.

Les syndicats réformistes ont résisté. Le Parti communiste s'est exclu lui-même des usines. A la suite de quoi, il fut décidé d'apporter à la politique syndicale des corrections partielles. Le Parti communiste refusa d'appeler les ouvriers inorganisés à entrer dans les syndicats réformistes. Mais il se prononça également contre la sortie des syndicats. Tout en créant des organisations parallèles, il a redonné vie au mot d'ordre de lutte au sein des organisations réformistes pour y gagner de l'influence. La mécanique dans l'ensemble est un modèle d'auto-sabotage.

Le Rote Fahne se plaint que beaucoup de communistes considèrent comme inutile de participer aux syndicats réformistes. "A quoi bon redonner vie à cette boutique ?" déclarent-ils. Et en effet : dans quel but ? S'il s'agit de lutter sérieusement pour s'emparer des anciens syndicats, il faut alors appeler les inorganisés à y entrer : ce sont les couches nouvelles qui peuvent créer une base pour une aile gauche. Mais dans ce cas, il ne faut pas créer des syndicats parallèles, c'est-à-dire une agence concurrente pour recruter les travailleurs.

La direction dans sa politique à l'égard des syndicats réformistes atteint les mêmes sommets de confusion que dans les autres questions. Le Rote Fahne du 28 janvier critiquait les militants communistes du syndicat des métallos de Düsseldorf pour avoir mis en avant le mot d'ordre de "lutte impitoyable contre la participation des dirigeants syndicaux" au soutien du gouvernement Brüning. Ces revendications opportunistes sont inacceptables, car elles présupposent (!) que les réformistes sont susceptibles de renoncer à soutenir Brüning et ses lois d'exception. A vrai dire, cela a tout l'air d'une mauvaise plaisanterie ! Le Rote Fahne estime qu'il est suffisant de couvrir d'injures les dirigeants, mais inacceptable de les soumettre à l'épreuve politique des masses.

Or, actuellement les syndicats réformistes offrent un champ d'action extraordinairement favorable. Le parti social-démocrate a encore la possibilité de tromper les ouvriers avec son tapage politique ; par contre, l'impasse du capitalisme se dresse devant les syndicats comme un mur de prison. Les 200 ou 300000 ouvriers organisés dans les syndicats rouges indépendants peuvent devenir un précieux ferment à l'intérieur des syndicats réformistes.

Fin janvier, une conférence communiste des comités d'entreprise de tout le pays s'est tenue à Berlin. Le Rote Fahne en donne le compte rendu suivant : "Les comités d'entreprise forment le front ouvrier rouge" (2 février). On y chercherait en vain des renseignements sur la composition de la conférence, sur le nombre d'ouvriers et d'entreprises représentés. A la différence des bolcheviks qui notaient soigneusement et publiquement toute modification du rapport de forces au sein de la classe ouvrière, les staliniens allemands, imitant en cela ceux de Russie, jouent à cache-cache. Ils ne veulent pas reconnaître que les comités d'entreprise communistes ne représentent que 4 % du total contre 84 % aux sociaux-démocrates ! Le bilan de la politique de la "troisième période" est contenu dans ce rapport. Le fait de baptiser " front unique rouge " l'isolement des communistes dans les entreprises, fera-t-il avancer les choses ?

La crise prolongée du capitalisme trace à l'intérieur du prolétariat la ligne de partage la plus douloureuse et la plus dangereuse : entre ceux qui travaillent et les chômeurs. Le fait que les réformistes soient prépondérants dans les entreprises, et les communistes parmi les chômeurs, paralyse les deux parties du prolétariat. Ceux qui ont du travail peuvent attendre plus longtemps. Les chômeurs sont plus impatients. Aujourd'hui, leur impatience a un caractère révolutionnaire. Mais, si le Parti communiste ne réussit pas à trouver les formes et les mots d'ordre de lutte qui, unissant les chômeurs et ceux qui travaillent, ouvriront la perspective d'une issue révolutionnaire, l'impatience des chômeurs se retournera inévitablement contre le Parti communiste.

En 1917, malgré la politique correcte du parti bolchevique et le rapide développement de la révolution, les couches les plus défavorisées et les plus impatientes du prolétariat commençaient même à Petrograd, dès septembre-octobre, à détourner leurs regards du bolchevisme et à se tourner vers les syndicalistes et les anarchistes. Si la Révolution d'octobre n'avait pas éclaté à temps, la désagrégation du prolétariat aurait pris un caractère aigu et aurait amené le pourrissement de la révolution. En Allemagne, les anarchistes sont inutiles : les nationaux-socialistes peuvent occuper leur place, combinant la démagogie anarchiste avec leurs objectifs ouvertement réactionnaires.

Les ouvriers ne sont nullement immunisés une fois pour toutes contre l'influence des fascistes. Le prolétariat et la petite bourgeoisie se présentent comme des vases communicants, surtout dans les conditions présentes, lorsque l'armée de réserve du prolétariat ne peut pas ne pas fournir des petits commerçants, des colporteurs, etc., et la petite bourgeoisie enragée, des prolétaires et des lumpen-prolétaires.

Les employés, les personnels techniques et administratifs, certaines couches de fonctionnaires constituaient dans le passé un des supports importants de la social-démocratie. Aujourd'hui, ces éléments sont passés ou passent aux nationaux-socialistes. Ils peuvent entraîner à leur suite, s'ils n'ont pas déjà commencé à le faire, l'aristocratie ouvrière. Selon cette ligne le national-socialisme pénètre par en haut dans le prolétariat.

Toutefois, sa pénétration éventuelle par en bas, c'est-à-dire par les chômeurs, est beaucoup plus dangereuse. Aucune classe ne peut vivre longtemps sans perspective et sans espérance. Les chômeurs ne sont pas une classe mais ils constituent déjà une couche sociale très compacte et très stable, qui cherche en vain à s'arracher à des conditions de vie insupportables. S'il est vrai, en général, que seule la révolution prolétarienne peut sauver l'Allemagne du pourrissement et de la désagrégation, cela est vrai en premier lieu pour les millions de chômeurs.

Etant donné la faiblesse du Parti communiste dans les entreprises et les syndicats, sa croissance numérique ne résout rien. Dans une nation ébranlée par la crise, minée par ses contradictions, un parti d'extrême-gauche peut trouver des dizaines de milliers de nouveaux partisans, surtout si tout l'appareil du parti est, dans un but de "compétition", exclusivement tourné vers le recrutement individuel. Ce qui est décisif, ce sont les rapports entre le parti et la classe. Un ouvrier communiste élu à un comité d'usine ou à la direction de son syndicat a plus d'importance que des milliers de nouveaux membres, recrutés ici et là, entrant aujourd'hui dans le parti pour le quitter demain.

Mais cet afflux individuel de nouveaux membres ne durera pas éternellement. S'il persiste à repousser la lutte jusqu'au moment où il aura définitivement évincé les réformistes, le Parti communiste comprendra vite qu'à partir d'un certain moment la social-démocratie cesse de perdre de l'influence au profit du Parti communiste et que, par contre, les fascistes commencent à démoraliser les chômeurs, principale base du Parti communiste. Un parti politique ne peut impunément s'abstenir de mobiliser ses forces pour les tâches qui découlent de la situation. Le Parti communiste s'efforce de déclencher des grèves sectorielles pour frayer la voie à une lutte de masse. Les succès dans ce domaine sont maigres. Comme toujours les staliniens s'occupent d'autocritique : "Nous ne savons pas encore organiser...", "nous ne savons pas encore entraîner...", de plus "nous" signifie toujours "vous". La théorie de triste mémoire des journées de mars 1921 fait sa réapparition ; "électriser" le prolétariat par des actions offensives minoritaires. Mais les ouvriers n'ont nul besoin d'être "électrisés". Ils veulent qu'on leur donne des perspectives claires et qu'on les aide à créer les prémisses d'un mouvement de masse.

Dans la stratégie des grèves, il est clair que le Parti communiste s'appuie sur des citations isolées de Lénine dans l'interprétation qu'en donnent Lozovsky et Manouïlsky. Certes, il y eut des périodes où les mencheviks luttèrent contre la "grévomanie", alors que les bolcheviks prenaient la tête de chaque nouvelle grève, entraînant dans le mouvement des masses toujours plus importantes. Cela correspondait à une période d'éveil de nouvelles couches de la classe. Telle fut la tactique des bolcheviks en 1905, dans la période d'essor industriel qui précéda la guerre, dans les premiers mois de la révolution de février.

Mais dans la période précédant directement Octobre, à partir du conflit de juillet 1917, la tactique des bolcheviks fut différente : ils ne poussaient pas aux grèves, ils les freinaient car chaque grande grève avait

tendance à se transformer en un affrontement décisif, alors que les prémisses politiques n'étaient pas encore mûres.

Ce qui ne les empêcha pas, au cours de ces mois, de prendre la tête de toutes les grèves qui éclataient malgré leurs mises en garde, essentiellement dans les secteurs les plus retardataires de l'industrie (textiles, cuirs, etc.).

Si, dans certaines conditions, les bolcheviks déclenchaient hardiment des grèves dans l'intérêt de la révolution, dans d'autres conditions, toujours dans l'intérêt de la révolution, ils retenaient les ouvriers d'entrer en grève. Dans ce domaine comme dans tous les autres, il n'y a pas de recette toute prête. La tactique des grèves pour chaque période s'intégrait toujours dans une stratégie globale et le lien entre la partie et le tout était clair pour les travailleurs d'avant-garde.

Qu'en est-il actuellement en Allemagne ? Les ouvriers qui ont du travail n'opposent pas de résistance à la baisse des salaires, parce qu'ils ont peur des chômeurs. Il n'y a là rien d'étonnant : lorsqu'il existe plusieurs millions de chômeurs, la grève traditionnelle, organisée par les syndicats, est une lutte sans espoir. Elle est doublement condamnée quand il existe un antagonisme politique entre les chômeurs et ceux qui ont un emploi. Ce qui n'exclut pas les grèves sectorielles, particulièrement dans les secteurs les plus retardataires de l'industrie. Par contre, ce sont les ouvriers des secteurs les plus importants, qui, dans une telle situation, sont le plus portés, à écouter la voix des dirigeants réformistes. Les tentatives du Parti communiste pour déclencher une grève, sans que la situation générale au sein du prolétariat ne soit modifiée, se réduisent à de petites opérations de partisans qui, même en cas de succès, n'ont pas de suite.

D'après les récits des ouvriers communistes (cf. ne serait-ce que *Der rote Aufbau*), beaucoup d'ouvriers dans les entreprises déclarent que les grèves sectorielles n'ont actuellement aucun sens, que seule la grève générale peut arracher les ouvriers à la misère. "Grève générale" signifie ici "perspectives de lutte". Les ouvriers sont d'autant moins enthousiasmés par les grèves sectorielles qu'ils sont directement confrontés au pouvoir d'Etat : le capital monopoliste parle aux ouvriers le langage des lois d'exception de Brüning [1].

A l'aube du mouvement ouvrier, les agitateurs se sont souvent abstenus de développer des perspectives révolutionnaires et socialistes pour ne pas effrayer les ouvriers qu'ils cherchaient à entraîner dans une grève.

Aujourd'hui la situation se présente de façon totalement opposée. Les couches dirigeantes des ouvriers allemands ne peuvent décider de participer à une lutte économique que si les perspectives générales de la lutte à venir leur sont claires. Ces perspectives, elles ne les trouvent pas auprès de la direction communiste. A propos de la tactique des journées de mars 1921 en Allemagne ("électriser" la minorité du prolétariat au lieu d'en gagner la majorité), l'auteur de ces lignes déclarait au IIIe Congrès : "Lorsque la majorité écrasante de la classe ouvrière ne se retrouve pas dans le mouvement, ne sympathise pas avec lui ou encore doute de son succès, lorsque la minorité, par contre, se rue en avant et s'efforce mécaniquement de pousser les ouvriers à la grève, dans ce cas cette minorité, impatiente peut, en la personne du parti, entrer en conflit avec la classe ouvrière et s'y briser la tête. "

Faut-il donc renoncer à la grève comme forme de lutte ? Non, non pas y renoncer mais créer les prémisses politiques et organisationnelles indispensables. Le rétablissement de l'unité syndicale en est un. La bureaucratie réformatrice n'en veut pas, naturellement. Jusqu'à présent la scission lui a assuré la meilleure position possible. Mais la menace directe du fascisme modifie la situation dans les syndicats au grand désavantage de la bureaucratie. L'aspiration à l'unité grandit. La clique de Leipart peut toujours essayer, dans la situation actuelle, de refuser de rétablir l'unité : cela multipliera par deux ou par trois l'influence des communistes à l'intérieur des syndicats. Si l'unité se réalise, tant mieux, un large champ d'activité s'ouvrira devant les communistes. Il ne faut pas de demi-mesures mais un tournant radical !

Sans une large campagne contre la vie chère, pour la réduction de la semaine de travail, contre la diminution des salaires, sans la participation des chômeurs à cette lutte, sans l'application de la politique de front unique, les petites grèves improvisées ne feront jamais déboucher le mouvement sur une lutte d'ensemble.

Les sociaux-démocrates de gauche parlent de la nécessité, "en cas d'arrivée au pouvoir des fascistes", de recourir à la grève générale. Il est fort possible que Leipart lui-même affiche de telles menaces lorsqu'il est entre quatre murs. Le Rote Fahne parle à ce sujet de luxemburgisme. C'est calomnier la grande révolutionnaire. Si Rosa Luxemburg a surestimé l'importance propre de la grève générale dans la question du pouvoir, elle a très bien compris qu'il ne faut pas appeler arbitrairement à la grève générale, qu'elle est préparée par tout l'itinéraire antérieur du mouvement ouvrier, par la politique du parti et des syndicats. Dans la bouche des sociaux-démocrates de gauche, la grève générale est avant tout un mythe consolant qui leur permet de s'évader de la triste réalité.

Pendant de longues années les sociaux-démocrates français ont promis de recourir à la grève générale en cas de guerre. Le Congrès de Bâle de 1912 promettait même de recourir au soulèvement révolutionnaire. Mais la menace de grève et de soulèvement n'était dans ces deux cas qu'un coup de tonnerre d'opérette. Il ne s'agit

nullement de l'opposition entre grève et soulèvement mais d'une attitude abstraite, formelle, purement verbale tant à l'égard de la grève que du soulèvement. Le social-démocrate bebelien d'avant-guerre était un réformiste, armé du concept abstrait de révolution ; le réformiste d'après-guerre, brandissant la menace de grève générale, est déjà une véritable caricature.

L'attitude de la direction communiste à l'égard de la grève générale est, évidemment, beaucoup plus sérieuse. Mais la clarté lui fait défaut, même dans cette question. Pourtant la clarté est nécessaire. La grève générale est un moyen de lutte très important mais il n'est pas un remède universel. Il y a des situations où la grève générale risque d'affaiblir plus les ouvriers que leur ennemi direct. La grève doit être un élément important du calcul stratégique, mais non une panacée dans laquelle se noie toute stratégie.

De façon générale la grève générale est l'instrument de lutte du plus faible contre le plus fort, ou, plus exactement, de celui qui, au début de la lutte, se sent le plus faible contre celui qu'il considère comme le plus fort : quand personnellement je ne peux pas utiliser un instrument important, j'essaie du moins d'éviter que l'ennemi ne s'en serve ; si je ne peux pas tirer avec un canon, je lui retirerai au mois son percuteur. Telle est l'"idée" de la grève générale.

La grève générale est toujours apparue comme un instrument de lutte contre un pouvoir d'Etat établi qui dispose des chemins de fer, du télégraphe, de forces militaires et policières, etc. En paralysant l'appareil d'Etat la grève générale, soit "effrayait" le pouvoir, soit créait les prémisses à une solution révolutionnaire de la question du pouvoir.

La grève générale s'avère être un moyen de lutte particulièrement efficace, quand seul l'enthousiasme révolutionnaire unit les masses travailleuses, l'absence d'organisation et d'un état-major de combat ne leur permettant ni d'apprécier à l'avance le rapport des forces ni d'élaborer le plan des opérations. On peut penser que la révolution antifasciste en Italie, dont le début sera marqué par un certain nombre de conflits localisés, passera inévitablement par le stade de la grève générale. Ce n'est que par cette voie que la classe ouvrière d'Italie, aujourd'hui atomisée, aura de nouveau conscience de former une seule classe et mesurera la force de résistance de l'ennemi qu'elle doit renverser.

La grève générale serait une forme appropriée de lutte contre le fascisme en Allemagne, seulement si ce dernier était déjà au pouvoir et tenait fermement l'appareil d'Etat. Mais le mot d'ordre de grève générale n'est qu'une formule creuse s'il s'agit d'écraser le fascisme dans sa tentative pour s'emparer du pouvoir.

Lors de la marche de Kornilov sur Petrograd, ni les bolcheviks ni les Soviets dans leur ensemble ne songeaient à déclencher une grève générale. Dans les chemins de fer les ouvriers luttèrent pour transporter les troupes révolutionnaires et retenir les convois de Kornilov. Les usines ne s'arrêtaient que dans la mesure où les ouvriers devaient partir au front. Les entreprises qui travaillaient pour le front révolutionnaire redoublaient d'activité.

Il ne fut pas question de la grève générale pendant la Révolution d'octobre. A la veille de la révolution, les usines et les régiments dans leur immense majorité s'étaient déjà ralliés à la direction du Soviet bolchevique. Appeler les usines à la grève générale dans ces conditions signifiait s'affaiblir soi-même et non affaiblir l'adversaire. Dans les chemins de fer, les ouvriers s'efforçaient d'aider le soulèvement ; les employés, tout en affectant un air de neutralité, aidaient la contre-révolution. La grève générale des chemins de fer n'avait aucun sens ; la question fut résolue quand les ouvriers prirent le dessus.

Si, en Allemagne, la lutte éclate à partir de conflits localisés, dus à une provocation des fascistes, il est peu probable qu'un appel à la grève générale réponde aux exigences de la situation. La grève générale signifierait avant tout : couper une ville d'une autre, un quartier d'un autre et même une usine d'une autre. Il serait plus difficile de trouver et de rassembler les chômeurs. Dans ces conditions les fascistes qui ne manquent pas d'état-major, peuvent gagner une certaine supériorité, grâce à leur direction centralisée. Certes, leurs troupes sont à ce point atomisées que même alors, la tentative des fascistes peut être repoussée. Mais c'est déjà un autre aspect du problème.

La question des communications ferroviaires doit être abordée non du point de vue du "prestige" de la grève générale qui implique que tous fassent grève, mais du point de vue de son utilité dans le combat : pour qui et contre qui les voies de communications serviront-elles pendant l'affrontement ?

En conséquence, il faut se préparer non à la grève générale mais à résister aux fascistes. Cela implique : créer partout des bases de résistance, des détachements de choc, des réserves, des états-majors locaux et des centres de direction, une liaison effective, des plans très simples de mobilisation.

Ce qu'ont fait les organisations locales dans un coin de province, à Bruchsal ou à Klingental, où les communistes avec la SAP et les syndicats ont créé une organisation de défense, malgré le boycott de la part du sommet réformiste, est un exemple pour tout le pays, en dépit de ses dimensions modestes. O chefs puissants, ô stratèges sept fois sages, avons-nous envie de leur crier, prenez une leçon auprès des ouvriers de

Bruchsal et de Klingental, imitez-les, élargissez leur expérience, prenez une leçon auprès des ouvriers de Bruchsal et de Klingental !

La classe ouvrière allemande dispose de puissantes organisations politiques, économiques et sportives. C'est cela qui fait la différence entre le "régime de Brüning" et le "régime d'Hitler". Brüning n'y a aucun mérite : la faiblesse bureaucratique n'est pas un mérite. Mais il faut regarder les choses en face. Le fait principal, capital, fondamental est que la classe ouvrière en Allemagne est encore en pleine possession de ses organisations. Une utilisation incorrecte de sa force est l'unique raison de sa faiblesse. Il suffit d'étendre à tout le pays l'expérience de Bruchsal et de Klingental, et l'Allemagne présentera un tout autre visage. Dans ces conditions, la classe ouvrière pourra recourir à des formes de lutte contre les fascistes beaucoup plus efficaces et directes que la grève générale. Si l'évolution de la situation rendait nécessaire l'utilisation de la grève générale (une telle situation pourrait naître d'un certain type de rapports entre les fascistes et les organes de l'Etat), le système des comités de défense constitués sur la base du front unique garantirait à l'avance le succès de la grève de masse.

La lutte ne s'arrêterait pas à cette étape. En effet, qu'est-ce dans le fond l'organisation de Bruchsal et de Klingental ? Il faut savoir discerner ce qui est important dans des événements apparemment mineurs : ce comité local de défense est en fait le comité local des députés ouvriers ; il ne s'appelle pas ainsi et il n'en a pas conscience, car il s'agit d'un petit coin de province. Ici aussi, la quantité détermine la qualité.

Transportez cette expérience à Berlin et vous aurez le Soviet des députés ouvriers de Berlin !

Notes

[1] Certains ultra-gauches (par exemple le groupe italien des Bordighistes estiment que le front unique n'est acceptable que pour les luttes économiques. Aujourd'hui encore plus que dans le passé il est impossible de séparer les luttes économiques des luttes politiques. L'exemple de l'Allemagne où les conventions tarifaires sont supprimées, où les salaires sont diminués par des décrets gouvernementaux devrait faire comprendre cette vérité même à des enfants en bas âge. Remarquons en passant qu'à l'heure actuelle, les staliniens redonnent vie à bon nombre des anciens préjugés des bordighistes. Il n'y a rien d'étonnant à ce que le groupe "Prométéo", qui n'apprend rien et n'a pas progressé d'un pouce, soit aujourd'hui, à l'heure des zigzags ultra-gauches de l'Internationale communiste, beaucoup plus proche des staliniens que de nous.

(....)

15. La situation est-elle sans espoir ?

C'est une tâche difficile que de mobiliser d'un seul coup, la majorité de la classe ouvrière allemande, pour une offensive. Après les défaites de 1919, 1921 et 1923, après les aventures de la "troisième période", les ouvriers allemands, qui sont déjà solidement tenus par de puissantes organisations conservatrices, ont vu se développer en eux des centres d'inhibition. Mais cette solidité organisationnelle des ouvriers allemands, qui, jusqu'à présent, a empêché toute pénétration du fascisme dans leurs rangs, ouvre les plus larges possibilités pour des combats défensifs.

Il faut avoir présent à l'esprit le fait que la politique de front unique est beaucoup plus efficace dans la défense que dans l'attaque. Les couches conservatrices ou arriérées du prolétariat sont entraînées plus facilement dans une lutte pour défendre des acquis que pour la conquête de nouvelles positions.

Les décrets d'exception de Brüning et la menace venant d'Hitler sont, en ce sens, un signal d'alarme "idéal" pour la politique de front unique. Il ne s'agit pas de défense au sens le plus élémentaire et le plus évident du terme. Il est possible, dans ces conditions, de gagner au front unique la grande majorité de la classe ouvrière. Bien plus, les objectifs de la lutte ne peuvent pas ne pas rencontrer de la sympathie parmi les couches inférieures de la petite bourgeoisie, y compris les boutiquiers des quartiers et des districts ouvriers.

Malgré toutes les difficultés et les dangers, la situation actuelle en Allemagne présente des avantages énormes pour le parti révolutionnaire ; elle dicte de façon impérative un plan stratégique clair : de la défensive à l'offensive. Sans renoncer un seul instant à son objectif principal qui demeure la conquête du pouvoir, le Parti communiste occupe, pour les actions immédiates, une position défensive. Il est temps de rendre à la formule "Classe contre classe", sa signification réelle !

La résistance des ouvriers à l'offensive du capital et de l'Etat provoquera inévitablement une offensive redoublée du fascisme. Quelque timide qu'aient été les premiers pas de la défense, la réaction de l'adversaire resserrera rapidement les rangs du front unique, élargira ses tâches, rendra nécessaire l'application de méthodes plus décidées, rejettera hors du front unique les couches réactionnaires de la bureaucratie, renforcera l'influence des communistes, tout en faisant sauter les barrières entre les ouvriers, et préparera, ainsi, le passage de la défensive à l'offensive.

Si dans les combats défensifs, le Parti communiste gagne la direction - et avec une politique juste cela ne fait aucun doute -, il ne devra en aucun cas demander aux directions réformistes et centristes leur accord pour le passage à l'offensive. Ce sont les masses qui décident : à partir du moment où elles se détachent de la

direction réformiste, un accord avec cette dernière perd toute signification. Perpétuer le front unique traduirait une incompréhension totale de la dialectique de la lutte révolutionnaire et reviendrait à transformer le front unique de tremplin en barrière.

Les situations politiques les plus difficiles sont, dans un certain sens, les plus faciles : elles n'admettent qu'une seule solution. Quand on désigne clairement une tâche par son nom, en principe on l'a déjà résolue : du front unique pour la défensive à la conquête du pouvoir sous le drapeau du communisme.

Quelles sont les chances de réussite ? La situation est difficile. L'ultimatum ultra-gauche est un support du réformisme. Le réformisme soutient la dictature bureaucratique de la bourgeoisie. La dictature bureaucratique de Brüning aggrave l'agonie économique du pays et nourrit le fascisme.

La situation est très difficile et très dangereuse, mais nullement désespérée. L'appareil stalinien, bénéficiant d'une autorité usurpée et des ressources matérielles de la Révolution d'octobre, est très fort mais il n'est pas tout-puissant. La dialectique de la lutte des classes est plus forte. Il faut seulement savoir l'aider en temps opportun.

Aujourd'hui, beaucoup de gens "à gauche" affichent un grand pessimisme quant au sort de l'Allemagne. En 1923, disent-ils, quand le fascisme était encore très faible et que le Parti communiste jouissait d'une grande influence dans les syndicats et les comités d'usine, le prolétariat n'a pas remporté la victoire ; comment pourrait-on attendre une victoire aujourd'hui, alors que le parti s'est affaibli et que le fascisme est incomparablement plus fort ?

Cet argument, à première vue convaincant, est en fait totalement fallacieux. En 1923, on s'arrêta devant le combat : devant le spectre du fascisme le parti refusa le combat. Quand il n'y a pas de lutte, il ne peut y avoir de victoire. C'est précisément la force du fascisme et sa pression qui excluent aujourd'hui toute possibilité de refuser le combat. Il faut se battre. Et si la classe ouvrière allemande engage le combat, elle peut vaincre. Elle doit vaincre.

Hier encore les grands chefs déclaraient : "Que les fascistes arrivent au pouvoir, cela ne nous fait pas peur, ils s'épuiseront rapidement eux-mêmes, etc." Cette idée prédomina au sommet du parti pendant plusieurs mois. Si elle s'était enracinée définitivement, cela aurait signifié que le Parti communiste cherchait à chloroformer le prolétariat avant qu'Hitler ne lui coupe la tête. C'est là qu'était le danger principal. Aujourd'hui, personne ne défend plus cette idée. Nous avons remporté une première victoire. L'idée que le fascisme doit être écrasé avant son arrivée au pouvoir, a pénétré les masses ouvrières. C'est une victoire importante. Toute l'agitation future doit partir de là.

Les masses ouvrières sont abattues. Le chômage et le besoin les accablent. Mais la confusion de la direction, le gâchis qu'elle a provoqué, les tourmentent encore plus. Les ouvriers comprennent qu'il est impossible de laisser Hitler arriver au pouvoir. Mais comment ? Aucune solution n'est en vue. Les dirigeants ne sont d'aucune aide, au contraire, ils sont un obstacle. Mais les ouvriers veulent se battre.

Il est un fait surprenant que l'on n'a pas apprécié, autant que l'on puisse en juger de loin, à sa juste valeur : les mineurs de Hirsch-Dunker ont déclaré qu'il fallait remplacer le système capitaliste par le système socialiste ! Cela signifie qu'ils seront d'accord demain pour créer les Soviets, en tant que forme d'organisation de toute la classe. Peut-être que dès aujourd'hui ils sont d'accord : il suffit de leur demander ! Ce symptôme à lui seul est cent fois plus important que tous les jugements impressionnistes de ces messieurs, hommes de lettres et beaux parleurs, qui se plaignent dédaigneusement des masses.

On observe effectivement dans les rangs du Parti communiste une certaine passivité, malgré les criaillements de l'appareil. Et pourquoi donc ? Les communistes de la base viennent de plus en plus rarement à leurs réunions de cellule, où on les abreuve de phrases creuses. Les idées qui viennent d'en-haut ne peuvent être appliquées ni à l'usine ni dans la rue. L'ouvrier a conscience de la contradiction irréductible qu'il y a entre ce dont il a besoin quand il est face aux masses, et ce qu'on lui apporte dans les réunions officielles du parti. L'atmosphère artificielle, créée par un appareil criard, fanfaron et qui ne supporte pas les objections, devient insupportable pour les simples membres du parti. D'où le vide et la froideur des réunions. Cela traduit non un refus de la lutte mais un désarroi politique et une sourde protestation contre une direction toute-puissante mais stupide.

Ce désarroi dans les rangs du prolétariat est un encouragement pour les fascistes. Ils poursuivent leur offensive. Le danger grandit. Mais précisément cette approche du danger fasciste sensibilisera de manière extraordinaire les ouvriers d'avant-garde et créera une atmosphère favorable pour avancer des propositions claires et simples, débouchant sur l'action.

Se référant à l'exemple de Braunschweig, Münzenberg écrivait en novembre de l'année dernière : "Aujourd'hui, il ne peut y avoir aucun doute que ce front unique surgira un jour spontanément sous la pression grandissante de la terreur fasciste et des attaques fascistes." Münzenberg ne nous explique pas pourquoi le Comité central, dont il fait partie, n'a pas fait des événements de Braunschweig le point de

départ d'une politique hardie de front unique. Peu importe : Münzenberg, bien qu'il reconnaisse par là sa propre inconsistance, a raison dans son pronostic.

L'approche du danger fasciste ne peut que provoquer la radicalisation des ouvriers sociaux-démocrates et même de couches importantes de l'appareil réformiste. L'aile révolutionnaire du SAP fera sans aucun doute un pas en avant. Dans ces conditions, un tournant de l'appareil communiste est plus ou moins inévitable, même au prix de cassures et de scissions internes. C'est à un tel développement qu'il faut se préparer.

Un tournant des staliniens est inévitable. Certains symptômes donnent déjà la mesure de la force de la pression exercée parla base : certains arguments ne sont plus repris, la phraséologie devient de plus en plus confuse, les mots d'ordre de plus en plus ambigus ; en même temps, on exclut du parti ceux qui ont eu l'imprudence de comprendre les tâches avant le Comité central. Ce sont des symptômes qui ne trompent pas, mais pour l'instant ce ne sont que des symptômes.

A plusieurs reprises déjà, dans le passé, la bureaucratie stalinienne a gâché des centaines de tonnes de papier dans une polémique contre le "trotskysme" contre-révolutionnaire, pour finalement effectuer un tournant à 180° et essayer de réaliser le programme de l'opposition de gauche, souvent, à vrai dire, avec un retard fatal. En Chine, le tournant fut pris trop tard et sous une forme telle qu'il donna en fait le coup de grâce à la révolution (le soulèvement de Canton !). En Angleterre, le "tournant" fut à l'initiative de l'adversaire, c'est-à-dire du conseil général qui rompit avec les staliniens quand il n'eut plus besoin d'eux. En URSS le tournant de 1928 arriva encore à temps, pour sauver la dictature de la catastrophe imminente. Il n'est pas difficile d'expliquer les différences entre ces trois exemples importants. En Chine, le Parti communiste, jeune et inexpérimenté, suivait aveuglément la direction moscovite ; en fait, la voix de l'opposition de gauche n'eut pas le temps d'arriver jusqu'en Chine. C'est ce qui se passa également en Angleterre. En URSS, l'opposition de gauche était présente et menait une campagne sans relâche contre la politique à l'égard des koulaks. En Chine et en Angleterre, Staline et Cie prenaient des risques à distance ; en URSS, le danger planait sur leur propre tête.

L'avantage politique de la classe ouvrière allemande tient déjà au fait que tous les problèmes ont été posés ouvertement et en temps voulu ; l'autorité de la direction de l'Internationale communiste est considérablement entamée ; l'opposition marxiste agit sur place, en Allemagne même ; l'avant-garde du prolétariat compte des milliers d'éléments expérimentés et critiques, qui sont capables d'élever leur voix et qui commencent déjà à la faire entendre.

En Allemagne, l'opposition de gauche est numériquement faible. Mais son influence politique peut se révéler décisive lors d'un tournant historique brusque. De même que l'aiguilleur peut, en appuyant opportunément sur un levier, envoyer un train lourdement chargé sur une autre voie, de même la faible opposition peut, en appuyant sur le levier idéologique d'un geste ferme et assuré, obliger le train du Parti communiste allemand et surtout le lourd convoi du prolétariat allemand à changer de direction.

Les événements prouvent, chaque jour davantage, la justesse de notre position. Quand le plafond se met à brûler au-dessus de leur tête, les bureaucrates les plus obtus ne se soucient plus de leur prestige. Et les conseillers secrets sautent alors par la fenêtre, avec leur seul caleçon. La pédagogie des faits aidera notre propre critique.

Le Parti communiste allemand réussira-t-il à prendre ce tournant à temps ? On ne peut en parler maintenant que de manière conditionnelle. Sans la frénésie de la " troisième période ", le prolétariat allemand serait déjà au pouvoir. Si le Parti communiste avait accepté le programme d'action, mis en avant par l'opposition de gauche après les dernières élections au Reichstag, la victoire aurait été assurée. Aujourd'hui, il n'est pas possible de parler de victoire à coup sûr. Mais on peut qualifier d'opportun le tournant qui permettra aux ouvriers allemands d'entrer en lutte, avant que le fascisme ne s'empare de l'appareil d'Etat.

Pour arracher ce tournant, un immense effort est nécessaire. Il faut que les éléments d'avant-garde du communisme, à l'intérieur et à l'extérieur du parti ne craignent pas d'agir. Il faut lutter ouvertement contre l'ultimatum borné de la bureaucratie, à l'intérieur du parti et devant les masses ouvrières.

"Mais c'est une rupture de discipline ?" dira un communiste hésitant. Bien sûr, c'est une rupture de la discipline stalinienne. Aucun révolutionnaire sérieux ne rompra la discipline, même formelle, s'il n'a pour cela des raisons impérieuses. Mais celui qui, se couvrant de la discipline, tolère une politique dont le caractère désastreux est évident, celui-là n'est pas un révolutionnaire mais une chiffes molle, une canaille velléitaire. Ce serait un crime de la part des communistes oppositionnels que de s'engager comme Urbahns et Cie sur la voie de la création d'un nouveau Parti communiste, avant même d'avoir fait des efforts sérieux pour changer l'orientation de l'ancien parti. Il n'est pas difficile de créer une petite organisation indépendante. Mais créer un nouveau Parti communiste est une tâche gigantesque. Les cadres nécessaires pour une telle tâche existent-ils ? Si oui, qu'ont-ils fait pour influencer les dizaines de milliers d'ouvriers qui sont membres du parti officiel ? Si ces cadres s'estiment capables d'expliquer aux ouvriers la nécessité d'un

nouveau parti, alors ils doivent, avant toute chose, se mettre eux-mêmes à l'épreuve, en travaillant à la régénérescence du parti existant.

Poser aujourd'hui le problème d'un troisième parti signifie s'opposer, à la veille d'une grande décision historique, à des millions d'ouvriers communistes, qui, bien que mécontents de leur direction, restent attachés à leur parti par un de conservation révolutionnaire. Il faut trouver un langage commun avec ces millions d'ouvriers communistes. Il faut malgré les insultes, les calomnies et les persécutions, arriver jusqu'à la conscience de ces ouvriers, leur montrer que nous voulons la même chose qu'eux ; que nous n'avons pas d'autres intérêts que ceux du communisme ; que la voie que nous indiquons est la seule voie juste.

Il faut démasquer impitoyablement les capitulars ultra-gauches ; il faut exiger des "dirigeants" une réponse claire à la question : que faire maintenant ?, et proposer sa propre réponse pour tout le pays, pour chaque région, pour chaque ville, pour chaque quartier, pour chaque usine.

A l'intérieur du parti, il faut créer des cellules de bolcheviks-léninistes. Ils doivent inscrire sur leur drapeau : changement d'orientation et réforme du régime du parti. Là où ils s'assureront une base solide, ils doivent passer à l'application dans les faits de la politique de front unique, même à une échelle locale peu importante. La bureaucratie du parti les exclura ? Bien sûr, mais son règne dans les conditions actuelles ne durera pas longtemps.

Une discussion publique, sans interruption des réunions, sans citation tronquée, sans calomnie venimeuse, un échange loyal d'opinions sont nécessaires dans les rangs des communistes et de tout le prolétariat : c'est ainsi qu'en Russie, durant toute l'année 1917, nous avons polémique avec tous les partis et au sein même de notre parti. Il faut au travers de cette large discussion, préparer un congrès extraordinaire du parti avec un point unique à l'ordre du jour : "Qu'allons-nous faire ?" Les oppositionnels de gauche ne sont pas des intermédiaires entre le Parti communiste et la social-démocratie. Ce sont les soldats du communisme, ses agitateurs, ses propagandistes, ses organisateurs. Il faut se tourner vers le parti ! Il faut lui expliquer ! Il faut le convaincre !

Si le Parti communiste se voit forcé d'appliquer la politique de front unique, cela permettra de repousser presque à coup sûr l'offensive des fascistes. Et une victoire sérieuse sur le fascisme ouvrira la voie à la dictature du prolétariat.

Mais le fait d'avoir pris la tête de la révolution ne suffira pas à résoudre toutes les contradictions que le Parti communiste porte en lui. La mission de l'opposition de gauche ne sera nullement terminée. En un sens, elle ne fera que commencer. La victoire de la révolution prolétarienne en Allemagne devrait avoir pour première tâche, la liquidation de la dépendance bureaucratique à l'égard de l'appareil stalinien.

Demain, après la victoire du prolétariat allemand et même avant, dans sa lutte pour le pouvoir, le carcan qui paralyse l'Internationale communiste sautera. L'indigence des idées du centrisme bureaucratique, les limitations nationales de son horizon, le caractère antiprolétarien de son régime, tout cela apparaîtra à la lumière de la révolution allemande qui sera incomparablement plus vive que celle de la Révolution d'octobre. Les idées de Marx et de Lénine triompheront inmanquablement au sein du prolétariat allemand.

Conclusion

Un marchand menait des bœufs à l'abattoir. Le boucher s'avance, un couteau à la main. "Serrons les rangs et transperçons ce bourreau de nos cornes.", propose un des bœufs "Mais en quoi le boucher est-il pire que le marchand qui nous a conduits jusqu'ici avec sa trique", lui répondirent les bœufs qui avaient reçu leur éducation politique au pensionnat de Manouïlsky. ""C'est qu'ensuite nous pourrions régler son compte au marchand ! " - " Non ", répondirent les bœufs à principes à leur conseiller, "tu es la caution de gauche de nos ennemis, tu es toi-même un social-boucher." Et ils refusèrent de serrer les rangs. (Tiré des fables d'Esopé.)

"Placer l'annulation de la paix de Versailles obligatoirement, absolument et immédiatement au premier plan, avant la question de la libération du joug de l'impérialisme des autres pays opprimés par l'impérialisme, est du nationalisme petit bourgeois (digne des Kautsky, Hilferding, Otto Bauer et Cie), et non de l'internationalisme révolutionnaire" (Lénine, La Maladie infantile du communisme).

Ce qu'il faut, c'est l'abandon complet du communisme national, la liquidation publique et définitive des mots d'ordre de "révolution populaire" et de "libération nationale". Non pas : "A bas le traité de Versailles !", mais : "Vivent les Etats-Unis soviétiques d'Europe."

Le socialisme n'est réalisable que sur la base des plus récents acquis de la technique moderne et sur la base de la division internationale du travail.

L'édification du socialisme en URSS n'est pas un processus national qui peut se suffire à lui-même, elle fait partie intégrante de la révolution internationale.

La conquête du pouvoir par le prolétariat allemand et européen est une tâche incomparablement plus réelle et plus immédiate que la construction d'une société socialiste, fermée sur elle-même et autarcique, dans les frontières de l'URSS.

Défense inconditionnelle de l'URSS, premier Etat ouvrier, contre les ennemis intérieurs et extérieurs de la dictature du prolétariat !

Mais la défense de l'URSS ne doit pas être menée les yeux bandés. Contrôle du prolétariat international sur la bureaucratie soviétique ! Mise à nu impitoyable de ses tendances thermidorienne et nationale-réformistes, dont la théorie du socialisme dans un seul pays est la généralisation.

Que faut-il au Parti communiste ? Le retour à l'école stratégique des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste. Abandon de l'ultimatum à l'égard des organisations ouvrières de masse : la direction communiste ne saurait être imposée, elle ne peut être que gagnée.

Abandon de la théorie du social-fascisme, qui aide la social-démocratie et le fascisme.

Exploitation conséquente de l'antagonisme entre la social-démocratie et le fascisme : a) pour une lutte plus effective contre le fascisme ; b) pour opposer les ouvriers sociaux-démocrates à leur direction réformiste.

Ce sont les intérêts vitaux de la démocratie prolétarienne, et non les principes de la démocratie formelle, qui doivent servir de critères pour apprécier les changements de régimes politiques de la domination de la bourgeoisie.

Aucun soutien ni direct ni indirect au régime de Brüning !

Défense hardie et dévouée des organisations du prolétariat contre les fascistes.

"Classe contre classe !" Cela signifie que toutes les organisations du prolétariat doivent occuper leur place dans le front unique contre la bourgeoisie.

Le programme pratique du front unique doit être défini par un accord entre les organisations devant les masses. Chaque organisation demeure sous son drapeau et conserve sa direction. Dans l'action, chaque organisation respecte la discipline du front unique.

"Classe contre classe !" Il faut mener une campagne d'agitation inlassable pour que les organisations sociales-démocrates et les syndicats réformistes rompent avec leurs perfides alliés bourgeois du "front de fer" et serrent les rangs avec les organisations communistes et toutes les autres organisations du prolétariat.

"Classe contre classe !" Propagande et préparation organisationnelle des Soviets ouvriers, comme forme supérieure du front unique prolétarien.

Totale indépendance politique et organisationnelle du Parti communiste à chaque moment et dans n'importe quelle circonstance.

Aucune combinaison de programmes ou de drapeaux. Aucune transaction sans principe. Totale liberté de critique à l'égard des alliés du moment.

L'opposition de gauche soutient, cela va sans dire, la candidature de Thaelmann au poste de président.

Les bolcheviks-léninistes doivent être aux avant-postes dans la mobilisation des ouvriers, sous le drapeau de la candidature communiste officielle.

Les communistes allemands doivent s'inspirer non du régime interne actuel du Parti communiste de l'Union soviétique, qui reflète la domination d'un appareil sur la base d'une révolution victorieuse, mais du régime du parti qui a conduit à la révolution.

La liquidation de l'omnipotence de l'appareil dans le Parti communiste allemand est une question de vie ou de mort.

Le retour à la démocratie dans le parti est indispensable.

Les ouvriers communistes doivent obtenir en premier lieu une discussion sérieuse et honnête dans le parti sur les questions de stratégie et de tactique. La voix de l'opposition de gauche (des bolcheviks-léninistes) doit être écoutée par le parti. Après une discussion générale dans le parti, les décisions doivent être prises par un congrès extraordinaire, élu librement.

La politique correcte du Parti communiste à l'égard du SAP est la suivante : critique sans concessions (mais honnête, c'est-à-dire correspondant aux faits) du caractère bâtard de la direction ; attitude attentive, fraternelle, par rapport à l'aile gauche ; être prêt à passer des accords pratiques avec le SAP et à instaurer des liens politiques plus étroits avec l'aile révolutionnaire.

Changement total d'orientation dans la politique syndicale : lutte contre la direction réformiste sur la base de l'unité des syndicats. Mener systématiquement la politique de front unique dans les entreprises. Accords avec les comités d'usine réformistes, sur la base d'un programme précis de revendications. Lutte pour la baisse des prix. Lutte contre l'abaissement des salaires. Placer cette lutte sur les rails de la campagne pour le contrôle ouvrier sur la production. Campagne pour la coopération avec l'URSS sur la base d'un plan économique unique. Elaboration par les organes de l'URSS, avec la participation des organisations

intéressées du prolétariat allemand, d'un plan ayant valeur d'exemple. Campagne pour le passage de l'Allemagne au socialisme sur la base d'un tel plan.

Ceux qui affirment que la situation est désespérée, mentent. Il faut chasser les pessimistes et les sceptiques des rangs du prolétariat comme des pestiférés. Les ressources internes du prolétariat allemand sont inépuisables. Elles se fraieront un chemin.

Léon Trotsky La tragédie du prolétariat allemand Les ouvriers allemands se relèveront, le stalinisme jamais !
14 mars 1933 Le prolétariat le plus puissant d'Europe par son rôle dans la production, son poids social et la force de ses organisations, n'a opposé aucune résistance à l'arrivée d'Hitler au pouvoir et aux premières attaques violentes contre les organisations ouvrières. Tel est le fait dont il faut partir dans les calculs stratégiques futurs. Ce serait une absurdité évidente que de penser que le développement ultérieur de l'Allemagne suivrait la voie italienne : qu'Hitler consolidera pas à pas sa domination, sans rencontrer de sérieuses résistances ; que le fascisme allemand a devant lui de longues années de domination. Non, il faudra tirer le destin futur du national-socialisme de l'analyse de la situation allemande et internationale, et non de simples analogies historiques. Mais dès maintenant, une chose est claire : si dès septembre 1930 nous réclamions de l'Internationale communiste qu'elle fixe des objectifs à court terme en Allemagne, maintenant il faut bâtir une politique à longue échéance. Avant que des combats décisifs soient possibles, l'avant-garde du prolétariat allemand devra s'orienter sur une nouvelle voie c'est-à-dire comprendre clairement ce qui c'est passé, définir sa responsabilité pour cette grande défaite historique, tracer de nouvelles voies et retrouver ainsi son assurance. Le rôle criminel de la social-démocratie n'a pas besoin de commentaires : la création de l'Internationale communiste il y a quatorze ans avait précisément pour but d'arracher le prolétariat à l'influence démoralisatrice de la social-démocratie. Si cela n'a pas réussi jusqu'à présent, si le prolétariat allemand s'est révélé, lors d'une très grande épreuve historique, impuissant, désarmé, paralysé, la faute directe et immédiate en incombe à la direction post-léninienne de l'Internationale communiste. C'est la première conclusion qu'il est urgent de tirer. Sous les coups perfides de la bureaucratie stalinienne, l'opposition de gauche a conservé jusqu'au bout sa fidélité au parti officiel. Les bolcheviks-léninistes partagent aujourd'hui le sort de toutes les autres organisations communistes : nos cadres sont arrêtés, nos publications interdites, notre littérature confisquée ; Hitler s'est même empressé de fermer le Bulletin de l'opposition, qui paraît en russe. Mais si les bolcheviks-léninistes subissent à égalité avec l'ensemble de l'avant-garde prolétarienne, toutes les conséquences de la première victoire sérieuse du fascisme, par contre, ils ne peuvent ni ne veulent porter la moindre parcelle de responsabilité pour la politique officielle de l'Internationale communiste. Dès 1923, c'est-à-dire depuis le début de la lutte contre l'opposition de gauche, la direction stalinienne a aidé de toutes ses forces, bien qu'indirectement, la social-démocratie à désorienter, à embrouiller et à décourager le prolétariat allemand : elle retenait et freinait les ouvriers, alors que la situation exigeait une offensive révolutionnaire audacieuse ; elle proclamait l'approche d'une situation révolutionnaire, alors que celle-ci appartenait déjà au passé ; elle passait des accords avec des phraseurs et des bavards de la petite bourgeoisie ; elle se mettait impuissamment à la remorque de la social-démocratie sous prétexte de mener la politique de front unique ; elle proclamait la " troisième période " et la lutte pour la conquête de la rue dans des conditions de reflux politique et de faiblesse du Parti communiste ; elle remplaçait la lutte sérieuse par des bonds, des aventures ou des parades ; elle isolait les communistes des syndicats de masse ; elle identifiait la social-démocratie au fascisme et refusait le front unique avec les organisations ouvrières de masse, face aux attaques des bandes du national-socialisme ; elle sabotait toute initiative locale de front unique défensif et, en même temps, trompait systématiquement les ouvriers en ce qui concerne le rapport de forces réel, déformait les faits, présentait les amis comme des ennemis, et les ennemis comme des amis, et serrait de plus en plus fortement le parti à la gorge, ne lui permettant ni de respirer librement, ni de parler, ni de penser. Dans la très abondante littérature consacrée à la question du fascisme, il suffit de se référer au discours du chef officiel du parti allemand, Thaelmann, qui, au plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste, en avril 1931, démasquait dans les termes suivants les " pessimistes ", c'est-à-dire les gens qui savaient regarder l'avenir en face : " nous ne nous sommes pas laissés égarer par les paniquards... Nous avons établi fermement et avec bon sens que le 14 septembre (1930) était, d'une certaine manière, le plus grand jour d'Hitler, et que les jours qui suivraient, seraient non pas meilleurs mais pires ; cette appréciation que nous avons donnée du développement de ce parti, est confirmée par les événements... Aujourd'hui, les fascistes n'ont déjà plus aucun motif de rire ". Faisant allusion au fait que la social-démocratie formait ses propres groupes de défense, Thaelmann démontra dans ce discours que ces détachements ne se distinguaient en rien des troupes de choc du national-socialisme, et qu'ils se préparaient les uns comme les autres à écraser les communistes. Aujourd'hui, Thaelmann est arrêté. Les bolcheviks-léninistes se retrouvent avec Thaelmann sous les coups de la réaction triomphante. Mais la politique de Thaelmann est la politique de Staline, c'est-à-dire la politique officielle de l'Internationale communiste.

C'est précisément cette politique qui est la cause de la complète démoralisation du parti au moment du danger, quand les chefs perdent la tête, que les membres du parti qui ont perdu l'habitude de penser, tombent dans un état de prostration et que les positions historiques les plus hautes sont rendues sans combat. Une théorie politique erronée porte en elle-même son châtement. La force et l'entêtement de l'appareil ne font qu'augmenter l'ampleur de la catastrophe. Ayant rendu à l'ennemi tout ce qu'il était possible de rendre en un aussi court laps de temps, les staliniens essaient de corriger ce qui s'est passé, par des actions désordonnées qui ne font que jeter une lumière plus crue sur toute la chaîne de leurs crimes. Aujourd'hui, alors que la presse du Parti communiste est étouffée, l'appareil détruit, qu'au-dessus de la maison de Liebknecht flotte impunément le chiffon sanglant du fascisme, le Comité exécutif de l'Internationale communiste s'engage sur la voie du front unique non seulement à la base, mais aussi au sommet. Ce nouveau zigzag, plus abrupt que tous ceux qui ont précédé, n'a pas été accompli cependant par le Comité exécutif de l'Internationale communiste sous sa propre impulsion : la bureaucratie stalinienne en a laissé l'initiative à la II^e Internationale. Elle a réussi à saisir dans ses mains l'instrument du front unique, dont elle avait mortellement peur jusqu'à présent. Pour autant que l'on puisse parler d'avantages dans une situation de recul panique, ceux-ci sont entièrement du côté du réformisme. Obligée de répondre à une question directe, la bureaucratie stalinienne choisit la pire des solutions : elle ne refuse pas l'accord des deux Internationales, mais elle ne l'accepte pas non plus ; elle joue à cache-cache. Elle a à tel point perdu confiance en soi, elle est à tel point humiliée, qu'elle n'ose déjà plus affronter de face, devant le prolétariat mondial, les chefs de la II^e Internationale, ces agents patentés de la bourgeoisie, ces électeurs de Hindenburg, qui ont frayé la voie au fascisme. Dans l'appel du Comité exécutif de l'Internationale communiste (" Aux ouvriers de tous les pays ") du 5 mars, les staliniens ne parlent pas du " social-fascisme ", comme de l'ennemi principal. Ils ne rappellent pas non plus la grande trouvaille de leur chef : " la social-démocratie et le fascisme ne sont pas des antipodes, mais des jumeaux ". Ils n'affirment plus que la lutte contre le fascisme exige l'écrasement préalable de la social-démocratie. Ils ne soufflent mot de l'impossibilité du front unique par en haut. Au contraire, ils énumèrent scrupuleusement les cas où, dans le passé, la bureaucratie stalinienne, de manière inattendue pour les ouvriers et pour elle-même, s'est trouvée dans l'obligation de proposer, en passant, à l'improvisiste, le front unique aux dirigeants réformistes. C'est ainsi que sous la rafale de la tempête historique, s'éparpillent les théories artificielles et fausses, dignes de charlatans. Se référant aux " conditions originales de chaque pays " et à l'impossibilité qui, soi-disant, en découle, d'organiser le front unique à l'échelle internationale (on oublie d'un seul coup toute la lutte contre " l'exceptionnalisme ", c'est-à-dire la théorie des droitiers sur les particularités nationales !), la bureaucratie stalinienne recommande aux Partis communistes nationaux d'adresser une proposition de front unique aux " Comités Centraux des Partis sociaux-démocrates ". Hier encore, on appelait cela capituler devant le social-fascisme ! C'est ainsi que passent sous la table, dans la corbeille à papiers, les plus hautes leçons du stalinisme de ces quatre dernières années, et que tombe en poussière tout un système politique. L'affaire ne s'arrête pas là : venant juste après avoir déclaré qu'il était impossible d'élaborer des conditions de front unique dans l'arène internationale, le Comité exécutif de l'Internationale communiste l'oublie aussitôt et, vingt lignes plus loin, formulent les conditions dans lesquelles le front unique est acceptable et admissible dans tous les pays, quelles que soient les différences des conditions nationales. Le recul devant le fascisme s'accompagne d'un recul panique devant les commandements théoriques du stalinisme. Des éclats et des débris d'idées et de principes sont jetés sur la route comme du lest. Les conditions de front unique, mises en avant par l'Internationale communiste pour tous les pays (Comités d'action contre le fascisme, manifestations et grèves contre l'abaissement des salaires) n'apportent rien de nouveau, au contraire, elles sont la reproduction schématisée, bureaucratisée des mots d'ordre que l'opposition de gauche avait formulés de manière beaucoup plus précise et concrète il y a deux ans et demi, et qui lui avait valu d'être rangée dans le camp du social-fascisme. Un front unique sur ces bases pourrait donner en Allemagne des résultats décisifs ; mais, pour cela, il devrait être réalisé à temps. Le temps est le facteur le plus important en politique. Quelle est donc la valeur pratique des propositions du Comité exécutif de l'Internationale communiste actuellement ? Pour l'Allemagne, elle est réduite au minimum. La politique de front unique suppose un " front ", c'est-à-dire des positions fermes et une direction centralisée. L'opposition de gauche a avancé dans le passé les conditions du front unique, en tant que conditions de défense active, avec la perspective d'un passage à l'offensive. Aujourd'hui, le prolétariat allemand en est arrivé au stade de la retraite désordonnée, qui ne comporte même pas de combats d'arrière-garde. Dans ces circonstances, peuvent et vont se former des unions spontanées entre ouvriers communistes et sociaux-démocrates pour des tâches isolées et épisodiques, mais la réalisation systématique du front unique est remise inévitablement à un avenir indéfini. Il ne faut déjà plus se faire d'illusions à ce sujet. Il y a un an et demi, nous déclarions que la clé de la situation se trouvait dans les mains du Parti communiste allemand. Aujourd'hui, la bureaucratie stalinienne a laissé échapper cette clé. Il faudra des

événements importants, échappant à la volonté du parti pour donner la possibilité aux ouvriers de faire une halte, de se raffermir, de reformer leurs rangs et de passer à une défense active. Quand viendra précisément ce moment, nous ne le savons pas. Peut-être beaucoup plus vite que ne l'escompte la contre-révolution triomphante. Mais en tout cas, ce ne sont pas ceux qui ont composé le manifeste du Comité exécutif de l'Internationale communiste, qui dirigeront la politique de front unique en Allemagne. Si la position centrale a été abandonnée à l'ennemi, il faut se renforcer aux abords, il faut préparer des points d'appui pour une future attaque concentrique. Cette préparation à l'intérieur de l'Allemagne implique qu'on fasse une analyse critique du passé, qu'on entretienne le moral des combattants d'avant-garde et leur cohésion, et que l'on organise là où c'est possible, les combattants d'arrière-garde, dans l'attente du moment où les détachements isolés pourront se réunir en une grande armée. Cette préparation implique, en même temps, la défense des positions prolétariennes dans les pays étroitement liés à l'Allemagne, ou qui sont ses voisins immédiats : en Autriche, en Tchécoslovaquie, en Pologne, dans les Pays baltes, en Scandinavie, en Belgique, en Hollande, en France et en Suisse. Il faut entourer l'Allemagne fasciste d'un anneau puissant de positions prolétariennes. Sans cesser une seule minute de tenter d'arrêter la retraite désordonnée des ouvriers allemands, il faut maintenant créer pour la lutte contre le fascisme des positions prolétariennes fortes autour des frontières de l'Allemagne. En premier lieu vient l'Autriche qui est la plus directement menacée par le coup d'Etat fasciste. On peut dire avec certitude que, si le prolétariat autrichien s'emparait aujourd'hui du pouvoir et transformait son pays en une place d'armes révolutionnaire, l'Autriche deviendrait pour la révolution du prolétariat allemand, ce qu'était le Piémont pour la révolution de la bourgeoisie italienne. Il est impossible de prévoir jusqu'où ira sur cette voie le prolétariat autrichien, poussé en avant par les événements mais paralysé par la bureaucratie réformiste. La tâche du communisme est d'aider les événements contre l'austro-marxisme. Le moyen en est la politique de front unique. Les conditions que le manifeste du Comité exécutif de l'Internationale communiste répète avec tant de retard après l'opposition de gauche, conservent ainsi toute leur force. La politique de front unique, cependant, présente non seulement des avantages mais aussi des dangers. Elle donne facilement naissance à des combinaisons des dirigeants derrière le dos des masses, à une adaptation passive à l'allié et à des oscillations opportunistes. On ne peut prévenir ces dangers qu'en se donnant deux garanties expresses : maintien de la liberté totale de critique en ce qui concerne l'allié et rétablissement de la liberté totale de critique à l'intérieur de son propre parti. Le refus de critiquer ses alliés conduit directement et immédiatement à la capitulation devant le réformisme. La politique de front unique sans démocratie à l'intérieur du parti, c'est-à-dire sans le contrôle du parti sur l'appareil, laisse les mains libres aux chefs pour des expériences opportunistes, complément inévitable des expériences aventuristes. Comment agit dans ce cas le Comité exécutif de l'Internationale communiste ? Des dizaines de fois, l'opposition de gauche a prédit que, sous le coup des événements, les staliniens seraient obligés d'abandonner leur ultra-gauchisme, et que, une fois sur la voie du front unique, ils commettraient toutes les trahisons opportunistes qu'ils nous attribuaient la veille. Cette prédiction s'est réalisée, cette fois encore, mot pour mot. Après avoir fait un saut périlleux pour se retrouver sur les positions du front unique, le Comité exécutif de l'Internationale communiste foule aux pieds les garanties fondamentales qui, seules, peuvent assurer un contenu révolutionnaire à la politique de front unique. Les staliniens prennent acte et font leur la demande hypocrite et diplomatique des réformistes, concernant la soi-disant " non-agression mutuelle ". Reniant toutes les traditions du marxisme et du bolchevisme, le Comité exécutif de l'Internationale communiste recommande aux Partis communistes, en cas de réalisation du front unique, de " renoncer aux attaques contre les organisations sociales-démocrates, pendant la lutte commune ". C'est ainsi formulé ! Renoncer " aux attaques (!) contre la social-démocratie " (quelle formule honteuse !) implique que l'on renonce à la liberté de critique politique, c'est-à-dire à la fonction fondamentale du parti révolutionnaire. Cette capitulation est provoquée non par une nécessité pratique, mais par la panique. Les réformistes viennent et viendront à un accord dans la mesure où la pression des événements, conjuguée à celle des masses, les y oblige. L'exigence de " non-agression " est un chantage, c'est-à-dire une tentative de la part des chefs réformistes d'obtenir un avantage supplémentaire. Se soumettre au chantage signifie construire le front unique sur des bases pourries, et donner la possibilité aux combinards réformistes de le faire éclater sous n'importe quel prétexte. La critique en général, et encore plus dans les conditions du front unique, doit, évidemment, correspondre aux rapports réels et ne pas dépasser certaines limites. Il faut rejeter l'absurdité du " social-fascisme " : ce n'est pas une concession à la social-démocratie mais au marxisme. Il ne faut pas critiquer l'allié pour ses trahisons en 1918, mais pour son mauvais travail en 1933. La critique, à l'image de la vie politique elle-même dont elle est la voix, ne saurait s'arrêter même une heure. Si les révélations communistes correspondent à la réalité, elles servent les objectifs du front unique, poussent en avant l'allié temporaire et, ce qui est encore plus important, donnent une éducation révolutionnaire au prolétariat dans son ensemble. Le premier degré de la politique honteuse et criminelle, que Staline imposa aux communistes

chinois par rapport au Kuomintang, fut précisément marquée par le renoncement à cette obligation fondamentale. L'affaire n'est pas meilleure en ce qui concerne la deuxième garantie. Renonçant à critiquer la social-démocratie, l'appareil stalinien ne pense même pas à rendre le droit de critique aux membres de son propre parti. Le tournant lui-même est accompli comme à l'habitude, sous la forme d'une révélation bureaucratique. Aucun congrès national, aucun congrès international ni même de plénum du Comité exécutif de l'Internationale communiste, aucune préparation dans la presse du parti, aucune analyse des événements politiques passés. Et ce n'est pas étonnant : dès le début de la discussion dans le parti, tout ouvrier qui réfléchit, poserait aux gens de l'appareil, la question : pourquoi les bolcheviks-léninistes ont-ils été exclus de toutes les sections, pourquoi sont-ils arrêtés, déportés et fusillés en URSS ? Est-ce donc seulement parce qu'ils creusent plus profondément et qu'ils voient plus loin ? La bureaucratie stalinienne ne peut admettre cette conclusion. Elle est capable de n'importe quel bond et tournant, elle ne peut ni n'ose accepter une confrontation loyale avec les bolcheviks-léninistes devant les ouvriers. Ainsi, dans la lutte pour sa conservation, l'appareil déprécie son nouveau tournant, en ruinant à l'avance son crédit non seulement auprès des sociaux-démocrates, mais aussi auprès des ouvriers communistes. La publication du manifeste du Comité exécutif de l'Internationale communiste s'accompagne encore d'une circonstance, qui est un peu à côté de la question débattue, mais qui jette une vive lumière sur la situation actuelle de l'Internationale communiste et sur l'attitude du groupe dirigeant stalinien à son égard. Le manifeste est imprimé dans la Pravda du 6 mars, non comme un appel direct et ouvert au nom du Comité exécutif de l'Internationale communiste qui se trouve à Moscou, comme cela s'est toujours fait, mais il est présenté comme la traduction d'un document de l'Humanité, transmis par l'Agence Tass de Paris. Quelle ruse insensée et humiliante !

Après tous les succès, après la réalisation du premier plan quinquennal, après la " liquidation des classes ", après " l'entrée dans le socialisme ", la bureaucratie stalinienne n'ose pas imprimer sous son propre nom, le manifeste du Comité exécutif de l'Internationale communiste ! Voilà sa véritable attitude envers l'Internationale communiste, voilà comment elle se sent réellement dans l'arène internationale. Le manifeste n'est pas la seule réponse à l'initiative de la II^e Internationale. Par le biais d'organisations servant de paravent : l'opposition syndicale rouge (RGO), allemande et polonaise, l'Antifa et la Confédération générale du travail italienne, l'Internationale communiste convoque pour le mois d'avril " un congrès paneuropéen, ouvrier et antifasciste ". La liste des invités est, comme il convient, confuse et vaste : les " entreprises " (c'est ainsi formulé : les " entreprises ", bien que les communistes soient évincés de presque toutes les entreprises du monde, grâce aux efforts de Staline-Lozovsky), les organisations ouvrières locales, révolutionnaires, réformistes, catholiques et sans parti, les organisations sportives, antifascistes et paysannes. Bien plus : " Nous voulons inviter toutes les personnes isolées qui se battent effectivement (!) pour la cause des travailleurs. " Ayant ruiné pour longtemps la cause des masses, les stratèges font appel aux " personnes isolées ", ces justes qui n'ont pas trouvé place dans les masses, mais qui, néanmoins, " se battent effectivement pour la cause des travailleurs ". Barbusse et le général Schönaich seront à nouveau mobilisés pour sauver l'Europe d'Hitler. Nous avons devant nous le livret tout prêt de l'une de ces représentations de charlatans, dont les staliniens se servent habituellement pour masquer leur impuissance. Qu'a fait le bloc d'Amsterdam des centristes et des pacifistes dans la lutte contre l'attaque des brigands japonais contre la Chine ? Rien. Par respect pour la " neutralité " stalinienne, les pacifistes ne firent même pas paraître un manifeste de protestation. Aujourd'hui, on prépare une réédition du congrès d'Amsterdam, non contre la guerre, mais contre le fascisme. Que fera le bloc antifasciste des " entreprises " absentes et des " isolés " impuissants. Rien. On sortira un manifeste creux, si, cette fois-ci, on arrive jusqu'au congrès. Le penchant pour les " personnes isolées " a deux extrémités : opportuniste et aventuriste. Les socialistes révolutionnaires russes, dans le passé, tendaient la main droite aux libéraux et tenaient une bombe de la main gauche. L'expérience des dix dernières années prouve qu'après chaque grande défaite, provoquée ou, du moins, aggravée par la politique de l'Internationale communiste, la bureaucratie stalinienne a invariablement essayé de sauver sa réputation à l'aide de quelque grandiose aventure (l'Esthonie, la Bulgarie, Canton). Ce danger n'est-il pas encore présent aujourd'hui ? En tout cas, nous considérons comme notre devoir d'élever la voix pour une mise en garde. Les aventures qui ont pour but de se substituer à l'action des masses paralysées, désorganisent encore plus les masses et aggravent la catastrophe. Les conditions de la situation mondiale actuelle, ainsi que les conditions de chaque pays pris séparément, sont aussi mortelles pour la social-démocratie que favorables au parti révolutionnaire. Mais la bureaucratie stalinienne a su transformer la crise du capitalisme et celle du réformisme en crise du communisme. Tel est le bilan de dix ans de direction incontrôlée des épigones. Il se trouve des tartuffes pour dire : l'opposition de gauche critique un parti tombé entre les mains du bourreau. Les canailles ajoutent : l'opposition aide le bourreau. En combinant un sentimentalisme hypocrite et un mensonge empoisonné, les staliniens essaient de cacher le Comité central derrière l'appareil, l'appareil derrière le parti, et d'éluder la question des responsables de la catastrophe, de la

stratégie erronée, du régime désastreux, de la direction criminelle : c'est cela aider les bourreaux d'aujourd'hui et de demain. La politique de la bureaucratie stalinienne en Chine n'était pas moins désastreuse que la politique actuelle en Allemagne. Mais là-bas, les choses se passèrent derrière le dos du prolétariat mondial, dans des circonstances qu'il ne comprenait pas. La voix critique de l'opposition de gauche en URSS ne parvenait pour ainsi dire pas jusqu'aux ouvriers des autres pays. L'expérience de la Chine se passa presque impunément pour l'appareil stalinien. En Allemagne il en va autrement. Toutes les étapes du drame se sont déroulées sous les yeux du prolétariat mondial. A chaque étape, l'opposition a fait entendre sa voix. Tout le cours du développement a été prédit à l'avance. La bureaucratie stalinienne a calomnié l'opposition, lui a imputé des idées et des plans qui lui étaient étrangers, a exclu tous ceux qui parlaient de front unique, a aidé la bureaucratie sociale-démocrate à saboter les comités unifiés de défense à l'échelon local, a enlevé aux ouvriers toute possibilité de déboucher sur la voie de la lutte de masse, a désorganisé l'avant-garde et paralysé le prolétariat. Ainsi, en s'opposant au front unique de défense avec la social-démocratie, les staliniens se sont retrouvés avec elle, dans un front unique de panique et de capitulation. Et aujourd'hui, se trouvant déjà devant des ruines, la direction de l'Internationale communiste craint plus que tout la lumière et la critique. Que périsse la révolution mondiale, mais que vive le faux prestige ! Les banqueroutiers sèment la confusion et brouillent les traces. La Pravda considère comme une " immense victoire politique " le fait que le Parti communiste allemand, alors qu'il recevait les premiers coups a perdu " seulement " 1 200 000 voix, pour une augmentation globale des votants de quatre millions. De la même manière, Staline, en 1924, jugeait comme une " victoire immense ", le fait que les ouvriers allemands qui avaient reculé sans combat, aient réussi à donner au Parti communiste 3 600 000 voix. Si le prolétariat, trompé et désarmé par les deux appareils, a donné cette fois-ci au Parti communiste près de cinq millions d'électeurs, cela signifie seulement qu'il lui aurait donné deux fois ou trois fois plus, s'il avait eu confiance en sa direction. Il l'aurait porté au pouvoir, si le parti avait su montrer qu'il était capable de le prendre et de le conserver. Mais il n'a rien donné au prolétariat si ce n'est la confusion, des zigzags, des défaites et des malheurs. Oui, cinq millions de communistes sont encore parvenus à se rendre un à un aux urnes. Mais ils ne sont ni dans les entreprises, ni dans la rue. Ils sont désemparés, éparpillés, démoralisés. Sous le joug de l'appareil, ils ont perdu l'habitude d'être indépendants. La terreur bureaucratique du stalinisme a paralysé leur volonté, avant que soit venu le tour de la terreur criminelle du fascisme. Il faut dire clairement, nettement, ouvertement : le stalinisme en Allemagne a eu son 4 août. Désormais, les ouvriers d'avant-garde de ce pays ne parleront plus de la période de domination de la bureaucratie stalinienne qu'avec un sentiment brûlant de honte, qu'avec des paroles de haine et de malédiction. Le Parti communiste officiel d'Allemagne est condamné. Désormais, il ne peut que perdre du terrain, s'effriter et se réduire à néant. Aucun moyen artificiel ne peut le sauver. Le communisme allemand ne peut renaître que sur de nouvelles bases, et avec une nouvelle direction. La loi du développement inégal s'exprime aussi dans le destin du stalinisme. Il se trouve dans les différents pays à différents stades de son déclin. Dans quelle mesure l'expérience tragique de l'Allemagne servira d'impulsion pour la renaissance des autres sections de l'Internationale communiste, c'est l'avenir qui le dira. En Allemagne, en tout cas, la sinistre chanson de la bureaucratie stalinienne a fini d'être chantée. Le prolétariat allemand se relèvera, le stalinisme jamais. Les ouvriers d'avant-garde allemands doivent construire un nouveau parti sous les coups terribles de l'ennemi. Les bolcheviks-léninistes consacreront toutes leurs forces à ce travail.

BARTA

31 décembre 1943

GUERRE CIVILE EN ALLEMAGNE « On entend souvent des ouvriers, pas toujours de mauvaise foi, dire en parlant des ouvriers allemands : "Pourquoi ne se révoltent-ils pas ? Ils ont l'obéissance dans le sang c'est une nation militariste, etc..." Ces insanités sont assez habituelles dans la bouche des ouvriers qui, bon gré mal gré, veulent justifier la politique d'union sacrée avec les exploiters français et "alliés". Ceux qui parlent ainsi oublient facilement que le même "reproche" pourrait être adressé par exemple aux ouvriers espagnols et français qui subissent eux aussi le même joug que les ouvriers allemands, le régime totalitaire de Franco et de Pétain. La classe ouvrière allemande a derrière elle un passé de luttes aussi riche que les prolétariats espagnol et français. De 1918 à 1933, avec une certaine atténuation de 1924 à 1928, une dure guerre civile mit aux prises la classe ouvrière allemande et ses exploiters, lutte dont l'issue devait décider du sort de l'Allemagne et du monde : vers le socialisme par la victoire du prolétariat allemand, ou vers une deuxième guerre impérialiste mondiale, par la victoire de la bourgeoisie allemande. La trahison de la social-démocratie et la bureaucratisation du parti communiste provoquèrent la défaite des ouvriers et rendirent les mains libres aux impérialistes allemands. La crise révolutionnaire éclata en Allemagne à la suite de l'échec définitif des plans militaires de l'impérialisme allemand (échec des offensives d'été 1918). Le 5 novembre 1918, 20.000 matelots se mutinèrent à Kiel, hissant le drapeau rouge et étendant leur mouvement aux principales villes

avec pour mots-d'ordre : démission du Kaiser, amnistie, armistice, paix, droits démocratiques. Partout surgirent des Conseils (Soviets) d'ouvriers et de soldats. La révolution gagna l'Allemagne, le Kaiser fut renversé, et l'armistice signé. La révolution mit fin à la guerre, mais le pouvoir, entièrement entre les mains des Comités, fut utilisé par les sociaux-démocrates conciliateurs, qui y occupaient une place prépondérante, pour maintenir intact l'ancien ordre bourgeois monarchiste. La guerre civile éclata entre le gouvernement social-démocrate d'Ebert et Scheidemann et les fractions avancées du prolétariat (dirigées par les Indépendants d'une part, et les Spartakistes avec Rosa Luxembourg et Karl Liebknecht d'autre part). Le 6 janvier 1919 le prolétariat de Berlin tenait entre ses mains la capitale. Mais la direction des Indépendants hésita, atermoya et n'osa pas arrêter le gouvernement ; les Spartakistes étaient trop faibles et manquaient d'expérience bolchévique. Le mouvement reflua et le gouvernement social-démocrate ayant fait appel au "chien sanguinaire" Noske, le bourreau de Kiel, (lui aussi social-démocrate), procéda avec l'aide des généraux monarchistes, au désarmement des Spartakistes. Le 15 janvier tombèrent, lâchement assassinés, les plus grands martyrs de la classe ouvrière allemande, Rosa Luxembourg, et Karl Liebknecht et de nombreux autres chefs spartakistes. Etouffé à Berlin, le mouvement se poursuivit sporadiquement en province, provoquant partout des rencontres sanglantes et de graves pertes du côté ouvrier, faute d'une direction générale révolutionnaire. De novembre 1918 jusqu'en 1923, la guerre civile, les grèves générales, étouffées ici, éclatant là, sans cesse réprimées pour renaître ailleurs, causèrent des dizaines de milliers de victimes, mais la victoire resta du côté de la bourgeoisie, grâce à la trahison de la social-démocratie, qui joua, en grand, le même rôle de bourreau que le "socialiste" français Dormoy, le fusilleur de Clichy en 1937. Dans cette lutte contre les ouvriers, la bourgeoisie allemande a été puissamment aidée matériellement par la Commission d'armistice alliée qui lui fit toutes les concessions nécessaires en ce qui concerne les armes et les forces armées destinées à la répression. En automne 1923 une crise révolutionnaire, déclenchée par les ouvriers, exceptionnellement favorable pour une insurrection, ne fut pas utilisée par la direction inexpérimentée du jeune parti communiste allemand. Et en 1924, début d'une certaine stabilisation économique au capitalisme allemand, la première vague révolutionnaire d'après-guerre reflua en Allemagne. Quand en 1925-29 commença la grande crise économique, particulièrement terrible en Allemagne, où elle précipita dans la faillite des dizaines de milliers de petits commerçants, jetant sur le pavé de nombreux millions de chômeurs, et provoquant le désespoir des petits paysans, le prolétariat allemand se trouva encore moins que par le passé en possession d'une direction révolutionnaire. La bureaucratisation de l'Internationale communiste à partir de 1924 avait transformé le PC allemand en un parti incapable de mener au combat des masses décisives du prolétariat allemand. A droite les chefs social-démocrates vendus à la bourgeoisie, à gauche les chefs staliniens obéissant non pas à la marche de la lutte de classes en Allemagne, mais aux ordres de la bureaucratie soviétique, voilà le "secret" de la victoire de Hitler contre les ouvriers. La politique stalinienne devant la montée de Hitler basée sur l'exaspération de la petite-bourgeoisie sacrifiée par la crise capitaliste, est caractérisée : Premièrement par la tactique dite du "social-fascisme" qui opposa les ouvriers communistes aux ouvriers social-démocrates, au lieu d'unir la classe ouvrière sur la base d'un programme minimum de lutte contre le fascisme (front unique). Deuxièmement, par l'utilisation d'une certaine démagogie nationaliste pour faire "concurrence" à Hitler et lui enlever la sympathie des couches petites-bourgeoises (mot d'ordre : "libération nationale du Traité de Versailles"). Or la petite bourgeoisie ne s'était pas tournée vers Hitler par amour de son nationalisme dévergondé, mais parce qu'elle cherchait une issue à la crise qui l'étreignait mortellement. Devant l'impuissance des partis prolétariens à lui offrir cette issue par une action réellement efficace, la petite bourgeoisie se tourna vers Hitler, de même qu'un homme dont les vêtements ont pris feu se jette dans l'eau qui l'engloutira. En mettant en avant le mot d'ordre "libération nationale" par la destruction du traité de Versailles, avant d'avoir arraché aux capitalistes allemands la possession de l'Allemagne, le PCA a poussé le peuple allemand dans la voie de Hitler. En effet, si tous les maux dont souffrait l'Allemagne provenaient en premier lieu du traité de Versailles, dont l'abolition était mise au premier plan par le P.C. lui-même, alors le choix des masses, détournées de la véritable cause de leurs souffrances, le capitalisme allemand, ne pouvait se diriger que vers Hitler, qui sur ce terrain était tout à fait conséquent, et allait jusqu'au bout de ses "raisonnements". Malgré l'attitude des deux grands partis ouvriers qui conduisaient infailliblement les ouvriers allemands sous la botte de Hitler, les prolétariats allemand et autrichien menèrent leur lutte avec acharnement contre les bandes fascistes, versant partout leur sang dans des rencontres inégales parce que mal dirigées. Après que Hitler eût pris le pouvoir (1933), des centaines de milliers de militants ouvriers et des ouvriers sans parti tombèrent sous les balles fascistes, peuplèrent les prisons et remplirent les camps de concentration. En février 1934 à Vienne, les ouvriers autrichiens luttèrent à main armée contre le bourreau Dollfuss qui fit canonner les quartiers ouvriers. La lutte des ouvriers allemands contre leurs bourgeoisie n'a pas cessé après 1933, mais a été considérablement affaiblie par les succès extérieurs de Hitler. Les ouvriers qui reviennent d'Allemagne ont

pu se rendre compte de la lutte que mène aujourd'hui le prolétariat allemand, lutte qui ne tardera pas à éclater au grand jour à la faveur des défaites de Hitler. Ceux-là sont les agents de la bourgeoisie qui osent affirmer que les ouvriers allemands "ne sont pas des hommes comme nous". Si une communauté complète d'intérêts et des aspirations communes n'existaient pas entre les classes ouvrières française et allemande, entre le peuple allemand et le peuple français exploités par les capitalistes, alors c'était un crime de baser l'activité de toutes les organisations ouvrières d'avant 1914 et celle des internationalistes depuis 1914 (au premier chef du parti communiste) sur la pratique d'une solidarité avec les travailleurs d'outreRhin. C'est donner raison à notre bourgeoisie qui a conduit le pays de désastre en désastre, et qui accuse la classe ouvrière d'avoir mené le pays à la ruine par son "utopisme criminel". En réalité, les ouvriers allemands, par leurs traditions de lutte, par leur nombre et leur cohésion, par la place qu'ils tiennent dans la production européenne, par leur haute qualification, occupent dans la lutte anticapitaliste une place de premier ordre. Et sans leur participation décisive à cette lutte contre la bourgeoisie, les ouvriers d'Europe ne peuvent même pas songer à l'édification des Etats-Unis socialistes d'Europe, qui seuls assurent la liberté et la prospérité des peuples. Les impérialistes savent bien reconnaître leurs vrais ennemis. L'effort de Hitler pour briser la solidarité des ouvriers de tous les pays en enchaînant les ouvriers allemands au char de sa guerre impérialiste a lamentablement échoué, en même temps que ses plans et ses visées capitalistes. Aujourd'hui c'est au tour des impérialistes "alliés" de montrer leur hideuse figure ; en voulant faire de l'Europe un marché pour leurs produits, ils détruisent les usines et les moyens de production ; par leurs bombardements sauvages et inhumains ils veulent ruiner et frapper à mort la population laborieuse d'Allemagne (de même que les ouvriers de tous les pays qui s'y trouvent) pour épuiser leurs forces et les rendre incapables de lutter. Pour commettre impunément leurs crimes, les impérialistes déchaînent leur propagande chauvine afin d'entraver la solidarité internationale des travailleurs. En faisant échec à cette propagande capitaliste criminelle, la Quatrième Internationale scellera définitivement l'union entre les travailleurs d'Europe, en premier lieu entre les travailleurs français et allemands et, à travers la lutte contre la guerre impérialiste, pour le renversement des capitalistes, les mènera à la paix, à la liberté et à une vie meilleure. »